N° 311 - 27° and ON ON OF JORDAN LIBRARY

diplomatique Algérie : 6,00 DA Canada ; 1,75\$c, Expagne : 125 p. Abonnements : voir tarif page 12.

L'industrialisation

(Pages 17 à 21.)

DE KABOUL A PHNOM-PENH

L'ENGRENAGE

S l la situation internationale s'est « sansiblement compliquée », il « sansiblement compilquee », ii doit bien y avoir des « responsobles », et il convient de les dénoncer sans réticences », d'autant qu'ils parsévèrent dans leurs noirs desseins. Sont coupables de cette détérioration « les forces impérialistes » et tous ceux qui « considérent la détente comme un obstacle à la concrétisation de leurs projets agressifs, à l'attisement de leurs pro-chose militariste, à l'ingérence dans les affaires intérieures d'autres peuples ». Sont coupables « ceux qui sont profondément habitués à so comporter sans façons avec d'autres Etats, à agir dans l'arène internationale comme si tout leur était permis ».

Publication measurable

5, me des Italiens, 75427 Paris Cedex 89

-A TVIER 1980

Voilà bien une ferme dénonciation de l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan. Erreur! Car ainsi s'exprime M. Leonid Brejney dans l'Interview qu'il a accordée le 13 janvier à la « Pravda », interview en trois volets : à la fois plaidoyer en foveur de l'inter-vention des forces de l'U.R.S.S., critique de la riposte américaine, et maladroite tentative de séparer l'Europe des États-Unis (1).

Toujours est-il qu'une nouvelle charge explosive a été ajoutée aux dangers qui s'accumulaient depuis des mois, et que le regain de tension sera durable. Comme l'expliqualt, début janvier, M. Warren Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, les pays accidentaux n'ont pas « persévéré dans leur réplique » après l'entrée des troupes soviétiques en Tchécoslovoquie en 1968, mais, cette fois-ci,
« la riposte doit être résolue et prolongée dans le temps ». Elle vise en effet deux objectifs : pousser les Soviétiques à « faire marche arrière en Afghanistan », et les convaincre que « toute entreprise du même genre (contre un outre pays) entreinerait pour eux de

Par CLAUDE JULIEN

lourdes conséquences ». C'est pourquol, cioute-t-il, « je me refuse à croire que, cette fois-ci, notre réaction sera de courte durée » (2).

Et comment pourrait-il en être autrement? M. Brejnev a beau expliquer que « ces contingents (soviétiques) seront retirés d'Afghanistan dès qu'anront été éliminées les couses qui ont poussé les dirigeants afghans à nous adresser des demandes d'envoi de troupes », les faits répondent nette-

- entre l'exécution d'Amin et l'arrivée de M. Babrak Karmal dans les fourgons soviétiques, le scénario de la « demande d'envoi de troupes » est, pour Kaboul, encore moins au point, et

C'EST donc pour une longue période que le monde s'installe dans un climat de forte tension et, pour des couses qui tiennent aussi bien aux conditions internes de certains pays qu'à la rivalité des super-puissances, cette tension ne peut que s'aggraver.

Dans l'immédiat, peu importe le polds comparé des divers arguments, étroiteont convaincu Moscou d'envoyer ses troupes dans un pays voisin. Peu importent aussi le rôle et les motivations des diverses factions qui ont pu s'af-fronter au Kremlin avant la décision. Ce qui compte, c'est que, comme le dit M. Warren Christopher, « Il s'agit d'une action enfreprise par le gouvernement soviétique ; c'est lui assume la responsabilité »; Washington devait réagir sans se perdre en de voines spéculations sur « une lutte

 la résistance de certaines unités de l'armée afghane et de tribus « rebelles » annonce une longue présence des troupes soviétiques dans le pays envahi. Moscou ne pourra pas de sitôt, selon la formule de M. Warren Christopher, « faire marche arrière ». La riposte des Erats-Unis et de leurs alliés en sera d'autant « prolongée dans le temps », faute de quoi l'U.R.S.S. se sentirait autorisée à pousser son avantage plus loin; rien ne garantit d'ailleurs que l'attitude de Washington suffise à dissuader les Soviétiques de se lancer dans une autre « entreprise du même genre » en direction de pays aussi fragiles que stratégiquement

D'incontrôlables enchaînements

d'influences entre bons et méchants au sein du gouvernement soviétique : tous les membres de celui-ci sont responsobles, en tant que gouvernement ». Que les Soviétiques aient envahi l'Afghonistan « pour un motif spécifique » ou qu'ils envisagent des « prolonge-ments (qui) iraient bien au-delà », la riposte américaine devait être ferme. L'est-elle suffisomment? Peut-elle être efficace?

(Lire la suite page 12.)

(1) Traduction du Burean soviétique d'information, 14 janvier 1980. M. Brajnev: a) Invoque la traité soviéto-afghan, b) dénonce la décision américaine de geber » le traité SALT 2 et les échanges commerciaux avec l'URSS., c) affirme que la aituation en Europe est « bien mellieure qu'au début des années 70 ».

(2) Interview du 6 janvier à C.B.S. dans l'émission « Facs the Nation », traduction des services américains d'informations, Paria, 9 janvier 1980.

Lire pages 14 à 16 :

L'enchevêtrement des conflits et le jeu des Trois Grands

- Israēl-Palestine :
- Iran, Afghanistan;
- Golfe, détroit d'Ormuz : Mer Rouge, corne de l'Afrique;
- Inde, Pakistan:
- Océan Indien;
- Indochine, Thailande, Birmanie,

LOIS D'EXCEPTION EN ITALIE

MAFIA ET TERRORISME

Par FERDINANDO SCIANNA *

gr Pappalardo, cardinal-arche-vêque de Palerme, se rendant au Palais d'Orléans pour rendre homnage à la dépouille mortelle du président de la région sicilienne, Piersanti Mattarella, assassiné de huit coups de pistolet, devant sa porte, le dimanche 6 janvier, a déclaré aux journalistes : « L'assassinat de Mattarella est certainement l'épisode de millence le plus avers en sui sui termise. violence le plus grave qui ait tamais frappé la Sicile. » (1).

Dans les institutions italiennes, le président de la région sicilienne, de statut spécial, a rang de ministre. Son assassinat est donc d'une extrême gravité politique. Est-ce également l'a épisode de violence » le plus grave qui ait jamais frappé l'île, même si on limite à l'après-guerre le sens de ce « jamais »?

Considérons un autre «épisode de violence», un peu plus éloigné dans le temps, il est vrai : le ler mai 1947, à Portella-delle-Ginestre, des centaines Portella-delle-Ginestre, des centaines et des centaines de paysans, avec leurs familles s'étaient réunis sur le vaste espace qui s'étend entre la valiée de Piana et celle de San-Cipirrello. Le cordonnier Giacomo Schiro, secrétaire de la section socialiste de San-Giuseppe-Jato, avait commencé à parler lorsque, du sommet du mont Pizsuta, claquèrent plusieurs rafales de mitrailleuse. Hurlements, désordre, sauve-quipeut, des hommes tombent: les rafales continuèrent pendant trois minutes, en continuèrent pendant trois minutes, en laissant sur le terrain onze morts et cinquante-six blessés.

cinquante-six blessés.

Le 14 mai 1951 au cours du procès de Viterbe contre ce qui restait de la bande du fameux hors-la-loi Salvatore Giuliano, Gaspare Pisciotta, lieutemant de Giuliano, qu'il avait assassiné pour le compte de la Maña et des carahiniers, déclara devant le tribunal que le massacre avait bien été l'œuvre de leur hande et, textuellement, que : « Ce jurent Marchesano, le prince Alliata et Bernardo Mattarella qui ordonnèrent le massacre de Portella-delle-Ginestre » (2). Gaspare Pisciotta fut luimème assassiné dans la prison de l'Ucciardone à Palerme, le 9 février 1954, avec un café à la strychnine. Mattarella et les autres, dénoncés comme instigateurs du crime, furent acquittés par la cour d'appel de Paacquittés par la cour d'appel de Pa-lerme au cours de l'instruction.

Le massacre de Portella-delle-Gines-tre fut le plus grave «épisode de vio-lence» politique (le plus grave qui ait jamais frappe la Sicile?) parmi ceux, très nombreux, qui, dans l'immédiat après-guerre et par la suite, ont vu Mafia bandis ministres democrates. après-guerre et par la suite, ont vu Malia, bandits, ministres démocrates-chrétiens et forces de l'a ordre », tous unis pour faire obstacle, par tous les moyens, à l'opposition politique et so-ciale représentée par la gauche. De Portella-delle-Ginestre, en 1947, au massacre de la piazza Fontana, à Milan, en 1969, qui fit seize morts, l'histoire récente de l'Italie nous mon-tre comment l'Etat et le parti qui l'a

. Journaliste Italien

incarné n'ont pas même reculé devant l'horreur terroriste pour se défendre et pour attaquer. Après une enquête et un

pour attaquer. Après une enquète et un procès indignes qui ont duré dix ans, on n'est pas non plus arrivé à l'ientifier et à frapper les instigateurs du massacre de la plaza Fontana.

C'est aussi dans ce contexte que, audelà de délires idéologiques qui rappellent davantage Dostolewski que Lénine, la férocité du terrorisme rouge qui est en train d'ensanglanter l'Italie trouve en prigne et son explication. trouve son origine et son explication.

Bernardo Mattarella, éminent

Bernardo Mattarella, éminent homme politique démocrate-chrétien de l'après-guerre et ministre de la République, étnit le père de Piersanti Mattarella. Sur le président de la région siellienne, qui était âgé de quarante-cinq ans, il n'y avait aucun de ces racontars, de ces sombres soupçons qui accompagnèrent, en revanche, la carrière de son père. On louait sa culture, son honnéteté, son ouverture sur le plan politique et social. En somme, c'était un oiseau rare dans la démocratie chrétienne. démocratie chrétienne.

Qui a donc the Mattarella? Les ter-roristes? Trois organisations en effet ont revendique l'attentat, deux de gau-che et une fasciste. La Mafia? Mais la Mafia, on le sait, ne revendique jamais rien.

jamals rien.

Moins de quarante-huit heures après l'assassinat de Palerme, trois policiers ont été massacrès à conps de revolver à Milan. Cette fois, le crime a été revendiqué par les Brigades rouges, et son origine terroriste ne fait aucun doute. En revanche, à propos du crime de Palerme, l'incertitude et la confusion sont grandes, très instructives sur la réalité qui sert de toile de fond à la politique italienne et au terrorisme lui-même, autant que sur les perspectives de la démocratie dans le pays, et même de sa survie.

L'écrivain Leonardo Sciascia, qui est

L'écrivain Leonardo Sciascia, qui est assurément un grand connaisseur de la Mafia, de la Sicile et des mystères la Malia, de la Sicile et des mystères italiens, pense que l'on ne peut pas, a priori, exclure le terrorisme. Il avait fait la même remarque le 3 mars 1979 lorsque fut tué le secrétaire provincial de la démocratie chrétienne de Palerme, Michele Reina (3). Mais Reina n'était pas entouré d'une réputation de transparence morale et politique, et tous ceux qui le connaissalent le mieux démocrates-chrétiens en tête, dirent : démocrates-chrètiens en tête, dirent : c'est la Mafia. C'est maintenart un personnage plus important et plus estimé qui a été frappé. Il est blen possible qu'il s'agisse de Mafia mais, demande Sciascia, pourquoi exclut-on automatiquement le terrorisme, en Sielle? En tout cas, il s'agit soit de la Mafia, soit du terrorisme; et il ajoute que l'hypothèse de la Mafia est la plus confortable.

(Lire la suite page 3.)

(1) La Stampa, 8 janvier 1980. (2) Michale Pantaleone, Majia e politica, Einaudi, Turin, 1962, p. 143. (3) Cf. la nouvelle de Leonardo Scias-sia: e L'image-souvenir s, dans Le Monde diplomatique d'août 1979.

Après seize ans de régime militaire

LE BRESIL A L'EPREUVE DE LA LIBERALISATION

Par JULIA JURUNA

PRES l'amnistie partielle qui a permis le retour des principaux leaders politiques exilés en 1964. l'extinction du bipartisme manque une nouvelle étape dans l'itinéraire erratique emprunté depuis 1974 par le règime militaire brésilien (1). Pour comprendre la « libéralisation sous de ces cinq dernières années, il est nécessaire de revenir brièvement sur l'origine du dur cissement intervenu en 1968.

En 1968.

La récession économique amorcée en 1961 s'était poursuivie jusqu'en 1967, en dépit de la sévère gestion déflationniste inaugurée par le régime après le coup d'Etat de 1964. Cette politique rigorité jeta le trouble parmi les classes moyennes qui avaient appuyé le putsch militaire, créant des dissensions à l'intérieur même de l'armée et réactivant les manœuvres politiques de la droite traditionnelle. L'Acte institutionnel numéro 5, promulgué en décembre raditionnelle. L'Acte institutionnel numéro 5, promulgué en décembre 1968, donnait alors les pleins pouvoirs à la bureaucratie militaire et éliminait toute velléité d'opposition. A partir de ce moment, deux mouvements convergents accentuèrent la glaciation de la vie politique:

SCORE SAN GLANCE CONTRA

· LE BART INCOME COLUMN

par Jone wild

Master Parished

— des secteurs de l'opposition qui avalent été obligés d'entrer dans la clandestinité organisèrent des opéra-tions de guérilla urbaine et rurale. Un uons de guerilla urbaine et rurale. Un moment surpris, les militaires mirent progressivement sur pied un formidable apparell répressif qui, par le chantage, les tortures et les assassinats, isols puis élimina toute opposition armée;

- le second mouvement - moins perceptible à l'époque - opposs, à l'intérieur même des classes dominantes, les différents groupes économiques qui cherchaient à s'assurer des positions monopolistiques sur le marche brésilien. Poursuivant une évolution déjà ancienne, l'Etat était devenu un important instrument d'accumulation capitaliste. Une luite acharnée opposa des groupes d'intérêts rivaux dans la des groupes d'intérêts rivaux dans la banque, dans les assurances, dans les entreprises de travaux publics et dans d'autres branches d'activité, au mo-ment où d'importantes décisions de politique économique de vaient être prises par le gouvernement fédéral

L'arbitrage de l'Etat en faveur de l'un ou de l'autre des groupes concurrents prenait alors une importance décisive.

Certains de ces groupes ont renoué leurs liens déjà anciens avec les politi-ciens conservateurs qui, face au régime ciens conservateurs qui, face au régime militaire, se possient comme une solution de rechange. A l'inverse, d'autres secteurs économiques ont tout parié sur les factions les plus dures de la hiérarchie militaire, stimulant l'ascension des technocrates qui préparaient une nouvelle expansion économique fondée, cette fois-ci, sur une brutale concentration des revenus. Cette double dynamique consolida le régime dictatorial qui perdura pendant le gouvernement du général Medici.

Ce qu'il y a de paradoxal c'est que

nement du général Medici.

Ce qu'il y a de paradoxal, c'est que pendant toute cette période — l'un des moments les plus sombres de l'histoire brésilienne — le régime n'a jamais assumé la tyrannie qu'il exerçait. L'idéologie li bérale continua d'être affichée à Brasilia, les militaires restant méfiants face au caporalisme politique que certains groupes d'extrême droite révaient d'imposer au pays. Ainsi, instaurée en 1968, la peine de mort ne fut jamais légalement appliquée, alors même que de nombreux opposants politiques tombaient sous les balles de la police ou « disparaissaient » des prisons gouvernementales.

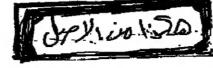
En 1974, au début du gouvernement

En 1974, au début du gouvernement Geisel, un certain nombre de problèmes critiques connaissent un dénouement. Après avoir étouffé les mouvements armés, l'a p par eil répressi commençait à échapper au contrôle du gouvernement. La hiérarchie militaire décida alors de le reprendre en main. Progressivement, la torture et l'assassinat des prisonniers politiques furent sinat des prisonniers politiques furent éliminés.

(Lire la suite page 4

(1) L'amnistie ne s'applique pas aux opposants condamnés pour des actions armées. Néanmoins, les révisions des procés et les « indultos » ont réduit le nombre de ceux qui n'an n'avaient pas bénéficié. Avec précaution on peut estimer qu'il reste une dizains de prisonniers politiques dans les prisons brésiliennes et une vingtains, d'opposants non amnistiés à l'étranger.





- --

T. They

. . . o. Narra

Aux prises avec la crise internationales, tous les régimes démocratiques subissent de subtiles muiations qui, de plus en plus nettement, tendent à creuser l'écart entre les normes constitutionnelles et la pratique du pouvoir. Ainsi murit la crise des institutions. Ainsi sont menacés les espoirs de ceux qui veulent vivre en démocratie. Le sénateur Henri Caillavet examine ici ce phénomène dans le cas de la

ES régimes politiques commencent là où finissent généralement les crises institutionnelles. La Ilie République a été pendant longtemps un régime politique après des débuts de crise, puis est retombée dans l'instablité. L' « Etat français » de Vichy a succédé à cette instabilité pour différentes raisons inutiles à rappeler et régime politique. La IVe République, par contre, n'a pas été un régime politique. Elle s'est instailée dès ses infernale », laquelle devait solliciter. au profit de la crise algérienne. la mise en place d'un authentique régime byzantine - à la dimension de ses

Tout est dit dans cette merveilleuse Constitution de 1958. Mais les traducteurs sont plus précieux que les d'application, la plupart de ses articles auront été l'objet de curlosité, d'Interprétation, de surprise. Cette Constitu-Illiaible et de l'article 5 à l'article 89, le législateur, durant vinct-deux ans. à l'exception de quelques initiés, a recours au dictionnaire.

Une Constitution est-elle au demenrant la Sainte Bible d'un régime politique ? Le général de Gaulle réclamaît le silence lorsqu'il projet année après année, ce qui fut appelé le gauilisme - à tort le présidentiapersonnel. Le chef de l'Etat a usé et abusé d'une application stricte de la Constitution pour pouvoir faire dire aujourd'hui qu'elle était à sa dimension et que lui seul en connaissait la

Une déviation dangereuse

DEUX présidents ont succédé au général de Gaulle et ont tenté de promouvoir une évolution institutionnelle vers un régime présidential. Le régime présidentiel est, globaleavec un contrôle parlementaire sévère et des mini-contre-pouvoirs non instigénéral de Gaulle pouvait, par eon autorité, réaliser le pouvoir personnel, dans son intention de faire « glisser » un four ce régime politique vers un que le général de Gaulle all souhaité cette évolution. Cependant II n'était pas dans l'esprit du général de changer de régime politique eans changer de Constitution. L'erreur commise ces dix demières années est bien de vouloir le régime politique sans changer les textes.

Ainsi la déviation devient très dangereuse : le pouvoir personnel fait place au présidentialisme, c'est-à-dire à un pouvoir occulte d'un homme dans son palais, ayant une idée sur tout, assisté d'une cour et se passant à la fois de légitimité populaire et d'un Parlement.

— de plus en plus fréquent dans le monde, — sorte de président-roi, attend l'échéance du renouvellement présidentiel pour confirmer l'évolution constitutionnelle. Le régime présidentiel devient dès lore aléatoire parce que le présidentialisme se satisfait d'une Constitution faite pour un pouvoir personnel. Pourquoi réformer sa propre charte?

version métropolitaine, et un certain secrétaire général de l'Elysée... la traduction simultanée en Afrique.

Le pouvoir personnel n'est jamais constructif car la recherche permanente d'une légitimité oblige le détenteur du pouvoir à préférer les travaux de prestige aux grands choix de société. Néanmoins, le pouvoir per-sonnel tente toujours de stabiliser sa légitimité grâce à un Parlement dont il n'a pas toutours une saine vision institutionnelle, celle qui en fait un mité extérieure est forte, plus le Parlement doit être associé à cette légitimité. Pourtant, contradictoirement, il devient de moins en moins un vrai pouvoir de contrôle. Le général de Gaulle semblait dire qu'après lui

n'y aurait plus de Parlement, se consi-

dérant de la sorte comme le demier

chef d'Etat à respecter le pouvoir législatif. En effet, le recours perma-

nent aux référendums lui assuralt

cette légitlmité, accrue d'allieurs par

l'élection présidentielle de 1965. Si le

Parlement tentait d'exercer un quel-

conque contrôle, le général de Gaulle

prononçait la dissolution (1962, puls

1968). Par deux fois consécutives.

c'est la légitimité populaire qui a

entraîné les dissolutions, et deux fois

de suite le général de Gaulle obtint

la majorité parlementaire qu'il sou-

haltait. Dès lors, à quoi bon utiliser

un Parlement pour contrôler puisque le contrôle a été exercé par référen-

dum ! Le général de Gaulle tenait au

Parlement comme Interlocuteur Indis-

pensable entre lui et le peuple. Le

peuple contrôle tandis que le Parle-

ment exécute ce que le président de

la République a reçu mandat de faire,

Le pouvoir personnel inspiré de la

Constitution de 1958 est un déplace-

et ce mandat lui vient du peuple.

successeurs du général de Gaulle ont trop cru aux reproches adressés au pouvoir personnel, ont trop été persuadés de la • dépolitisation du pays », ont suffisamment abondé dans

Meurtre avec préméditation

E présidentialisme Intentionnel ou accidentel fait abstraction du Parlement. Un régime politique qui se souffre cependant des Chambres de réflexion hantées par l'esprit de contrôle. Haro sur le Parlement ! Tel est bien le cri de guerre institutionnel depuis 1974. L'Assemblée nationale meurt et le Sénat revit, mals

Le présidentialisme

en accusation

universel le plus éloigné possible de télégrammes et lettres exprès. Quant au Parlement, il subit d'abord la pression de l'ordre du jour priori-

le sens que les partis politiques étaient la source de tous les maux.

ont trop été résolus à tenir le suffrage

taire (art. 48) empêchant ainsi tout examen d'initiatives de députés ou sénateurs. Par ailleurs, l'utilisation des procédures dites « d'urgence », qui consiste à limiter à une seule - lecture - dans chaque assemblée un texte de loi, empêche le travail de

nale et du Sénat de simples chambres

Le recours aux - ordonnances -, de

plus en plus fréquent, est, héles !

encore associé à la pratique, devenue

coutume de l'article 49. L'Elysée

devance les oppositions, évite les votes

d'enregistrement.

tale. Le domaine de la loi et du rèclement n'a pine de limites, et autant se demander quelle peine se donne e Parlement à voter des textes lorsque les décrets d'application adultèrent bien souvent le volonté du législateur

On a même vu, en 1979, le Sénat convoqué en session extraordinaire mais non habilité à délibérer ! La session extrao linaire est un moven de défense de plus en plus pratiqué son retard.

Que dire enfin de la - navette - des textes législatifs qui, de l'état de règle, est passée à celui d'exception; le gouvernement sollicite régulièrement l'interruption des lectures en demandant la constitution d'une commission

Enfin, l'arme redoutable du toutpuissant article 40 rend impossible esprit réformiste du Parlement. Les lois de finances, au cours desquelles on juge l'ambition d'un programme volontariste et durant leaquelles il est possible de mesurer les audaces des parlementaires, sont l'objet d'une longue et interminable récusation gouvernementale en vertu de cet article 40. temps mais comblen utilisée dans des départements ministériels fort bien choisis - justice et Intérieur : celle qui consiste à faire venir régulièrement les textes difficiles les deux ou trois derniers jours des sessions. Le Sénat, à ce sujet, reste un censeur vigilant et n'hésite pas à faire renvoyer à une autre session les textes qu'il faudrait voter dans la précipitation.

du conseil des ministres la mise en

Micropouvoir et sondages NOTRE régime politique est donc devenu un authentique présidentialisme. «. On ne conseille pas le président, on l'informe », dit-on Faubourg Saint-Honoré. Le président connaît tout, eait tout et passe bien, il est vrai, ses examens annuels. Les prestations télévisuelles restant de bon se déroule merveilleusement bien avec les « journalistes du président ». Un style, celui du centro-giscardisme ? Non, Un réalisme politique ? Cetul de gouverner avec la droite et la gauche, Voilà la raison du présidentialisme. Le centrisme a une droite et une gauche, mais il a son siège social au Parlement et non dans l'opinion pubilque. Le président de la République n'a pas rencontré de centristes dans la foule, mais, en revenche, il subit les assauts des gens de la droite qu'il connaît par allieurs très bien, et les bombardements incessants des gens de la gauche qu'il regarde avec

Ce que trop d'hommes politiques ont laissé s'installer est grave : la stabilisation d'une image populaire (gouverner ensemble) sous le prétexte que la droite et la gauche vivent

Le président-arbitre n'a plus, dès lora, besoin de Parlement, pas davantage de légitimité. Il remplace ces deux nécessités par un micropouvoir, expression du suffrage universel, et par l'installation hebdomadaire des sondages d'opinion. Le micropouvoir est l'institution savante des commissions, délégations parlementaires où la droite et la gauche sont présentes, sortes de parlements au royaume de

Les aondages remplacent habitement les référendums. Cette économie de campagnes électorales est néanm permicieuse puisqu'elle izconne les esorits et identifie sur un échantillon mobile une opinion de tous les Français à la politique du président. La e N'a-t-on nee découré la ... bande des quatre » en juin demier et n'a-t-on pas vu avec bien trop de retard venir enfin une première esquisse de libé-ralisation des radios libres ? Le monopole de l'information n'est pas dans la loi, il est à l'Elysée.

Le présidentialisme - le Consulat - s'est installé sans coup d'Etat, sans heurts. La crise est-elle possible? Est-elle souhaltable ? File serait décirés si elle pouvait aboutir aujourd'hui à une révision constitutionnelle allant dans le sens d'un régime présidentiel ou d'un ratour à un régime parlementaire. Le présidentialisme d'aujourd'hui n'aura été alors qu'un intérim. Le Parlement paut encore espèrer dans ces conditions. Douze propositions de lois constitutionnelles en ce sens ont été déposées devant lui par nos solns il y a quelques jours.

Mais si la crise est voutue, fomentée, elle contribuerait à conforter un régime présidentialiste bicéphale. certes original : un président de la droite, un premier ministre de la gauche, mais toujours une Constitution

Peuvent mourir ainsi les espoirs de ceux qui veulent vivre en démocratie. La seule consolation pour ceux qui avaient refusé de voter la Constitu de 1958 aura été la satisfaction d'avoir

ment de la séparation des pouvoirs : l'exécutif appartient fondam au peuple et la législatif au président.

Le nouveau personnage ainsi créé

Notre régime politique connaît, hélas i une crise, une crise vraisembiablement involontaire, male devenue fatale, parce que les chefs de l'Etat

Par HENRI CAILLAVET * souffie du Palais du Luxembourg est

une bouffée d'air de liberté dans cette chambre à daz où sont exécutés les demiers pouvoirs du contrôle législatif. Le Sénat ne fait plaisir à personne Menacé une lois voilà dix ans. Il tient à prendra ses distances avec tous les maximalismes; celul qui consisterait docilement derriere quelque pouvoir, ou celui qui l'éloignerait sans lendemain sur un « Aventin » pour cause d'Incompatibilité d'humeur. Le Sènat reste le demier rempart de ce qui est voté trop souvent dans la précioù n'existe plus le contrôle, le Sénat en fait au contraire, de plus en plus, son quotidien.

Au demeurant, le meurtre du Pariement, c'est la suppression d'une personne qui dérange. L'ensemble institutionnel - présidence, gouvernement, Parlement - est devenu, hélas I un véritable « milleu » avec des fois. dont l'une consiste à faire supprimer les « raisonneurs » ou les enquêteurs.

Le Parlement avait quelques espoirs. en 1974, de légiférer. A-t-il été trop loin? Les commissions d'enquête ou de contrôle, l'amplification des questions d'actualité, les interpellations, les votes de questions préalables, les dements dénaturant souvent les projets gouvernementeux, la saisine du Conseil constitutionnel sont autant de réactions saines que les assemblées ont utilisées dans un esprit de reconquête démocratique.

Le pouvoir détient un arsenal constitutionnel blen fourni. Oublié le temps du pouvoir personnel où le général de Gaulle, avec les articles 11 et 16, disposalt d'une certaine autonomie. Finie également l'époque des mises en jeu de la responsabilité gouvernementale par souci de crédibilité auprès de l'opinion publique.

Désormais le gouvernement est devenu la « porte-parole de l'Elysée », agent cycliste en quelque sorte des

* Sénateur (Gauche démocratique).

Dans les revues...

SI COMMENTAIRE propose deux c vues s, prises également d'Europe : des Etats-Unis, par A. Besançon; de l'URS.S., par P. Hasaper. Celle-cl, plus précisément e vue s, de droite et de gauche; en particulier par les partis communistes : l'espagnol, avec c hardiesse s; l'Italien avec des contradictions; du français, rien à dire ou à ajouter. Quant à A. Besançon, il se fait quelque peu l'ange exilant l'Europe, en particulier la France, de l'Eden, pour péché d'anti-américanisma. De Raymond Aron, une autre vue — rétrospective celle-là — sur le Vietnam, le Cambodge et Henry Kissinger. (Hiver 1379-1988, trimestriel, 38 F. — Juillard.)

El « Guerre des socialismes, mort des pruples » : ce titre du dernier numéro des TEMPS MODERNES, tout entier consacre aux récante événements d'In-dochine, samble consacrer la déception de ceux qui avaient cru que la guerre était l'apanage des sociétés capitalistes. Des auteurs français (J.-C. Pomonti. S. Thion, J. Ponchaud...) et indochinois de tendances diverses apportent leurs éléments d'interprétation. (N° 402, jan-vier, mensuel, 20 F. - 26, rue de Condé, Paris-6°.)

E La situation en Asia du Sud-Est préoccupe sussi POLITIQUE ETRAN-GERE, qui en fait le thème d'ouverture du deuxième numéro de sa nouvelle formule svec des articles de Baymond Aron, M.-C. Bergère, Jean Lacouture, etc. La revue reproduit aussi des articles de MM. Kissinger sur « L'O'TAN, les trente prochaines années » et Giovanni Agnalii sur « Le rôle des milieux d'affeires dans la stratégie occidentale. » (N° 2, décembre 1978, mensuel, 48 F. » 5, rue Farrus, 75014 Paris.)

E La REVUE POLITIQUE ET PARLE-NENTAIRE a réuni uns table ronde, avec Hélène Carrère d'Encausse, J.-M. Domenach, M. Rodinson, etc., sur le thème : « L'islam, cinquième grand ? ». L'idée qui circule ast toujours la même : pour être un « cinquième » comme un « premier », il faut être un. (Norembre-décembre, bimestriel. 17 F. - 17, avenue Gourgand, Paris-17°.)

El Le parti socialiste français se dote d'une revue : SOCIALISME ET ECONO-MIE. Le premier numéro témoigne d'une volonté de clarifier la présentation des problèmes économiques et de leur restituer ieur dimension politique. Ainsi, J.-F. Lemettre s'emploie à dégonfer le mythe de la « crise » en procédant à la critique de la littérature économique au service du pouvoir et de son idéglogie. (N° 1, janvier-février, bimestrielle, 18 F. - 5, rue Violiet-Leduc, 75009 Paris.)

El Le périodique trotalyste INPRECOR s'interroge sur les difficultés économiques de l'Occident. A.G. Frank parle de « déroutes de la prévision économique» et Ernest Mandel tente de discerner les raisons profondes de l' « envoiés de l'or ». Des analyses, également, sur la situation en Espagne, au Brésil, et sur la nouvelle réforme économique en U.R.S.S. (N° 67-88, bimensuel, 10 F. – B.P. 57, Montrenil Cestex.)

Si D'autres interprétations non conformists de l'économie dans la ravue québécoise interprétations curriques en ECONOMIE POLITIQUE. Un dossier traite, en particulier, de problèmes e traditionnellement négligées : travail des femmes, travail à temps partiel, chômage, sécurité-santé, grâce à la collaboration d'un groupe autonoma québécois. On relève sussi une étude sur la

e nouvelle vague de concentration » en Amérique du Nord. (N° 4, hiver 1979, trois numéros par an, 3 dollars can. -C.P. 38, Succ. Rosemont, Montréal, HIX 386.)

THE SECTION OF THE SE

Dans FAIRE, Gilles Martinet écarte E Dans FAIRE, Gilles Martinet ecarta pour le parti socialiste le « compromis historique» d'une alliance à sa droite. Un intérassant reportage sur l'austérité s douce » dans less pays de l'Est. Et une étude sur la nouvelle école économique de Cambridge. (Janvier, mensuel, 15 F. – 48, rue Sainte-Anne, 75001 Paris.)

El Interrogée dans L'ECONOMIE EN QUESTION, Susan George montre une nouvelle fois le caractère négatif de l'aide au développement qui privilégie, dans les pays pauvres, les productions d'exportation au détriment de l'économie virgine (Ne. 1988). portation au détriment de l'économ vivrière. (N° 12. janvier-mars, 8 P. 6, rue Mélingue, 75019 Paris.)

El Agnès Eoulard rappelle, dans CULTURES ET FOI, les résentes interventions françaises su Téhad et en Centrafrique et y discarne uns double entrairidus et y discarne uns double illégalité : à l'égard de l'Afrique et de son droit à l'indépendance, et en France même, où les instances démocratiques ne sont ni consultées ni tennes informées. (N° 70, novembre-décambre, bimestriel, § F. - 5. rue Sainte-Bélène, 85002 Lyon.)

fi La signification du personnage d'Idi Amin intéresse Ali A. Magrui, dans

THIRD WORLD QUARTERLY; le maréchai déchu lui paraît symboliser une recherche de l'indépendance africaine dont l'Occident n's voulu voir que les excès. (Voiume 2, n° 1, janvier, trimestriel, J livres, - Third World Foundation, New Zealand House, 38 Haymarket, Londres 5W1Y 4TS.)

Etudiant le développement industriel Etudiant le développement industrial des pays pétrollers du Golfe, John Townsen d'insiste, dans MAGERRES MACKREK, sur les difficultés dues à l'environcement, à la faiblesse des effectifs de la population active et à la concurrence des économies développées. (N° 55, octobre-novembre-décembre, trimestriel, 17 F. - La documentation française, 124, rue Henri-Barbusse, 23365 Anbervilliers Cedex.)

Aubervilliers Cedex.)

Si a Le potentiel énergétique... plus important qu'on ne le croît s : tel est le titre de la dernière livraison d'IMPACT, publié par l'UNESCO : dans l'introduction. Viadimir Kouzminov dresse la liste des disponibilités énargétiques renouvelables, parfois très considérables mais dont on rexpulsite que les plus rares, provoquant la criss actuelle par imprévoyance et non à came d'une pénurie. (Volume 29, n° 4, octobradécembre, trimestriel, 12 F. - UNESCO. 7, place de Fontenoy, 15700 Paris.)

7, place de Fontenoy, 15709 Paris.)

El Dans une livraison de « facture informelle » de SCIENCES ET TENSIONS SOCIALES. Laurent Bensald présents « la pédagogie du GRECE » à l'aide de citations blen choisies. La nouvelle revue reproduit, d'autre part, une étude de Charles Prankel sur « la sociobiologie et ses critiques ». (N° 1, décembre 1979, prix et périodicité non encore précisés. — Bulletin du Groupe de recherches sur l'histoire du racisma, 54, bd Raspell, bureau 186, 75270 Paris Cedex 66.)

El AUTONOMIE, « Materialen gegan die Fabrikgesellschaft », conserre un cahier à l'univers pénitentiaire. Organs destiné à la contre-information, il donne aussi la perole aux « techniciens des prisons » afin de montrer comment, dans les pays d'Europe occidentale et en Israël mais surtout, en E.F.A., le pouvoir planifie la destruction de l'identité politique et sociale des prisonniers. Peter Schult retrace l'histoire des mouvements de résistance des prisonniers politiques en Allemagne de l'Ouest et tire les enseignements de leur crise actuelle. (Nouvelle série, n° 2, 1979, 9 deutschemarks. — IV A Verlag Bernd Polit e GmhH, Am Lastnauer Tor 4, D-7406 ribbingen-L)

E Un numéro intéressant de TRIME-DIA consecté à la « nouvelle » presse américaine et qui met l'accent sur les transformations technologiques, les struc-tures et les nouvelles formes de jeutna-hime qui en découlent, présentées, pour la plupart, par des spécialistes améri-cains. (N° 8-8, automne-hiver 1973, trimestriel. Et F. - Ecole supérieure de jeurnalisme, 67, bd Vauhan, 19846 Lilie Codex.)

E HISTOIRE MAGAZINE — encore un nouveau périodique compacré à l'Distoire. — publie un dossier sur : « L'U.R.S.S. en question », avec la participation d'Hélène Carrère d'Enceusse, très sollicitée ces derniers temps pour répondre à la question : l'Union soviétique ve-t-elle éclater? D'autres articles, au sommaire, font apparaître les signatures de Pierre Chaunu (« L'Europe va-t-elle sortir de l'Inistoire? »). Jacques Souristie (« L'Europe va-t-elle sortir de l'Inistoire? »). Jacques Souristie (« L'Europe Thistoire? >). Jacques Soustelle (« Les secrifices humains artèques >). André Castelot, etc. (N° 1, 1évrier-mars, 10 F.

LOIS D'EXCEPTION EN ITALIE

(Suite de la première page)

Le quotidien la Repubblica (gauche Le quotatien la Repubblica (gauche modérée, proche des communistes mais aussi de la Confindustria) titrait le 8 janvier : « En Sicile aussi, on a tué l'homme du dialoque avec le P.C.I.: derrière les assassins, la Majia et le terrorisme. » C'est la thèse que la majeure partie de la presse et des responsables politiques italiens semblent avoir adontée. On a ventu inser un autra die. adoptée. On a voulu tuer un autre dis-ciple de Moro qui, lui aussi, voulait cipie de moro qui, un aussi, voulait introduire les communistes dans le gouvernement. Tout le monde n'est cependant pas d'accord avec cette interprétation. Le député démocrate-chrétien Calogero Mannino, Sicilien, nous a déclaré:

«Aucun document, ducune prise de partition politiques.

Advant document, aucune prise de position politique ne permettent d'avancer que Mattarella préparait la constitution d'un gouvernement de la région sicilienne avec la participation directe des communistes. Au contraire, c'est précisement Mattarella qui avait présidé un gouvernement excluent les communistes, au moment-même où le P.C.I. avait formulé son alternative : soit au gouvernement, soit dans l'opposition. Mattarella continuait la ligne de Moro, celle de l'opportunité d'un dialogue constructif avec les communistes mais jamais de leur entrée au gouvernement. Il est donc arbitraire d'attribuer au disparu des opinions qu'il n'avait jamais professées. >
Un autre député sicilien, le socialiste Capria, est du même avis et, soutient-il, la chose extraordinaire est que tout le monde sait que les choses sont ainsi, mais qu'on ne réussit cependant pas à laire passer cette opinion dans les organes d'information. De sorte que les Italiens continuent à s'entendre raconter que les terroristes de l'extrême gauche et les hommes de la Mafia se

conter que les terroristes de l'extrême gauche et les hommes de la Mafia se

sont alliés pour empéaher le P.C.I. d'accéder au gouvernement. Singulière alliance, dont les mé-thodes obtiennent des résultats exacthodes obtiennent des résultats exactement opposés aux objectifs présumés. En effet, après chaque crime, la demande et l'éventualité d'un gouvernement d'unité nationale avec les communistes deviennent toujours plus pressantes et plus plausibles.

Un député démocrate-chrétien a donné un commentaire surprenant : « Si la Majia s'est mise d'accord avec les Brigades rouges, a-t-il dit, cela signific qu'elle a vu dans le terrorisme le pouvoir de demain. Comme lorsque, en 1943, elle s'est mise d'accord avec en 1943, elle s'est mise d'accord avec

en 1943, elle s'est mise d'accord apec les services secrets américains » (4). Les Brigades rouges au pouvoir de-main en Italie? Quelqu'un y croit-il sérieusement aujourd'hui? Et ia Ma-fia, avec son sérieux extrême, peut-elle le croire? Ce n'est quand même pas l'entrée des Brigades rouges au gouvernement qui est en discussion, mais celle du P.C.L.. M. Indro Montanelli, directeur très écouté d'un quotidien de droite, Il Giornale, ne croit pas à estte alliance : a L'assassinat de Mattarella, écrit-il, c'est la Mafia, qui ne tolère pas de concurrence dans l'Ile, et qui est en mesure de démanteler nême celle des Brigades rouges. Interprétation confortable, selon Sciascis. En effet, elle est fondée sur le théorème : là où existe la Mafia, Il ne peut exister de terrorisme. Mais elle est sussi extrêmement dangereuse pour la démode terrorisme. Mais elle est aussi ex-tremement dangereuse pour la démo-cratie, parce que la proposition com-porte un développement logique : pour éliminer le terrorisme, il faut donner à l'Etat une structure et des méthodes qui sont celles de la Mafia. M. Monta-nelli, du reste, suit attentivement le fil du rissemement et il continue ainsi :

fil du raisonnement et îl continue ainsi :

« Il n'y a pas de temps à perdre.

Les terroristes ne disent-üs pas eurmémes que c'est la guerre? Bien ! Va pour la guerre. Et que ce soit une guerre comme ils la conçoivent et la pratiquent, impitoyablement, sans leur accorder les « sanctuaires » de garanties (...) En premier lieu, il jaut confier à la police l'interrogaloire des terroristes pris en flagrant délit (...) sans l'intermédiaire déviant de l'avocat de la défense, sans les rites et les jormalismes qui paralysent le magistrat. Cette procédure viole les « droits de l'homme »? Nous ne voyons pas pourquoi nous devrions reconnaître ces droits à des bêtes sauvages qui les bajouent quotidiennement... Ils sont les seuls à pouvoir parler, et seule la police — non pas seulement en l'alie, mais dans le monde entier — sait les jatre parler... Ou bien la démocratie démontre qu'elle sait se défendre et nous défendre, ou bien elle cède la place à un autre régime, et nous savant essai sur le terrorisme : « Il n'est pas vrai que la démocratie ne sait pas se défendre et pius clair. Comme le dit Walter Laqueur, un professeur anglale aussi libéral que spirituel, dans son savant essai sur le terrorisme : « Il n'est pas vrai que la démocratie ne sait pas se défendre et finacement contre le terrorisme : en Argentine et en Uruguay, elle y est parjatiement parvenue » (6).

Mais cet Etat italien, este démocratie démocratie chrétienne, qui-ils su

elle y est parjatement parvenue » (6).

Mais cet Etat italien, estte démocratie démocrate-chrétienne, ont-ils su « se défendre et nous défendre » contre la Mafia qui, plus que jamais vivante et vivace, a récemment fait quelque chose comme cinquante-quatre morts en Sicile? Et parmi eux deux importants représentants de l'Etat, deux hommes honnètes, le juge Terranova et le chef de la brigade mobile de Palerme, Boris Juliano. Ne s'agit-il pas, pour la démocratie, d'une menace tout aussi sangiante et redoutable que le terrorisme?

lente, est d'autant plus discutable que le climat des années au cours desquelles aurait été préparée la grande guerre terroriste était, pour toute la gauche, principalement défensif. M. Marco Boato, député radical et ancien dirigeant de Lotta Continua, un groupe d'extrême gauche, rappelle que « la presque toinité des codres politiques et syndicaux italiens, et il s'agit de milliers et de milliers de personnes, n'ont pas dormi dans leur lit entre le 1° et le 4 novembre 1974. N'oublions

Le danger de l'amalgame

DEPUIS lors, les groupes se sont mille fois dissons et recomposés, les individus ont pris les chemins les plus divers, de celui de la lutte armée a l'exercice d'une profession libérale on à la retraite méditative dans un convent. Il serait extraordinairement couvent. Il serait extraordinairement convent il serait extraordinarement erroné et dengereux de juger de la même façon les très graves violences commises par les terroristes après 1977, et sur la présomption d'une dou-teuse continuté criminelle, certains actes qui remontent à de nombreuses aprèse en arrière plors que le climet actes qui remontent à de nombreuses années en arrière alors que le climat était complètement différent. Dans ces aunées-là, des personnes qui n'ont peut-ètre jamais plus en de liens avec des groupes clandestins ont pu être utilisées et impliquées dans des activités dont elles ignoralent la nature précise, avec des militants qui, par la suite, ont pris une direction tout à fait différente, celle de la violence.

celle de la violence.

Le danger de la confusion et de l'amalgame est d'autant plus grave qu'il s'inscrit dans une atmosphère trouble où les enquêtes judiciaires risquent d'être manipulées davantage risquent d'erre manipules navantage à des fins de manœuvres politiques que de recherche de la vérité. Par exemple, par l'utilisation cynique d'indiscrétions journalistiques et de rumeurs qui annihilent de fait le secret de l'instruction (le témoignage de Fiorini a été publié pratiquement par tous les quotidiens italiens, et on ignore qui l'a rendu public). C'est uns atmosphère d'autant plus empoisonnée que le manque de confiance une atmosphere d'autant pins empoi-sonnée que le manque de confiance et le soupçon règnent parmi les ma-gistrats eux-mêmes. Déjà, à la suite d'une question orale présentée au Parlement par l'ex-juge romain Vita-lone, élu député démocrate-chrétien après s'être occupé de l'affaire Moro, des acquestions out commende à âtre des acquestions out commende à âtre des accusations ont commencé à être portées contre certains juges, membres de l'association progressiste « Magistra-ture démocratique », soupçomnés d'être des compagnons de route occultes des

Queiques esprits préoccupés — et ils ne sont pas nombreux — soulignent l'inutilité et les risques de lois d'exception exclusivement répressives. Cependant, porté par la vague des événements de Turin, le conseil des ministres du 14 décembre a émis, par décret, une autre série de mesures spéciales. Mais l'exception est en train de devenir la règle. Toute une panoplie de mesures qui révêlent le choix d'une réponse exclusivement militaire au terrorisme et qui, sur bien des points, reponse exclusivement militaire au terrorisme et qui. sur blen des points,
comportent de graves restrictions des
libertés individuelles et des formulations ambigués susceptibles de se
prêter aux abus les plus dangereux.
D'autant plus qu'elles s'inscrivent dans
un code pénal qui, après trente ans
de démocratie républicaine et malgré
mille promesses d'une réforme jamais
réalisée, est encore celui du régime
fasciste. fasciste

Le général Carlo Alberto Dalla Chiesa qui, jusqu'ici, dirigealt un groupe spécial de deux cents hommes voués à la lutte antiterroriste, a groupe special de teux cents hommes voués à la lutte antiterroriste, a été placé à la tête de la division de carabiniers Pastrengo, qui compte vingt-cinq mille hommes parfaitement équipés et étend son activité sur tout le nord du pays. Cette décision serait absolument normale, d'autant plus que le groupe spécial précédemment dirigé par le général Dalla Chiesa échappait de fait à toute espèce de contrôle légal, at la nomination n'avait été présentée comme une sorte de délégation spéciale antiterroriste accordée aux carabiniers dans un contexte de mesures exceptionnelles. Les soupcons augmentent avec la nomination d'un autre général de carabiniers, Edoardo Palombi, au poste de préfet de Gênes, C'est la première fois depuis 1945 qu'un militaire est nommé préfet.

pas que le 31 décembre cut lieu l'arrestation du général Vito Miceli, le chef des services secrets, et que les bruits d'un coup d'Etat en Italie devirrent alors de notoriété publique (7). L'actuel président de la République, M. Pertini, avait déclaré à l'époque, dans une interview, qu'il faudrait répondre par les armes à un coup d'Etat éventuel Et mand on

coup d'Etat éventuel. Et quand en lui demandait où trouver les armes, il répondait : «Là où elles se trouvent, dans les casernes des carabiniers.»

fois depuis 1945 qu'un militaire est nommé préfet.

D'autres mesures sont d'ordre pénal. Toutes les peimes relatives à des délits de terrorisme ou se rattachant à ce dernier ont été augmentées, jusqu'à la réclusion à perpétuité pour les meurtres aggravés par des « finalités de terrorisme ou de subversion ». Presque tous les juristes sont d'accord pour nier toute valeur d'intimidation aux peines élevées, d'autant plus que toute circonstance atténuante sera refusée pour les délits de terrorisme. Mais le fait le plus grave réside dans l'introduction de tout un éventail de « delits de présomption ». Par exemple, lorsqu'on parle d'« association ayant une finalité de terrorisme ou de subversion de l'ordre démocratique », cas où le caractère du délit est déduit de sa « finalité ». Dès lors, on pour-suivra également l'« assistance » prétée aux terroristes, et ceci « en dehors des cas de participation ou de complicité » déjà prévus par la lol. Qu'entend-on alors par ce terme vague d'« assistance »? Ceci est très précocupant, parce qu'on voit là l'instrument d'un élargissement indiscriminé du concept de « sympathisants ». Ce qui ne peut pas ne pas faire craindre une « chasse aux sorcières » de type allemand. Préoccupation aggravée par des déclarations telles que celles du sous-secrétaire d'Etat démocrate-chrétien Franco Mazzola, coordinateur des services secrets et des diverses forces de police. Il a coordinateur des services secrets et des diverses forces de police. Il a

les terroristes bénéficient dans le pays de l'appui d'environ cent mille « sym-pathisants ». Cent mille! Cent mille personnes qui risquent la prison pour une simple a présomption ». Et l'on se demande comment, d'autre part. on peut dire une chose de ce genre et prétendre en même temps que le terrorisme est un phénomène poli-tiquement isolé.

tiquement isolé.

Tout aussi dangereux est l'article qui parle de détention et de diffusion de documents dans une « finalité subversive ». Beaucoup y voient une grave menace contre la liberté d'information, et ceci aussi parce que la mesure a été immédiatement suivie d'une série de dénonctations de journaux et de déclarations du ministre de l'intérieux, M. Rognont, que le journaliste Giorgio Bocca a définie comme « la plus sérieuse tentatme d'intimidation que le journalisme itulien ait suble depuis le mois d'avril de la Libération » (8).

Parmi les mesures relatives à la

de la Libération s (8).

Parmi les mesures relatives à la procédure, la plus importante est celle qui réduit de moitié la peine d'un terroriste qui dénonce ses complices ou qui dépose contre eux. On estime que la confession de Fioroni s'y rattache, même s'il ne s'agit pas là d'une disposition ad hoc. C'est une mesure très discutée (elle n'a même pas été adoptée en R.F.A. dans les moments les plus aigus du terrorisme), parce qu'elle pourrait ouvrir la vole à toutes sortes de calomnies et de déformations (intéressées) des faits et, surtout, parce qu'elle déséquilibre gravement le rapport entre l'accusation et la défense, cette dernière ne disposant pas d'une équivalente possibilité de « récompenser » les témoins à décharge.

D'autres normes rendent obligatoires

D'autres normes rendent obligatoires D'autres normes rendent obligatoires le mandat d'arrêt même pour les délits les plus lègers, s'ils sont rattachés à des activités subversives, et éliminent la possibilité d'accorder la liberté provisoire à laquelle le ministère public, bien qu'il soit également partie en cause, peut s'opposer en tout cas. Si l'on considère que l'on a également augmenté les délais de détention préventive, qui peuvent maintenant durer jusqu'à douze ans (9) et que le déroulement de la procédure se prolonge déjà pendant des années et des années en Italie, on ne peut pas ne pas en arriver à on ne peut pas ne pas en arriver à la conchision que ces mesures, qui ne semblent nullement efficaces pour arriver jusqu'aux coupables, conduiarriver jusqu'aux coupables, condui-ront et maintiendront en prison des dizaines et des dizaines, sinon des centaines d'innocents, pendant des années et des années, avant que ceux-ci aient pu prouver qu'ils étaient étrangers aux faits qui leur sont imputés.

Les moyens de faire parler

A ce point, un geste inattendu de A libéralité : les policiers accusés d'usage abusif de leurs armes, et au besoin de meurtre, seront détenus, non pas en prison, mais dans les casernes i

déclaré en effet qu'on suppose que

Des mesures très graves concernant les pouvoirs de la police, qui, pendant des années, avalent été repoussées par l'opposition démocratique, sont maintenant adoptées. Les forces de police auront désornais la faculté d'effectuer « des perquisitions à domicile, même dans des immeubles entiers ou dans des groupes d'immeubles », et ceri sans autorisation judiciaire, pourra être arrêtée, gardée à vue pendant quarante-huit heures et interrogée sans la présence d'un avointerrogée sans la présence d'un avo-cat défenseur, toute personne à propos de qui la police estime qu'elle est en présence d'« indices relatifs à des

actes préparatoires de délits ». C'est-à-dire sur la simple présomption d'activités suspectes.

d'activités suspectes.

On est loin des terroristes saisis en flagrant délit, comme veut le faire croire M. Montanelil! A quoi pent servir cette garde à vue prolongée, tant réclamée, et depuis tant d'années, par les démocrates-chrétiens et par la police? Certainement pas à faire arrêter un plus grand nombre de coupables. A mieux faire parler les personnes arrêtées? Et pourquoi ne devraient-elles pas parler devant le juge? « Seule la police sait les jaire parler s, écrit M. Montanelli. De quelle façon? Avec des coups, avec des tortient compte du fait qu'il s'agit uniquement de suspects », proteste quement de suspects », proteste M. Giuseppe Branca, ancien président de la Cour constitutionnelle, un homme dont la conviction démocranomme dont la conviction democra-tique est certaine. Parce que ce serait acceptable, s'il s'agissait d'un coupa-ble ? Vollà, ce sont des lapsus comme celul-là, jusque dans la bouche des personnalités les plus civiles, qui révè-lent dans quel bourbier se trouve aujourd'hui l'Italie.

Ecoutons encore M. Giuliano Amato, socialiste et spécialiste estimé de droit constitutionnel : « Ces menues, dit-on, ouvrent des failles discrétionnaires et qui se prêtent à toute espèce d'arbiet qui se pretent a toute espece d'aron-traire : pour un terroriste qu'elles permetient d'atteindre, cent innocents peuvent être frappés. L'observation est correcte, mais il est urai égale-ment qu'il y a des situations dans lesquelles tous, ou presque tous, nous sommes disposés à payer un tel prix. » Et il demande, lui aussi, des mesures d'exceution.

Certes, il est possible que « presque tous », en Italie, soient disposés à payer un tel prix. Les terroristes, qui « favorisent » ce projet, le sont certainement. Ceux, et ils sont nombreux. qui ne savent que faire de la liberté et qui sont prêts à la troquer contre un ordre, quel qu'il soit, le sont aussi. Mais est-il moins terrible de voir tuer une démocratie parce qu'elle est mise à mort avec l'accord de la

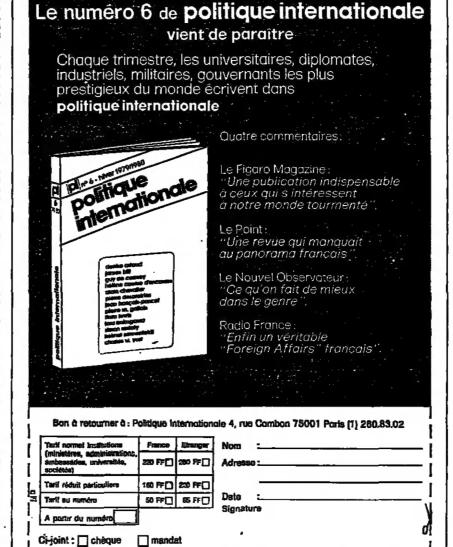
ther the democratic parce questes the amajorité?

A Milan toutefois, vingt-quatre juges de paix sur vingt-sept out voté un document contre la logique des lois exceptionnelles de pure répression e qui négligent tout travail de prévention dans le bouillon de culturs du terrorisme ». Quel est le terrain qui engendre le terrorisme? Les juges énumèrent : « Sous-gouvernement, corruption, spéculations impunies, travail noir, augmentation des accidents du travail maigré la diminution de l'emploi officiel, manque de logements, désagrégation du milieu naturel, etc. » A quand des lois d'exception contre tout cela? Après, après la guerre.

Avec la Mafia pour mere et le com-munisme pour père, ce pays, décidé-ment, est sur la mauvaise pente. FERDINANDO SCIANNAL

(4) La Stampa, S janvier 1980. (5) Il Giornale, 9 janvier 1980. (6) Terrorisme, P.U.F., 1979. A propos de cet ouvrage, ci le Monde diplomatique d'avril 1979.

(7) La Repubblica, (8) Janvier 1988. (8) La Repubblica, 29 décembre 1979. (9) Durés proportionnelle à celle da la cibe encourue au titre du motif d'incul-



EN 1962 le Parlement a voté à l'innanimité la constitution d'une commission d'empiète sur la Malia. Après dix ans et deux législatures et Après dix ans et deux legislatures, et malgré les larges pouvoirs d'investigation et les moyens anticonstitutionnels qui, sur la base des « soupçons fondés », ont permis d'envoyer des quantités de gens en résidence surveillée, la commission n'a rien produit d'autre qu'une montagne de trois mille passe de documents et de conclusions. pages de documents et de conclusions dont aucune véritable explication, aucune véritable dénonciation, aucune véritable condamnation ne sont jamais sorties. Et c'est bien compréhensible : comment avoir l'illusion que, dans un contexte où le pouvoir de la Maña et le pouvoir politique s'entremèlent et se confondent, une commission d'enquête créée par ce même pouvoir politique créée par ce même polivoir politique aurait poussé sa propre enquête jusqu'à se mettre elle-même en cause? Un autre régime, celui dont parle M. Montanelli, a réussi à démanteler la Mafía : le fascisme, qui lui-même était une sorte de Mafia devenue Etat, a liquidé, avec les grands moyens du préfet Mori, la petite Mafia sicilieme. Aujourd'hui, le problème, c'est le terrorisme : pour le liquider, on n'a qu'à transformer la démocratie en un grand Etat terroriste. Etat terroriste.

Après l'enlèvement et l'assassinat Après l'enlèvement et l'assassinat d'Aldo Moro, des mesures exceptionnelles, discutées, avalent déjà été
prises. L'actuel président du conseil,
M. Cossiga, alors ministre de l'intérieur, déclara en remettant sa démission que ce n'étaient pas des lois
spéciales qui étaient nécessaires, mais
qu'il fallait appliquer avec efficacité
et sévérité celles qui existaient déjà.
Il a changé d'opinion après le 11 décembre dernier.

Ce jour-là, un important commando de terroristes de l'organisation Prima Linea pénètre, à Turin, dans un institut où l'on forme de futurs cadres industriela. Les étudiants et les professeurs, en tout deux cents personnes, sont réunis sous la menace des armes et interrogés; on leur fait un discours d'une demi-heure, puis dix d'entre eux ent placés contre le mur, et on les contre le mur, et on les sont placés contre le mur, et on les fauche d'une rafale de mitraillette dans les jambes. C'est une méthode

Nous sommes en guerre, écrivent les journaux, et beaucoup réclament un gouvernement d'unité nationale; nous sommes en guerre, répétent les responsables politiques; certains d'entre eux réclament l'état d'urgence, presque tous souhaitent des lois spéciales. Pendant l'affaire Moro, c'étalent les Brigades rouges et Moro lui-même qui écrivalent que c'était la guerre, et qui réclamaient des échanges de prisonniers — comme en temps de guerre, Souvent, ces mêmes personnes qui, maintenant, perdent la tête, dé-claraient alors Moro fou ou irresponclaraient alors liforo fou ou irrespon-sable et refusaient de parler de guerre. Maintenant, on la proclame de tous les côtés : les journalistes, le président communiste de la Chambre des dépu-tés, le président de la République lui-même qui, dans son message de fin d'année, a fait une déclaration proprement extraordinaire. Il a dit que le pays est en guerre et il a ajouté qu'à son avis une puissance étrangère manœuvre le terrorisme afin de détruire la démocratie italienne. Déclaration de la plus grande gra-vité et qui, mystérieusement, n'a eu, vité et qui, mystérieusement, n'a eu,

ni en Italie ni dans le monde, l'écho auquel on aurait pu s'attendre. De quelle puissance étrangère pariait donc le président. Pertini? Il est inconcevable qu'un homme qui occupe sa position puisse parier à la légère. Les Italiens n'ont-ils pas le droit de connaître cette grande puissance étrangère à laquelle its sont appelès à livrer une grante à Le connaître servit. gèra à laquelle ils sont appelès à livrer une guerre? La connaître serait, d'autre part, de la plus grande impor-tance afin de comprendre la stratégie du terrorisme si, effectivement, der-rière lui, existe une stratégie étran-gère. S'agirait-il, peut-être, des Etats-Unis, qui auraient traîtreusement utilisé le terrorisme rouge, après avoir mangaviré le terrorisme noir de favor manœuvre le terrorisme noir, de façon à bloquer les communistes ? Ou bien de l'U.R.S.s., éventuellement par l'intermédiaire de la Tchécoslovaquie? Les armes trouvées aux mains des terroristes sont, presque toutes, de fabrication russe, C'est l'argument de M. Pertini. Mais alors : les Soviétiques font semer la mort dans le pays, en aussi, afin de bloquer les communiste aussi, afin de bloquer les communistes sur la route vers le pouvoir? Quel formidable respect des accords de Yalta i Ne serait-ce pas piutôt une manière sangiante de les pousser vers le pouvoir, pour se donner au besoin une carte de rechange à jouer après la mort de Tito afin d'avoir les mains libres en Yongoslavie?

lines en Yougoslavie?

La théorie du « complot communiste » est passionnément soutenue par celui, précisément, que la magistrature cherche à accréditer comme une sorte de deus ex machina de toute la lutte armée en Italie, le professeur Tomi Negri. De sa prison, Negri demande comment il se fait que l'on n'enquête que du côté des idéologues de la violence diffuse, de masse, qui a connu un nouvel élan après 1977, et non pas plutôt parmi les staliniens et non pas plutôt parmi les staliniens du P.C.I. qui, laisse-t-on entendre, sont la véritable matrice idéologique des Brigades rouges. De semblables questions sont également posées, il est vrai, par une minorité d'intellectuels questions sont également posées, il est vrai, par une minorité d'intellectuels et d'hommes politiques très préoccupés d'une entrée des communistes au gouvernement avec, pour objectif, une politique de l'ordre. D'autant plus qu'ils ont de grandes difficultés à croire que le panorama changeant, infiniment divisé, de la lutte armée en Italie est l'arbre issu d'une unique racine terroriste, née en 1968 et qui par la suite, dès 1970-1972, aurait maintenu une seule stratégie et une seule direction, celle précisément des Toni Negri, Piperno, Scalzone, Pace, etc. En tout cas, telle semble être la théorie la plus accréditée par la magistrature, du moins depuis la vague d'arrestations du 7 avril dernier. Théorie que l'on estime confirmée par les révélations récentes d'un supertémoin, Carlo Fioroni, ex-militant de Potere operalo, condamné à vingt-sept ans de réclusion pour avoir participé au meturtre de son mellieur ami et compagnon, Carlo Saronio, qu'il avait ini-même, avec des complices, enlevé pour obtenir une rançon. Ses révélations, faites en prison cinq ans plus tard, se rapportent à une période qui va jusqu'en 1976. Elles ont provoqué, le 21 décembre, une autre vague d'arrestations, dont certaines suscitent une profonde perplexité en raison de voque, le 21 décembre, une autre suscitent d'arrestations, dont certaines suscitent une profonde perplexité en raison de la personnalité des inculpés et du caractère vague des inculpations.

La construction intellectuelle des juges, soutenue par le P.C.I. qui est celle d'une unique organisation vio-

the de to demand the state of t Section of the sectio dies tabels er place priest-The test · Tokknehen s Made + Mo-sentiding un - franchi de

or his moud

· projecties on

te demander die 8 De 14 15 20the

te Pertement & acter des terres comque

te gériere d'app par la langue tes gériere d'app par an la labérant actionners la solutifé du res clater

On a more su en 15th it Senat Con a more of the property of Senat

Que dire entit de la employe des

testes regulation de de la company de gouvernament sant de gouvernament de gouvernament

I waterruption des estates un demen Sent to constitution it are commercial

Bolto, Ferme (FERLIS) 2- Top-polenti Afficia 40 1072 Tronsile Falari ratore sta da Tampo 201 les

ton de finances a com formales be lege l'ambain d' franches

be juge lambdad with intermed successful et gurant et de lambdad et de lambdad et de personne de mosurer es habitet des personnentaires son et de lambdad et mosure met et fellusion son en most de cet un forde

Separtements ministeries bis bississis - justice et attendar cele

esi penerale à la re ven ring. Grement

tes temes enticites las cour es fois

germers jours des sessions un Sensi 6 Cd Guiet, resto un pentral d'appendit de la constitut de la

mare session les tentes que fautes!

Les consegue temp apart : - empe

to approve the same to

become the part of the second of the second

emprise of identifie out an integral of

with 00** 14 18 1. . . 15 Frgs.

com & to po 'due la felt per a

communication at 1 offer and an are

batte. Wie frein den Seiner im warre

page on avera begin to be the control of the contro

La presidental seu :- : Errige.

Person to proper service and the service of the ser

& and obsessor core

Com see conditions Court with the

1000 400 900 36p 12th Links 1 4 22

M M tube br.

SAME THE REPORT AND IN THE TARE

the of alle populat Af . :

tore La preside " : "

Chd a'mes 84 a 51 1 ... Le Partendant paul e ce estatt

99 8046 y 4 4.4 2.41

alla somme-alla :

16816 # Pite. 24 12 11 debite his brains.

Fe Shine covery. .

population de la fil **46 MM aura 256** E 15 17

ATTENDED TO STATE OF

Charles of

the deliver on the fire of

worker done to precipitation

mentare an verta de cet an d'e 40. Autre arme dissussive di l'assiles sente mela complen utiliste des

mente partaire

toi, hotes i tojon, develope of L'Elyado \$1-74 NO 14886

stropouvoir et sondages ----4 45-46 FRE in business -Mulgier Tool

4 — FEVRIER 1980 — LEMONDE DIPLOMATIQUE

D'autre part, aux positions-clefs du marché brésillen, certains groupes économiques avalent définitivement distancé leurs rivaux, réduisant ainsi les affrontements d'intérêt au sein de la bureaucratie étatique. Un autre élément non nureamentale etaleque. On anire element non négligeable pour la continuité du régime fut l'amélioration du niveau de vie d'un secteur de la classe moyenne qui, grâce aux placements boursiers et aux investissements dans l'immo-bilier, put se mettre à l'abri de l'inflation qui frappait durement les revenus de l'immense resourité de la requiation (2) majorité de la population (2).

majorité de la population (2).

Les militaires reprennent alors la tentative d'institutionnalisation du régime, qui avait été abandonnée en 1968. Mais les élections de novembre 1974 bouleversent complètement leurs plans car le bipartisme transforme ce scrutin en un véritable référendum par lequel la majorité de l'électorat condamne la politique gouvernementale. Au lendemain des élections municipales de 1976, qui s'étalent soldées par la victoire du parti de l'opposition, le Mouvement démocratique brésilien (M.D.B.), dans les principales villes du pays, on pouvait écrire : « Les militaires songent de nouveau à modifier le système électoral, éliminant cette bombe à retardement qui pourrait constituer le M.B.D. s'il poursuivait sa progression lors de prochaines s'il poursuivait sa progression lors de prochaînes élections nationales. La création de trois ou quatre nouveaux partis pourrait venir à bout des risques que comporte la situation actuelle » (3).

Au terme de trois années de coups de force. de chicanes juridiques et de manœuvres diverses, le M.D.B. et l'ARENA (parti gouvernemental) viennent de s'éteindre pour laisser place à un cadre politique nouveau où cohabiteront vraisemblablement quatre partis politiques. Comment s'établiront les rapports de force entre gouvernement et opposition deue ce entre gouvernement et opposition dans ce nouveau contexte?

Les diverses stratégies de l'opposition

DANS le champ de l'opposition, la situation est asses complexe. Force est de constater que le MDB. n'est jamais parvenu à transformer les forces électorales qu'il incarnait à l'occasion de chacune des consultations nationales en un véritable front politique, à la fois capable de mener le combat parlementaire et de canailser les revendications politiques et sociales émergeant un peu partout au Brésil. Le retour des exilés a accentué les tendances centrifuges et les clivages qui traversalent l'opposition.

l'opposition.
Le principal leader politique ayant bénéficié
de l'amnistie est sans aucun doute M. Leonel

Brizola Ancien gouverneur du Rio-Grande-do-Sul, ancien député fédéral de Rio-de-Janeiro. M. Brizola est, de surcroît, le leader de l'ancien parti travailliste de Getulio Vargas et de Joao Goulart. Fort de ces atouts, il déplole depuis deux années une stratégie dont il ne se départit pas. Pour lui, la bipolarisation des élections conduit à une impasse où les militaires auront toujours le dernier mot et où l'opposition sera toujours perdante; dans ces circonstances, la reconstitution du partit travailliste pourrait, à moyen terme, débloquer la situation en offrant à l'opposition un apparell politique national capable de galvaniser les revendications qui surgissent dans le pays.

Dans la mesure où la réorganisation du parti

Jey 100 50

Dans la mesure où la réorganisation du parti travailliste (P.T.B.) restreignait l'ancien front travailliste (P.T.B.) restreignait l'ancien front électoral qui se constituait autour du M.D.B., cette stratègie servait bien les plans du gouvernement, qui, à plusieurs reprises a «interprété» la législation sur les nouveaux partis afin de favoriser la renaissance du P.T.B. «Ces interprétations (gouvernementales) ont pavé la route de M. Brizola», a pu écrire un des commentateurs politiques les plus autorisés du pays (4). A cela, les travaillistes ont répondu que le M.D.B. constituait une véritable camisole de force que les militaires avaient imposée à que le M.D.B. constituait une veritable camisole de force que les militaires avaient imposée à l'électorat, empêchant ainsi l'opposition de se renouveler. Ils n'étaient pas les seuls à faire cette analyse : certains élus du M.D.B. se sont reirouvés isolés dans les Etats où l'appareil du parti était aux mains de politiciens qui trahissaient le mandat reçu de leurs électeurs. Tel était, en particulier, le cas de Rio-de-Janeiro. D'autres opposants, appartenant à la « tendance populaire », pensaient qu'il était temps que l'opposition de gauche se libère des alliances qui la conduisaient à l'inertie et défi-nisse son propre profii politique.

A l'arrière-plan de ces analyses, se trouve l'appréciation commune selon laquelle le pays entrait désormais dans une étape de transition où la dictature militaire allait se transformer en un régime conservateur dirigé par la droite

C'est parce qu'ils estiment que la «libérali-sation» n'est nullement consolidée que d'autres opposants contestent ces analyses et jugent nècessaire de maintenir l'union des forces d'opposition. Toutefois, cette contre-offensive d'opposition. Toutefois, cette conire-offensive unitaire est restée limitée aux élus de l'opposition. A aucun moment, sauf lors du meeting qui marqua le retour à Recife de M. Miguel Arraes, exilé en Algéria, l'électorat populaire ne fut mobilisé pour s'opposer aux manœuvres gouvernementales. Ancien gouverneur de Pernambouc, également amnistié, M. Arraes est venu renforcer le bloc cauthentique du M.D.B. Partisan du maintien de l'alliance entre la gauche et les libéraux, il estime qu'un front des oppositions doit conduire la lutte contre le régime pour aboutir à la convocation d'une Assemblée constituante.

Assemblée constituante.

M. Luiz Carlos Prestes, secrétaire général du parti communiste brésilien, est le troisième leader d'envergure nationale qui soit rentré au pays. Ayant bénéficié de la légalité pendant deux années seulement (1945-1946), le parti communiste, malgré son implantation dans certains secteurs de la population des grands centres urbains, ne possede pas les caractéristiques qui le prédisposent à devenir une puissante organisation de masse. Leur parti étant toujours interdit par les militaires, les dirigeants communistes affrontent un double problème. En même temps qu'ils reprennent contact avec les nouvelles forces politiques qui ont surgi dans le pays, i's doivent, en effet, préparer la succession de M. Prestes à la direction du parti. Agé de quatre-vingt deux ans, M. Prestes.

succession de M. Prestes à la direction du parti. Agé de quatre-vingt deux ans, M. Prestes, a le chevalier de l'espérance », a profondément marqué le parti communiste. Sa disparition ouvrira une lutte interne dont les résultats sont, pour le moment, imprévisibles. Soixante-dix-sept années après sa fondation, le P.C.B. se trouve dans une situation politique qui peut favoriser sa renaissance ou au contraire le dévitaliser définitivement. En effet, au cas où il resterait coupé des nouvelles forces politiques il resterait coupé des nouvelles forces politiques et syndicales qui surgissent à gauche, il appa-raitrait comme le produit historiquement éphémère de la rencontre entre le Komintern et la petite bourgeoisle et les sous-officiers radicaux dont M. Prestes — qui, dans les années 1920, partirent à la conquête du pouvoir au Brésil.

Les subtilités

de l'<anarchie oligarchique>

L'a refonte du système politique n'était pas uniquement destinée à diviser l'opposition; elle devait aussi faire naître, aux côtés du parti gouvernemental — héritier de l'ARENA — une autre organisation politique capable de servir de structure d'accueil pour les politiciens conservateurs qui hésitaient à entrer dans le parti gouvernemental. Ce nouveau parti organisé par le député Tancredo Neves, membre du MD.B., ancien ministre de Vargas et de Goulart, ancien conseiller de Kubistchek, artisan de la plupart des combinaisons politiques qui ont marqué les vingt-cinq dernières années, doit aussi inclure M. Magalhaes Pinto, membre de l'ARENA, candidat malheureux de la droite civile à la succession du président Geisel, ainsi que M. Chagas Preitas, membre du MD.B. et actuel gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro. actuel gouverneur de l'Etat de Rio-de-Janeiro.

La naissance de ce parti aurait été très pro-

b'ématique au cas où aurait été maintenue la clause qui autorise chaque parti à présenter jusqu'à trois listes différentes lors des élections (les «sublegendas»). Car ce sont précisément les éléments pro-gouvernementaux qui ne pouvaient cohabiter au sein de l'ancienne ARENA, autrement dit une des teniances du parti officiel, qui devalent former l'ossature de ce « parti des indépendants ».

de ce « parti des indépendants ».

Toutefois, l'extinction pure et simple des « sublegendas » possit au gouvernement des problèmes d'une autre nature. En fait, il failut effectuer un savant dosage entre les différentes effectuer un savant dosage entre les différentes tendances de l'ARENA pour parvenir à organiser des majorités progouvernementales dans les Assemblées des Etats qui composent la fédération. Craignant d'avoir affaire à des Assemblées hostiles si de nouveaux cilvages se produisalent dans les structures de pouvoir local, beaucoup de gouverneurs ont exercé des pressions pour maintenir les «sublegendas». Ainsi, l'extinction du bipartisme résout les embarras du gouvernement au niveau national. embarras du gouvernement au niveau national, mais crée de nouveaux problèmes au niveau

régional.

Pour surmonter cette contradiction, le gouvernement a présenté au Congrés un dispositif
qui interdisait les esublegendas a dans les
élections de députés fédéraux et de sénateurs,
mais les autorisait lors des élections municipales. Rejeté par une coalition de parlementaires de l'ARENA et du M.D.B. ce texte sera proba-blement imposé par voie autoritaire.

Ces péripéties illustrent les implications d'une donnée importante de la vie politique brési-

donnée importante de la vie politaque bres:lienne : la différenciation des intérêts des
classes dominantes au plan local.

Particularité historique d'un pays où l'agriculture s'est modernisée sans qu'aucune réforme
agraire vienne bouleverser les structures de
domination locale, l'« anarchie oligarchique »
rend indispensable l'existence d'un espace politions minimal pour function le communis entre tique minimal pour favoriser le compromis entre les chefs politiques régionaux. C'est là une des clefs de la dynamique parlementaire qui survit depuis un siècle et demi au Brésil. Aucun goudepuis un siècle et demi au Brésil. Aucun gouvernement n'a osé porter le fer dans cette sphère du pouvoir. C'est à cause de leurs incidences sur les structures politiques, et bien moins en raison de leurs retombées économiques, que le gouvernement dut abandonner deux projets qui auraient pu, au moins partiellement, racheter historiquement le régime : la réforme agraire et l'alphabétisation des adultes (ou son coroliaire politique, l'abrogagation de la loi qui refuse le droit de vote aux illettrés).

C'est encore ce noyau irréjuctible de contra-dictions entre classes dominantes locales qui retarde la mise en place d'un autre instrument de manipulation politique nationale, depuis

tique, un tel délai peut effectivement être

L'ÉGLISE CATHOLIQUE :

A politique économique brési-Ilenne a connu la croissance, parfois même à des taux miraculeux, mais elle a toujours reposé sur une injustice structurale. Pendant longtemps. l'économie s'est bien portée (...) mais le peuple réallement mai. Aujourd'hul, peu de personnes mettent en doute que tous deux se portent mai. -

Tel est le constat fait par la présidence de la conférence nationale des évêques du Brésil en août damier. Cet important document, intitulé « Contribution à l'élaboration d'une politique sociale », présenté sous la responsabilité de la présidence sous la responsabil et de la commission pastorale de l'épiscopat, fait une critique sévère des choix économiques effectués par les militaires depuis leur coup d'Etat de 1964.

Ouinze ans de régime militaire n'auront donc pas permis aux successeurs du maréchal Castelo Branco de réaliser la tâche qu'il s'était fixée en renversant le régime civil du président Goulart : assurer la sécurité nationale par le développement économique, puisque tel était l'objectif de la « doctrine de sécurité nationale » élaborée depuis 1959 par l'Ecole supérieure de guerre du Brésil. Pour s'en donner les moyens politiques, les mili-taires avalent fait leur « coup d'Etat dans le coup d'Etat », le 15 décembre 1968, en promulguant l'Acte institutionnel n° 5 qui donnait les pleins pouvoirs au président de la République. Dix ans plus tard, au moment de l'« élection » de son successeur à la présidence, le général Galsel se voyait contraint de reconnaître que le pays se trouvait dans une situation de pouvoir bloqué - : devant l'échec de la stratégie fondée sur le binôme développement comment revenir à l'état de droit tout en évitant que le contrôle de la situation n'échappe au pouvoir exécutif?

Une lente prise de conscience

DOUR répondre à ces questions, il Importe de dresser un premier bilan de l'attitude de la hiérarchie catholique durant les quinze années de régime militaire, et plus spécialement durant les dix années de dictature des généraux.

A l'évidence, les évêques brésillens n'ont pas été absents du débat de société qui a marqué la période récente de l'histoire du Bréall. Mieux, ils ont été amenés à se définir ouvertement, à prendre position dans les affaires nationales qui ont divisé et divisent encore l'opinion. S'il laHait résumer d'un mot l'attitude de l'épiscopat, on pourrait dire qu'il est prooreselvement - entré en résistance » face aux autorités du pays.

La formulation de cette attitude, on la trouve dans le document épiscopal est une date chamière dans l'histoire du catholicismo latino-américain contemporain. C'est l'année où, au plan continental, dix-sept évêques de plusieurs nationailtés cont arrêtés à Riobamba, en Equateur, sur ordre du ministre de l'intérieur de ce pays, alors qu'ils participalent à une rencontre internationale consacrée

Telle était, telle est encore la question eure qui sous-tend le débat national au Brésil à l'heure de la suppression de l'état d'exception par l'abrogation, le 1° janvier 1979, de l'Acte institutionnel

C'est M. Arinos, président du Sénat, qui, voilà plusieure mois, définissait l'impasse dans laquelle se trouvalt le militarisme après quinze années de régime de force, dont dix de dictature : « Des problèmes sérieux de l'Elat ont trouvé leur solution des problèmes fondamentaux du peuple ne l'ont pas trouvée. - Constat qui rejoint celui des évêques, cité plus haut, et que le grand penseur catholique brésifier Aiceu Amoroso Lima avait, voilà quelques années, résumé dans une formule choc: - Le Bréall est un État riche dans un pays

Parallèlement à la question majeure qui agite les milieux militaires, on peut se demander comment l'Eglise catholique du Brésil envisage son rôle futur à l'heure où la société brésilienne retrouve théoriquement son fonctionnement normal. En d'autres termes : quelle stratégie la hiérarchie catholique va-t-elle adopter face aux problèmes de société, au moment où les partis, les syndicats et les associations s'apprètent à jouer de nouveau leur rôle de médiation politique entre le pouvoir d'Etat et les membres de la nation ? Si l'Eglise voit casser son rôle de aubstitution politique, si elle perd - comme disent les politologues - la « fonction tribunitienne - qu'elle a exercée pendant la période dictatoriale, comment doit-elle désormals se situer ? Si le pouvoir ne modifie pas ses cholx économiques fondamentaux et ne renonce pas à sa philocophie de la sécurité nationale, comment l'Eglise va-t-elle continuer d'exprimer son

à un échange d'expériences pastorales; gardés à vue pendant vingt-quetre heures. Ils seront ensuite « priés de quitter immédiatement le territoire équatorien ». L'événement allalt avoir des conséque insoupconnées des services de renseignement gouvernementaux : les évêques brésiliens, pour leur part, parieront officiellement à ca sulet de « terrorisme politicomilitaire à échelle continentale. Au Brésil, c'est l'année où la répression contre l'Egilse atteint un nouveau sommet avec, en particulier, un massacre d'indiens et d'un missionnaire à Meruri, l'assassinat d'un autre prêtre au Mato-Grosso et le passage à tabac, par les policiers de

de Nova-Iguaçu.

Dans ce contexte, on comprend le ton que revêt la - Communication pastorale au peuple de Dieu », publiés à la fin de 1976 par les évêques de la commission repré-sentative de l'épiscopat. Ils rappellant aux chrétiens qu' « Il est interdit d'avoir p.ur = et ils etigmatisent - l'action pernicleuse et nétaste, anonyme ou publique, de ceux qui traitent les évêques, prêtres et laics de subversits, d'agitateurs

l'Escadron de la mort, d'un évêque de la

bantleus de Rio-de-Janeiro, Mgr Hipolito,

de communistes quand ils prennent la défense des pauvres, des humbles, des orisonniere et des victimes de la tor-

Dans leur tangage, repris de la Bible et pulsé aurtout dans le Magnificat, "s aloutent : « Les forces organisées du mai ne veulent pas faire place aux faibles et eux petits qui sont la majorité dans le peuple. Seuls les grands et les pulsaants ont des droits. Le patit ne peut prétendre qu'au strict minimum pour conti vivre et à servir le pouvoir. Le jour où li refuse de servir. Il devient un ceillou dans le soulier du grand. Il est alors né à disparaître ; sa terre, destinée à lui être arrachée : sa malson, vouée à l'expropriation et à la destruction. »

Les évêques terminent en rappelant l'époque où, dans leurs prédication donnalant surtout « des consells de patience et de résignation ». Désormals, tel Jean-Baptiste debout devant Hérode et résistant ouvertement à ses prétentions lls affirment: - Nous nous adressons aussi aux grands et aux puissante pour les mettre en face de leurs responsabilités devant les souffrances du pauple.

Les militaires ne s'y tromperont pas qui, dès le mois suivant, traduiront en justice daux évêques pour atteinte à la sûreté de l'Etat « par incitation des paysans à la révolte armée » : Mgr Cardo de Conceição-do-Araguaia, et Mgr Pena.

de Maraba, en Amazonie, Mais si les principaux responsables de l'épiscopat brésillen sont parvenus à prendre une attitude de résistance ouverte face aux emplétaments du pouvoir d'Etat et s'ils sont allée jusqu'à la formuler dans vérité historique, apporter deux correctifs

En premier lieu, les majorités qui, dans emblées générales de l'épiscopat, ee sont progressivement dégagées dans le sens des analyses de la commission représentative, n'ont jamais atteint dans leur expression la clarté et la rigueur de laration de 1976. Il y a eu, bien sûr, les grands textes de la conférence nationale des évêques du Brésil : « Propositions sur la Déclaration universelle des droits de l'homme - en 1973, et - Les exigences chrétiennes d'un ordre politique critique de l'égiscopat comme tel. Il n'er reste pas moins que les divergences profondes demeurant entre les différentes tendances = existant parmi les trois cent treme-hult évêques actuels du pays; ce n'est pas un hasard el, en 1972, la réflexion de la présidence de l'épiscopat portait sur « Unité et pluralisme dans Egilse . Ce que les évêques disaient alors du « triste speciacie de trères qui se pourtendent, se blessent et se pourchassent - dans des - luttes Internes amplillées par les médias », est encore de mise aujourd'hul, fût-ce avec plus de

Le second correctif à apporter à la résistance - de l'épiscopat brésilien, c'est la lenteur de la maturation des esprits. Ce n'est pas du jour su lendemain que s'est opérée une convergence dans le jugement à porter sur la société brésilienne et sur les conditions d'exercice du

Ainsi, par exemple, il aura fallu una bonne dizaine d'années pour que les critiques portées par quelques évêques contre le régime militaire lesu du coup d'Etat de 1964 et réaffirmées en 1968 soient reconnues valables par la majorité de l'épiscopat : il fallut pour cela que deviennent mesurables les distorsions économiques et sociales des choix politiques des militaires. Curleusement, en revanche il aura suffi d'un peu plus d'une année pour que l'assamblée générale des évêques manifeste son refus de la torture. Vu la gravité du problème et de ses implications politiques, et étant donnée la lourdeur naturelle de l'appareil ecclésias-

considéré comme relativement court (1). Cela tieint à l'action de Mgr Camara, qui, par ses déclarations publiques de Paris, en mai 1970, ouvrait avec fracas un débat national qui allait s'amplifier des années durant. Cela tlent aussi à la « pression de la base » à l'intérieur de l'Eglise : nombre de chrétiens étaient parmi les premiers subir les mélaits de la torture. Il faut ajouter que le nane Paul VI avait publiquement évoqué ce problème quelques semaines avant la prise de position, fin mai, de la conférence nationale des évéques dans le «Document pastoral de

La voix des hommes sans voix

RETROSPECTIVEMENT, on peut dire aujourd'hui que l'évolution de la hiérarchie brésilienne s'est cristallisée autour de quatre personnalités de premier plan : Helder Camara, le célèbre archevêgue de Recife, pour la problématique globale du pays, et cela bien avant 1964 ; Mgr Evaristo Ams, cardinal de Sao-Paulo. nommé à la tête de ce diocèse en 1970 el vite devenu la bête noire des militaires pour la problématique urbaine ; Mgr Pedro Casaldaliga, évêque de Sao-Fe Araguala, pour la problématique rurale : et Mgr Aloisio Lorscheider, président de conférence épiscopale nationale, pour la dynamique interne à l'épiscopat. Il faudrait aussi, bien sûr, parier de l'influence déterminante d'une cinquantaine d'autres

évêgues. Le débat interne à l'Eglise catholique a'est progressivement resserré sur trois es de société : la torture et les droits de l'homme, à partir de 1970 ; la question agraire, avec la double phénomène de la spollation des terres et de la prolétarisation des petits cultivateurs et des Indiens, à partir de 1972 plus cruciaiement (2); i' « injustice structurale », enfin, se traduisant par le double constat de la croissance économique effective et de la concentration accrue de la richesse avec, en corollaire, l'écart grandissant entre une minorité de riches et

une majorité de démunis (3). Sur tous ces problèmes on a vu. au fil des ans, se dégager un consensus chaque tois plus large. L'un des éléments qui a sans doute permis ce phénomène de cristailisation est, paradoxalement, l'ampleur du territoire et l'importance numérique de l'épiscopat. C'est parce que le pays était trop grand et les évêques trop nombreux que ceux-ci se sont depuis longtemps regroupés par grandes régions. Cette décentralisation a favorisé l'affirmation de groupes régionaux, en particulier ceux du Nord-Est, du Centre-Ouest et de l'Etat de Seo-Paulo. Les grands documents qui ont fait murir la conscience collective de l'épiscopat en émanent ; c'est, respectivement, la déclaration - J'al entendu les cris de mon peuple - de 1973, la texte Marginalisation d'un peuple : le cri d'une Eglise » de la même année, et le communiqué « Tu n'opprimeras pas ton frère - de 1975. Les assemblées générales de l'épiscopat ne pouvaient pas ne pas tenir compte de l'expérience pastorale

populaire extrêmement riche que reflétaient ces déclarations. Circonstance favorable, les évêques opposés à de telles initiatives apostoliques et à de telles prises de position n'avalent, quant à eux, aucune contre-proposition pastorale à offrir aux autres évêques en réponse aux problèmes de l'heure, el ce n'est le recours aux méthodes traditionnelles, particulièrement inadaptées et inelficaces. Alnsi e'expliquant les majorités qui ont fini par se

dégager dans le sens de l'ouverture, Il n'est donc pas erroné d'affirmer que l'épiscopat brésilien a su, grâce au courage évangélique de queiques dizaines de ses membres, faire face au défi historique qu'était, dans le Brésil contemporain, raffirmation d'un pouvoir militaire prêt, au nom de la «grandeur» nationale, à sacri-fier les intérêts de la majorité de la ation. Loin de se reoller sur ellemême ou de jouer la seule carte de la défense de ses droits d'Eglise — risque qui fut réel vers 1972-1973 - la hiérarchie catholique est au contraire parvenue à

Au moment où le pouvoir dictatorial faisait table rase du jeu normal des partis, des syndicats et des associations. l'Eglise est restée le seul espace de liberté qui a permis aux principa vendications populaires de s'exprimer. Aux heures noires du gouvernement du général Medici, puis à celles du général Geisel, la lucidité et la force morale d'une poignée d'évêques ont galvanisé la résistance de tout un pauple.

Qu'il suffise d'évoquer ici l'épisode de l'assassinat du journaliste Vladimir Herzog, juif, mort sous la torture en octobre 1975. Tous ceux qui ont participé à la poignante cérémonie cocuménique d'enterrement dans la cathédrale de Sac-Paulo, sous la présidence du cardinal Arns, diront que ce fut le point culminant d'un refus failli du plus profond des consciences. Déjà, en 1973, une cérémonie dentique avalt. dans les mêmes lieux et autour du cadavre du jeune étudiant chrétien Alexandre Vanucchi, mort lui aussi sous la torture, suscité le même cri : elle avait ressemblé les foules chantant la « Marselllaise » bréallienne de la résistance aux militaires, le chant de Geraldo Vandré: « Pour ne pas dire que

ie n'ei pas parié des fleurs = (4). Si l'Eglise est ainsi devenue pendant

. 7

٠.

Épreuve

9

distinct and can be a series of a series o The antification of the property of the party of the part the marking pour favoruer e case product de la granding pour favoruer e case principal de la granding pour favoruer e case de case de la granding participal de la granding participal de la granding participal de la granding de la case de Contracto de noyau 1776.

Districta cartes element dell'Arrivalle la mise en place d'alle la mise en place d'alle la manuferitation politique

DE RÉGIME MILITAIRE

de la libéralisation

longtemps mis au point par les militaires : le scrutin d'arrondissement. Si le paysage politique conserve ainsi plu-sieurs de ses caractéristiques historiques, il

sieurs de ses caractéristiques historiques, il n'en va pas de même dans le domaine social. A vrai dire, c'est sur ce terrain que sont apparues les modifications les plus importantes de ces quinze dernières années, période pendant laquelle la force de travail employée dans l'industrie des grands centres urbains a pratiquement doublé (5).

En dépit des structures corporatives qui régissent les organisations ouvrières, héritage de la législation travailliste établie par Vargas, on a assisté à l'émergence d'un mouvement syndical indépendant et dynamique, ce qui contribue à faire disparaître un des principaux traits de la «misère historique» brésilienne.

L'impact de cette nouvelle force sociale est

contribue à faire disparaitre un des principaux traits de la «misère historique» hrésilienne.

L'impact de cette nouvelle force sociale est devenu évident à l'occasion des grandes grèves de mal-juin 1978, lousque environ un million cinq cent mille ouvriers ont croisé les hras dans les usines de Sao Paulo. Ce mouvement déclencha d'autres arrêts de travail, frappant aussi bien le secteur industriel que les activités du tertiaire. Au cours des six derniers mois de l'année 1979, près de trois cents grèves ont éclaté en différents points du pays. Les résultais de ces mouvements ont été inégaux mais l'activité économique fut considérablement touchée dans certains secteurs, tels que l'industrie automobile où, du fait des grèves, la production a connu une balese de l'ordre de 6 % en 1979.

L'irruption de la classe ouvrière dans les rangs de l'opposition au régime a bouleversé la vie politique. Président du syndicat des métallurgistes de Sao-Bernardo et figure de proue de l'opposition, M. Luiz Inacio da Silva, dit « Lula », est conscient de la puissance et du caractère inédit du nouveau syndicalisme qu'il incarne. Il nous déclarait voilà quelques semaines : « L'introduction de libertés démocratiques au Brésil passe par l'organisation et la consolidation d'un mouvement ouvrier indépendant. Le régime autoritaire a pu cohabiter uvec les activitée parlementaires, mais il ne résistera pas à l'ascension d'organisatione ouvrières authentiques et indépendantes. »

« Lula » joue un rôle décisif dens les luttes syndicales actuelles. Lors de la grève des ouvriers syndicales actuelles. Lors de la grève des ouvriers

ciques et indépendantes, s

«Lula » joue un rôle décisif dans les luites synticales actuelles. Lors de la grève des ouvriers du bâtiment (« peoes ») à Belo - Horizonte, au mois d'août dernièr, son intervention permit d'éviter le pire. En effet, les ouvriers du bâtiment constituent l'une des catégories les plus déshéritées du prolétariat brésilien. Très nombreux dans la région de Belo-Horizonte, où l'un des grands chântiers concentre à lui seul vingt mille « peoes », », ils revendiquaient des mellieurs salaires, mais aussi le respect de la législation du travail, très peu observée par les patrons. Leur détresse était exprimée par le

mot d'ordre inscrit sur leurs paneartes : « Nous avons faim ! ». Mal encadrée et objet de provocations, l'action gréviste dégénéra en émeutes qui causèrent deux morts et de nombreux blessés. Accompagné d'autres leaders syndicaux de Sao-Paulo, « Lula » arriva à Belo-Horizonte, parvint à organiser le mouvement et à imposer des négociations avec le patronat et les autorités locales. A l'issue de ces entretiens, il déclars : « Les travailleurs ont un urgent besoin de la liberté et de l'autonomie syndicule pour qu'ils puissent élire des personnes responsables et représentatives afin de ne pas permettre la répétition de faits comme ceux qui viennent de se produre. » viennent de se produtre.>

Ce langage de bon sens peut être compris et approuvé par un large spectre de l'opinion brésilienne. Par le biais d'actions aussi populaires que percutantes, l'affirmation des intérêts des travaliseurs amplifie et consolide les brêches ouvertes dans le régime autoritaire.

ouvertes dans le régime autoritaire.

Au-delà de la lutte politique que les élus de l'opposition mênent sur le front parlementaire, le renouveau du mouvement syndical constitue un des aspects les plus prometteurs de l'évolution de la vie politique. Le vigliance des nouveaux dirigeants ouvriers rendra difficile toute opération de caractère populiste, qu'elle provienne du gouvernement ou de l'opposition «Lula» et d'autres syndicalistes proches de lui préfèrent insister sur les intérêts spécifiques des ouvriers organisant un « parti des travailleurs». Toutefois, il est possible qu'en raison de la législation électorale ce parti ne puisse pas se constituer; ainsi, certains dirigeants ouvriers pensent déjà à railler, en tant que tendance organisée, le parti qui succédera au M.D.B.

Le gouvernement est très conscient des enleux

Le gouvernement est très conscient des enjeux nouveaux que les luttes syndicales introduisent dans la vie politique. Parallèlement à une répression policière accrue, de nouvelles lois salariales cherchent à réduire la portée des mouvements revendicatifs. En particulier, les salaires seront désormais périodiquement réajustés au niveau du taux officiel de l'inflation, les négociations entre partenaires sociaux devant porter uniquement sur le montant de l'augmentation due à l'accroissement de la productivité du travail. Ainsi, au lieu de mobiliser les travailleurs pour conquérir des augmentations salariales de 70 % ou 80 %, comme c'était le cas auparavant, les syndicats ne pourront négocier que des augmentations de l'ordre de 4 % ou 5 %. Le gouvernement est très conscient des enjeux

Sous peine de voir le mouvement s'essouffler, les leaders syndicaux devront sans doute franchir un nouveau pas, sensibilisant les travailleurs aux revendications qui portent sur

l'organisation et le temps du travail, l'échelle salariale et les avantages sociaux.

salariale et les avantages sociaux.
Un autre aspect important du problème a trait à la taille même des organisations syndicales. En effet, malgré trois décennies de gestion travailliste, et peut-être à cause d'elle, le nombre de syndiques n'atteignait pas 10 % de l'ensemble des travailleurs lors du renversement du gouvernement Goulart en 1964; este proporties le proporties de l'ensemble des contra la proportie de l'ensemble des travailleurs lors du renversement du gouvernement Goulart en 1964; este proporties de la contra la proportie de la contra de la contra des activités rémunérées. En 1960, 29,8 % de 'n population ayant entre dix et dix-neuf ans occupaient un poste de travail; en 1973, ce pour-centage monte à 38,9 % et, en 1976, il atteint encore 34,8 %. Lors des grèves des employés des banques à Sao-Paulo, au mois de septembre dernier, les leaders syndicaux ont été surpris par les réactions violentes des « office-boys » appartenant à cette tranche d'âge. L'incorporation des femmes et des adolescents au marché du travail a constitué le moyen d'enrayer partiellement la chute des revenus familiaux provoquée ces dernières années par l'érosion du salaire minimum. des activités rémunérées. En 1960, 29,8 % de

Tergiversations du pouvoir

CE qui ressort globalement de ces mouve-ments est leur relative concentration géo-graphique — la plupart des grèves ayant été déclenchées par les travailleurs du centre-sud du pays — et la faiblesse et l'inorganisation des ouvriers agricoles, qui forment pourtant la majorité de la population rurale brésilienne et constituent aussi les salariés les plus exploi-

tes du pays.

Les tensions qui menacent potentiellement le régime militaire ne se manifestent pas uniquement sur le plan social; elles apparaissent aussi dans la structure administrative du pays. En effet, la concentration de la masse fiscale patiente en tre de l'utilisen au détale nationale entre les mains de l'Union, au détri-ment des ressources propres aux municipalités et aux Etats de la fédération — mouvement qui s'est accentué après 1968 et qui constitue un autre aspect de l'autoritarisme du régime — appanyrit les villes et les Etats et aggrave les discancions régionales

C'est dans ce contexte troublé que la vie politique brésilienne se réorganise. Au lende-main de la refonte des partis, il apparaît que trois formations sont en mesure de se constituer selon les règles imposées par le gouvernement : un parti de droite, le parti démocrate, qui sera l'héritier de l'ARENA; un parti de centre, le parti populaire brésilien (P.P.B.) de M. Tancredo Neves; et un parti d'opposition, le parti de mobilisation démocratique brésilien, le P.M.D.B., qui est parvenu à retenir l'essentiel des élus de l'opposition, M. Leonel Brizola ayant apparemment échoué dans sa tentative de relancer le P.T.B. en attirant des élus de l'angien M.D.B. il hij rette la possibilité de tentre une M.D.B., il lui reste la possibilité de tenter une mobilisation populaire, mais prendra-t-il cette

mobilisation populaire, mais prendra-t-il cette voie?

Ce n'est évidemment pas ce que le gouvernement attendait de la réorganisation des partis. Débarrassé de membres encombrants, tels le gouverneur de Rio-de-Janeiro. M. Chagas Freitas, le P.M.D.B. maintient l'alliance entre les libéraux et la gauche, symbolisée par l'entente entre M. Ulysses Guimaraes, ancien président du M.D.B., et M. Miguel Arraes, un des leaders de la gauche. Pour le moment, le P.M.D.B. compte avec l'adhéaion d'une centaine de députés (un quart de la Chambre) et d'une vingtaine de sénateurs (le tiers du Sénat). Compte tenu des circonstances, ce résultat est loin d'être négligeable.

Far ailleurs, le parti du centre, le P.P.B., parait affaiblir davantage l'ancienne ARENA que l'ancien M.D.B.

Ainsi s'expliquent les tergiversations actuelles des autorités à propos des élections nationales de 1982 et de la légalisation même des nouveaux partis. Cette situation paraît assezinquiétante. M. Tancredo Neves a pu déclarer récemment : « Le pays est perpleze et désorienté, sans pouvoir comprendre (...), quels sont les objectifs véritables du gouvernement, sans avoir s'il s'agit de la consolidation et de l'élargissement de nos conquêtes démocratiques et sociales ou du juneste dessein de créer la conjusion pour (permettre) un retour aux journées sinistres qui ont couvert notre histoire de honic

sion pour (permetire) un relour aux journées sinistres qui ont couvert notre histoire de honte et d'opprobre dans un passé récent.» Le fait que l'auteur de ces mots soit unanimement reconnu comme un modéré, peu suspect d'in-transigeance à l'égard du gouvernement, ne donne que plus de poids à cette remarque.

JULIA JURUNA.

(2) Il y a au Brésii etno millions de personnes qui recoivent plus de cinq fois le salaire minimum (salaire minimum = 3000 cruzelros; un cruzelro e dix centimes). Avec leurs dépendants, ils forment le contingent de vingt millions de personnes qui constitue l'essentiel de la classe moyenne.

(3) Le Houde diplomatique, décembre 1976.

(4) Carlos Castelo Branco, cf. Jornal do Brasil, 14 novembre 1978.

14 novembre 1979.

(5) En 1969, le secteur secondaire occupair 12,9 % de la population active; en 1976 ce pourceniage était de 22,2 %; de Indicadores Societs, I.B.G.E., 1978. Rio-de-Janeiro. Les données relatives au marché du travail que nous citons ont été extraites

ATHOLIQUE:

S Barn & Faller v. .. & color be mele it ... STREET THE 4 DASS NOT THE THE THE STREET STR me, de la contare e **disk to +**0.7.5

STATE OF THE PARTY OF THE PARTY

mas sons voix

ME 000 000 ATE . (B. 166 dut: :41 4 ABOA'S ! * Bios A get C Charge & TOOLS nation before saidadas. B and I. PERSONAL THEF 40'80t 4s.

DE LA RÉSISTANCE A L'OPPOSITION années 60 et confirmé au cours de la s'engouffrer les forces vives du cathodécennie suivante ne sera aucunement remis en cause. Au contraire, ce mouvelicisme latino-américain. Les hommes poitiques ne s'y sont pas trompée.

tant d'années « la voix des hommes sans volx », jouent sinsi un rôle de substitution politique ou exercant une «fonction tri-bunitienne», c'est parce qu'une partie eignificative de son clergé et de sa hiérarchie a accepté d'investir ess énergies dans les milieux populaires.

Une telle conversion donne la mesure de l'impact qu'a eu la deuxième conférence générale de l'épiscopat latino-amé-ricain, tenue à Medellin (Colombie) en 1968. En affirmant que l'Eglise est fidèle à sa mission quand elle travaille à la transformation des mentalités populaires et à la modification des structures soclaies injustes, la conférence de Medeilin avait ouvert des portes par où allaient

M. Rockefeller pouvait affirmer, en 1969, dans le rapport final de eon voyage à travers le continent, que «l'Eglise catho-lique était devenue une force appliquée au changement, y compris révolutionnaire si nécessaire». Quant sux chercheurs nordaméricaine de la Rand Corporation, ils s'intéressalent de près, trois ans plus tard, au « clergé comme mutant social ». La troisième conférence générale de l'éplacopat latino-américain, à Puebla (Mexique) en 1979, devait confirmer l'éplacopat brésillen dans ses choix fondamen

A UJOURD'HUI, l'horizon politique du pays est en train de changer. Pour l'opposition, le « temps de la résistance » est terminé; le moment est revenu d'ur jeu social - normal ». L'agitation actuelle des classes laborieuses, la retour des exilés potitiques et la renaissance en cours des partis en sont les prémices.

Pour la hiérarchie catholique, c'est une étape de transition qui commence, et cela eous un double signe. Son rôte de substitution politique perd théoriquement son objet : l'Eglise n'est plus désormais le seul lleu où peuvent s'exprimer les revendications populaires, celles-ci retrouvant leurs canaux d'expression classiques. Elle n'en reste pas moins théorique dans l'opposition, dans la mesure où le gouvernement du général Figueiredo ne modifie pas substantiellement les cholx économiques du régime ; c'est précisé ment pour faire pression en ce sens que la présidence de l'épiscopat vient de publier sa « contribution à l'élaboration d'une politique sociale ». La redistribution des cartes dans le jeu

politique brésillen (voir l'article de Julia Juruna) pose à l'Eglisa catholique, prise comme institution, une difficke question d'ordre théorique : comment se situer sur l'échiquier national aux côtés des forces d'opposition à caractère politique et syndical, alore que l'Eglise ne se veut ni un parti ni un syndicat ? Les incidences de cette problématique ne se retrouvent pas seulement au niveau des secteurs gouvernementaux, comme nous le verrons d'abord les « partenaires sociaux » de l'Eglise - partis et syndicats - soucie soit de l'éliminer, soit de capitaliser à leur profit son influence. Quand l'Egilse demeurait pratiquement esule sur la scène politique de l'opposition, comme ce fut le cas pendant la période dictatoriale du militarisme, le risque de eon élimination par les organisations populaires était nul ; au contraire, les forces d'opposition clandestines avaient intérêt à soutenir les chrétiens opposés au régime. Quant au risque de récupération politique, il étalt minime pour l'Eglise, car elle pouvait justifier ses comportements et ses prises de position au .nom de la fidélité à son message évangélique et au nom de la conscience humaine la plus universelle; en se situant au plan d'une « résistance

spirituelle», elle dépassait ainsi la problématique des groupes intermédiaires

que cont les partie et les syndicats. Dans un jeu politique redevenant normal, l'Eglise ne peut plus arguer des mêmes justifications de façon aussi claire et évidente. Dans le champ eoclal, elle se trouve ou se trouvera, qu'elle le veuille ou non, en position de concurrence oblective.

Mais la question n'est pas seulement d'ordre théorique. Pour nous en tenir au seul secteur rural, il y a un fait nouveau et massif dans la société brésilienne : la naissance d'une conscience de classe chez des dizalnes de militere de paysans et dans des régions jusque-là non évelllées, grâce à l'action de l'Eglise depuis une bonne dizaine d'années.

C'est en effet dans le monde payean que les efforte de renouveau pastoral ont été les plus évidents et les plus mesurables. Le phénomène dit des « communautés ecciésiales de base », dont le Brésii est le promoteur et le tieu de plus grande vitalité pour l'ensemble du continent latino-américain, a atteint une ampleur eignificative. Il est le résultat de la conjonction de plusteurs facteurs : un renouveau biblique qui, loin de « démytho-logiser » le texte eacré, comme on le fait en Europa, fait accéder les gens à sa littéralité; une pédagogie de la foi héritée de l'Action catholique européenne, mais mise au service des gens les plus sim-ples ; et un éveit des mentalités populaires au sens critique par l'utilisation des méthodes issues des travaux de Paulo Freire aur l'alphabétisation des adultes.

Mais c'est la dynamique sociale ainsi mise en œuvre qui doit ici retenir l'atten-tion. Que va devenir le capital d'énergie populaire accumulé par le travail pastoral de l'Eglise? Quelle forme d'action, syn-dicale ou politique, va-t-il revêtir? Si un mouvement syndical nouveau se dessine prochainement en milleu rural, comment vont réagir les gens d'Eglise, initiateurs du processus ? Vont-ils abandonner à d'autres le soin de structurer ce dynamisme payean, ou vont-ils organiser des evadicate confessionnels (5) ? Autant d'interrogations auxquelles cont loin d'apparaître avec netteté.

Quoi qu'il en soit de l'avenir sur ce point, on peut penser que l'effort pastorai de renouveau commencé dans les

ment ne pourra qu'être poursuivi et approfondî. L'Eglise catholique a recouvré au Brésil, comme d'aitleurs dans toute l'Amérique latine, une dimension populaire évidente. On peut compter que le nouveau président de la conférence épiecopale nationale, Mgr Ivo Lorschelter, poursulvra l'effort dans le même sens ; et, parmi la nouvelle génération d'évêques, un certain nombre de personnalités s'affirment progressivement. De ce côté, la continuité

L'avenir politique du Brésil, par contre, est loin de l'être. On peut s'attendre à ce que l'appareil répressif du régime, toujours en place malgré le retour à l'état de droit, conserve dans sa ligne de mire les eecteurs d'Eglise soucieux des retombées néfastes du modèle de développement économique. De ce point de vue, et à court terme, la problématique n'a pas changé.

Les récentes opérations répressives visant les chrétiens en milleu paysen montrent blen que l'un des principaux fronts de la question agraire se situe le long du fleuve Araguaia, dans les Etats de Mato-Grosso, Golas et Para. La situation y est explosive en raison de la multiplication des conflite entre grands propriétaires et petits cultivateurs. L'affrontement Edise-Etat trouve dans cette zone un point de fixation caractérisé,

Le gouvernement est également préoccupé par l'aditation sociale qui, depuis 1978, mais surtout depuis le printemps secoue très fortement les milieux Industrieis de la région de Sao-Paulo. L'Eglise apportant au mouvement revendicatif un soutien jogistique, à travers ses temples et ses presbytères, le gouvernement ne peut que vouloir détruire ce soutien. Ici encore, le heurt est évident

L'avenir est donc incertain, La hiérarchie catholique, pour sa part et sans sa majorité, entend bien ne pas renoncer à son rôle critique, tout en étant prête à se taire le lour où un minimum de consensus social seralt rétabli. C'est sans doute ce que les évêques voulaient dire, dans l'Eglise et la politique, quand ile déclaraient, à l'issue de leur assemblée générale de 1974 : - Dans l'exercice de as ionction critique, l'Eglise est consciente de la complexité des problèmes sociaux, économiques et politiques, ainsi que des difficultés énormes qui en résultent pour les gouvernements dans l'accomplissement de leur têche. Elle sait qu'il est inutile de rêver d'une nauté humaine exempte de tensions. (...) En proclamant l'amour.

(1) Far comparaison, la discrètion des déclarations publiques des évêques déclarations publiques des évêques d'Argentine sur le problème des disparus (torturés et assassinés) apparaît d'autant plus sujette à critique

(2) La commission pastorale de la terra de la conférence épiscopale a publié, en juin 1978, une longue étude sur la situation générale des paysans au Brésil.

Cf. DIAL document D 464, 170, boulevard du Montpanasse, 75014 Paris, 5,50 F.

(3) « Des statistiques bien connues montrent qu'en 1960, 50 % de la population, c'est-d-dire les plus pauvres, se partageatent 17,71 % du revenu national, tandis que les 30 % nivants en recevaient 27,92 % et les 20 % les plus riches 54,35 %. En 1970, la concentration du revenu s'accellère chez les plus javorisés : les 20 % les plus riches en recevaient 20 % les plus riches en recevaient 20 % les plus riches en recevaient 62,24 %, pour n'en laisser que 22,85 %

Par CHARLES ANTOINE

histica at la paix. l'Eglisa ne la fait donc pas dans le but de désamorcer des tensions qui peuvent être bénéfiques. L'Eglise annonce à tous que l'amour, la paix et le justice sont possibles. »

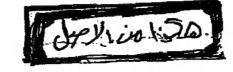
En temps de « résistance », l'opposition à un régime dictatorial trouve à un condition qu'existent la lucidité et le courage. L'Eglise catholique du Brésil en a fait preuve et s'est montrée à la hauteur de la tâche. Quand la société retrouve le fonctionnement de ses groupes intermédiaires, les certitudes redeviennent parfols difficiles. Les évêques brésillens sont peut-être en train d'en faire l'expérience. Il reste néanple qu'on voudrait communicatif : una Eglise solidaire, jusque dans l'épreuve du sang, des millions de gens victimes

aux 30 % suivants, et 14,91 % aux 50 % les plus pauvres. En 1976, la situation s'est aggravée : les 20 % les plus riches se partagent 57 % du revenu, pour n'en laisser que 11,8 % aux 50 % les plus pauvres. • (Document des évêques, « Contribution à l'élaboration d'une politique sociale ; cf. DIAL, document D 560, 7,50 F.)

(4) C'est le même chant et la même émotion qu'on retrouve, fin octobre 1978, au moment de l'auterrement religieux de Santos Dias, un ouvrier membre de la partorale ouvrière du diocèse de Saopaulo, tué par la police su cours d'uns grève.

pratio, but pres at present and it pracedent des années 60, dans le nord-est du Brésil, avec le Mouvement de Natal et le syndicalisme paysan chrétien, sous l'influence de Mgr Eugenio Sales.





Le sens et les implications de la pré-Le sens et les implications de la présence des troupes soviétiques à Kaboul ne s'éclairent que si l'on prend la mesure du véritable rôle joué par les différentes forces — Parcham et Khalk — au sein du P.D.P.A. (Parti démocratique du peu ple afghan) depuis avril 1978. La personnalité de l'actuel président situe à elle seule le point d'impasse qu'avaient attent ses point d'impasse qu'avaient atteint ses deux malheureux prédécesseurs. Il n'a aucune chance de désarmer les mou-vements rebelles, pour qui le « tigre au vements rebelles, pour qui le « tigre au travail » (čelle est la traduction du nom de M. Babrak Karmal) est, plus que tout autre, un porte-parole direct de l'URSS. Il ne pourra pas davantage mobiliser les sympathies du dernier carré des militants du PDPA qui ont survécu, physiquement ou moralement, aux épurations successives. Ce fils d'un général de l'armée royale. Mohammad Bussain, conservait sous l'ancien régime de telles ambiguités dans ses rapports avec l'élite politique que son parti, le Parcham, était par dérision qualifié de communistemonarchiste parmi les membres du monarchiste parmi les membres du

Khalk.

Hormis ses dons oratoires, M. Bahnak Karmal ne possède aucune des qualités prisées dans les milieux de la gauche afghane. D'origine pachtoune (tribu kakar) mais détaché de la culture de son ethnie (la plupart de ses discours étalent en dari) (1), il ne peut se prévaloir, à l'inverse de N.-M. Taraki, d'une connaissance minutieuse du petit peuple. Il ne peut non plus susciter la confiance lorsqu'il se présente comme l'héritier politique de celui que son mouvement, dans une polémique retentissante, avait traité d'agent de la C.I.A. Comment expliquer ce retour au peuvoir du Parcham, d'agent de la C.I.A. Comment expli-quer ce retour au peuvoir du Parcham, parti le plus faible et le moins im-planté dans la société afghane? Comment ce régime, tenu à bout de hras par l'armée soviétique, en est-il arrivé à ne plus reposer que sur une poignée d'individus?

poignée d'individus?

La prise du pouvoir par le P.D.P.A. avait pris au dépourut tant l'Iran que l'U.R.S.S. (2). Bien que très minoritaire et parvenu à la tête de l'Etat à l'issue d'un putsch, le Khalk, hégèmonique dans un gouvernement regroupant éléments nationalistes et Parchami, disposait à ses débuts d'atouts réels. Kaboul vécut alors les plus importantes manifestations de son histoire : à la joie d'une majorité de citadins devant la fin de l'ancien régime répondait la neutralité attentiste et hienveillante des différentes régions du pays. L'Afghanistan, «Kalat-al-Islam », bastion oriental du sunnisme, réputé inexpugnable, était bien loin de répondre aux appeis lancés contre le nouveau régime par les porte-parole des « rebelles musulmans » alors réfu-

Le Khalk regroupe quelques millers de membres et, s'il possède une base sociale indiscutablement plus large que celle de son rival Parcham, cantonné dans l'élite intellectuelle urbaine, il n'en a pas moins puisé l'essentiel de ses forces au sein de la jeunesse scola-risée. Ses cadres avaient adopté un programme démocratique qui ne dépassait guère les réformes promises par le gouvernement de Daoud (1973-1978), d'ailleurs accusé naguère d'avoir calqué son premier programme sur ceiui du Khalk. L'étape « nationale démocratique » mise en place par le P.D.P.A. n'innovait que sur deux ques-tions néanmoins fondamentales :

- la reconnaissance des minorités leur représentation politique ne sur-vécut cependant pas à l'éphémère pre-mier gouvernement qui, pour la pre-mière fois en Afghanistan, associait au pouvoir des éléments tadjik, ouzbek et kazara;

— la solidarité avec les peuples pachtoune et baloutche et la recon-naissance de leur droit à l'autonomie dans la lutte de libération.

Ces deux traits originaux ont été Ces Geux traits originaix ont ete très édulcorés dans les faits: d'une part, les Pachtounes restaient majoritaires dans le gouvernement, et d'autre part, la politique menée avec le Pakistan tempérait passablement l'autodétermination des peuples baloutche et pachtoune et pachtoune.

Le programme national démocra-Le programme national democra-tique rassemblait la classe ouvrière, les paysans, l'intelligentsia, les artisans et la petite et moyenne bourgeoisie sous la direction du P.D.P.A. (3) dans la phase antiféodale. Mais une contra-

diction apparut très vite entre ce pro-gramme et la répression, au sein tant de l'armée que de l'administration. Répression qui ne s'arréta pas aux éléments monarchistes et pro-iraniens mais s'étendit aux libéraux dans le corps des officiens. La prévisible mise à l'écart du Parcham, trois mois après à l'écart du Parcham, trois mois après la révolution d'avril, pouvait en partie être interprétée comme une marque d'indépendance à l'égard de l'U.R.S.S. et fut suivie de l'élimination des nationalités, ce qui privait l'appareil d'Etat d'alliés essentiels. Là réside une faiblesse fondamentale : d'un côté, on promet d'abolir les « relations féodeles » et de l'autre on fait des viceles » et de l'autre on fait de l'autre on fait des viceles » et de l'autre on fait de l'autre dales », et, de l'autre, on fait des vic-times parmi les membres de l'intelligentsia et de la petite ou moyenne bourgeoisle. Le développement de cette contradiction, dès septembre 1973, ré-duit la crédibilité du Khalk dans le pays. Les conceptions que de nomPar ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT

Appartenant à la branche Gilzal des Pachtonnes, ils obtinrent longtemps la neutralité de certaines régions (Kalat-Kandahar) en faisant valoir que, pour la première fois, les Durrant, branche de l'ancienne famille régranche de l'ancienne familie re-grante, ne contrôlaient plus le gou-vernement. A l'envoi de troupes dans les villages de « féodaux » succèdent en avril-mai 1979 les bombardements. Parallèlement, à Kaboul, sont arrêtées préventivement les familles lièes aux tribus frappées par la répression. En août 1978, le P.D.P.A. annonce que 822 500 acres ont été distribués à cent trente-deux mille familles (6).



breux cadres du parti se falsaient des rapports « féodaux » dans les campa-gnes ne compenseront pas les erreurs qui ont touché la population urbaine ; mieux, elles les amplifieront.

Les jeunes cadres du Khalk ont une idéologie plus « moderniste» que marxiste-léniniste, qui trouve son origine notamment dans un système éducatif particulièrement hétérogène. Aux enfants de l'élite étalent réservés les quelques lycées gérés par différents pays (comme la France on l'Allemagne) et la possibilité de poursuivre des études supérjeures à l'étranger, alors études supérjeures à l'étranger, alors rieures à l'étranger, alors que les fils de la petite bourgeoisie et de quelques rares familles rurales allaient au lycée d'Etat Khushal-Khan-Khattak avant d'avoir accès aux quel-ques facultés affillées, pour la plupart, à des pays européens et aux Etats-Unis (seul l'Institut polytechnique était financé par l'U.R.S.S.). Les élèves recevalent des bourses du gouvernement et devenalent ainsi rapidement indépendants de leurs familles. La plupart pendants de leurs familles. La plupart des cadres du Khalk ont été recrutés dans ce lycée d'Etat. Ce système ne permettait pas la formation d'un corps homogène, enraciné dans la société afghane. Au contraire, la plupart des étudiants considéralent que leur propre société était arriérée, qu'elle avait besoin d'instruction et d'encadrement. Le parti pour les marxistes, l'Etat pour les nationalistes, seront les garants d'une modernisation accélérée des

On imagine alors les réactions qu'a pu provoquer l'arrivée dans les cam-pagnes de cette élite, divisée et strati-fiée par sa formation même.

Dès l'hiver 1978, on ne compte plus les histoires de cet ordre : des cadres arrivent dans un village et convoquent les gens (hommes, femmes et enfants) à des cours d'alphabétisation ; le lendemain, l'immense majorité de la population est absente, car elle n'accepte
pas que les femmes apparaissent dans
une réunion publique. Devant cette
attitude jugée rétrograde, les cadres
recourent à différentes formes de persuasion, voire à la pression physique,
pour rassembler la population, femmes
comprises. Dans le meilleur des cas, ils
sont expulsés; parfois, on retrouvera
leurs cadavres à la sortie du village.
Lors d'une visite en 1972, le gouvernement Daoud avait jugé bon de nous
faire accompagner dans le Paktia par
une trentaine de soldats, visiblement
mal à l'alse et nerveux dans une région où ils étaient à peine tolérés. demain, l'immense majorité de la popromet toutes les faveurs, ne ressem-ble plus guére au P.D.P.A. d'avril 1978. Une ténébreuse affaire

L'a politique d'Hafizullah Amin, L'a soutenue par l'URSS. (en été 1979, les dépenses nécessaires à la survie du régime étaient estimées à 9 millions de dollars par jour, sans compter les armes et les munitions) s'étant révélée être une fallite, Moscou semble chercher une solution de rechange. Le voyage de Taraki à la conférence des non-alignés à La rechange. Le voyage de Taraki à la conférence des non-alignés à La Havane va en fournir l'occasion. A son retour, le président Taraki est reçu le 10 septembre à Moscou, où il a un entretien privé avec MM. Brejnev et Babrak Karmal. Est alors prise la décision de réunifier le P.D.P.A., de revenir au programme national démocratique, de libérer les prisonniers politiques. Ces mesures entrainent pour le moins une réduction nent pour le moins une réduction notable des pouvoirs d'Hafizullah

certaines régions où elles ne suscitèrent pas de révolte ouverte, ces réformes n'en furent pas moins un échec. En brisant les liens anciens

entre les paysans et les propriétaires fonciers, la réforme supprimait aux premiers l'accès à l'eau, aux semences, aux animaux de trait ou aux ma-chines, sans leur offrir une réelle

compensation.
Simultanément, le P.D.P.A. voit son autonomie régionale se réduire et son affaiblissement interne s'accélérer. Le PDPA, gonflé de fonctionnaires

d'étudiants ambitieux auxquels on

Or, quelques jours après son retour à Kaboul, on apprend le retrait puis la mort de Taraki. La lumière est loin d'être faite sur les circonstances de cette élimination. La version suivante des faits, qui doit être prise avec précaution, a le mérite de rendre cohérents l'aspect « politique » de l'affaire. Elle émane d'un document secret remis aux principaux cadres du Khalk dans la première semaine d'octobre.

A la fin du mois d'août 1979, un climat d'espionnite et de tensions s'était développé au sein du PDPA. Hafizullah Amin apprend par des « camarades sûrs » (Aziz, neveu d'Assadullah Sawary, président de la section intérieure de l'AGSA, et Nawab, vice-président de ce même organisme), que « Taraki et sa bande », à savoir Assadullah Sawary, Said Mohamad Chulab Zoī, Sher Zhan Masdurlah et Aslam Watanjar, avalent fomenté un complot visant à l'assassiner durant le voyage de Taraki à La Havane. « Le mardi 11 septembre, l'avion transportant Taraki devant arriver à Kaboul aux environs de 15 heures, A la fin du mois d'août 1979, un transportant Taruki devant arriver à Kaboul aux environs de 15 heures, Navab informe Amin à 14 heures que les derniers dispositifs du plan de la bande de Taraki sont mis en place et que ce plan (visant à son exécution) serait appliqué. a Le plan est déjouê et, « dès que Taraki sort de l'avion et que son regard rencontre celui d'Amin, il est extrémement surpris et manque de perdre l'équilibre ». Amin aurait alors demandé à Taraki des garantles, notamment l'éviction « des garantles, notamment l'éviction « des hommes de sa bands du gouverne-ment », et ce dernier aurait énergi-quement refusé. Des tractations s'engagent en vue de permettre une ren-contre des deux hommes. En effet contre des deux hommes. En effet, Amin, régulièrement informé de divers pièges, refuse de se rendre au bureau ou au domicile de Taraki autrement qu'accompagné de gardes armés. Arrive alors la nouvelle disant que « la bande de Taraki se présentati (...) à l'ambassade de l'U.R.S.S. pour demander l'astle politique ». Finale-

ment, une réunion orageuse entre Taraki et Amin a lieu dans le bureau du premier, sous la surveillance de gardes armés des deux hommes, gardes armés des deux hommes, « quand la nouvelle arrive que l'ambassadeur soviétique veut voir Amin et Taraki ensemble ». « L'ambassadeur et ses trois conseillers de haut rang (leurs homs ne sont pas mentionnés dans le rapport) arrivent alors, apportant un message verbal de M. Brefnev qui dit que l'unité entre les dirigeants afghans est profitable à la révolution alghane. » Après un moment d'accalmie, le conflit s'exacerbe une fois les Soviétiques sortis.

Le 14 septembre, Amin refuse de se rendre au bureau de Taraki, qui lui ordonne de « se présenter immédiatement sans gardes et sans armes ». Amin répond : « Personne ne va de son plein gré au-devant de la mort. » Le commandant Taroon, aide de camp de Taraki, mais agent d'Amin, et le chef d'état-major, le colonei Yakub, lui disent de ne se rendre « en aucun cas à la Maison du peuple ». Le dénouement se prépare

Les militants qui avalent été formés par le Khalk (beaucoup ont été tués dans les premiers combais) sont désormais noyés dans la masse des nouveaux adhérents contrôlés par Hafizullah Amin.

Les événements d'Hérat, en mars 1979, où la garnison se rebelle contre l'ordre donné par les Soviétiques de réprimer une manifestation, sont suivis d'un tournant décisif dans l'ascen-sion d'Hafizullah Amin au pouvoir : vis d'un tournant decisir dans l'ascension d'Hafizullah Amn au pouvoir :
il devient alors premier ministre et
prend le contrôle de l'AQSA (7),
véritable pollce secrète. Le 2 avril,
devant l'aggravation de la situation,
marquée par les premières rébellions
sérieuses dans l'armée, est créé un
conseil de défense nationale dont
Taraki est le président (8). Le 6 avril,
une délégation soviétique conduite par
le général A. A. Epichev (chef de la
direction politique générale de l'armée
et membre du comité central) se rend
à Kaboul. A l'issue de cette visite,
Vassily Safronchuk, responsable de la
coordination entre l'U.R.S.S. et l'Afghanistan, s'installe à la Maison du
peuple auprès de Taraki. A la même
epoque, on estime que cinq mille
conseillers soviétiques sont répartis
dans l'administration et cinq mille
autres dans l'armée.

autres dans l'armée. Redoutant de nouvelles défections au sein de l'armée, le conseil de défense cantonne soldats et officiers et fait bombarder systématiquement les zones rebelles. Non seulement des villages, mais aussi des récoltes, de-viennent la cible de l'aviation, dans viennent la cible de l'aviation, dans l'intention d'affamer les rebelles. Cette politique du pire, des la fin août 1979, a des conséquences désastreuses : déficit de 1,5 million de tonnes de céréales, soit environ cinq fois les besoins du pays en importations (9). Pendant cette période. s'accélère l'exode de tribus vers le Pakistan, et les groupes de maquisards, qui bénéficialent alors de l'appui des milices pakistanaises, recrutent dans cette population de réfugiés. cette population de réfugiés.

cette population de réfugiés.

Le 27 juillet, à la suite d'un remaniement ministèriel, où le président Amin cumule les postes de ministre de la défense et de ministre de l'intérieur, se produisit un événement majeur qui jouera un rôle déterminant dans l'évolution de ses rapports avec les Soviètiques. La garnison du fort de Bala-Isar, considérée comme la plus sûre unité d'élite, était encadrée exclusivement par des officiers khalki. L'AQSA procéda à l'arrestation et à l'exécution de certains d'entre eux. Le 5 soût à midi, la mutinerie éclata : les soldats décidèrent de marcher en direction du palais présidentiel situé à 1,5 kilomètre. Un instant, le pouvoir chancela. Des chars furent envoyés pour mater les insurgés, qui se repour mater les insurgés, qui se re-plièrent dans le fort. Alors intervinrent soldats résistèrent tard dans la nuit mais furent liquidés jusqu'au derlorsque « Taraki appelle Amin el lui dit que les camarades soutétiques veulent qu'il aille à la Maison du peuple pour discrier ». Amin répond qu' « il arrive iont de suite, mais avec ses gardes ». Après avoir refusé, l'ambassadeur soviétique dit à Amin : « Taraki assure qu'on ne vous tiréra pas dessus, venez. » Sur le conseil de Taroon, qui considère que, « puisque l'ambassadeur soviétique et les autres camarades soviétiques et les autres camarades soviétiques sont présents, ils n'oseront pas être assez insolents pour tirer », Amin se rend à la Maison du peuple avec ses gardes. En montant l'escaller, les gardes de Taraki ouvrent le feu, Taroon s'écroule, mort. Amin « se jette au bas des escaliers et s'enjuit (…) et arrive au ministère de la déjense ». C'est de là qu'il organisers l'attaque du palais présidentel, où Taraki brouvers la mort. Amin sera élu président du Conseil révolutionnaire et premier ministre le 16 septembre.

Quelles que soient les réserves que l'on peut émetire à l'égard de ce document évidemment partisan, les éléments essentiels en sont aujour-d'hui confirmés. Il dévolle l'évolution d'hui confirmés. Il dévoile l'évolution des rapports entre Amin et l'U.R.S.S. Le gouvernement afghan ayant demandé le 6 octobre 1979 à l'U.R.S.S. de rappeier son ambassadeur, M. Puzanov, membre du comité central, en poste en Afghanistan depuis 1970. Shah Wali, ministre des affaires étrangères, mit en cause l'ambassadeur soviétique devant onze représentants des pays socialistes. Le document du Khalk en dit beaucoup pius; à sa lecture, les cadres du parti ne pouvaient plus nourrir d'illusions sur les manipulations auxquelles se livraient directement les services soviétiques dans l'appareil du parti afghan. Amin ne pouvait non plus espèrer une quelconque ambiguité de la part des mêmes services à son encontre.

Les Khalki étaient, pour la plupart.

Les Khalki étaient, pour la plupart, autant soucieux d'indépendance nationale que l'Afghan de la rue. L'amitié et l'admiration qu'ils vouaient à l'URSS. étaient le signe moins de le ur dépendance que d'une soll-darité exaltante. Mais, depuis des mois, derrière une unité de façade montait une sourde colère de l'administration et de l'armée devant l'arrogance des conseillers soviétiques qu'inhésitaient pas à donner des ordres n'hésitalent pas à donner des ordres aux plus hauts fonctionnaires de l'Etat.

Pour colmater les brèches d'un Etat devenu exsangue, Hafizullah Amin va tenter l'impossible. Il salt que sa marge de manœuvre est étroite, la société tribale ne faisant guère pardon des cadavres accumulés, les Soviétiques guettant le premier faux pas. Des mesures apaisantes sont prises timidement. Abdul Qader, s héros du 23 avril a voit se neine « héros du 28 avril », volt sa peine de mort commuée en quinze ans d'emprisonnement, d'autres artisans de la révolution d'avril sont aussi graciés. Radio-Kaboul annonce la libération de centaines de prison-niers, mais de nouvelles arrestations vont remplir les prisons (10). Amin vont rempur les prisons (10). Amin reprend dans ses grandes lignes le programme que devait présenter Taraki à son retour de Cuba. Sont préconisés le maintien de la petite propriété privée, l'encouragement aux capitalistes nationaux, la protection de la reli-

Le comité central du Khalk se railie massivement à Amin. Si le nou-veau président prend ombrage de l'URSS, à court terme, il ne peut rollada, a coint terme, il ne peut espérar survivre qu'en érrasant la rébellion généralisée; mais la désagrégation de l'armée est telle qu'il ne peut se passer du soutien militaire soviétique. Les différends s'amplifient lorsqu'Amin résiste à la restructuration des formes de voltes sour turation des forces de police sons la direction des consellers soviétiques, malgré la visite de M. Semenvich Paputin, vice-directeur du ministère soviétique des affaires intérieures. Ceiul-ci disparait mystérieu-sement à la fin du mois de décembre 1979; commence alors le débarquement massif des troupes soviétiques sur le sol afghan.

La fin de la dynastie pachtoune

A politique à l'égard des différen-A politique à l'égard des différentes ethnies, qui était un élément important du programme du PDPA à ses débuts (voir le Monde déplomatique de janvier 1979), apparaît manifestement cadeque dès l'été 1979. Soucieux de consolider le nouvel Etat afghad, le Khalk ne pouvait esquiver cette question fondamentale. Ainsi, les émissions de radio diffusées dans les langues des différentes ethnies furent une initiative positive, mais néanmoins par trop superficielle mais néanmoins par trop superficielle puisqu'il s'agissait d'un même programme simplement traduit en ouz-bek, baloutche, nuristani. revu et

1979.

(6) Voir Antimperialistisches Informations-Bulletin, Masburg, octobre 1979.

(7) AQSA: Da Afghanistan da Gabo da Satalo Edera (Service de la sauvegarde des intérêts de l'Afghanistan).

(8) Le consell national de défense était composé de neul membres: Nur Mohammad Taraki, Hafizuliah Amin. Sher Jen Masdooryar (ministre de l'intérieur), Asadullah Sarwari (chef de l'AQSA), Iqbai (président des affaires politiques des forces armées), coloneis Watanjar (minis-

corrigé par la censure des conseillers soviétiques. Beaucoup plus lourde de conséquences fut l'application de réformes qui, dans la pratique, ne tenaient pas compte des réalités socio-économiques propres aux différentes ethnics. L'image d'une lame de fond pour la défense de l'islam contre le danger compunità pand contre le danger communiste rend compte très imperfaitement de la réalité : les révoltes ont eu une origine spontanée, et ont éclaté selon des rythmes et des représentations hétérogènes. Aucune force politique ou religieuse ne peut se prévaloir d'un contrôle quelconque des populations en rébellion ouverte.

tre de la défense), Yakuh (chef de l'étatmajor), Gholam Sakhi (commandant de
la défense de l'air), lleutenant-colonel
Masar Mohamed (commandant de l'armée
de l'air).

(9) Réponse d'Amin à un haut fonctionnaire venu lui présenter un rapport relatif à ce déticit : e Les camarades soviétiques nous ont conscillé cette politiques
pour affemer les rebelles, et estre tactiques monte des résultats. Ils nous ont
assuré qu'ils compensaraient le déficit. »
À la suite de ce rapport, la rumeur d'une
pénurie de blé se répandit dans Kaboul
Les prémiers informés se mirent à achèter
en grande quantité, les commerçants ne
tardèrent pas à stocker dans un but spéculatif. Le gouvernament prit aiors des
mesures sévères et affirma que l'URAB.
svait déjà donné 700 000 tonnes de blé.
(10) Pour la seule ville de Kaboul, le
nouveau gouvernament reconnait le chiffre de douve mille prisonnées aséanti-(10) Pour la seule ville de Kaboul, le houveau gouvernement reconnaît le chiffité de doute mille prizonniers exécutés. Le régime avait promis le libération de
tous les prisonniers politiques : ceux qui
ont bénéficié de ces mesures jusqu'aujourd'hui sont les parchami et quelques
membres de la famille royale.

Réforme agraire et (État ouvrier)

C EST ainsi que se constituèrent les premiers noyaux de résistance dans le Paktia, le Kunar, le Nuristan La répression ne réussissant qu'à provoquer l'extension de ces foyers de bellion, le Khalk décida d'accelerer la réforme agraire dans l'espoir de rallier la masse des paysans.

Le président Taraki avait annonce que l'étude préalable à la réforme agraire nécessiterait trois ans de travaux. Seul le décret n° 6 (12 juillet 1978), relatif à l'usure et à l'abolition d'une grande part des dettes, devait être appliqué dans l'immèdiat afin de soulager les paysans. Etant donnée la disparlité des systèmes fonciers et des structures sociales qui y sont attachés, il était impossible sont attachés, il était impossible d'appliquer un modèle uniforme de

Cette accéleration, commencée en novembre 1978, peut être mise en rapport avec un discours de H Amin situant la révolution d'avril dans « le prolongement de la grunde révolution d'octobre 1917 » auquel fit bientôt

écho le communiqué de Moscou : écho le communiqué de Moscou : « Depuis la victoire de la révolution d'avril 1978, le peuple afghan, sous la direction du P.D.P.A., a pris la vote de la construction du socialisme » (5). Mais, dans un pays où 87 % de la population est rurale, le Khalk, aveuglé par un dogmatisme qui refuse de tenir compte de la force des structures tribales, se révète incapable d'isoler les propriétaires fonciers. En tures tribales, se révèle incapable d'isoler les propriétaires fonciers. En les assimilant à des féodaux, selon les définitions données aux étudiants du tiers-monde à la faculté Patrice-Lumumba, de Moscou, on s'intendit de comprendre la distinction entre, par exemple, le rôle social d'un chef tribal et celui d'un propriétaire fon-cier, ce qui n'ira pas sans consé-

cier, ce qui n'ira pas sans conse-quences tragiques.

Cette politique ne peut que solida-riser les cians et sections autour des chefs tribaux, et provoquer en fin de compte le soulèvement de tribus entières contre le pouvoir central. Il est à remarquer que N. Taraki et H. Amin utilisèrent leur influence tribale dans un cadre traditionnel.

(1) Dari: l'angue officielle avec le pachtome (forme de persan archalque).
(2) Cf. Le Monds diplomatique, janvier 1979.
(3) Cf. la conférence de presse de Rur Mohammad Taraki, é mai 1978.
(4) Les régions cultivables sont concentrées dans les grandes plaines du nord de l'Arghanistan et dans les vallées montagneuses du nord-est et du centre. Au sud et à l'ouest, il existe quelques sones de culture le long des rivières, Les pesteurs nomades représentent 17 % de la population rurale. opulation rurale. (5) Voir Miroseja Ekonomika d'avril

États et déchirements

EVEIL DES

desire specialists

Hal en mare septide contra forstrigues de lest, soud sui-dans : sacqu-

Minutes et Minutes et AGMA (7), Le 7 aussi,

to Shibilion.

r cetter de la vie de l'accord

entral se pand e vette vista, principio de la 2 S.S. et l'Af-la Manana de 11. A la méma e cima tallie

defections of the straight of

s regitar de-

teheller.

The is fig.

s my language.

de madulated de langer. de

A provincial of the province o

To be provided the second of t

America security in

or all bliss after an in property frames and or for the last and or for the last and the

torque a Targh. 250 de la la vale de la vale de constant qu'il de la constant de Farati datas que de la farati datas con que consultante de consultante de consultante de la faratica del la faratica de la far de noncentral activities of noncentral activit tant tracaure to date. amin a se tere or el l'enfuit : el comi. organisers at Act of denties, on Tarix as a severation as a se

Quelles que solent ren peut emetire decement évidemes decement evidenment eléments suentiels en d'hat confirme. Il de-des rapports entre Ar-Le gouvernement et mandé le 6 octobre de de rapports entre en de rappoier on amba-mande, membre de ram-mande, membre de ram-poste en Afghaman in Stab Wall municipa etrangères, mil en can-activique devant en canthe para soon attention. valent plus nouri = 2 manipulations susque directement les series dans l'appare du particular de particular surbiguit.

Les Khalki étalent, t. setant souceux d'intér-nae que l'Argnan de et l'admiration qu'... l'URSS elarent le 10 UT dépendance (... dense exaltante M... detribre use while tenti une sentile i gands des outerles n'haddayet las a

Post countries in devenu manner 1: sector l'impre-marge de mais : :: sector terbale de ... des des cadas: Bariffiques greets-pes Des mesurer person timates mort comme .-do la révolution gracia. Rador l miera, maia de venta remonit en amprend dans ses à cosalen de a le

- 4 S

fich 134 B. 34 M. \$742 ml -450 Mindistr .W.

Mark 14 .

pete pachicune

des peuples au voisinage des puits de pétrole

NATIONALITÉS

Pour comprendre les forces d'oppo-sition qui se sont développées tout au long de l'année 1979, ainsi les rebelles musulmans opérant parmi le peuple pachtoune dans le Pakkis, le Kunar ou le Nuristan et au Badak-shan, deux caractéristiques essen-tence sont à mandre en caractéristiques Admir ou le nursian et su Dania-shan, deux caractéristiques essen-tielles sont à prendre en considé-ration : les différences qualificatives de ces forces d'opposition selon les ethnies au sein desquelles elles sont ancrées, et leur absence d'unité

politique.

Le peuple pachtoune joue un rôle central en raison de son importance numérique (environ sept millions, soit 40 % de la population) et de son rôle politique en Afghanistan comme au Pakistan (sept millions). Le mouvement irrédentiste pachtoune au Pakistan, depuis la partition de l'Inde, a toujours été exploité par l'Etat afghan. Il trouva son expression poli-Pakistan, depuis la partition de l'Inde, a toujours été exploité par l'Etat afghan. Il trouva son expression politique élitaire dans des organisations comme l'Afghan Millet, mouvement chauviniste d'extrême droite, dont le programme politique consistait essentiellement au rétablissement du « Grand Afghanistan ». Cette organisation entretenait des liens politiques de l'autre côté de la ligne Mortimer-Durand avec les Khudai Khitmadgar (serviteurs de Dieu) conduits par Khan Abdul Ghaffar Khan. Son fils, Wali Khan, représentait une tendance de gauche (qui se rallis au patronage soviétique), à laquelle on peut associer le Parcham en Afghanistan. Le point commun de ces quatre groupes est d'avoir été liée à un moment ou à un autre aux dynasties afghanes. aux dynasties aighanes.

Après la pendalson d'Ali Bhutto ex-président pakistanais, l'U.R.S.S. Après la pendaison d'Ali Elmito, ex-président pakistanais, l'U.R.S.S. estima que le parti populaire du Pakistan (P.P.P.) gagnerait les élections (promises par le général Zia-Ul-Aq en novembre 1979) su Sindh et au Pendjah: Ainsi, alons qu'en Afghanistan l'U.R.S.S. opta, à partir d'avril 1979, pour une «ligne dure » à l'égard des rebeiles, elle mena une politique souple à l'égard des forces politiques qui, au Pakistan cherchaient à neutraliser l'Etat. L'offensive militaire prévue pour l'hiver 1979 chalent à neutraliser l'Eist. L'offensive militaire prévue pour l'hiver 1979
et l'arrivée au pouvoir d'un PPP,
radicalisé auraient pris les rebelles
afghans en tenaille. Dans cette optique, le Kremlin exerça des pressions
sur le régime de Kaboul pour qu'il
usât de son influence sur les Baloutches et sur les Pachtounes du Pakistan afin de les conduire à une alliance
électorale avec le PPP. Mais le
Khalk refusa de traiter avec Wali
Khan, chef du parti national démocratique (PND.), jugé opportuniste
et proche du Pareham, et accepta de
travallier avec le courant parlementaire autonomiste habuiche de GhonsBux Bisenjo et Attaullah Khan Mengal, au sein du même parti. Ces gal, au sein du même parti. Ces derniers, assurés du soutien moral et derniers, assurés du soutien moral et financier de l'URSS. par l'intermédiaire du Khalk, décidèrent de rompre avec le parti de Wall Khan pour former le parti national pakistanais et chercher à construire l'alliance électorale avec le PPP. La ganche du P.P.P., jugée à tort majoritaire par les services soviétiques, envoya une délégation secrète à Kaboul au milieu de juin 1979. Celle-ci repart fin juillet, Parallèlement, le Khalk, sous la pression de 1°U.R.S.S., essaya vainement de convaincre le BPLLF. (Front de

libération du peuple haloutche) de soutenir cette alliance électorale. Ce mouvement refusa à la fois de se mouvement recusa à la fois de se prêter à cette pression, de participer à toute alliance électoraie avec le PPP, et d'abandonner sa stratégie de lutte armée contre l'Etat pakis-tanais au profit d'élections qui, pour lui, de toute façon, n'auraient pas lieu. Le P.N.P. exigeait, pour parti-ciper à une alliance électorale, que le P.P.P., en cas de victoire, amende la Constitution de 1973 pour paren. ciper à une afiliance électorale, que le PPP, en cas de victoire, amende la Constitution de 1973 pour garantir l'antonomie provinciale. Lorsque la délégation du PPP, revint de Kaboul, la gauche de ce parti fut mise en minorité : le général Tikka Khan devint secrétaire du PPP, et refuse, d'amender la Constitution de 1973. Le plan soviétique s'effondra doublement, les élections n'ayant pas eu lieu. Le Kremiln a, ici encure, affaibil la crédibilité du Khalk sur la question baloutohe et pachtoune, enlevant par la même un outil décisif à l'indépendance de la politique extérieure afghane.

La révolution d'avril en Afghanistan ne pouvait qu'inquiéter le Pakistan e fieu d'accueil naturei » des premiers opposants au nouveau régime afghan. Par la suite, le général Zia-Ul-Aq, dont le plus ferme appui est la droite islamique, se montra tout à fait disposé à financer, entraîner et armer les groupes religieux désireux d'en finir avec le « régime athée » de Kaboul Le Jamiat Islami Afghan, conduit par Bahranuddin Rabanni, a ainsi pu bénéficier du soutien du

de Kaboul. Le Jamiat Islami Afghan, conduit par Bahranuddin Rabanni, a ainsi pu bénéficier du soutien du Pakistan et, par son intermédiaire; de l'aide de l'Arabie Saoudite et du Koweit. Il tente de réunir sous son égide d'autres groupes tels le Hezbe-I-Ialami, le Mouvement de la révolution islamique, le Front national de libération et différentes factions tribales pachtounes.

de libération et différentes factions tribales pachtounes.

Le Front de Pir Sayed Ahmed Gilani — « descendant du Prophète », importante figure religieuse en tant que chef de la secte Gatariwa — n'est lié à aucune etimie d'Afghanistan. Un des plus grands propriétaires terriens de la région de Kaboul, homme d'affaires important, lié par sa femme à la monarchie, lié par sa femme à la monarchie de l'élite au pouvoir du temps de Zaher Shah. C'est un monarchiste couvaincu, pro-occidental, heaucoup plus qu'un fondamentaliste religieux. Tout aussi peu représentatif du peuple pachtoune est le mouvement de Sib Ghatollah Mujadedi, neveu d'une grande figure religieuse, appartenant à une famille riche et puissante qui vit son apogée sous Zaher Shah, mais a terni sa réputation en contribuant au renversement du roi Amamillah aven l'aide des Britanniques. Le parti de Gulbuddin Hekmatyar, le Hezbe-I-Islami, est, pratiquement le plus important, car il peut revendiquer un passé politique. En exil au Pakistan de pu'is le gouvernement de Daoud, Guliuddin est à la fois un fondamentaliste islamique et un moderniste, résonment antimonarchiste, qui a constitué son mouvement parmi les classes moyennes urbaines. A la différence des précédents, ce groupe semble avoir une réelle implantation su Kunar, au Nurisban et même au Badakshan. C'est la raison pour laquelle il a refusé tout récemment encore de se joindre aux forces panislamiques (11).

Le combat des minorités dominées

L'a situation est notablement diffé-rente dans le nord et le nord-est du pays parmi les peuples ouzbek, tadjik, hazara et turkmène. Les Turk-mènes, relativement peu nombreux, sont en grande partie issus de famil-les syant fui le Turkménistan sovié-tique enche les répoties Basmachi des les ayant fui le Turkménistan soviétique après les révoltes Basmachi des années 20. D'où leur hostilité au PDPA. et, surtout, aux militaires soviétiques. Le Settam-I-Arelir et le Shu'la-Yi-Jawad, partis marxistes-léninistes maoistes, nés il y a une dizaine d'années, semblent avoir les capacités politiques et organisationneiles de rallier la résistance au sein des peuples tadjik, ousbek et hazara. Ces deux formations sont violemment opposées à la domination Ces deux formations sont violemment opposées à la domination pachtoune ainsi qu'au P.D.P.A., qualifié de révisioniste. Elles bénéficient de l'aide de la Chine, volsine, qui voit en ces mouvements des alliés contre l'expansionnisme soviétique. Leur combat leur, a permis de gagner en influence dans la résistance au Hazarajat. Les Hazara, qui constituent la minorité ethnique la plus opprimée d'Afghanistan, n'ont jamais connu de moyens d'expression poliopprimée d'Afghanistan, n'ont jamais connu de moyens d'expression politique, si ce n'est au travers de grands propriétaires fonciers qui faisaient partie de l'aristocratie gouvernementale. Quand la création du Front de libération du Hasarajat fut annoncée au milieu de l'année 1979, avec comme représentant Abdul Wahed Schrabi, l'interprétation la plus courante fut qu'il s'agissait d'un mouvement religieux soutenu par l'iran. Les Hasara forment l'unique communuté chitte en Afghanistan, et il est certain que l'aystoliah Chariat Madari a cherché à en tirer parti. Schrabi, ancien membre du Pariement sous Zaher Shah, ancien ministre dans différents cabinets de 1967 tre dans différents cabinets de 1967 à 1971, pouvait gagner le soutien de l'Iran. Mais les contradictions apparurent rapidement au cein du Front lorsque Schrahi accepta d'ètre désilorsque Sehrahi accepta d'être désigné par le Khalk comme conseiller
legislatif du ministère de la justice,
ce qui fut présenté par Hafizullah
Amin comme une grande victoire
politique. Pourtant, la rébellion dans
l'Hasarajat ne cessa pas; elle manifesta au contraire une structure plus
développée que la rébellion dans le
sud du pays.

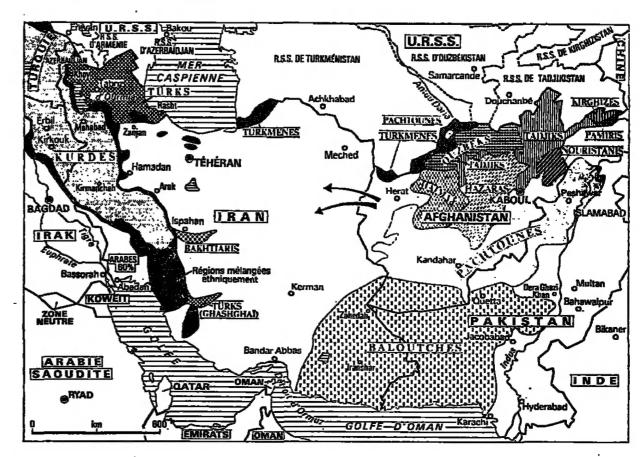
Quant à la minorité de Baloutches
et de Brahaouis au sud-ouest du pays,
extrêmement isolée dans une region
semi-désertique, elle n'avait guère de

contact avec l'Etat afghan. Le soutien proclamé du régime au peuple baloutche fut, dans un premier temps, favorablement accueilli. Mals les sanglants événements de Hérat, où bon nombre d'officiers étaient Baloutches, et la tentative du P.D.P.A. de mettre en œuvre de manière coercitive des réformes sociales, ont provoqué le départ des principales tribus. Quatre-vingt-dix pour cent des Baloutches ont cherché refuge en Iran, non par affinité refigieuse ou politique, mais en raison des liens tribaux existant de part et d'autre de la frontière. Les tribus Nahmi, Rekt, Sanjrani et Ghur Gesh sont affiliées à des tribus du Baloutchistan iranien. Seul un groupe de trois cents guerriers, sous la direction des leurs faut d'autre de la frontière. de trois cents guerriers, sous la direc-tion du Sardar Chur Gesh, se battit contre le Khalk. Les autres tribus décidérent d'entreprendre des consul-tations avec les tribus baloutches d'Iran et du Pakistan et de marquer leur réprobation en mitiant le nava d'Iran et du Pakistan et de marquer leur réprobation en quittant le pays. La résistance des Baloutches semble cependant s'être élargie depuis l'entrée massive des troupes soviétiques. Contrairement aux dires des journaux occidentaux, elle ne reçoit pas d'aide des autorités transennes, mais des insurgés du Baloutchistan franten. Elle n'entreties d'autre part auvane. Elle n'entretient, d'autre part, apcune relation avec la rébellion islamique.

relation avec la rébellion islamique.

L'érosion progressive de l'Et a tafghan aura des répercussions fondamentales, sur les rapports entre les minorités nationales et le pouvoir central. La résistance en Afghanistan peut se diviser en trois blocs : a) le combat des Pachtounes dans le sud et le sud-est s'exprime principalement à travers la droite islamique, épaniée par le Pakistan; b) au nord, au nordest et au centre du pays, c'est la Chine qui espère développer sa propre sone d'influence immédiatement au sud de la frontière de l'Union soviétique en soutenant les mouvements tadjik, outbek et hazara; à l'ouest, l'Iran essaie, de son côté, d'apporter un soutien ambigu dans l'Hazarajat en jouant sur le sentiment de communauté religieuse; c) enfin, au sud-ouest, les Baloutches, privés de tout soutien et menacés par les trois sud-ouest, les Balousches, prives de tout soutien et menacés par les trois pouvoirs centraix, sont soumis à un mouvement centripète conduisant à leur unification, qui ne pourrait trouver son expression que dans un Balout-chistan indépendant.

L'évolution politique du P.D.P.A. à partir de septembre 1979 donne,



dans une certaine mesure, quelque crédibilité au point de vue soviétique. Si la version manichèmne qui fait de l'ancien président Amin un agent de la C.I.A. porte à sourire, il ressort clairement des faits que, pour lui, après les événements de septembre, rompre un jour ou l'autre avec l'U.R.S.S. était devenu une nécessité. Dans le même ordre d'idées, le P.D.P.A., avec son appareil remanié de fond en comble, se tenait globalement derrière Amin et n'offrait plus à l'U.R.S.S. aucune garantie comme «garde-fou». Le nougarantie comme «garde-fou». Le nou-velle du railiement d'Abdullah Amin, frère d'Hafizuliah Amin, à la guérilla du Shu'la-Yl-Jawed, si elle est confir-

La paix du monde

Le P.C. soviétique n'encourageait guère alors le Parcham, et encore moins le Khalk. Tout au plus le premier était-il utilisé comme moyen de pression pour équilibrer le gouvernement de Daoud. Daoud tomba au moment où la dernière pleure pour l'édification du fameux care stratégique a alfait être posée. Turquie, Iran et Pakistan devaient bientôt être ret Pakistan devaient bientôt. etre rejoints par l'Afghanistan. Natio-nalistes réformistes, les Parchami étaient éliminés du gouvernement sous l'influence croissante des élé-ments pro-iraniens — car la SAVAK évoluait alors avec aisance dans Kaboul.

La chance aurait voulu pour Mos-

La chance aurait voulu pour Mos-cou que le Parcham, aisément contro-lable, vint au pouvoir. Une façade internationale modérée aurait pu être mise en piace, des réformes limitées amaient êté entreprises, une étroite dépendance économique et politique aurait été scellée. Mais la malchance avectte suer alle le Khelly nerti dependance economique et pointique aurait été scelée. Mais la maichance apporta avec elle le Khalk, parti « plus octobriste qu'Octobre », dis-posant d'un certain crédit dans la société afghane et voulant en user pour mener à bien des réformes objectivement indispensables, promises par Daoud mais jamais réalisées. Les colombes » du Kremim protégèrent de Parcham et furent provisoirement contraintes de placer tous leurs espoirs en la personne de Taraki, censé réaliser le programme de la révolution nationale démocratique. Mais Nur Mohammad Taraki était un écrivain talentueux et accessoirement un idéo-Monammad Taraki etait un ecrivain talentineux et accessoirement un idéologue plus qu'un homme d'organition. L'homme de parti était Hafizullah Amin. C'est lui qui joua un rôle
décisif dans l'organisation et le succès décisif dans l'organisation et le succès du coup d'avril 1978, alors que Taraki assistait, impuissant, en prison, à la rèpression aocélérée qui frappait la gauche afghane. C'est cet homme, réputé pour son intransigeance, que ceux qu'il faut bien appeler (faute d'un terme plus approprié) les «faucons» du Kremlin choisirent pour enclencher une dynamique offensive réduisant les « colombes » à l'attentisme. Lorsque l'Etat afghan eut perdu Sant les e columnes » a l'attentisme.

Lorsque l'Etat afghan eut perdu
d'abord tout soutien populaire puis
les forces vives de ses appareils administratif et militaire, une occasion
fut offerte aux ecolombes » de prendre une revanche. La solution mise
an voint pour tentes de rétablis une au point pour tenter de rétablir une situation catastrophique consistait à installer un pouvoir bicéphale Tarakinstaler un poirvoir nicepnale Taraci-Bebrak. Mais ce plan — apparem-ment mal préparé pour des raisons qui restent à élucider — ayant échoué, les considérations politiques laissaient le pas à une dynamique militaire, et les é faucons » parvensient à leurs Il est aujourd'hui facile de tenter

de ranimer des mythes et d'évoquer les prédictions de Pierre Le Grand, qui, décidément, obsédent les diriqui, décidément, obsédent les diri-geants chinois et certains responsables occidentaux. L'avantage que leur ap-porterait un bien hypothétique débou-ché sur les mers chaudes vaut-elle le désastre politique subi par l'U.R.S.S. en quelques semaines? Seule, alors, l'hypothèse, sujourd'hui au moins en partie étayée, de dissensions au Kremlin peut rendre compréhensible l'agreeur a colossale compréhensible l'« erreur » colossale commise par l'U.R.S.S. en choisissant d'intervenir militairement. La conclusion logique de la «doctrine Brejnev» sur la «sou-veraineté limitée» était de convertir définitivement l'Afghanistan en giacis défensif. Idéalement, dans cette pers-pective, la dépendance de fait de l'Estat afghan amait dû éviter de prendre une forme directe. A l'inverse, le pro-jet des « faucons » est de transformer

mée, renforce le crédit que l'on peut accorder à cette thèse. Pourquoi les troupes soviétiques à Kaboul ? La réponse dépasse large-Kahoul ? La réponse dépasse largement les problèmes internes de l'Afghanistan. L'incohèrence de la politique suivie par le Kremlin depuis avril 1978 ouvre un nouveau champ de réflexion. En U.R.S.S., les partisans de l'interventionnisme, paralysant la «ligne Brejnev», ont pousse l'Union soviétique dans une dangereuse fuite en avant. Certains, au Kremlin, regretteront sans doute longtemps la période où la «République du prince Daoud» pratiquait un alignement «positif»,

ce nouvel acquis stratégique en mon-naie d'échange, avant que les Occi-dentaux ne reprennent complètement en main la région. Peut-il y avoir un nouveau Yalta sans guerre préalable? Si les spècu-lations sur les dangers de guerre sont

vaines, on peut boutefois constater que le danger tient au fait qu'une «zone tampon» a disparu, et cela quel que soit le sort de la rébellion

La réponse de Washington — ren-forcement des bases américaines dans l'océan Indien, le Golfe et le Pakistan étant considérés comme zones d'inter-vention possible, et l'introduction d'un nouveau partenaire, la Chine, dont les exigences sont encore réduites, conduit les jeux d'influence aux limites du risque. La carte afghane jouée par l'URSS.

est porteuse de nombreuses diffi-cultés. Sur le plan interne, on ne voit pas comment le gouvernement de M. Babrak Karmal — composé d'une cossition fragile de techno-crates et de kalkhi pro-Taraki réunis sous la houlette du Parcham — pour-rait retrouver une quelconque base populaire. Au mieux, ce nouveau gouvernement peut-il espérer gérer l'occupation des villes ? Sur le plan extérieur, l'occupation soviétique dé-clenche les premiers pas vers une

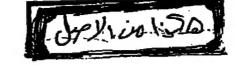
normalisation: en Iran, après les dernières déclarations de M. Bani Sadr; au Pakistan, où le général Zia Ul Aq trouve une échappatoire inespérée à l'impasse dans laquelle il était engagé. Enfin, l'envoi d'un corps expéditionnaire composé à 40 % de Tadjika, à 25 % d'Ouzbeks, à 25 % de Turkmènes est à la fois lié à des contingences classiques de contreguérilla et au souci d'atténuer en Russie d'Europe les répercussions possibles de l'engagement de troupes soviétiques, des pertes très lourdes étant prévisibles. Si ce n'est pas aux fils de la Russie blanche (10 % des effectifs en g 3 g'és en Afghanistan, fils de la Russie blanche (10 % des effectifs engagés en Afghanistan, essentiellement des officiers) qu'est réservé l'honneur de « mourir pour l'Afghanistan», ce calcul ne se révé-lera-t-il pas dangereux pour l'ave-nir? Une démoralisation, voire une contamination, des troupes de l'Asie centrale soviétique ne peut être exclue.

Quelles que soient, à terme, les conséquences de cette intervention, elles ne peuvent que favoriser l'émergence d'une contre-logique : la logique des penples de la région s'oppose progressivement à celle des Etats. C'est en refusant délibérément de considérer que cette région d'Asie n'est pas un échiquier que les Grands, cédant de plus en plus au jeu de la «théorie du fou » chère à M. Klasinger, font courir un risque à l'humanité. La désastreuse expérience iranienne, loin de leur avoir ouvert les yeux, les pousse aujourd'hui dans une voie qui ne peut produire que des génocides en série : au noment où les peuples d'Iran, d'Afghanistan et du Pakistan remettent simultanément en cause remettent simultanement en cause leurs Etats à domination parsi, pach-toune et pendjabi, les grandes puis-sances sont décidées à obtenir une stabilisation régionale, quel qu'en soit le prix.

ALEXANDRE DASTARAC et M. LEVENT.

(11) Une nouvells tentative d'unifica-tion des groupes rebelles a été annoncée, qui devait regrouper les mouvements de Gulbuddin Ekmatyar, de Mujadedi, de Rabani notamment. Le mouvement de Gilani refuaerait de se joindre à cette nouvelle alliance.





Déstabilisation des États et déchirements

LE POUVOIR ISLAMIQUE FACE AUX

Commo en Afghanistan et an Pakistan, les aspirations antonomistes sont fortes en Iran, eù elles se sont historiquement heurtées à la volonté centra-lisatrice du pouvoir impérial. La République islandque de l'unam Khomeiny pe se mentre pas mienx disposée à l'égard des revendinations des ethnies non persanes. Déjà se pose la question de savoir si le chef de la révolution islamique devra recentir à l'appareil militaire pour centeoir les forces centri-fuges que certains considérent comme contre-révolutionnaires et, de surcroît, attisées par l'étranger.

Par AHMAD FAROUGHY

'IRAN est composé d'une mosaïque d'ethnies. A l'ouest se trouvent cinq millions de Kurdes; au nord-ouest, lions de Türks; à l'est et au aud-est, prest, plus d'un million d'Arabes, et au centre, près de quinze millions de Persans. Ce que l'on appelle donc à tort « les minorités » constituent en fait la majorité de la population iranianne : vingt et un millions de non-Persans par rapport à quinze millions de Persans (1).

Chaque ethnie parle une langue - ou un dialecte — qui lui est propre. Le sorani, le kurmandji, chez les Kurdes; l'oghouz, le kashghari, chez les Türks ; le vandidati, le pashtou, chez les Baloutches; l'arabe, chez les Arabes; le farsi — ou persan, — chez les Bakhtla-

Outre leurs langues, ces ethnies se distinguent par des cultures qui leur sont epécifiques, mais oul varient selon l'organisation politique et ecciale des groupements — ou fractions de groupeme qui les composent. Tant chez les Kurdes, les Türks, les Baloutches, les Arabes que chez les Persans, il existe des tribus nomades, des agricultaurs sédentaires ou de vieilles familles commerçantes instai-

De plus, quoique musulmanes, ces ethnies na sont pas toutes chiltes. Les Kurdes d'Iran cont en majorité aunnites : les Turkmènes, Baloutches et Arabes le

En conséquence, le pouvoir politique Iranien a toujours été conditionné par les rapports de ces différentes ethnies entre elles. C'est la nature même de ces rapports qui détermine la structure de l'Etat iranien; union tédérale ou pouvoir central ? Dans ce domaine - comme dans beaucoup d'autres d'ailleurs - la structure de la République de Khomeiny ne diffère guère de celle de l'empire des

Lorsque, en 1925, Reza Pahlavi fonde sa dynastie grâce à la complicité des

concentrer son pouvoir au sein d'un appareil d'Etat omnipotent et tenteculaire, des forces armées (2). La machine gouvernementale de l'empire Pahlavi devient désormale l'une des branches adminis-tratives de l'armée impériale, une extension

Britanniques, ceux-ol le poussent à

La militarisation de l'Etat par Reza Pahlavi a pour conséquence une centra-lisation politique forcenée. Une répression militaire administrative et culturelle s'abat ainsi eur les différentes ethnies des zones rurales et tribales qui, jusqu'à l'avênement du premier Pahiavi, bénéficialent d'une relative autonomie par rapport à

A partir de 1921 et pendant près de dix ans, Reza Pahlavi entreprend des opérations militaires de grande envergure contre les ethnies régionales, notamment contre les tribua.

Après d'âpres batailles, la puissante tribu turk des Ghashghais, qui contrôle la majorité de la province du Fars (Chiraz), est désarmée, et une grande partie de son cheptel détruit, il en va de même de la grande tribu persane des Bakhtlaris, jusqu'alors maftresse incontestée de la région d'Isfahan. Les tribus arabes du Sud Iranien, turkmènes du Nord-Est et baloutches du Sud-Est, subis-

En outre, sur l'ordre personnel de Reza Pahlavi, certains des grands chefs de tribus — 11 khan — sont exécutés, no-tamment Solat Dowleh, des Ghashghale, Sardaz Fateh, des Bakhtiaris - père de M. Chapour Bakhtiar, — et Chelkh Khazal, des Arabes du Sud Iranien. Bon nombre de chets de 'clan - khan - ont le même destin, L'influence des tribus sur ia vie politique iranienne — jusqu'ici te — ne cessera désormals de

La répression militaire de Reza Pahlavi n'épargne pas non plus l'ethnie kurde, sux deux tiers eédentairs.

Militarisme et oppression

L N 1925, après l'écrasement de l'insur-rection des Kurdes de Turquie, des dizalnes de milliers d'entre eux se réfugient en Iran. Toutefois, un nouveau soulèvement est déclenché par les Kurdes en Turquie, dont le centre est la région du mont Ararat, contigué à l'Arménie Pahlavi aide les insurgés, ce qui tui permet en vérité de mieux les infiltrer pour surssoir à la révolte kurde qui Agha, plus connu sous le nom de Simko. Mais, au printemps de 1930, à la sulte

Iran même, Reza Pahlavi Interrompt son aide aux Kurdes de Turquie et autorise les troupes de Mustapha Kámai à amles insurgés (3). Au début de l'été. Simko est traîtreusement assassiné au cours de négociations avec les militaires frantens et, à l'automne, la révolte kurde est scrasse des deux côtés de la frontière. Hormis un bref soulèvement en 1931, le Kurdistan iranien restera, jusqu'à la chute de Reza Pahlavi, fermement sous le joug du pouvoir central.

A cette répression militaire s'ajoutent cettes imposées dans les domaines administratifs et culturals, dont les effets sont aujourd'hui jourds de conséquences.

Sur le pian administratif, Reza Pahlavi organise le découpage territorial de l'Iran en fonction de ses nécessités militaires. L'armée étant réorganisée par ses soins en dix divisions, le pays est également découpé en dix départements (osten), chacune de ces divisions se trouvant en

principe localisée dans l'un de ces dépar-tements. L'administration civile est également calquée eur celle de l'armés : chaque département se compose de plusieurs arrondissements (chehresten) et communes (bakhsh) correspondant presque au nombre de régiments et de batalilons dont est composée la division qui y est localisée. De plus, une loi de 1938 retire la police, la gendarmerie et l'armée du champ de contrôle de l'ostandar (prétet de département) (4).

Dans le domaine culturel, Reza Pahlavivalile à ce que le persan soit la scule langue de l'empire. Si son gouvernement ne peut évidemment empêcher les différentes ethnies de communiquer oralement dans leurs langues ou dialectes respectifs du moins impose-t-il le persan à la radio, dans la presse, les écoles et les admisemble guère avoir fait progresser la culture persane, car, à la chute de Reza Pahlavi, l'Iran compte encore près de 90 % d'enziphabètes.

Deux éphémères Républiques

I ORSQUE, en septembre 1941, les troupes anglo-soviétiques envahissent l'Iran pour mettre fin à la germanophilie croissante de Reza Pahlavi, ce dernier est la Grande-Bretagne - son fils Mohammed Reza accède à la couronne. Si l'unité territoriale est préservée, en dépli de la falbiesse militaire du pouvoir central, c'est uniquement parce que les armées alliées veillent à contenir les

Toutefole, à la fin de la guerre, en violation flagrante des accords de Yalta, I'U.R.S.S. entreprend de détacher sa zone d'occupation militaire - qui comprend le Kurdistan et l'Azərbaldjan — du bloc occidental. Pour ce faire, Moscou décide de tirer profit des revendications autonomistes qui agitent ces régions en infiitrant les principaux mouvements qui s'en

A partir de 1944, le Kurdistan et l'Azerbaldian se remplissent d'officiers politi-ques, pour la plupart des musulmans kurdes ou türks des Républiques soviéde l'U.R.S.S. s'effectue principalement par la blais des sociétés d'amitiés culturelles equiétiques - dirigées par la VOKS, l'organisation de propagande internationale et au travers de ses consulats à Rezsych et Tabriz.

En août 1945 est fondé le parti démocratique du Kurdistan (P.D.K.), qui absorbe le Komala, le parti nationaliste kurde créé deux ans auparavant. A la tête du P.D.K. ee trouve Ghazi Mohammad - juge héréditaire et chef religieux sunnite de Mahabad - qui bénéficie du soutien

Le programme en hult points du P.D.K. frontières de l'Iran, que la langue kurde soit la langue officielle du territoire et que des consells de districts soient élus

En septembre 1945, en Azerbaidjan türk,

Iran, depuis le seizième siècle, avec des caractéristiques tranchées, notam-ment dans la structure politique; mais il n'en a pas toujours été ainsi.

Ce qui distingue extérieurement le chiisme du sunnisme n'a en effet rien d'essentiel : culte des imans, notamment le grand deuil de Hoseyn pendant le mois de moharram; appel à la prière sensiblement différent; législation originale pour l'héritage ou le mariage, etc. Mais, ayant presque toujours vécu dans des régions à majorité sunnite, où leur religion, qui ne reconnaissait pes l'autorité califale, avait un aspect frondeur, les chiites, menacés en tant que tels, s'étalent donné le droit de dissimulation mentale : c'est le fameux ketmân ou taqiyé; dans une religion qui a le souvenir vivant de la persécution, cette dissimulation est avant tout une religion qui a le souvenir vivant de la persécution, cette dissimulation est avant tout une

a le souvenir vivant de la persécution, cette dissimulation est avant tout une

jan (P.D.A.), qui se substitue dans cette prosoviátique). Diafar Pichevari - l'un des fondateurs en 1919 du parti commudont le programme est presque identique à celui du P.D.K. il réclame notamment que l'autonomia solt donnée aux Azer-baïdjanais dans le cadre de l'Iren, que le turc devienne la langue officielle de l'Azerbaidjan et que les affaires sociales et administratives soient gérées par les

En décembre 1945, sous la protection des troupes soviétiques, le Kurdistan et l'Azerbaïdjan es proclament Républiques démocratiques indépendantes, syant respectivement pour capitales Mahabad et Tabriz, et ayant à leur tête Ghazi Mohammed et Djafar Pichevarl. Toutefols, après maintes tractations avec le gouver nement de Téhéran - solidement écaulé par Washington et Londres, - l'armée rouge évacue le nord-ouest de l'Iran en mai 1946, abandonnant les Kurdes et les Azerbaīdjanais à leur sort. En décembre dans Mahabad at Tabriz presque sane coup férir. Ghazi Mohammad et ses fleutenants sont pendus sur la place publique tandis que Djafar Pichevari et les siens

s'enfuient en U.R.S.S. Les deux Répu-

Les causes essentielles de leur chute paraissent provenir, d'une part, d'une absance d'un réel soutien de l'Union soviétique, qui utilisa puis laissa s'effondrer ces Républiques dont elle avait pourtant activement encourage la haisgouvernement — sinsi que de l'impopularité du régime de Pichevari auprès des commerçants du bazar et des grands propriétaires tecriens (5).

Aussitôt après gvoir repris en main les régions sécessionnistes, le pouvoir central opte pour une répression militaire, administrative et culturelle sans précédent qui va durer jusqu'à la chute de la monar-

La majorité des militants du P.D.K. sont ou exécutés ou emprisonnés. Le Kurdistan est divisé en quatre départements : la région nord-est intégrée à l'Azerbaldjan occidental, celle du sud aux départements de Kermanchah et d'liam, et seule la région centrale de Sanandadi est officiellement appelée le Kurdistan. En outre, les gamisons de l'armée impériale sont déplacements de la population soumis au bon youloir des autorités militaires. Une fois de plus, le persan est imposé comme

Même politique en Azerbaïdjan : la ouest et est, - une partie étant rattachée au département de Zanjan et une autre à celui du Guilan. Les déplacements de la population sont désormais soumis aux autorisations émanant des

En outre, pour mieux diviser et entretenir les conflits ethniques, la police politique et les forces de l'ordre, ainsi qu'une grande partie de l'administration de l'Azerbeidjan occidental, cont conflées aux Kurdes et, à l'inverse, celles du Kurdistan aux Türks. Cette politique est le pays, désormals découpé en vingt-trois départements, cent solxante et un arrondissements, quatre cent colxente - cinq communes, chacun d'entre eux quadrillé militairement et sévèrement contrôlé par le pouvoir central de l'empire Pahlavi. Ce découpage administratif de l'Iran est encore aujourd'hui en vigueur.

Effervescence des ethnies non persanes

H ORMIS quelques révoltes sporadiques brutalement réprimées par l'armée — notamment celles de la tribu kurde des Diouanros en 1956 et des Ghashghale en 1965, - le formidable appareil militaire du chah veille à ce que les aspirations autonomistes demourent étouffées. Toutefols, dès l'effondrement de l'armée persanes de la périphérie de l'iran se mettent, une fois de plus, à revendiquer

En mars 1979, le parti démocratique du Kurdistan, après trente trois ans de clandestinité, sort de l'ombre, ayant maintenant à sa tôte M. Abdel Rahman Ghaseemlou, un universitaire qui enseignait à

l'université de Prague pendant ses années d'exil. Le programme du nouveau P.D.K. est identique à celul qu'il formulait en 1945 lors de sa création. Ses exigences envers le gouvernement de l'Imam sont, notamment, la réunification du peuple kurde d'Iran — ce qui signifie la fin du partage du Kurdistan en quatre départesociale à l'intérieur des frontières iraniennes et la reconnaissance de la langue kurde comme langue officielle du terrigauche kurdes, en particulier du Komala (maintenant maoîste), et des guérilleros Fédal-yékhalgh (marxiste-léniniste), regroupées autour du chelkh Ezzedine

DOCTRINE RELIGIEUSE

ET POUVOIR TEMPOREL

LA RÉVOLUTION DES IMAMS

Par YANN RICHARD *

SUR environ sept cents millions de musulmans, on ne compte que cent cinquante millions d'Arabes, Quant aux chiltes (1), dont on peut évaluer le nombre à quatre-ringt-cinq millions, ils sont loin d'être tous Iraniens, et leur plus forte communauté (environ trente-deux millions) est celle du sous-continent indo-pakistanais. La caula caricipalité de l'Iran (trante-ciral) seule originalité de l'Iran (trente-six millions d'habitants, trente millions de chiltes) est d'être le seul pays musul-man où l'immense majorité de la population soit unie dans le culte des douze imams.

Bien qu'il faille encore distinguer à l'intérieur de la famille chilte des

à l'intérieur de la famille chitte des hranches diverses, notamment l'ismaé-lisme (aujourd'hui très répandu en Inde) et le zeydisme (qui a une ion-gue histoire au Yémen), nous par-lerons ici principalement de la branche la plue nombreuse, celle qui voit dans All, cousin et gendre du Prophète, et ses ouze descendants directs, les héritlets de Muhammad (Mahomet), c'est-à-dire les chefs légitimes de la

communauté après lui; on l'appelle pour cette raison le chiisme duodéci-main (ithna 'ashariya), c'est-à-dire des « douze Imams ».

des « douze Imams ».

Il est difficile de faire un portraittype du musulman chilte car, quoi
qu'on en dise, ce qui le rapproche
de son frère sunnite est beaucoup
plus fort que ce qui l'en distingue.
La profession de foi rappelle en effet
pour tous les musulmans la croyance
en l'unicité de Dieu (touhidi) et en
la prophètie de Mohammad: pour
tous, le Coran est le dernier et le
plus parfait des livres révélés. Il est
vrai que le chilsme s'est développé en

cette dissimulation est avant tout une technique pour esquiver le danger. Elle se justifie par deux versets coraniques : « Que les croyants ne prennent pas pour amis des incrédules de préférence aux croyants. Celui qui agirait ainsi n'aurait rien à attendre de Dieu — à moins que ces gens-là ne constituent un danger pour vous » (III. 27/28, trad. D. Masson), et : « Celui qui renie Dieu après avoir cru — non pas celui qui subit une contrainte et dont le cour reste paisible dans la joi — (...) la colère de Dieu est sur lui. » (XVI, 108/106). Les répercussions en Irak et au Liban

O BEISSANT à cette consigne, la communauté chitte a cherché, et cherche encore dans bien des cas, à se faire cubiler dans la masse des musulmans. C'est pourquoi on en parle peu en Inde, an Pakistan, en Irak, etc. Il est vrai qu'en Inde une forte proportion de chittes est constituée par la communauté ismaélienne les fidèles de l'agis Khau, lui-même d'origine iranienne): la dockrine ismaélienne.

fortement marquée par l'ésotérisme, n'a plus cherché le succès dans la domination politique après la chute des Fatimides d'Egypte (1171) et d'Alamout en Iran (1256).

Dans deux pays au moins les observateurs guettent l'écho que peut avoir la révolution des chittes d'Iran : l'Irak et le Liban. En Irak, hen qu'ils soient, selon certains, la majorité sur une population totale d'environ douze

millions d'habitants (2), les chiltes n'ont accèdé que récemment, et à la faveur d'une politique résolument la cisante, à des postes administratifs lalcisante, à des postes administratifs importants. Groupés autour des lieux saints du chlisme (Najat, Karbalš, Samarra et Kāsemeyn), ils ont été, jusqu'aujourd'hui, les fidèles dépositaires de la tradition théologique chlite et, par là même, indirectement, les protecteurs des quiemas iraniens contre les poursuites des autorités politiques de leur pays (3). L'ayatoliah Khomeiny, profitant du climat d'hostilité entre le régime bassiste et l'empire du chah, avait trouvé à Najat, près du mausolée: d'Ali, une tribune accueillante et bien située pour entretenir l'opposition politique pour entretenir l'opposition politique au sein du corps des ulémas iraniens. au sein du corps des ulemas iraniens. Inversement, après la mort de l'ayatollah Borujerdi (1961), le chah, désireux de lui trouver comme successeur un théologien qui n'interviendrait pas dans les affaires de l'empire, avait exercé des pressions pour que la dignité de marja'e taquid (a modèle à imiter ») soit accordée à m mojtahel de Najaf, Sheykh Mohsen al-Hakim (4).

En Irak même, le chiisme ne joue qu'épisodiquement un rôle politique : il arrive, après des émeutes, que des ulémas soient pendus, ce qui fait réfléchir le reste de la communauté réfiénhir le reste de la communanté pendant quelques années. Mais on est loin des subtiles rivalités de pouvoir qui out agité l'Iran chiite depuis les Safavides : en Irak, le pouvoir ottoman a représenté pour les chiites la barrière à toute identification fusionnelle entre pouvoir politique et religion; puis ce rôle fut joué par les Anglais, et aujourd'huit par la laicité. Il n'y a plus à Bagdad de monarque inique à détrôner. Seul reste l'espoir de partager avec d'autres le respoir de partager avec d'antres le gâteau de la pétro-prospérité. Que peut-on espèrer de mieux quand, pen-dant des siècles, on a été tenu à l'écart des fonctions politiques, et qu'enfin les discriminations sont abo-

lies? Les chites irakiens ne seront jamais les maîtres absolus de leur pays phiraliste: qu'ils y soient au moins citoyens à part entière, tel est

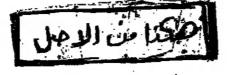
Le cas du Liban est moins ciair: l'équilibre entre les trois grandes communautés est codifié sur des bases surannées qui donnent la priorité aux chrétiens maronites, puis aux sunnites, les chiites n'héritant que de postes secondaires. Or depuis une vingtaine d'années, on a assisté à un véritable éclatement de la minorité chitte, qui non seulement est la c min orité montante » du Liban, mais représenterait désormais plus du tiens de sa population démassant en nombre population, dépassant en nombre chacune des deux autres minorités (plus de six cent mille chiltes, estime-t-on, mais aucune statistique ne permet de l'affirmer). Population villageoise, en majorité illettrée, à structure féodale, com posée d'une masse très reuvre dominés par quelstructure féodale, com posée d'une masse très peuvre dominée par quelques grandes familles, les chittes du Liban se regroupent en deux régions de plaine, l'une dans le nord-est, l'autre dans le sud du pays, le long de la frontière avec Israël. Ils vivent traditionnellement en mellieurs termes avec les chrétiens — qui cohabitent même avec eux dans certains villages — qu'avec les sumites, fortement urbanisés et marqués par l'administration ottomane. Enfin, ils ont été plutôt méfiants à l'égard des Pales-timens lorsque ceux-ci se sont

(1) On écrit annel chrîter ou shrites.

(2) Voir A. et A. Granreau, Firak, développement et contradiction, éd. la Sycomore, Paris, 1878, page 52.

(3) Voir les mombreuses études de Nikki Reddle sur l'histoire religieuse de l'Iran modenne et, en particulier, e îran : de l'indépendance religieuse à l'opposition politique ». le Monde déplomatique, soût 1977.

4) -Voir H. Algar, « The Oppositional Boile of the Ulama in Twentieth-Century Iran », dans K. Reddle, Sohalers, Satats and Sufis, Berkeley-Los Angeles-Londres, 1972, page 244.



tats et déchirements FACE AUX

45 461 Agele-THE BE SHOWN tallide (village) de -professio balestone * 40 3800 3300 ----Parett griffen Reja Pakeye

. ... 4 4444 r governmenters h ten respection. **** . IN ***** 14 M 166 44Me S'AGRAGAS ME S'AGRAGAS IA SANTA DO ROSA

ETAN BROWN WORKS

THOUGHT --- FAR Hi sur! change I seed on PDA ---ACTUAL DATE AREA 1 34 Elena, que pre Manada de afferma subseios

The first of the f ---- THE PROPERTY DE Maidfie di 184

DE HE Character and The -

servicent en U.R.S.S. Les doux Répu-9-dres should hear executions in sufficient for curter erreit e. e. de jen. gate Selection 2 1 1/6, 2011al 26 (Original Control of the Control of t ADDRESS OF CONTRACT OF STATE OF CONTRACT O are cas fedult ques done e.e avag pouriant antigement choosings to avail Sance : daure part, 20 3 desirates des Kurden — qui prêta ent a legeanes en Charge 19-19-544 6: 1-2227 Pitot qu'au commerciants of parts of contract des propriétaires tertiens (5

Appealible agres ars : repris en main les regions second ornistes, o pourou main les stee Bors nie 160:000 ou il 15 ie squi mattative at outline a care presedent des as goust insidia; y count, de la moutre principale de principale de missebbil

La majorità das mi tinto de P.D.K. son nu exacutes ou empresantes Le Kurde. ten en druck en quatre départements : la région nord-est intégrés à l'Azerbaigan bidental, so le de set des des départables de Kermanchan et 2 2- et seule la region contrate de Sana-dad est out cienement appe se e name 120. En outre 100 gemisons de "2" - 36: 219 500 rentproces dans toute come resident the diplecements de la popular de la comission bes ventor des solo les es une Tota de pius, 'a persan est massa compe

Mame polique en Azero-13an : 5 region cet divisée et quette répartement - Suddi er est. - une parte étant rate. chée su departement de Zanian et me Butte & CO'4: C1 G. 3" 165 1601402 ments de la population con decembre 104046 But 82'0"-93' 2"1 672"30 68 forces de sécutifé, et la imple terque en

En subre, pour meur dieter et erte. ten a fee goalite attent to the a day to pale tions of the forces do and and arando parte de las propos Acerteidien 320 38712 (171 1175) Bus Kurdet et. & 20 85 E. Responden and Torks Cort. or take Calleurs method 2.ement frintig atte ---adpartmente sant sons it et ange generatt. Seite dem die engetes pommunes aben derrit ein bir minument of tradfered traffical to possess control to sent for an angle of the sent of

isconon des ethnise non persanes

Parkershi de Prigue nent in stromes Fook to property to their File 1945 tort de 14 2152 - 12 21 21 21 21 Courties in government of the Table smoot, to then be a past terde d'era - 28 t. + 2119 2115 -----SHOPPING OF

Took 7 Last and the last and th

des peuples au voisinage des puits de pétrole

ASPIRATIONS AUTONOMISTES EN IRAN

Hosselni, le plus influent des chefs spirituels sunnite du Kurdistan Iranien.

En Azerbaidjan, cependant, l'équilibre des forces politiques qui existe au sein de l'opposition au moment de l'effondrement de l'armée du chah, en 1979, n'est plus celui qui prévalait lors de la capitulation de l'armée impériale devant les forces alliées en 1941. En effet, au cours de cette période, la gauche dominait le mouvement de l'opposition azerbaldjanaise à la dictature Pahlavi ; ce cont maintenant les mouvements Islamiques et libéraux groupés autour de l'aya-tollah Charlat Madari — chef spirituel des tilirks chiitas — qui se trouvent majoritaires.

En avril 1979, l'ayatollah Chariat Madari parraîne la création du Parti de la Répu-blique du peuple musulman (P.R.P.M.) que dirige l'un de ses fils. Le programme en dix points du P.R.P.M. - parti d'idéologie libérale - ne souffle mot de l'autoomie régionale, même si l'écrasante majorità de ses trois millions d'adhérents se recrute parmi les Türks de l'Azer-baïdjan. Si l'ayatoliah se montre réservé à l'octroi de l'autonomie par le pouvoir central, voire opposé, - en dépit d'un Important courant autonomiste au sein du P.R.P.M., - en revanche, certains mouvements progressistes, ainsi que la majorité des formations d'extrême gauche, y sont favorables. Mais la gauche est minoritaire au sein des forces politiques azerbaīdjanaises - dominées par le P.R.P.M. — et ses relations avec ce parti cont tendues, même si tous deux se déclarent hostiles à la monopolisation du pouvoir par l'imam Khomeiny. En conséquence, la mouvement autonomiste azerbaidjanais — quoique considérable à gauche comme à droite — ne bénéficia quère, à l'heure actuelle, d'une audience suffisante pour s'imposer comma principal mouvement politique de cette région.

Début mare 1979, les tribus turkmènes sunnites du Gorgan — aux confins du - font parvenir au gouvernement de l'Imam l'essentiel de leurs revendications résumé en onze points : notamment, que l'administration de leur région leur solt conflée; que leur langue — le turc kashghari — solt officialisée dans les écoles et les administrations et que les vastes étendues de terres agricoles, dont ils ont été spollés sous le régime du chah, leur solent rendues.

Au même moment, dans les régions déshéritées du sud-est de l'Iran, les tribus baloutches sunnites envoient des émissaires auprès du nouveau gouvernement central pour exiger qu'un statut

A la même période, par la voix de leur porte-parole, le chelich Khaghani, les Arabas sunnites du Khouzeetan (la pro-vince pétrolière du Sud-Ouest), exposent leurs revendications au pouvoir islamique Arabes constituent la main-d'œuvre non qualifiée de l'industrie pétrollère iranianne. Alors que les ouvriere persans béné-ficient de salaires et d'avantages sociaux considérables, les travailleurs arabes se volent réserver les emplois de manœuvres. lls exident, notamment, du gouvernement central la fin de la discrimination sur le marché du travail, le bénéfice de droits politiques égaux à ceux des Persans, le droit d'élice leur propre gouverneur et l'officialisation de la langue arabe. En clair, les organisations politiques regroupées autour du chelkh Khaghani demandent à l'imam qu'il octrole un statut d'autonomie au Khouzestan, dont la population est arabe à 60 %.

Recours à l'armée?

FACE à la montée des revendications autonomistes qui jalitiesent des quatre coins de l'iran, l'imam oppose une fin de non-recavoir. Ce refus découle de son idéologie politique qui nie le concept de nation, lui substituant celui de l'oumma (communauté des croyants) pour qui aucuns frontière n'axists. Seul compte e le peuple musulman » : un bloc monolithique soumle aux seules lois de l'istem. En conséquence, pour l'imam, il s'agit d'abord d'atteindre : l'unité de la patrie islamique qui a été brisée par l'impériallame et les complots des gouvernants despotiques, assolfiés de pouvoir, qui ont divisé la communauté musulmane en la transformant en plusieurs nations séparées (6). Rejetant dono au sein de cette communauté l'existence de nations, l'imam ne peut a fortiori admettre l'autonomia politique revendiquée par les ethnies non persanes. Leurs exigences sont donc considérées comme « anti-isla-miques », faisant partie du « complot impérialiste, qui vise à diviser la commu-

Aussi l'imam se méfie-t-il des revendications autonomistes : les Républiques kurdes et azerbaldianaises de 1948 n'ontt-elles pas été l'œuvre des Soviétiques? sances étrangères liées aux éléments « contre-révolutionnaires » de vouloir affaiblir la République Islamique, de tenter de « balkaniser » l'iran. Ils soupçonnent l'irak de financer et d'armer les autonomistes arabes, l'U.R.S.S. d'intriguer au Kurdistan et au Baloutchistan, en Azerbaīdjan.

D'autre part, dans la philosophie politique de l'imam, le gouvernement de la communauté islamique doit être haute-ment centralisé et le pouvoir exécutif polarisé en un centre unique de décision (7). Pour l'imam, le gouvernement est chargé « d'appliquer les ordres et les décrets de Dieu qui dolvent régner d'une taçon absolue sur tous et sur l'Etat lalamique ». Sur le plan politique, cela se traduit par un Etat centralisateur - ennemi Tout au plus l'imam se déclare-t-il prêt

à prendre en considération, pour les régions de la périphérie iranienne, de vagues mesures d'« autogestion » administrative, qui portent eur des points secondaires, telles les élections municipales et cantonales pour désigner les omités locaux chargés de la planification de l'économie rurale, de la gestion des budgets, de la santé et de la construction des routes. Tout le reste - Impôts directs et indirects, finances, politique étrangère, commerce extérieur, défense nationale, radio-télévision, communications, transports, planification industrielle et police régionale - relève du gouver-

lement atteinte par les raids de repré-sailles israéliens au Sud-Liban, et de

nombreux réfugiés se sont entassés dans la banlieue de Beyrouth. L'imam

Moussa Sadr et Tchamran avaient créé un grand mouvement de solidarité pour venir en aide à ces « déshéri-tés ».

Les chites libanais représentent donc une grande force peu structurée dans les luites qui continuent d'agiter le Proche-Orient. Ils ont davantage le nement central. L'enseignement des langues régionales est désormals autorisé. mais il doit se faire en persan, equie langue officielle de la République.

plier aux exigences du nouveau pouvoir, l'Imam Khomsiny réagit, à leur égard, exactement comme les monarques Pahlavi dont il n'a cessé de condamner les actions répressives : li envole la troupe mater les rebelles. Mais, cette fols, à défaut d'armée, il a recours aux pasdarans, les miliciens khomeinyates, pour rétablir l'autorité du

Une guerre larvée — ponctuée de campagnes militaires, d'émeutes et de grèves — sacoue les régions périphériques de l'iran, qui sont désormais le théâtre de violents affrontements entre miliciens et autonomistes kurdes, türka, turkmènes, baloutches et arabes.

S'il est encore trop tôt pour prévoir l'Issue de ce confik, du moins faut-il constater que, au cours de ca siècle, les niennes ne se sont concrétisées que lorsque l'appareil militaire du gouvernement central faiblissait : sous le dernier souverain Kadjar, après la débâcie de l'armée impériale en 1941, fors de son effondrement en 1979. A l'Inverse, l'armée iranienne s'est toujours fortifiée en menent campagne contre les forces centrifuges. leur imposant de ce fait l'autorité du gouvernement de Téhéran. En consé-quence, on constate qu'en iran l'autonomie régionale va de pair avec la démilitarisation du pouvoir central ; que l'omnipotence de ce demier résulte d'une subordination de la politique du gouvernement à celle de l'appareil militaire.

Ainsi, al la structure que les Pahlavi ont donnée à leur empire a été caractérisée par une centralisation outranclère aujourd'hul, le pays risque fort d'aboutir au même résultat par un phénomène inverse. En effet, pour imposer sa conception d'un Etat centripète, l'imam

(1) En debors des ethnics musulmanes, il faut signaler l'existence de deux cent mille Arméniens et de quatre-vingt mille juifs, mais ils n'ont pas de territoire qui ieur soit propre et vivent en majorité dans la capitale.

(2) Rappelons qu'avant d'accèder au trèse Resa Pahiavi — qui était officier de carrière — s'était déjà assuré le contrôle de l'appareil militaire; il sveit été successivement commandant de la brigade des Cosaques persans et ministre le la guerre sous Suitan Ahmad Chah, le dernier souverain de la dynastie Kadjar.

(3) Cette situation sera plus tard égalisée; en 1932, un accord territorial légalisée; en 1932, un accord territorial est signé entre Tébéran et Ankars; l'Iran eède à la Turquie une portion du territoire iranien contournant le mont Ararat, et reçoit en échange d'autres territoires dans la région de Van. Ce traité n'a d'autre but que de permettre un méilleur quadrillage militaire turcoiranien du Kurdistan.

se voit obligé de recourir à la force, donc d'accroître le rôle de l'appareil militaire au sein du pouvoir. Si la République islamique ne veut céder aux revendicad'être vaincue sur le terrain. Il lui faut 6'appuyar sur son arméa, demier recours pour imposer son autorité à l'échelle

Union fédérale, ou partage du pouvoir avec les militaires?

AHMAD FAROUGHY.

tements, chacun d'entre eux divisé en arrondissements, puis en cantona. Les fouces de l'ordre et l'armée se trouvaient placées directement sous l'autorité des préfets nommés par le gouvernement central. Jusqu'à l'arènement de Reza Pahlavi, ces gouvernements avaient tou-jours été civils, étroitement controlés par les députés du Parlement qui les avaient nommés.

(5) Sur la République de Mahabad, voir l'unique ouvrage qui lui est consacré : The Kurdish Republic of 1946, de William Eagleton Jr., Oxford University Press, 1963. A notre connaissance, aucun ouvrage n'existe sur la République démocratique d'Azerbaldjan.

(5) Cf. Hokoumaté-Eslami (« Gouver-nement islamique»), p. 41. L'ouvrage, en persan, est une transcription des cours que l'imam Khomeiny donna à ses élèves lors de son exil en Irak; il a été publié à Nadjaf (Irak) en 1971.

(7) C'est sur le principe de l'engagr-ment direct de l'isism dans la politique, de l'appareil cièrical dans la gestion des affaires de l'Etat, que l'ayatollah Chariat Madari s'oppose à l'imam. Là-dessus se greffent les actuelles dissenssions.

Un livre de Philippe de Saint-Robert

«Dieu, que la crise est jolie!»

'EST avec beaucoup de verve que Philippe de Saint Robert pouriend le - mythe de la eoildarité occidentale - qui, depuis trente ans, a permis la vassalisation de l'Europe. De la verve, mais aussi des son analyse de la stratégie pétrollère des Etats-Une qui le conduit è poser cette question : - L'Etat américain existe t-II, qui distinguerait l'intérêt supérieur des Etats-Unis, voir e de l'Occident, de l'intérêt immédiat de groupes financiers multinationaux et quasi souverains ? » (p. 90). Redoutant d'apparaître comme anti-américomplice du Gouleg — une certaine gauche n'ose plus aller au cœur de tela problèmes. Philippe de Saint Robert Ignore de telles craintes: « L'Amérique du Nord, écrit-II, ne se conduit pas en puissance responsable,

Formulation de polémiste qui évite de rechercher, dens les mécanismes Washington. Mais, après tout, tel n'est pas l'objet de l'auteur. Ce qui l'intéresse ici, c'est de montrer, en trois chapitres, que trois - embargos - en chaîne ont privé la France de sa souversineté: l'« embargo » de Giscard sur la France, celui de l'Amérique sur l'Europe, celui enfin de l'Europe sur Giscard. Car, une tols de plus, c'est le président de la République qu'il prend à partie : « Tout le monde sait à présent que, lors de la crise d'octobre 1973, un seul des ministres de Georges Pompidou préconisa en consell une intervention militaire - au Proche-Orient : - c'était le ministre des finances = (p. 58) qui, une fois parvenu à la magistrature auprême, out les mains libres pour s'écarter de la politique réaliste tracée par le général Philippa de Saint Robert s'indigne

que les « pédagogues efficaces » qui contrôlent la télévision s'acharnent exclusivement sur le « danger satanique - qui vient de Moscou, et il demande: « Est-on blen sûr que toute menace pour nous vienne de l'Est? -(p. 120). Et d'évoquer la politique monétaire de Washington, les encouragements à l'augmentation des tarifs pétrollers. le « parapiule nucléaire » percé, les efforts pour domestiquer laquelle Richard Nixon (...) a livré le Cambodge à la dictature des Kinners rouges, parce qu'il était gouverné par un prince qui entendalt garder son pays hors d'une guerre dont l'Issue

était partout évidente, sauf à Washington = (p. 58).

Pour ne pas avoir su porter un re-gard lucide sur les causes de cet mmense désordre internatio MM. Giscard d'Estaing et Raymond Barre mènent une politique qui « nous intègre à la crise au lieu de nous en sortir » (p. 135). De surcroît, l'Elysée - demeure (...) formellement prisonnier d'une conception - majoritaire - du pouvoir qui perd tout son sens dès lors que le chef de l'Etat n'entend pas rassembler les Français autour d'une poktique vraiment nationale - (p. 146). Il n'v a donc pas d'autre solution que de - changer l'homme qui accepare et fausse le fonctionnement des institu-

On ne saurait être plus clair, au moment où le R.P.R. mèrie contre l'Elysée une guérille dont il ne proclame pas ouvertement l'objectif, au moment aussi où les forces de gauche sembient s'intéresser à leurs querelles internes et à la situation de leurs champlons respectits bien plus qu'à leur Philippe de Saint Robert est d'une lecture salubre en une époque où tant d'analyses politiques perdent leur souffle sans rien gagner en rigueur.

conduits an Liban comme en terre conquise et que leurs attaques fron-tatières ont attiré les dures repré-sailles israéliennes sur les villages chiltes.

Le chiisme libanais a beaucoup changé, à partir de 1960, sous l'im-pulsion d'un théologien d'origine ira-nienne, l'iman Moussa Sadr, qui chercha à réformer cette communauté chercha à réformer estte communauté à laquelle manquait un parti structuré. La création de l'organisation politico-militaire Amal (« Espoir ») visait à sortir les chiites libanais de leur engourdissement féodal et, à plus long terme, à refaire l'unité du pays aux dépens des sumnites. Ce fut l'œuvre, pendant les années de guerre civile, d'un autre Iranien, khomeiniste et diplômé de Berkeley : Mostafa Tchamran (qui devint, en été 1979, le chef des milices islamiques dans la répression du Kurdistan, puis ministre de la guerre). Les alliances politiques ne sont pas simples au Liban, et il ne faudrait pas tirer trop de conclusions des pourparlers qui ont pu avoir lieu entre les chiites et les Phalanges ou Israél. Leur communauté, déjà pauvre économiquement, a été cruei-

le Proche-Orient. Is ont davantage le souci de sortir de la misère que de se fixer une rigide ligne politique, ce qui explique leur tentation de dialogue avec le «diahle». Depuis la mystèrieuse disparition, en 1978, de l'Imam Moussa Sadr, et le retour en Iran de Mostafă Tchamrân en 1979, se font sentir l'importance du lien avec la communauté mère, dont le cosur est désormais à Qom, et le manque de cadres libanais suffisamment formés. La communauté chitte du Liban continuera-t-elle dans la lignée khocontinuera-t-elle dans la lignée khocontinuera-t-elle dans la righee sho-meiniste, aux côtés des Palestiniena, ou hien se préoccupera-t-elle plus, comme par le passé, de ses intérêts directs, sécurité (au prix d'un accord tacite avec Israël) et lutte contre la

Commerçants et jeunesse intellectuelle En Iran, le tableau de la commu-nauté chitte n'est pas anssi clair qu'il y paraît de prime abord, du fait — iri comme ailleurs — de l'absence totale de statistiques sur l'apparte-nance religieuse des misulmans de ce pays : les minorités non musul-manes (zoroastriens, juifs et chré-tiens arméniens et assyro-chaldéens) tiens arméniens et assyro-chaiceens) regroupent moins de un million de lidèles, soit environ 2 % de la population. Les bahà'is sont recenses comme musulmans, puisque leur communauté n'a jamais eu d'existence légale (l'orientaliste italien Bausani affirme qu'il y a cinq cent mille bahà'is en Iran, mais ce chiffre semble

largement exagéré). Les sunnites se trouvent dans les provinces allogènes et limitrophes : sur les cinq millions de Kurdes iraniens, quatre millions sont sunnites ; ainsi que la majorité des Turkmènes, dans le nord du pays, des Baloutches, dans le sud-est, et une partie des Arabes du Khouzistan, dans le sud-ouest. Les chiltes repré-sentent donc moins de 85 % de la population de l'Iran (ce qui permet de rectifier quelque peu les estimations optimistes des scrutins récents). Mais, en réalité, depuis que, en 1501, le premier souverain safavide, Shâh Esmâ'il, a imposé le chlisme en Iran comme religion officielle, toutes les

forces vives du pays se sont mises au service des Douze Imans : le peuple d'Tran s'est finalement identifié avec la communauté chiite ; les théologiens imamites, qui, depuis, vivent leur pre-mière grande expérience historique, n'ont cessé d'intervenir dans les n'ont cessé d'intervenir dans les affaires du royaume, que ce soit pour pensécuter les hérétiques, les soufis, les bàbis et babâ'is, ou pour imposer au souverain des décisions jugées nécessaires à la préservation de l'intégrité de la communauté. Ainsi, en 1891, le puissant mojtahed résidant en Irak, Mirzé Shirâzi, décréta le boycottage de la consommation de tabac, et obliges Nâseroddin châh à annuler la concession du monopole des tabacs iraniens à un sujet britannique : pour la première fois, l'identité religieuse et nationale du peuple iranien réagissait à l'unanimité contre la mainmise des étrangers sur l'économie du pays.

du pays.
On doit, bien sûr, nuancer l'emprise On doit, bien sûr, nuancer l'emprise du chikane sur la vie publique iranienne : importées d'Europe, les idées laiques ont fait quelque chemin dans le pays, gagmant le soutien d'institutions modernes et fortement consolidées sous l'ancien régime. Le principal appui des utémas chittes est encore le bazar, la classe traditionnelle des marchands, dont les habitudes sociales, les systèmes de groupement et d'entraide ainsi que les références culturelles sont réglés, orientés et centres sur l'islam. Ces commerçants, jedis tout-puissants, out résisté en s'y adaptant taut bien que mal depuis un siècle à l'introduction de structures économiques occidentales, plus efficaces, qui réduisent sans cesse leur champ d'action.

L'autre soutien du chiisme iranien est la jeunesse intellectuelle, celle qui, en raison du grand développement économique et démographique de l'Iran au cours des vingt dernières années, est entrée à l'Université sans que ses forces vives aient été émoussées par la scepticisme latent de la culture d'élite traditionnelle ni par

l'occidentalisme de la haute hour-geoisie : armée des petits livres de geoisie : armee des peuts avres as Shari'ati, elle est aliée, avec sa foi et sa fierté, encadrer le petit peuple des Mais le chilsme ne se manifeste pas seulement par ces appétits de pon-voir. On a souvent dit, depuis les évé-

culture d'élite traditionnelle ni par

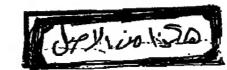
nements d'Iran, que la doctrine chiite avait des implications politiques ori-ginales : elle ne permet pas qu'on usurpe le pouvoir du Douzième Iman, le Mahdi, né en 869 et « cocuité » (mais toujours vivant) depuis le jour de la mort de son père, en 874 : c'est lui le véritable ches de la communauté.

Une originale doctrine du pouvoir

CONTRAIREMENT à la commu-nauté sunnite, qui reconnaît l'au-torité politique établie (le califat, puis traite summe, du reconsait raistorité politique établie (le califat, puis
ses avatars modernes, monarchie ou
république) mais ne lui confère pas,
pour les choses de la religion, de
très grands pouvoirs, le chiisme s'est
développé dans une vision légitimiste
du pouvoir et s'en réfère, en religion
comme en politique, à l'autorité de
imam, descendant du Prophète par
sa fille Patima et Ali. Le fait que, pour
les chiites, la révélation divine, close
avec le Coran, se prolonge spirituellement par l'enseignement des imams,
qui sont un avec le Prophète dans la
« réalité mohammadienne », donne
beaucoup d'importance au charisme
du chef spirituel et politique. Ils en
fournissent une description idéale, où
se mêlent sans aucun doute les rèves
des princes philosophes platoniciens. des princes philosophes platoniciens.
L'originalité doctrinale du chiisme est d'avoir ajouté aux trois fondements de la foi islamique (unicité divine, prophétie de Mohammad et résurrection) les deux principes de la institut de Dieu et de l'imment Projustice de Dieu et de l'imamat. En effet, contrairement à certaines ten-dances du sunnisme (ash'arisme) qui insistent sur la volonté arbitraire Dieu, le chilsme (d'accord avec théologiens mo'tasélites) proclame que Dieu ne peut agir que dans la justice ; ceri implique une certaine rationalité de la création et, surtout, la liberté qu'a l'homme de choisir ses propres actes — sinon, en effet, Dieu punirait l'homme pour une désobéissance dont il n'aurait pas été responsable.

L'imamat est en quelque sorte la conséquence et l'application du prin-cipe de justice à la direction de l'hu-manité. Dieu, qui a créé les hommes, ne pouvait permettre qu'ils aillent à ne pouvait permettre qu'ils aillent à leur perte : c'est pourquoi il leur a envoyé les prophètes, dont Mohammad est le dernier, pour les guider sur le chemin de la justice et de la vérité. Mais, après la mort du dernier prophète, il était impensable que Dieu, dans sa sagesse, laissat les hommes à eux-mêmes, sans qu'il y ait, à toute époque, un garant spirituel, une preuve de la véracité de la Révélation, pour diriger la communauté : c'est l'imam (ou « guide »). Comme il joue un rôle fondamental dans le rapport entre fondamental dans le rapport entre Dieu et les hommes, l'imam ne peut pas (comme chez les sunnites) être choisi par les hommes faillibles, et livré aux vicissitudes de l'histoire (comme chez les zeydites). L'imam dait remulir certaines conditions: ètre doit remplir certaines conditions : être parfaitement instruit ('âlem) des choses de l'islam, du fech (droit religieux) notamment ; être parfaitement juste ('âdel) et équitable ; être parfait, exempt de défaut (ma'sum), c'està-dire faire partie de ce que Corbin appelle le « Piérôme immaculé » de la gnose chitte (les Quatorze Très-Purs : Mohammad, Fatima et les Imams, créés de toute éternité); être le plus parfait (ajzal) de son temps, car on ne conçoit pas qu'un plus parfait obélsse à un moins parfait.

(Lire la suite page 10.)



Déstabilisation des États et déchirements

DANS LES PAYS DU GOLFE:

DOUR les rois et émirs du Golfe, l'intervention soviétique en Afghanistan est venue couronner l'année la plus troublée qu'ils aient connue depuis trois décennies. Révolution iranienne, fragilité saoudienne, imprévisibles réactions américaines, remous intérieurs et, pour finir, installation de l'armée rouge à quatre cents kilomètres de là : quei bilan, en effet l Par paliers successifs, 1879 a placé ces pays vulnérables au cœur d'un tourbillon contre lequel ils ne peuvent pas grandchose. Tout se passe comme si les conflits accumulés sur la planète depuis la dernière guerre mondiale s'apprètalent à ronfpre l'équilibre dans cette région désertique qui recèle près de la moitlé des réserves de pétrole de l'humanité.

Un développement décisif simpli-fie souvent une situation en provo-quant une cristallisation d'alliances quant une cristalisation d'alliances et de stratégies. Si l'intervention soviétique en Afghanistan a suscité un tel phénomène au pian mondial, elle n'a pas eu le même effet dans la région du Golfe. Les monarchies et émirats pétrollers ont condamné l'occupation de l'Afghanistan, mais l'occupation de l'Afghanistan, mais ils ne se trouvent guère en position d'aller plus loin. Ils ne peuvent s'aligner trop ouvertement sur Washington, comme le fait par exemple le président Sadate, parce que les Etats-Unis soutiennent Israel et patronnent les accords de Camp David. Ils ne peuvent pas davantage se liguer entre eux, parce que les rivalités et les médiances sont trop nombreuses autour de cette mer presque fermée. Alors, après avoir adopté quelques mesures préventives, ils font le dos rond et attendent que passe l'orage...

Mais la crise résionale n'est pas

Mais la crise régionale n'est pas une mauvaise affaire pour tout le monde. A Dubai, tous les soirs, les dockers pakistanais ou indiens entasmonde. À Dubai, tous les soirs, les dockers pakistanals ou indiens entassent des milliers de colls enveloppés de tolle de jute sur le pont de boutres d'un autre âge. Bientôt partent ces embarcations de bois ventrues, basses sur l'eau, et qui peuvent transporter plusieurs dizaines de tonnes de marchandises. La côte iranienne ne se trouve qu'à quelques kilomètres de la ville marchande des émirats. Les commerçants de Dubai à qui appartiennent les cargaisons son t libanais, palestiniens ou jordaniens, associés à l'inévitable citoyen des émirats qui prête son nom. Tout ce petit monde se frotte les mains et prie pour que durent la menace de biocus et la désorganisation des circuits réguliers. Depuis le début de la crise, des hommes d'affaires iraniens débarquent à Dubai, de l'argent liquide plein les poches, et achètent comptant tout ce qu'ils peuvent trouver. Riz, farine, mais aussi téjéviseurs ou pièces détachées, ils font main basse sur tout ce qui se vend et s'achète. Les commerçants de Koweit ou de Bahrein, bombardés de tèlez par leurs homologues des émirats, participent au mouvement.

Tout le monde, évidenment, n'est pas aussi satisfait. « Je ne recommanderais pas à ma banque d'in-vestir dans la région, nous à déclare le grand commis d'une banque interle grand commis d'une banque inter-nationale. Je ne peux le jaire quand je constate que les nationaux de ces pays font ce qu'ils peuvent pour envoyer leur argent à l'étranger. Avant la crise, la Suisse était le principal rejuge; maintenant, le s capitaux se dirigent vers la Grande-Bretague, Panama, le Lichtenstein, Singapour... à peu près n'importe où! s

Deux cents kilomètres d'autoroute impeccable — mais traversée de temps en temps par des chameaux couleur

de désert -- conduisent de Duhai a Abou-Dhabi, la capitale de l'Etat des Emirats arabes unis. Selon un diplomate occidental, c'est ici, et ici seulement, dans l'entourage de Cheikh Zayed, président de la Fédération, que Zayed, président de la Fédération, que l'on s'inquiète réellement de la tournure prise par les événements. A l'origine, pourtant, les Etats du Golfe avaient accueilli bien mieux qu'on
ne l'imagine la chute du chah d'Iran. Le moins qu'on puisse dire, c'est
que l'anclen souverain n'était pas
particulièrement aimé. A peine
avait-il renoncé, en 1970, à revendiquer Bahrein, qu'il intervenait militairement, en 1971, pour occuper trois
petites îles qui contrôlent le détroit
d'Ormus et qui appartenaient à la
Fédération des Emirats, fraichement
indépendante. Son pouvoir de « gend'Ormus et qui appartensent a la Fédération des Emirats, fraichement indépendante. Son pouvoir de « gendarme du Golf» » pouvait aussi bien s'exercer contre ceux qui menaçalent la stabilité de ses voisins que contre ces voisins eux-mêmes. Son implacable résolution de se retirer d'une conférence u n'i que ment parce qu'avalent été mises en circulation des cartes portant la mention « golfe Arnbique » au lieu de « golfe Persique », l'aspect « prussien » de son armée, son ombrageuse mégalomanie, tout en lui déplaisait et inquiétait. Pour que le tableau soit complet, il ne faut pas oublier que c'est ici, justement, que finit le mon de arabe, qui s'étend « du Golfe à l'Océan », et que cette petite mer constitue la frontière entre le nationalisme persan.

La chute du chah et l'accession de l'iman Khomeiny au pouvoir, le 1" février 1979, ont donc été accuellies avec un certain soulagement.

« Nous avons même été épatés, nous a confié un haut fonctionnaire des Emireis, par le succès de la révolution et la déconfiture du souverain... » Dans les premiers temps, les dirigeants arabes du Golfe ont caressé l'espoir que la République islamique, anticommuniste de surcroît, pouvait se révêler bien mellleure voisine que l'empire des Pahlavi. Dans cet esprit, ils ont unanimement salué sa solennelle renonciation au rôle de « gendarme du Golfe ». Mais, dès qu'il fut question de discuter d'une éventuelle restitution aux Emirats des trois petites fles occupées en 1971, le nouveau régime de Ténéran s fait valoir qu'il était inamical de réclamer à la République islami-

Protecteurs et étrangers

A peine les Etate du Golfe A s'étaient-lis de la sorte rassurés que survenait brusquement l'occu-pation de La Mecque, accompagnée d'agitation dans différentes villes d'Arabie et, en particulier, dans la région est du pays, chite et pétro-lifère Aujourd'hul, plus de deux mois après l'événement, le secret à ce sujet est toujours bien gardé. S'est-il agi d'un mouvement populaire accom-pagnant une révolution de palais? Les rebelles étalent-ils animes d'une idéologie de gauche ou de principes intégristes? La décision, prise au intégristes? La décision, prise au lendemain des troubles, de destituer les principaux chefs de l'armée saoudienne et le propre frère du roi Khaled, maire de La Mecque, a-t-elle été prise pour punir des négligences ou des complicités? La même chape de silence qui couvre, cinq ans après l'événement, l'assassinat du roi Fayçal est tombée sur la déstabilisation du royaume survenne destabilisation du royaume survenne dans les derniers mois de 1979. Ce qui est clairement apparu, par contre, c'est que le « grand frère »

Par SELIM TURQUIE

que un blen que l'on avait tacitement concédé au chal. Bientôt, les appels au soulèvement des musnimans de Bahrein, lancés par l'ayatollah Rouhani (1), l'appui donné à l'agitation chitte su Koweit, et la reactivation de la base de Khoramanchar, proche de la frontière trakienne (2), out achevé de convaincre les dirigeants du Golfe que le « nationalisme persan » n'était pas mort. La seule différence par rapport à la situation antérieure, c'est que ce nationalisme s'exprimait non par la puissance des armes mais à travers l'influence spirituelle. De pius, ajors qu'il était craint pour sa force militaire, l'Iran s'est mis à inquiéter, au fil des mois, en raison du chaos dans lequel le pays semblait sombrer.

dans lequel le pays semblait sombrer.

La première réaction des dirigeants du Golfe a alors été de serrer les rangs. An cours de l'année écoulée, cels s'est traduit par un véritable ballet de visites, de concertations et de conférences. Le royaume saoudien s'est fait rassurant, invitant ses voisins à assister à ses exercices militaires et multipliant les déclarations pour que Etats faisant face à l'Iran assument collectivement leur défense. Le pays le plus exposé de la région, le suitanat d'Oman, en a profité pour réclamer un système de sécurité auquel seraient associés la Grande-Bretagne — qui encadre déjà l'armée du suitan Kahous —, les Etats-Unis et l'Allemagne fédérale. La proposition, qui créait plus de problèmes qu'elle n'en résolvait, a été rejetée par les autres Etats du Golfe. Mais Oman y a gagné une aide militaire colornée une l'Arbie par les securites pur la de militaire colornée une l'Arbie securité securité par les sautres Etats du Golfe. Mais Oman y a gagné une aide militaire colornée par l'Arbie securité par les autres Etats du Golfe. Mais Oman y a gagné une aide militaire colornée par l'Arbie Securité par l'Ar qu'elle l'en resolvair, à che rejetes par les autres Etats du Golfe. Mais Oman y a gagné une aide militaire octroyée par l'Arabie Saoudite. L'idée d'un pacie militaire liant les pays de la région, et excluant toute participation étrangère, n'a pas eu plus de succès, bien que le principe d'un regroupement plus tormei ou même d'une « fédération inspirée du modèle américain » (3) ait été un moment envisagé. On s'est alors rabatitu sur une serie de discrets accords bilateraux, tout en proclamant la volonté de coordonner les différents systèmes de défense. Le rumeur publique, aussitôt démentile par les autorités, rapporte que deux mille hommes de troupe saoudiens seraient présents au sud de Bahrein, région désertique où l'on ne peut pénétrer que muni d'une autorisation spéciale.

saoudien n'était pas aussi sûr qu'il le prétendait. La présence, parmi les conjurés de La Mecque, de nationaux de différents pays de la région (Yéménites du Nord et du Sud, Kowefitens, Iraniens et Saoudiens) n'était pas non plus pour rassurer le Golfe...

L'incertitude saoudienne a donné plus de poids aux offres de aervice irakiennes. Bagdad, qui est la seule capitale de la région à ne pas avoir adopté une attitude défensive à l'égard de la République islamique, se propose en effet de devenir la se propose en effet de devenir la nouvelle puissance protectrice. En un peu plus d'un an, l'Irak a opéré une succession de volte-face qui l'ont mis en position de prétendre à ce rôle. Il a jeté par-dessus bord ses positions jusqu'au-boutistes dans le conflit israélo-arabe, réprimé les communistes, pris ses distances à l'égard de Moscou et passé des accords avec l'Arabie Saoudite en vue de coordonner les services de police des deux pays et leur politique régionale. Pays riche — ses revenus annuels sont de l'ordre de 10 milliards de dollars. — disposent d'une armée hien organisée, d'une petite infrastructure industrielle et d'une agriculture importante, l'Irak se trouve bien piacé pour parier d'un ton ferme au nom du Golfe. Il a solennellement réciamé la restitution des trois lles aux émirats, offert d'envoyer de s troupes pour protéger Bahnein des convoitises iraniennes et exigé la révision des accords frontaliers portant sur la région de Chatt-el-Arab, accords passée en 1975 avec le régime du chah (4). Au plus fort de la crise des otages de Téhéran, l'Irak a lancé un uitimatum de quarante-huit beures à Téhéran demandant (et obtenant) la libération d'une disaine de professeurs irakiens emprisonnés en Iran quelques jours plus tôt. Des journalistes koweftiens nous ont confié, en privé, qu'ils étaient convaincus de la responsabilité kakienne dans les incidents de frontière avec l'Iran et dans les troubles de la région pétrollière du Khousistan, peuplée d'Arabes.

peuplée d'Arabes.

En dépit de ses déclarations rassurantes à leur endroit, l'Irak demeure,
pour les pays du Golfe, un voisin
bassiste connu pour la brutalité de
ses méthodes. Aussi, c'est avec une
certaine circonspection que ses positions nouvelles sont accuellises. De
plus, l'agressivité dont il fait montre
à l'égard de l'Iran et la profonde
inimitié qu'il entretient avec le suitan Kabous d'Oman empéchent un
regroupement plus formel, un pacte
collectif de défense, qui permettrait
aux pays fragiles du Golfe de se
tranquilliser.

Six cent cinquante mille habitants dans l'Etat des Emirats, deux cent solxante-dix-sept mille à Bahrein, sept à huit cent mille à Oman, deux

cent mille à Qatar, un million deux cent mille au Kowelt, cinq à sept millions en Arable, tels sont les chiffers qui soulignent de prime abord cette fragilité. Il suffit, à Dubal, Abou-Dhabi en silleurs, de s'éloigner de quelques dinaînes de mètres des belles corniches bordées de tours ultra-modernes pour se retrouver en pien sous-continent indien. San t transition sous-continent indien. San t transition souune, la keffich traditionnelle s'évanouit pour laisser place à des turbans parmi lesquels un spécialiste devrait pouvoir distinguer la coiffe baloutche, frantenne, pakistanaise ou afghane. Soudain, des femmes dont le san découvre le ventre remplacent les embres vollèes croisées quelques instants plus tôt. Ici, les rues ne sont pas asphaltées et de petites tables de bois posées dans la peau très brune autour de tasses de thé. Les effiuves de cuisines èpicée, les métodes indiennes, rien ne manque pour parfaire le dépaysement.

On n'entend bius un seul mot

épicée, les métodies indiennes, rien ne manque pour parfaire le dépayacement.

On n'entend plus un seul mot d'arabe et les regards surpris, quelquefois hostiles, qui tombent sur le promeneur su teint plus pâle ou aux yeux plus clairs en disent long sur la ségrégation qui existe entre les maîtres arabes du pays et ce peuple d'immigrés importé pour être chargé de tous les travaux manuels. Les chiffres concernant la proportion exacte d'étrangers ne sont pas toujours disponibles, et pour cause! Les étrangers représenteraient près de 30 % de la population des émirats, les deux tiers de celle de Qatar et plus de la moitié de celle du Koweit. La rareté des nationaux est telle que même les troupes et les forces de police sont composées d'étrangers, Baloutches à Bahrein, Omanas dans les émirats.

Prodigalité et nervosité

S I l'on s'élève dans la hiérarchie sociale les nationalités changent : on voit apparaître les Palestinlens, qui sont légion dans l'administration et les moyens d'information (c'est du Kowekt que M. Arafat et ses compagnons sont pariis pour créer le Fatab), des Libanais, des Egyptiens, des Tunisiens, et même des Coxéens, que les oppositions de gauche couponnemt d'être les batalilons supplétifs des forces nationales. Même st, de tout temps, les armées de mercenaires encadrées par des officiers nationaux ont fait leurs preuves, il est sir que le sous-peuplement et la composition humaine de la rive aud du Golfe constituent le problème structurel le plus grave, parce qu'insoluble.

Dès avant la crise régionale de

Dès avant la crise régionale de 1979, les autorités des différents pays avaient adopté des mesures resizictives en matière d'immigration. Dens l'état des Emirats, l'extraordinaire boom de la construction qui avait succéde, à partir de 1975, au quadruplement du prix du pétrole est brusquement retombé fin 1977, affectant soudain le besoin en maind'œuvre. Aujourd'hui, selon un haut fonctionnaire d'Abou-Dhabi, les projets industriels eux-mêmes sont freinés pour tanter de diminuer la masse de travailleurs étrangera. Parallèlement à ce raidissement, des

Farallèlement à ce raidissement, des augmentations parfois considérables des budgets de défense et de police ont été décidées (5).

Pourquoi le chah est-il tombé? A cette question, les dirigeants du Golfe répondent avec un bei ensemble que c'est parce qu'il a affamé son peuple, qu'il l'a bousculé, réprimé, torturé. C'est donc une révolution

intérieure, tout iranienne, qui a balayé l'ancien régime des Pahlavi, une révolution qui est économique et sociale avant d'être idéologique et isiamique. Outre qu'elle permet de se rassurer, cette analyse a commandé les mesures préventives prises, au fil de l'année 1979, dans les pays du Golfe. Les Iraniens se sont soulevés parce qu'ils avaient faim? Les citoyens des différents États qui leur font face doivent à tout prix être mis à l'abri du besoin. Déjà, être Koweltien, Bahreini, Sacudien, Qatarien ou « Emiratien » représentait une rente, un privilège facilement monnayable auprès de tout homme d'affaires étranger désireux d'installer ici une société. Mais tous les citoyens de cette région du monde n'ont pas forcément les contacts et la mentalité nécessaires pour jouer les prêts-nous.

A Manuma, capitale de Bahrein, le gouvernement a pris la décision d'injecter deux cents millions de dinars (soit près de 2,6 milliards de francs) pour financer divers projets sociaux. Des mesures similaires ont été adoptées dans les autres Etais du Golfe et sont venues compléter une corbeille d'avantages (sécurité sociale. médecine, éducation) déjà bien garnie. Mais cette redistribution indirecte des miettes du pactole pétrolier
n'a pas été jugée suffisante par les
dirigéants. A partir de décembre 1979,
tout fonctionnaire de l'Etat des
Emirats qui désire se loger peut prétendre à un prêt public sur trente
ans compris entre 150000 et 450000
dirhams (soit de 200000 à 800000
france environ), pourvu qu'il remplise certaines conditions (dont celle,
cocasse, d'avoir deux épouses!). Toute médecine, éducation) déjà bien gar-

(Suite de la page 9)

De surcroît, ces premières conditions sont garanties et complétées par une condition en réalité essen-tielle : l'imam doit être l'objet d'une désignation ou investiture (nass) de la part de Dieu par l'intermédiaire du Prophète ou de l'imam qui l'a précédé; il tient son autorité d'en haut. Ainsi est-il infaillible, et il relie la communauté humaine au monde invisible.

Nous sommes, on l'a vu, dans le temps du douzième Imam : son absence, son «Occultation», pose un problème d'autorité qui n'a jamais été résolu définitivement dans le chiisme En effet, il est le véritable chef (spirituel et politique) de la communanté, et toute autorité doit lui revenir. Cependant en attendant la parousie, et en l'absence de toute communication directe ou indirecte avec l'imam, la communauté chilte a dû inventer des solutions théologiques originales. La première solution est le silence. C'est ainsi qu'Ali (premier imam), a accepté dans la résignation le cali-fat d'Abu Bakr. Omar et Osmân; son propre califat, surtout caractérisé par la recherche de la justice, ne fut une réussite éclatante ni milipar la recherche de la justice ne fut une réussite éclatante ni militairement ni politiquement. Hoseyn (troisième imam) avait accepté, avant de rompre le silence, le pacte établi entre son frère Hasan (deuxième imam) et le culife omeyyade, reconnalssant ainsi l'autorité de ce dernier dans les affaires politiques; sa révolte au nom de la justice, répondant à l'appei des habitants de Kufa, fut tragiquement écrasée. Après lui, à part le très court intermède (lui-même fondé sur un malentendu, et sans suite) du huitième imam All-Rézà à la cour du Jeune caillée abbàside Ma'mun, les imams se sont tenus à fécart de la course au pouvoir, refusant la tentation des neydites ou des ismaôliens pour établir politiquement leur autorité. Le sixième imam repoussa toute tentative, prématurée à son avis, qu'on lui offrait dans ce

Cette passivité apparente tient surtout du réalisme politique, dans une
communauté minoritaire et persécutée
dont une des règles de conduite est,
on l'a vu, la restriction mentale. La
doctrine chilie, qui surestime le rôle
de l'imam, ne s'est d'ailleurs véritablement formée qu'après la reconnaissance de l'Occultation du dernier
Imam, annulant donc de facto toute
tentative de reconnaître les prétentions
d'un quelconque chef légitime de la
communauté. Ceci explique les réserves de principe du chilisme sur les
allaires politiques.

De nos jours, cette solution est pré-sentée dans le sens, étranger à la tradition islamique dominante, d'une « séparation de la religion et de l'Etat »: les conditions adverses obli-gent les croyants à se désintéresser de la forme politique, pourvu qu'elle soit la moins injuste possible, et à ne s'intéresser qu'aux choses spiri-tuelles (comme dans l'interprésation gnostique du chisme par Henry Cor-bin). C'est ainsi qu'un philosophe chitte moderne a pu justifier ses sen-timents monarchistes :

a L'aspect strictement politique du chiisme duodécimain est lié directement à la personnalité de l'imam. Le goubernement parfait est celui de l'imam et il sera réalisé avec la venue du Mahdi. Bien qu'invisible, celui-ci, et ce temps prime gouverne le recorde. en ce temps même, gouverne le mondi mais ne se manifeste pas ouvertemen

Rôle des théologiens et spontanéité dirigée

L'A deuxième solution chilte au pro-blème de la direction de la com-munauté en l'absence de l'imam consiste à refuser le vide politique et religieux entraîné par l'Occultation, et à s'en remettre au savant théolo-gien ('âlem, pl. 'olama'; français : coulèma ») ou au juriste religieux

dans la société humaine. En son absence, toute forme de gouvernement est nécessairement imparfaite, car les imperfections humaines se reflètent dans les institutions politiques. Les chites, surjout en Perse, depuis l'épaque Safavide et même avant, ont considéré la monarchie comme la forme de gouvernement la moins imparfaite, étant données les conditions (...). La méjinnce à l'égard de tout gouvernement séculier après la disparition du Mahdi, s'ajoutant aux premières expériences de la communauté chitie, confère au chitsme duo-décimain une certaine indijférence à l'égard de la vie politique (...). Libérés pendant des siècles du jardeau et de la responsabilité de la vie politique, les chities se consacrèrent d'autant plus totalement au développement des actences religieuses, comme à ceiut des arts et des sciences en général » (5). dans la société humaine. En son

arts et des sciences en général » (5).

Encore aujourd'hui, après la révolution, de nombreux partisans d'un grand mojtuhed traditionnel, l'ayatollah Chariat Madari, rappellent aux militants de la République telamique qu'ils préfèrent ne pas confondre le politique et le religieux, et en tout cas ne pas voir à la direction des affaires publiques ceux dont ils ne reconnaissent la compétence que dans le domaine apirituel. La religion, disent-ils, est une force de contrôle, contre les abus du pouvoir, et une protection des intérêts légitimes de la communauté. Sans être totalement coupée de la politique, elle ne doit pas être confondue avec elle.

(fuqih) le plus qualifié, c'est-à-dire juste ('ûdei), et le plus instruit (u'am). En effet, la communauté chilte, mème lorsqu'elle est politiquement inexistante, doit faire face à des problèmes quotidiens et, pour les résoudre, il faut savoir interpréter la loi religieure (cherreit) attendante.

place et au nom de l'imam, deux fonctions étalent assurées : théologique et politique.

La fonction théologique principale La fonction théologique principale des ulémas chilits est celle de l'a effort d'interprétation a, spiendid, d'où le titre de mojuhed donné aux plus avancés d'entre eux : la justification de ce pouvoir exégétique dans le chilsme ne date que dir XIV siècle, et n'a cessé de se renforcer depuis, au détriment d'une autre école qui, minimisant la marge licite d'interprétation laissée aux théologiens, s'en tient au Coran et aux saintes traditions (hadith). Ainsi, la plupart des chiltes aujourd'hui prescrivent aux simples sujourd'hui prescrivent aux simples (hadith). Amsi. le plupart des chilles au jourd'hui prescrivent sux simples fidèles l'imitation d'un « modèle en religion» (marja' al-taqtid) choisi comme le plus savant des mojtabeds vivants. On utilise à cette fin le « traité pratique» composé par le mojtabed pour guider ses imitateurs et donner les solutions juridiques aux problèmes de la vie quotidienne (6).

problèmes de la vie quotidienne (6).

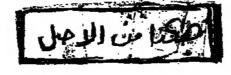
Dans le domaine politique, le pouvoir donné nominalement aux mojtahed est immense à partir du moment où le souverain reconnaît le chisme comme religion officielle et accepte de donner à ses docteurs la prééminence au moins théorique Ainsi, cas extrême, le roi safavide Tahmasp I (1524-1576) appela le théologien Mohaqqeg Karaki Amell (mort en 1534) «Seesu des mojtahed» et «lieutenant (ndeb) de l'Imam»: lui, mojtahed, était le réel souverain, le chain n'étant que son essistant; il ordonna qu'on mette avec lui dans son lincent le diplôme de gouvernement (ejdze) qu'il avait regu de ce mojtahed, afin que son règne soit reconnu licite au Jugament dernier. Plus tard, sous Shâh Abbas I, Chardin rapporte les disputes théologiques sur le point de savoir si le pouvoir du dousième Imam devait revenir pendant l'Occultation à un 'alide (ce que prétendaient être les Safavides) ou à un mojtahed. Sous les Kadars, le pouvoir des mojtaheds devint si grand qu'ils purent, au nom

du douzième Imam, tenir tête au

du dousième Imam, tenir tête au souverain (comme Mirzi Shirèsi dans l'affaire des tabacs en 1891). Néanmoins, le pouvoir royal restait, lui aussi, délégué de celui de l'« Imam caché » et le chah conservait le titre kiamique traditionnel de Zellolláh (« ombre de Dieu sur la terre »). Lorsque, en 1807, l'Iran fut doté d'une Constitution, le Parlement tira encore sa légitimité nominale de l'Imam du Temps (Supplément, art. 2), et la légalité de ses actes fut (théoriquement) concrdiée par un aréopage de cinq mojtaheds chargés d'appliquer la loi feligieuse placée au-dessus de la souveraineté populaire.

Une troisième solution apportée par les chiftes à l'absence de l'imam comme souverain absolu semble être en faveur depuis une disains d'années dans les miliaux musulmans frantent politiquement engagés. Tout en minimisant la focalisation exclusive de la doctrine traditionnelle sur les douze Imams, et notamment sur le douzième, des penseurs chiftes modernes ont, en effet, mis l'accent sur le sens profond de l'imama tomme t lea-dership » spirituel et politique, et sur se raison d'être (évoquée plus haut) : l'actualisation du principe de justice. Pour eux la fonction de législateur et de guide de l'imam ne s'évanouit pas avec l'Occultation car, pour la communanté, la nécessité de se défendre comtre l'etreur et la tyrannie est la même, avant comme après, et la contre l'erreur et la tyrannie est la même, avant comme après, et la

(5) S.H. Nagr. Islam, perspectiver et réalités, traduction par H. Crès, Buchet-Chastel, Paris, 1975, pages 204 à 206.
(6) Le traité de l'ayatollah Borujerdi, Touaté al-mané! (e l'Explication des problèmes »), a été édité avec certaines modifications apportées par l'ayatollah Rhomeiny, qui n'est donc pas l'auteur du lexite contrairement à ce qu'une traduction française récente, scandaleusement tripotée, à cherché à faire croire : Priacipes politiques, philosophiques, sociaur et religieux de l'ayatollah Rhomeing, traduction par J.-M. Xavière, Editions librea-Hailler, Paris, 1979.



6550 mars. Esta agri-las froms top better veibelighbers paint day Bederett die vrige in Minera ger-bit au Arma, ir worderte-dent, i lank ir generatio-dente aukahi Fig. 12 and 12 a without been re manager pair parties of the content.

On n'entend plant and the content of the originam tummed designers
particular de
protection de
protection (ne
particular de
particular pains de la matthe de fect de la fatte de la matthe de matthe de matthe de la fatte de la Ta 😉 🗰 🚾 . Rabitante

Prodigalité el nervosité Manchelle Manche interieure, tout immiente being consisting to section exact differ sociale wart difficulties in Arthque Coulte and the same coult and the same state of Mile and the second The state of the same of the s A Monamo, ta, in gaprocraticant drus designates deux districts de granden deux de deux With plant and finance

PROBE GIVE OFFE. "Y

Proper services.

ES SOULFTA

afficier Sen

Parisoner:

netes fat

-

.....

us et déchirements U GOLFE:

RICHESSE ET FRAGILITÉ

des peuples au voisinage des puits de pétrole

famille koweitienne locataire de l'appartement qu'elle occupe recevra désormais une a ide de 60 dinars par mois (soit près de 1100 francs). Enfin, tout Koweitien qui épouse une Koweitienne se voit offrir, en guise de cadeau de noces, la coquette somme de 4000 dinars (soit près de 76000 francs). Si les dirigeants du Golfe peuvent se permettre de faire montre d'une telle prodigalité, c'est en raison, évidemment, du petit nombre de leurs concitoyens. Mais, en poussuivant dans cette vole, ils transforment jeur société en ce qu'un universitaire de gauche koweitien appelle a corrupted welfare sociéty » (une société corrompne d'assistés).

société corrompue d'assistés).

Bu même temps qu'ils desserraient les cordons de leur bourse pour se prémunir contre un éventuel mécontentement social, les rois et émirs ont essayé de tenir compte de la renaissance de l'intégrisme musulman et de l'expression politique qu'il peut prendre, notamment au sein des importantes communautés chittes qui vivent sur estre rive du Golfe. Que la majorité de ces chittes soient des Iraniens naturalisés — l'empire britamique, qui craignait le nationalisme arabe, avait fevorisé le ur installation — n'est sans doute pas indifférent aux gouvernants arabes sunnites. De plus, be a u c o u p de citoyens franiens, émigrés plus récenta, vivent à Dubal, à Bahrein et au Kowefit. Tout su long de l'année 1979, une attention spéciale était accardée aux prâches du vendredi dans les mosquées chittes (les husseyriyyst) particulièrement au moment des fêtes du Ramadan et de l'Achoura. A Bahrein, où les chittes représentent urbs de 66 et de la de la pourlaiton. Parifêtes du Ramadar et de l'Achoura. A Bahrein, où les chiltes représentent près de 60 % de la population, l'agitation est restée sous contrôle. Des photographies de l'imam Khomeiny sont apparues à l'occasion de cérémonies religieuses; queiques manifestations ont été dispensées ou étrottement encadrées; les inscriptions favorables à la révolution islamique — dont nous avons pu voir quelques vestiges sur les murs de villages chiltes — ont été hâtivement rendues illisibles par les sutoriés.

Le problème s'est posé de façon sensiblement différente su Kowelt. Ici, les chiltes, qui sont près du tiers de la population, sont artisans ou marchands, mais ils sont aussi lar-

gement représentés dans les grandes familles commerçantes du pays. L'émir, qui a comfié la gestion de ses nombreuses affaires à l'une d'élles, les Bahbahani, appuyait son pouvoir sur une alliance où les notables chiites étaient compris. Le 29 acôtt 1976, à la suite d'une crise multiple, le Parlement a été dissous. Cette mesure, qui a évidemment mécontenté tous ceur qui ne tenaient pas le ur pouvoir du sang qui coulait dans leurs veines, a été prise alors que les dix députés chittes, sur les cinquante que comptait l'Assemblée, étaient tenus pour favorables au régime. Mais l'alliance n'a pas été rumpue pour sutant. Dans l'actuel gouvernement kowefiien, le ministre du pétrole est chitte et deux autres sont d'origine iranienne. Seulement, depuis le triomphe de la révolution islamique à Téhéran, la revendication chitte, toujours diffuse, s'est raffermie. Elle tourne surout autour d'une exigence de représentation politique plus en harmonie ave c l'importance de la communauté dans le pays, un plus grand respect des principes de l'islam et une lutte plus décidée contre la communauté dans le pays, un plus grand respect des principes de l'islam et une lutte plus décidée contre la commerçant chitte et koweñien, M. El Médril, qui, désigné comme responsable de l'agitation, est déchu de sa nationalité avant d'être expulsé vers l'iran avec sa famille. La mesure, qui a provoqué un certain émol (« l'aurait-on truité de la sorte s'il avait été sun-nite? a s'est indigné un opposant), est justifiée par M. Hussein, ministre d'Est, par des a trégularités constates, sunsit-il décisré, tout ce dont il a beso în jusqu'à son retour triomphal au Koweñt.

Deux mois plus tard, les forces de l'outre sont appelées à disperser des manifestants, évalués à plus de deux mills par une source américaine, qui se dirigent vers l'ambassade de s Etats-Unis. Dès qu'il vit apparaître les uniformes, le cortège s'inmobilisa et commença à prier. Il failut attendre la fin de la cérémonie improvisé pour intervenir. Dix-sept arrestations furent opérées. Le ju

Limites du raidissement islamique

Limites du raidi:

« Les gouvernants poussant à la

« Leonfessionnatisation du pays,
nous a déclaré M. Ahmad El Khath,
ancien dépusé nationaliste azabe et
dirigeant de l'opposition à ludair,
ils ont fait démoite au tracteur un
lieu de prière chitte. Ils inaugurent
des mosquées sunnites pur disaines
et entravent la construction de
husseyniyat chittes. Mais les opposants chittes échairés soutiennent les
renvendications du Mouvement national pour le rétablissement des libertés démocratiques et de la Constitution. » Cette distinction entre
mouvement chitte éclairé ou rétrograde est devenue coutumière à
l'opposition traditionnelle, aussi bien
au Koweft qu'à Bahrein. Elle lui
permet de fonder sa stratégie d'elliance sur le terrain avec l'aile
e progressiste » du mouvement religieux. La gauche iranienne a-t-elle
fait autre chose?

En même temps qu'ils luttaient contre toute émergence de mouve-ments islamiques organisés, les gou-vernants arabes du Golfe ont opéré, dans la mesure du possible, un retour à une observance plus stricte des principes du Coran. Le 31 décembre 1979, des placards, parus à la première page de tous les quotidiens koweitiens, ont solemnellement averti que l'émirat ne tolérait en aucune façon la consommation d'alcool, fut-ce en cette occasion traditionnelle de la Saint-Sylvestre, et qu'il s'apprêtait à déléguer des policiers en civil à toutes les soirées organisées pour l'occasion afin de veiller à la stricte application de l'interdit. Voyant qu'on ne plaisantait pas, certains grands hôteis ont préfère annuler purement et simplement leur réveillon. A Bahrein et dans l'Elat des Emirats, il est encore possible de se faire servir un whisky au bar des grands hôteis. Cependant, pour la puemière fois à Bahrein, la vente d'alcool a été interdite pendant le mois de ramadan 1979. De plus, une réglementation récemment promulguée autorise les élèves des lycées à quitter leurs établissements pour la prière de midi, alors que davantage de temps est consacré, dans les faccles accondaires à Esmetagrement tage de temps est consacré, dans les écoles secondaires, à l'enseignement religieux. Enfin, dans les émirats, il est recommandé aux institutrices de se présenter devant leurs classes un fichu sur la tête.

On ne peut s'empêcher de trouver

parait difficile d'obtenir que la géné-ration qui a connu le boom pétroller, un développement aussi superficiel que spectaculaire et une relative occidentalisation (les speakerines ko-weftlennes, par exemple, apparaissent tête nue à la télévision) revienne de aon propre chef à une vie de stricte observance ialamique. De surcroît, le mélange de populations et de mosurs est tel, dans ces paya, qu'il semble impossible d'imposer à tous le mode de vie préconisé par le Coran.

de vie préconisé par le Coran.

« Le problème ne peut se résoudre ni par des subventions accordées à nos concitoyens ni par un raidissement islamique, pous a dit un universitaire loweitien d'opposition. En moins de trente ans, nous sommes passés sans transition d'une société tribale et jamiliale à une autre, qui a toutes les apparences de l'Etat moderne. Le système antérieur avait une grande souplesse du fait de sa simplicité. Aujourd'hui, en l'espace d'une seule génération, le problème se pose, en particulier pour les gens instruits, du passage du statut de vassal du prince à celui de citoyen d'un Etat. Ce passage, je ne sais comment û peut être résolu. La question gagneru en acuité tout au long des années 80. » De fait, les deux seuls pays du Golfe qui jouissaient de structures démo-

Les dollars et les armes

S UR le plan de la vision générale de leur place dans le monde, l'année écoulée a aussi profondément bouleversé les vues des dirigeants du Golfe. Le côté spectaculaire de la prise d'otages à Téhéran a mis un peu dans l'ombre un développement de la plus haute importance, le gel des avoirs iraniens dans les banques américaines. Cette décision, dont on mesure mal en Europe la portée sur les pays pétroliers, est teure pour l'un des précédents les plus dangereux introduits dans les moeurs internationales par la funeste année 1978.

« A l'origine, nous à déclaré un

introduits dans les mœurs internationales par la funeste année 1978.

« A l'origine, nous a déclaré un banquier spécialisé dans le Proche-Orient, qui sonhaite garder l'anonymat, la décision de geler les avoirs truniens a été prise parce que la banque centrale de ce pays n'avait pas réglé, à la date fixée, les intérêts d'une dette de 500 milions de dollars qui lui avait été accordée par un groupe de dix banques au nom desquelles agissait la Chase Manhaitan. Or il s'est révêlé que ces intérêts avaient été effectivement versés, au jour dit, par le moyen d'un virement ièlex. La décision prise par M. Bockejeller, patron de la Chase et grand ami de M. Kissinger et du chak d'Iran, n'avait donc aucune justification économique. C'était un acte purement politique, avalisé par le gouvernement politique, avalisé par le gouvernement américain. C'est, je crois, une mesure saus précédent depuis la dernière guerre mondiale. Si elles devaient se retourner contre la Chase Manhaitan, les neuf banques associées au prêt se seraient embarquées dans un procès qui n'aurait pas irouvé d'issue avant vingt ans. Nous avons donc tactement accepié et attendu que la crise se résolve. Les pays du Golfe, quant à eux, ont été proprement sidérés. En novembre, le secrétaire américain au Trésor, M. Miller, a entrepris une tournée dans la région, avec le but déclaré de rassurer les gouvernements pétroliers quant à la sécurité de leurs avoirs dans les bangouvernements pétroliers quant à la sécurité de leurs avoirs dans les banques américaines. En fait, il venait aussi les avertir, leur faire comprendre qu'il n'était pas de leur intérêt de prendre des initiatives inconsidérées ou de songer à transférer ailleurs tout ou partie de leurs fortunes... Le gel des avoirs traniens a sans

cratiques, Bahrein et le Koweit, ont suspendu leur Constitution, à un an de distance, en 1975 et 1976. Entre autres dispositions, cette mesure per-met, à Bahrein, de garder pendant

met, a Banrein, de garder pendant trois ans en prison, sans inculpation, toute personne arretée. Interrogés au sujet du rétablisse-ment des libertés publiques, les diri-geants des deux Etats indiquent que ment des libertés publiques, les dirigeants des deux Etats indiquent que le contact entre gouvernants et gouvernés n'est pas rompu puisque les traditions populaires veulent que tout citoyen puisse, une fois par semaine, pousser la porte du palais de son émir ou de son notable pour lui présenter ses doléances. M. Abdel Aziz Hussein, ministre d'Etat koweitien nous a rappelé, pour sa part, qu'au moment de la dissolution du Pariement l'émir s'était engagé à rétablir la Constitution quatre ans plus tard, c'est-à-dire en 1980. En conséquence, des élections devralent être organisées dans le courant de l'année et les entraves pesant sur la presse koweitienne — qui reste maigré tout la plus libre du Golfe — devralent être levées. Le chef de l'opposition nationaliste arabe, M. El Khatib, nous a dit qu'il n'accordait pas grand crédit à ces engagements. Les incertitudes apportées par l'année 1979 n'incitent guère, selon lui, à la détente intérieure.

aucun doute brisé la confiance et en, c'est très difficile à réparer. »

Même s'ils le voulaient, les Etats pétrollers ne pourraient pas placer leurs pétrodollars dans les banques non américaines, bien incapables d'absorber des montants aussi considérables. Mais, de plus en plus, les

hommes d'affaires du Golfe passent par l'intermédiaire de banques européennes pour traiter avec les banques américaines; de plus en plus, ils se ruent sur l'or et l'immobilier pour nettre à l'abri leurs capitaux. Ils se tournent aussi vers le Japon, l'Amérique latine, Singapour et même l'Australie et la Nouvelle-Zélande, pour tenter de répartir leurs œufs dans différents paniers. Cependant, pour longtemps, les Etats-Unis restent les grands maîtres du jeu et c'est bien pour cette raison qu'ils agissent de façon à imposer leur loi à tous.

Cette même attitude américaine se retrouve dans le domaine extraéconomique. En dépit des critiques et des adjurations des pays du Golfe, les litais-Unis ont multiplié les déclarations et les initiatives « tendant à faire croire que la région est instable et va subtr une guerre d'invasion (6) ». La constitution d'une force d'intervention de cent dix mille hommes confiée au général de « marines »
Paul Kelly et la recherche de nouvelles bases militaires à Oman, en Somalie, au Kenya ou en Egypte participent de cette nouvelle stratégie dissussive que les milleux de la gauche universitaire koweltienne appellent « force without war » (la force sans la guerre). Pour ces milleux, la
théorie des années 70 qui voulait que
la puissance de la métropole impérialiste s'appuie sur des puissancesrelais dans la périphérie (comme
l'Iran du chah au Proche-Orient, ou
le Brésil en Amérique latine) n'aurait
plus cours. La nouvelle doctrine impliquerait un déploiement direct de
forces accompagnant le jeu « nature! »
de la puissance économique — financière, alimentaire et technologique —
de l'empire américain.

DEPUIS l'intervention soviétique en Afghanistan, les dirigeants du Golfe ont tendance, cependant, à mettre une sourdine à leurs critiques. En réalité, depuis le début de 1979, leurs inquiétudes concernant la révolution iranienne, la déstabilisation intérieure ou les réactions inconsidérées des Etats-Unis recouvrent une crainte plus fondamentale, celle d'une Union soviétique qui reste l'ennemi avec lequel il n'est pas possible de composer. Que l'Ethiopie, guère éloignée, soit tombée dans la sphère d'influence de Moscou était déjà préoccupant. On s'était sans doute habitué à l'idée d'une présence soviétique au Yémen du Sud Mais l'accord d'amitié signé, le 25 octobre 1979, entre Aden et Moscou a sondain rendu le danger beaucoup plus précis. Pour contrehalancer cette influence, l'Arabie Saoudite et les Etats-Unis ont entrepris d'aider le Yémen du Nord à s'armer « suffisamment pour se défendre, mais pas assez pour constituer une menace contre le royaume saoudien (7) a Et voilà qu'il se révèle que ce même Yémen du Nord, sans doute fatigué des tergiversations saoudo-américaines, s'est lui aussi adressé à Moscou. Selon le journal AI Hawadess (8), six cents personnes seraient attachées à la mission militaire soviétique à Sansa, et le pays aurait déjà reçu quinze Mig-21, plus de cinquante blindés T-62, des missiles Prog et Sam, des batteries antichars et de l'artillerie. Avec les avions l'incapacité de l'Europe à jouer un rôle plus actif — que M. Giscard d'Estaing va visiter à partir du 5 mars 1980.

« C'est autour du golfe Persique
que se préparent les orages politiques
de l'avenir et que se livre le vrai
combat pour la domination politique, »
C'est: par ces mots que se terminait
un éditorial du Times af India publié...
en 1899. SÉLIM TURQUIÉ.

(1) Pour le détail de l'agitation chiite à Bahrain provoquée par la République islamique, de même que sur les soubresauts chiites dans l'est de l'Arabie Baouditte et la sinuation emanaise, voir « L'inquiétude de l'Arabie et des Emirats» dans le Monde diplomatique de janvier 1980.

(2) Dépêche de l'Agance France-Presse du 28 septembre 1979.

(3) Déclaration du vice-premier ministre et ministre de l'information koweitien, citée par une dépêche de l'A.F.P. le 28 octobre 1979.

(4) Ces revendications out été avancées, entre autres, dans une interview accordée par le ministre iraiten de l'information à la revue di Mostagbal et publiée le 27 décembre 1978.

(5) Voir à ce mjet le Monde diplomatique, op. cit.

(6) Cette phrese indignée est parue dans le quotidien de Qatar Al Arab, le 29 octobre 1979.

(7) Déclaration d'un sénateur américain citée par l'International Herald Tribuns, le 20 décembre 1979.

(8) Dans son numéro du 28 décembre 1979.

SERRATA. — Trois erreurs d'impression sont à signaler dans l'article de Sélim Turquié para le mois dernier sous le titre : « L'inquiétude de l'Arabie Sacoudite et des Emirats ». 1) Manama, an lieu de Mamana (page 5, 1º° col., 1º° ligne); 2) Les conférences de Tacf, et non Tacs (3° col., 10° ligne); 3) Chelkh Zayed, et non Kayed (5° col., 10° ligne).

modification du gouvernement de l'Imam n'atteint pas les fonctions de gouvernorat et de justice (veldyat, gezdyat). Deux tendances peuvent être

ici distinguées.
La tendance classique, telle que l'exprime dans une rigueur nouvelle La tendance classique, telle que l'exprime dans une rigueur nouvelle l'ayabollah Khomeiny au cours de conférences, à Najai, sur le egouvernement islamique » (velàyat-e jugih, litt. « gouvernerat du juriste-théologien ») (T), a pour principe que « le gouvernement de la Loi (Qânum). Dans cette méthode de gouvernement, la souvernement de la Loi (Qânum). Dans cette méthode de gouvernement, la souverninsté revient exclusivement à Dieu, et la Loi constitue l'ordre et le décret de Dieu » (trad., p. 44). La communauté des croyants a toujours eu besoin de juristes-théologiens, même au temps de la présence de l'imam (trad. p. 72 sq.), car ils sont les seuls à comaître la Loi, à pouvoir l'interpréter et l'appliquer. Mais, pendant l'Occultation de l'imam, il faut agir en conformité avec la réponse donnée, selon la tradition, par le douzième l'imam su second de ses messagers : « En ce qui concerne les événements (problèmes) qui peuvent surgir, qu'on se réfère à ceux qui transmettent nos traditions (hadith), car ils sont ma « preuve » (hojia) auprès de vous, comme je suis lu preuve de Dieu » (3). Une autre tradition rapporte ce dit du sixième Imam : « Les suvants (oulémas) sont les héritiers des Prophètes, car ceux-ci ne possédaient rien, et leur héritage est composé des traditions qui sont rus-

La société sans classes de l'islam

L'EXAMEN des complexités de la théorie du pouvoir permet de rectifier quelques idées toutes faites sur les aspects doctrinaux de la révolution transenne. On doit rappeler également le pragmatisme de nombreux oulémas partiers des le programbia de autre de la révolution de la rectangle d iraniens sous la monarchie : satis-faits, malgré certaines réserves, d'un régime qui les gratifiait à l'occasion.

semblée et transmises après eux » (trad., p. 87). Poussant rigoureuse-ment le commentaire de ces traditions ment le commentaire de ces fraditions (dont les oulémas se sont toujours servis pour justifier leurs prétentions), l'ayatollah Khomeiny révendique le pouvoir pour la classe des théologiens, car personne d'autre n'est qualifié pour cette tâche, et aucun système politique (ni monarchie constitutionnelle, ni république, trad. p. 44), ne saurait égaler la perfection des principes de l'islam lorsqu'ils aont appliques par ceux qui les connaissent bien.

L'autre tendance est celle qui refuse, au moins comme but, que le pouvoir de diriger la communauté soit réservé à une classe de savants théologiens, parce que l'islam, disent-ils, est opposé aux classes et aux divisions, et ne connaît pas de «clergé». L'idéal est dans la non-coercition (la «spontanéité dérigée», selon l'expression d'Ahol-Hasen Bani Sadr), ou bien que la communauté elle-même devienne son propre «imam», c'est-à-dire se guide dans le chemin de Dieu (Shari'ati); l'ayatollah Taleghani parle, quant à loi, des conseils (shurà) islamiques, où les mojtaheds doivent s'asseoir au même rang que les autres.

Comme on le voit, dans les trois types de solution esquissés par le chiisme pour suppléer à la vacance du pouvoir pendant l'Occultation, une sorte de légitimité empruntée est conférée aux efforts des hommes pour

individuellement, d'avantages substantiels, ils y voyalent un rempart solide contre le communisme. C'est ainsi que, en 1952, l'eyatollah Kâshâni, effrayê des manœuvres du parli Toudeh, se ralliz à le cause du chah et permit le renversement de Mossadegh par la C.I.A. Et si, au moment de la «Rêvolution blanche» du chah et de la

révolte de l'ayatollah Khomeiny, en 1963, une grande partie des oulémas bascula dans l'opposition silencieuse, on trouve encore, dans les dernières années de l'empire tranien, des digni-taires religieux pour faire des cour-bettes au roi des rois. Plus nombreux, surtont furent ceux qui se tenzient surtout, furent ceux qui se tenaient prudemment à l'écart de tout engagement politique. Ce pragmatisme est finalement comparable au positivisme politique des oulémas sunnites, soumis à l'autorité politique, qui leur donne une certaine part de pouvoir moral sans leur conférer aucun droit privilégié.

Ainsi on peut dire que le chiisme n'est pas plus — mals pas moins — politique que le sunnisme. Certes, il ouvre les portes de la contestation et suspend au-dessus de tout pouvoir humain l'épée de Damoclès d'une révolte au nom du « souverain » absent, mais il neut instifier aussi au nom révolte au nom du « souverain » absant, mais il peut justifier aussi, au nom même de cette absence, le retrait de principe de toute adhésion à un système politique. Les oulémas chittes ont sans doute plus d'indépendance et d'initiative dans leurs jugements que leurs homologues sumites : ils peuvent même devenir les rivaux du pouvoir, et revendiquer pour eux l'autorité déléguée de l'imain, dans le cas où, comme en Iran, la majorité du pays serait chilte. pays serait chifte.

La réaction des oulémas iraniens est compréhensible, après que leurs reven-dications traditionnelles et symboliques de pouvoir eurent été constamment hafouées par la dynastie Pahlavi, mais n'est pas exportable purement et sim-plement dans d'autres pays : en Irak et au Liban notamment, les popula-tions abittes ennt sendbles aux varues tions chiltes sont sensibles aux vagues de renouveau du monde islamique en de renouveau on monde siamique en général, et n'y répondent en tant que chittes, selon leur importance relative dans ces pays, que dans la mesure où leur destin est lié à celui de la com-munauté mère, dont la capitale est Qom; cela, alors que la révolution islamique iranienne, encore instable,

essaie de se donner le prestige d'une avant-garde panislamique, tournée autant vers les sunnites que vers les

Frog et Sam, des batteries antichars

soviétiques qui, maintenant installés en Afghanistan, ne sont plus qu'à vingt minutes de vol, et les têtes de pont yéménites et éthiopiemes, la tenzille se referme sur les pays de

l'or noir. C'est donc un Golfe saisi

d'une espèce de panique impuissante et se plaignant amèrement de

de l'artillerie. Avec les avior

autant vers les sumites que vers les chittes.

La théorie khomeinyste de veldyate jagih n'est pas, dans le chiisme, une absolue nouveauté : elle s'appuie sur des traditions anciennes, et, à date plus récente, reprend le « programme » politique de 1950 des Fédd'unn-e Eslâm (combattants de l'islam), groupe de musulmans extrémistes semhlables aux Frères musulmans d'Egypte. Outre le terrorisme, les Fédd'unn-e Eslâm, dont le chef aujourd'hui est le fameux « ayatollah des pelotons d'exécution », Khalkhali, ont une idéologie intégriste dure, mêlée de populisme. C'est cet « intégrisme musulman », selon la très juste expression de Nikki Keddie, qui caractérise le mieux la pensée politique de Khomeiny : la critique inconditionnelle des régimes monarchiste ou démocratique et, au-delà, le refus de toute idéologie fondée sur les droits de l'homme, c'est-à-dire sur le remplacement de la volonté divine de justice par une illusoire revendication de liberté. « Elberté » est, en effet, pour Khomeiny le synonyme de dégravation:

de liberté.

« Liberté » est, en effet, pour Khomeiny le synonyme de dépravation; c'est la liberté qu'on avait sous l'ancien régime de se débaucher, de boire de l'alcool, etc. Cette liberté est musible, et le peuple lui préfère la liberté de son indépendance et de l'islam. Ainsi, quand îl parle des femmes, l'ayatoliah Khomeiny, sans pour autant imposer de force le voile aux récalcitrantes, refuse d'entendre les revendications libertaires ou féministes, qui n'ont pas de sens pour lui. La récente Constitution iranienne illustre sa politique féminine : l'article 21 garantit les droits des femmes, et on ne discute pas leur égalité avec les hommes, qui n'est envisagée que dans le cadre d'une politique de la famille. (On notera qu'il s'agit là de positions plus avancées que les positions, traditionnelles, de l'ayatoliah Chariat Madàri par exemple, qui refusent toute égalité entre les deux

sexes, et notamment pour le droit au divorce.)

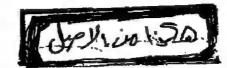
L'originalité de la pensée politique du «guide de la révolution » iranienne est d'avoir systématisé le «gouverne-ment islamique» au point d'en faire est d'avoir systématisé le « gouvernement islamique» au point d'en faire
la théorie d'un régime nouveau, qu'on
peut désormais confronter non seulement aux démocraties capitalistes de
l'Occident mais aussi et surtout au
communisme. A ce dernier, Khomeiny
emprunte, semble-t-il, le langage de
la lutte des classes, quand il oppose
les mosta'zajin, les humbles ou « prolétaires », aux mostabbarin, les orgueilleux. Il y manque, certes, la rigueur
démonstrative des arguments économiques marristes, mais on trouve dans
l'œuvre de l'ayatollah Taleghani (mort
en septembre 1979) et surtout dans
celle d'Abol-Hasan Bani Sadr, des
analyses plus complètes des faits
sociaux et économiques. Chez ces
auteurs, l'inspiration de base est
l'islam dans lequel ils cherchent la
réponse définitive aux idéologies matérialistes et la libération totale de
l'homme: la justice sociale et économique est pour eux une valeur permettant de construire la société de
l'unicité (toubitéi). On est tenté de
traduire : « société sans classe »...
On peut voir dans cette pensée une

On peut voir dans cette pensée une antidote au communisme, le refus du nivellement social par la force : c'est une idéologie qui profite de l'adhésion des masses à la foi de l'islam pour tenter de supprimer les contradictions du développement à l'occidentale, L'exemple n'est-il pas tentant pour d'autres pays klamiques?

YANN RICHARD.

(7) Le texte persan, publié d'après des notes d'élèves, date de 1971, ef. : ayatolish S.R. Khomeiny, Pour un gousernement illumique, traduction par MM. Kotobl et B. Eimon, avec le concours d'O. Banisadre, éd. Payolle, Paris, 1979. Nous modinons légèrement la traduction.

(8) Cité par Khomeiny, ibid, page 72. Cl. : A. Hahi, Shfirm and Constitutionalism in Irun, Leiden, 1977, page 59.



L'ENGRENAGE

(Suite de la première page.)

Sans sombrer dans l'alarmisme, la réponse à ces deux questions est néces-soirement négative. En effet, à un an d'intervalle, un régime pro-américain a été déstabilisé à Téhéran, et un régime prosoviétique menocait de l'être à Kabout, Les réactions des deux superpuissances contrastent avec éclat : désarrol et paralysie de Washington, desarrot et paraiyse de Washington, incapable de sauver le chah — dont M. Kissinger rappelle dans ses Mémoires que « huit présidents des deux partis out affirmé, à juste titre, qu'il était l'ami de notre pays et un pilier stable dans cette partie du monde agitée et rtunte » (3), — brutale intervention des Soviétiques pour souver, non pas certes un homme, qu'ils assassinent, mais un régime, qu'ils appulent de leurs

Pourtant, entre-temps, les Etats-Unis avaient renforcé leur présence navale dans l'océan Indien et aux abords du Golfe, tandis qu'ils mettalent au point une a force spéciale d'Intervention > de quelque cent dix mille hommes, Rien de tout cela n'a impressionné Moscou. Et pas davantage, après coup, le « gel » du traité SALT 2 — qui, de toute façon, avait peu de chances d'être rati-flé (4), — le refus de livrer 17 millions de tonnes de céréales et divers matériels technologiques avancés, ou la restriction des droits de pêche, qui

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Rédacteur en chef : CLAUDE JULIEN

Rédactrice en chef adjointe MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel (en france)

VOTE NORMALE

75

VOTE NORMALE
France, DCM, TCM, Centrafrique,
Congo, Côte-d'Ivoire, Dahomsy,
Gabon, Mauritanie, Bépublique
maigacha, Mall, Niger, Sénágal,
Tuhad, Haule-Volta, Camarouin,
Togo, Guinée, Tuniste, Poste
militaire, Foste navale, Andorre,
Monaco

Autres pays 95

PAR ATION

Europe, Turquie d'Asie, Chypra, Açores, Canaries, Madère, Aigé-rie, Marco, Tunisie

Rédaction et administration : 5, rue des Italiana, 75427 PARIS CEDEX 09

Télex : Le Monde 650-572 Par Adr. télégraphique : Jourmonde

steur : Rubert BEUVE-MERY

privera l'U.R.S.S. de 360 000 tonnes de

Pourquoi? Essentiellement parce que les grandes puissances ont perdu la maîtrise du jeu multipolaire, parce qu'elles ne contrôlent plus des événements dont l'irrésistible enchaînement n'a pas fini de les surprendre. Narquois, M. James Reston observait récentment dans le « New York Times » que M. Zbigniew Brzezinski avait cru résoudre la crise, l'an dernier, en l'analysant conceptuellement et en parlant de l'« arc de crise » qui s'étendrait, selon lui, du Pakistan à la Turquie Non seulement les actes concrets n'ont pas été à la mesure de cet exercice purement intellectuel, mais le conseiller du président Carter s'est trompé dans la définition de cet « erc de crise » qui, beaucoup plus voste, s'étend d'Istanbul à Hanoi.

Cet étonnant « dérapage » stratéglaue, dont les répercussions en chaîne provoquerant bien d'autres drames, était devenu perceptible avec les premiers craquements de l'alliance conflictuelle entre Moscou, Pékin et Hanoî contre les États-Unis. Finie la guerre, une implacable logique de rivalités nationales et idéologiques attirait le Vietnam vers l'Union soviétique, poussait la Chine vers les Khmers rouges (5). M. Kissinger avait conduit ovec prudence les relations triangulaires entre les Etats-Unis, l'U.R.S.S. et la Chine. Après lui, M. Brzezinski crut voir quelque avantage dans un renforcement des liens avec la Chine (6) et, lors de sa visite à Pékin, en mai 1978, promit de maintenir en Asie une forte présence militaire afin de contrebalancer la puissance soviétique. Il ne contrebalançait rien, il déséquilibrait un fragile édifice. On pouvait alors

n Les Grands croient toujours rester maîtres du jeu dont les ravages ne les atteindraient pas. N'ont-ils pas déjà perdu le contrôle de la situation? > (7). Et, quelques mois plus tard : « Tous les éléments sont réunis pour inciter l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Chine à infléchir les grands oxes du jeu trian-gulaire. Comme par le passé, ils feront tout pour éviter la confrontation directe, mais l'épreuve de force n'en min que plus dure dans les continents sous-développés, véritable « ventre mau » de l'Occident grand consommeteur de matières premières. » (8).

Huit mois après les écarts de langage de M. Brzezinski, lors de sa visite à Pékin, M. Deng Xiaoping se rendait ments propos contre l'Union soviétique. Les autorités américaines réagissaient mollement, à tel point que le dirigeant chinois put se convaincre que Washing-ton ne s'indignerait pas trop si Pékin entreprenait de douner une lecon » aux Vietnamiens. Et, lorsque les troupes chinoises eurent franchi la frantière du Vietnam, il devint clair que € les Grands ont déjà perdu la maîtrise de la situation »; en effet, « les trop nombrauses maladresses commises au cours des derniers mois interdisent de penser que le jeu multipolaire est conduit evec le réalisme et le sang-

Dans un climat dégradé

I ES armes avaient parlé à l'extrémité orientale de l'« arc de crise », et Moscou était resté d'une grande prudence devant l'attaque dont son allié vietnamien était victime après avoir lul-même attaqué son voisin cambodgien. A l'autre extrémité, l'instabilité s'aggravait en Turquie, le dialogue israélo-égyptien ne donnaît pas tous les résultats espérés, l'Iran, enfin, bascu-lait. En Áfghanistan, les contradictions entre les groupes parcham et khalk (10), au sein d'un parti communiste aux marceaux mai recollés, aboutissoient à l'éviction du président Taraki par Amin, que les Soviétiques devaient assassiner en entrant à Kaboul le 27 décembre. Nul ne songe à nier que, à partir du Pakistan, les services amé-ricains alent jeté de l'huile sur le feu. Mais rien n'autorise M. Breiney à affirmer, comme il le fait dans son interview à la « Pravda », que « des milliers et des dixaines de milliers de séditieux armés et entrolisés à l'étranger, des aient été transférés sur le territoire de l'Afghanistan ». Grossière exagération, pourtant incapable de justifier l'envoi de cinquante mille soldats soviétiques.

Il reste que le pays risquait fort d'échapper à l'influence de Moscou et que les liens de plus en plus étroits entre Washington et Pékin mengcalent de transformer l'Afghanistan en bastion antisoviétique. « Nous savious, dit M. Warren Christopher, que les Sevistiques procédaient à une concentration de troupes de l'autre côté de la frontière. Et, pendant un certain temps, nous avons lancé des mises en garde, émis des avis officieux, et engagé des discussions sur les perspectives qu'implidiscussions sur les perspectives qu'impliqueit un tel état de choses. » En yoire.

Car le climat des relations américono-soviétiques était déjà gravement

Il s'était détérioré à l'Est, avec le rapprochement sino-américain (confirmé et occentué par la récente visite à Pékin de M. Brown, chef du Pentogone), avec l'invasion du Cambodge par le Vietnam prosoviétique, avec l'invasion du Vietnam par la Chine. Il s'était détérioré à l'Ouest, avec l'inquiétude que suscite le renforcement du potential nucléaire soviétique; mals, s'il fallait équilibrer cette menace (cent vingt fusées SS-20, environ quatre-vingts bombardiers Backfire), était-il judicieux, à la mi-décembre, de fixer a cinq cent soixante-douze le nombre d'euro-missiles (Pershing-2 et Cruise) aul seraient déployés en Europe de l'Ouest? Dans un tel contexte, les a mises en garde » et « avis offi-cieux » adressés par Washington à Mascou à propos de l'Afghanistan n'avoient guère de chances de peser En son temps, M. Kissinger expli-

quait complaisamment comment un « signal » adressé à Moscou à propos d'un foyer de tension (Proche-Orient, Indochine, Chili, etc.) avait pour son destinataire une signification globale : une manifestation de fermeté en un secteur quelconque du globe signifiait que la même fermeté prévaudrait en tout autre point de friction. Or, voici que, depuis quelques mais, de la mer de China à l'Europe occidentale, les « signaux » ont fusé dans toutes les directions. L'engrenage était en place; Il s'est mis en mouvement ; il ne s'arrêtera pas de sitôt.

La déploiement des Pershing-2 et des Cruise en Europe n'a pas une foncaussi à contraindre l'U.R.S.S. à un nouvel effort d'armement difficilement supportable par son économie en crise. Comme Cuba, le Vietnam coûte cher ou budget soviétique, et ce fordeau vo être alourdi par les opérations en Afghanistan et par l'embargo américain sur les céréales et la technologie. La Chine, de son côté, peut accentuer sa pression sur la frontière vietnamisme, accroître l'aide qu'elle apporte aux maquis du Cambodge et du Laos — Washington y verrait un élément supplémentaire de riposte à l'invasion de l'Afghanistan par les Soviétiques. Tout peut bouger entre l'Indochine et la Turquie, notamment au Pakistan (où le régime militaire se heurte à de sérieuses difficultés internes) — et l'inde pourroit être ten-tée de profiter de la situation, — mois aussi au Népal, où la monarchie est contestée.

tion exclusivement militaire: il tend

De tels « dérapages » sont d'autant mains contrôlables qu'ils mettent en jeu des pays où les groupements ethniques (kurdes, balautches, pachtounes, etc.) sont à cheval sur une ou plusieurs frontières (11). Les opérations militaires en Afghanistan ne peuvent que susciter des mouvements de populations, des flux de réfugiés qui aggraveront la fragilité des régimes en place. Quelque chase a commencé à bouger, et bien présomptueuse serait la grande puissance qui prétendrait en rayer méconisme.

il est vrai que ces populations ne pèsent pas lourd aux yeux des stratèges. Dans le second tome de ses Mémoires, M. Kissinger, après la chute du chah, lui consacre huit pages d'éloges rétrospectifs (pages 1314 à 1321) et déplore son élimination mais il y a dans ces pages un grand absent : le peuple iranien, qui a pourtant renversé un souverain dont l'exsecrétaire d'État écrit abusivement qu' « il fut en fin de compte victime de ses succès ». L'ancien professeur de Harvard ne cherche pas plus loin; II est tellement persuadé de la profondeur de son analyse que, deux pages plus loin, il ne craint pas de se répéter : « Le chah se trouve donc victime de ses succès. » Pas de son peuple opprimé. Les autres peuples de la région ne comptent pas dovantage. Ils seront broyés par l'engrenage diabolique qui s'est mis en mouvement.

On parle pourtant de « droit international ». Ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, M. McHenry ne s'en est pas privé dans son discours du 12 janvier devant l'Assemblée géné-rale : « L'invasion de l'Afghanistee par les Soviétiques bafone le droit intermational. » Reflet dans le miroir, M. Brejnev, dans son interview à la « Pravda », accuse les Etats-Unis de tème cohérent régissant les relations Etats en droit international ». les mots n'ant pas le même sens à Washington et à Moscou, mais ce droit international est si peu « cobérent » et si souvent « bafoaé », il comporte des lacunes tellement inocceptables, qu'en son nom tant de crimes ont été et vont encore être commis (12).

Dans la crise qui s'ouvre, le droit a d'autant moins de part que la situa-tion actuelle ne ressemble nullement à celle qui prévalait au moment de la crise de Cuba, de la guerre de six jours, de la guerre du Vietnam, de la guerre d'octobre. Deux différences majeures : dans le passé, les super-

puissances maitrisalent leurs propres relations, ce qui permettoit par exemple à M. Breinev de recevoir M. Nixon à Moscou en 1972, alors que leurs armes s'affrontaient au Vietnam; ni Mascou ni Washington n'étalent alors aux prises avec les difficultés économiques qui les obsèdent aujourd'hui. La machine à produire et le système monétaire sont devenus fous, et la machine diplomatique ne tourne plus rond. Cette dange-reuse accumulation de désordres est porteuse de désastres.

Mais si la machine économique et monétaire s'est détroquée, ce n'est pas par hasard : les raisons pour lesquelles on voulut augmenter les tarifs pétroliers sont largement connues, et la flambée du prix de l'or n'a pas plus de mystères; derrière tout cela, il y a la froide loi du profit, une course éperdue qui, depuis des années, en dépit de toutes les rationalisations a posteriori, prend de plus en plus nettement l'aspect d'une stupide fuite en avant. Cas obsessions économiques ont désaxé les relations triangulaires avec les deux grands pays communistes et aggravé le déséquilibre Nord-Sud.

Satisfaction : le regain de tension fait renaître aux États-Unis le bipartisauship que la « détente » avait mis à mai et sans lequel Washington ne saurait conduire une diplomatie et une straté-gie efficaces. Dès lors une question se pose : à l'intérieur des Etats-Unis let des autres pays) comme entre Occidentaux, que séparent les rivalités commer-ciales, la cohésion n'est-elle concevable que contre l'Union soviétique, ou bien peut-elle se manifester dans un esprit positif, pour résoudre notamment les problèmes de ces vastes régions périphériques où m déroulent les vrois affrontements Est-Ouest?

La réponse qui, dans les faits, sera donnée à cette question est évidemment décisive : dans le premier cas, la riposte ne peut conduire qu'à l'exacerbation de la crise internationale ; dans le second cas, l'effort entrepris de manière constructive pour surmonter les graves difficultés actuelles peut au contraire permettre d'utiliser la crise pour déboucher sur un complexe de relations Est-Ouest et Nord-Sud plus satisfaisont. Le drame n'a de sens que lorsqu'an le veut et le rend porteur d'espoir.

CLAUDE JULIEN.

(3) M. Henry Eistinger, A le Matson Blanche, Payard, Paris, 1979, tome II, page 1314. (4) Cf. Sylvis Crane, « Vigoureuses polé-miques sur Etate-Unis entre partisans et adversaires du traité SALT 2 », le Monde diplomatique, juillet 1979. (5) Cf. l'ensemble d'articles « Craque-ments en Asis », le Monde diplomatique, février 1979, pages 3 à 9. (6) Cf. Banning Garrett, « Subtilités et limites d'un projet de coopération mili-

(6) Cf. Banning Garrett, «Subrilités et imites d'un projet de coopération militaire » (entre la Chine et les Etats-Unis), le Monde diplomatique, janvier 1977.
(7) Cf. « Jouer avec le feu », le Monde diplomatique, juin 1978.
(8) Cf. « Nouveaux risques dans un monde en crise », le Monde diplomatique, février 1979.
(9) Cf. les articles de Jean-Ajain Rouinsard, Claude Soulard et J.-C. Victor, le Monde diplomatique, janvier 1979; voir aussi les articles de J.-C. Blane dans le Monde diplomatique, janvier 1979; voir aussi les articles de J.-C. Blane dans le Monde diplomatique de septembre 1973 et juin 1978.
(11) Voir l'article d'Alexandro Dastavao et M. Levent sur l'Afghanistan, pages 6 et 7, et celui d'Ahmad Paroughy sur l'Iran, pages 8 et 8. A propos des minorités ethniques au Parietan, cf. Jean-Pierre Viennot in le Monde diplomatique de septembre 1973 et juin 1978.
(12) Voir page 13 l'article du professeur José Echavernia sur le droit international : « Pillage du tiers-monde et crimes d'Etat ».

Votre CHALET SAVOYARD SU HAMBAU du SAUZIER

& CREST-VOLAND (15 km de Megève) A partir de 500.000 F, terrain privatif aménagé

Livraison Nocl 80 nts et documentation : SCI AIR SOLKIL III 73840 CREST-VOLAND - Tél.: (79) 31.69.84.

AH CŒUR DU JURA RESIDENCE « FERME MIDOL » 2 petits immeubles bon standing. Studios 1-2-3-4 pièces parking convert Locat, assurée été hiver. RESIDENCE LES CIMES, reste ques appartements disposibles, aison .courant juillet pro-in, documentat sur demande, i fermes et définitifs. pris fermes et définitifs. MOUROT S.A. - ARGI 115, route Blanche .39220LES ROUSSES (84) 60.00.21

LES ROUSSES 39228 ALTITUDE 1120 - 1680' STATION ETE-HIVER Près de la frontière soisse - Lac voile

Valmorel arentaise/Savoie/1400 m

Hiver - Rte chetez un appertement votre disposition . 4 semaines en hiver t 3 semaines en été toute l'inter saison La copropriété conventionnée Ancune charge à payer,

en bénéficient d'un revenu net-Renseignements:

HARE: Vile on terrasses sur falaise, accèe direct mer : 4 ch. it confort, 2 séjon renementables von impressable. Prix : 809 608 F. DOMANE AGREMENT's logis charentals, 6 ch., asjour 86 mg, 11 conf., malson gurdlen, 15 ks, part of prin clos mers, rivière, Prix : 1 508 606 F. PROMOTEL (FNAIM-ORPI) La Clisse, 17600 SALLION (46) 98.28.08

à NICE le vrai luxe c'est CIMIEZ



68, bd de Cimiez 08000 Nice Dans up parc de 5000 m2, de très grand standing ts: bursan de vente sur piace et AGENCE CENTRALE (93) 78.82.4

GER GESTION ETUDES REALISATIONS vous propose ses programmes in A LA NEIGE (HAUTE-SAVOIE)

CHATEL station village Savoie 1.200-2.200 m. Après l'Isobella, le Sylvia, to Moulin, nous your proposes L'ALPEN

1º tr.: ANNA-MARIA, involte jamier 1980. St. 4 pers. 155,000 F Avec.
7.750 Fd to réservation. Existe en 2 et 3 pièces. BERNEX station village 1.000-1.800 m

Nous vous proposans LE VERNAY 1^{ro} tr. l'EDELWEISS, Livrable immédiatement. St.4 pers, 149.000 F Avec 7.450 F à la réservation. Existe en 2 et 3 pièces, Garantie bancaire LA HENIN-ANNECY.

MER (COTE D'AZUR VAROISE) HYERES-PLAGE à 150 m du port. Nous vous proposons, dans la troisième tranche de notre ensemble immobilier de standing ZODIAQUE 2 avec parc et piscine. L'inrable 2° trimestre 1981.

St 4 pers. 192.000 F. Avec 9.600 F à la réservation. Existe en 2 et 3 pièces. Garantie bancaire Compagnie Générale de Banque SOFICAM Paris. POUR TOUTES CES REAUSATIONS : PRIX FERIMES ET DEFINITIFS - 80 % de crédit personnalisé

Veuillez m'adresser votre documentation CI LE MERNAL

DEUX PIECES Résidence dominant les jardins du Casino de Monte-Carlo 58 & 74 m² - Loggies 11 m⁴



12 rue de Penthièvre 75008 Paris Renseignements sur place Mile THUIN (93) 78.29.12 Paris Mine GUEGAN (1) 265.85.60

WEEK-END au SOLEIL à ROSAS, COSTA BRAVA

STUDIO avec garage ______1.100.000 plan QVILLAS, à partir de _____1.410.000 plan + Terrains -700.000 plan

Possibilité de crédit jusqu'à 80% Type GALICIA-2, 100,000 place RAIS VOYAGE et SEJOUR POUR 2 pers

Nom..... Prénom Alpes Réservations (il sera loné la peste 58, rue Maurice Ripoch Tél. (94) 65.42.14 75014 Baris Tél 539 .22.37 du temps). Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochème parution le les février 1980 Resseignements MULTIMEDIA, 277-82-00.

POUR UN RENOUVELLEMENT DU DROIT INTERNATIONAL

Pillage du tiers-monde et crimes d'État

Four n'avoir évolué que très modestement alors que des problèmes montena sa inscingua secundant des sussessimient se predictions uni se prediction dans l'ordre économique et politique, le droit international est de moins es mains adapté aux réalités contemporaines. Ainsi, les efforts tendant à mettre au point un « code de banne conduite » reconnaissent-ils explicitement les graves lacunes du droit international en ce qui concerne l'activité des firmes multinationales. Dans le même ordre d'idées, l'enrichissement sans cause, sanctionné par le droit interne dans tous les pays civilisés, échappe à tente norme internationalement reconnue, ce qui n'est pas sans effet désastreux sur les relations économiques entre pays riches et pays paarres. Paur prenire un autre exemple, la communanté internationale reste impaissante devant le terrorisme pratiqué à grande échelle par les Etats

réprimer sévèrement les actes terroristes commis par certains individes

Le droit international ne pomyait que sombrer dans un grand discrédit si de tels déphasages devaient s'aggraver en se perpétuant. Il est vrai qu'une mise à jour soulève de nombreuses difficultés, mais, à les esquiver, on aboutirait immanquablement à accentuer la tendance à recourir à la force nour révier les différends entre Etats. Or ces difficultés penvent être surmentées à partir des normes acceptées par les aztions « civilisées ».

t'est une telle recherche que préconise ici, en s'appropant sur des hases précises, le prefessent Jusé Écheventia. Il fonde une bonne partie de son argumentation sur l'insentenable contradiction entre droit interne

policiers, alors que les Etats qui la composent no manquent pas de et dreit international, contradiction délà évouvée dans ces colonnes à propos des draits do l'homme (voir « Les limites du double langage ». ie Monde diplomatique, mai 1978). Il aborde aussi les problèmes posés par le passage de la dictature à la démocratie, auxquels Armando Uribe a consacré un important article (voir le Monde diplomatique, octebre 1979), et les responsabilités de la communanté internationale à l'égard des dictatures (voir l'article de professeur Richard Falk, - Un tribunal de l'ONU peur juger les tyraus déchus? » le Monde diplomatique, jamier 1988).

Poussant plus lein la réflexion, le professeur José Echeverria présente un ensemble de propositions dont l'acceptation ferait, au bout du compte, tante la différence entre équité et force brete, extre civilisation et harbarie, entre gaix acceptable et guerre inévitable.

dont il s'agit. Qui plus est, elle est en elle-mème une sorte de châti-ment, un pilori historique, seion une expression d'Armando Unbe. Les requêtes adressées à ce tri-bunai pourraient être présentées par les représentants des nations ou des peuples lésés, ou même par des individus ayant souffert des violations de leurs droits fonda-mentaux.

national on du droit international.

national on du droit international.

Dans la plupart des Constitutions politiques, il est dit que la soureraineté appartient au peuple ou
à la nation. Mais, dès que nous
passons au droit international, les
textes mentionnent la souvernancie
des Etits sons pifference au peuple
des Etits sons pifference au peuple

des Etats sans référence au peuple.

Sur ce point, le droit interna-tional consacre une survivance anachronique: la souveraineté du prince, comme si les révolutions libérales n'avaient pas eu lieu.

La solution consisterait donc à réformer ici aussi le droit international afin de l'accorder à l'évolution des droits nationaux. On pourrait alors conclure que les Etats ne sont souverains devant la consumenté internationale.

communauté internationale que dans la mesure où leurs organes représentent la souveraineté du

representation la souverainete de peuple reconnue dans le droit national. La coupure entre ces deux domaines de l'ordre juridique mondial cesserait ainsi d'exister.

les normes qu'il édicte soient obétes volontairement (13), c'est-àdire en l'absence de cette coercition que constitue la violation systématique et généralisée des droits de l'homme par le régime instauré irrégulièrement.

La conclusion de ce paragrapherejoint celle du précédent dans la mesure où la souveraineté du peuple n'est pas conçue comme la simple faculté d'élire les organes exécutifs ou législatifs de l'Etat, mais plutôt comme l'ensemble des droits de l'homme, civils et poll-

droits de l'homme, civils et poli-tiques, économiques, sociaux et culturels.

ARTICLE 38 de statut de la Cour internationale de jus-tice, qui fonctionne dans le cadre des Nations unies, en cadre des Nations unies, en conformité avec l'article 92 de la charte, mentionne comme sources du droit international : a) les conventions internationale; soit générales, soit spéciales; b) la coutume internationale; c) les principes généraux de droît reconnus par les nations civilisées; d) les décisions judiciaires et la doctrine des auteurs les plus qualifiés des différentes nations.

Si nous laissons de côté ce qui est exprimé au paragraphe d) de cet article et qui n'y est considéré que comme un moyen auxiliaire de détermination des règles de de détermination des règles de droit, il reste trois sources principales : traités, coutumes et principales ; traités, coutumes et principes généraux du droit. La question se pose de savoir si l'ordre de cette énumération implique un ordre de priorités, les principes généraux devant céder le pas aux coutumes et celles-ci aux traités. L'opinion des auteurs est contraire à une telle interprétation (1), et leur avis est d'autant mieux fondé que le respect du aux conventions eur svis est d'autant mieux fondé que le respect du aux conventions internationales ressort d'un prin-cipe général, celui qui est exprimé par la maxime pacta sunt ser-vanda. Il est donc possible d'invo-quer un de ces principes contre une coulume ainsi que pour déter-miner la validité d'un traité.

miner la validité d'un traité.

Il est toutefois surprenant de voir à quel point les principes généraux du droit sont négligés dans la pratique du droit international au seul bénéfice des coutumes et des traités. Il est vrai que le texte de l'article 38 mentionné introdnit une limitation : les principes généraux du droit dont il est question à la lettre e) sont ceux qui sont « reconnus par les nations civilisées ». Les puissances coloniales s'étant attribué une fonction « civilisatrice » par rapniales s'étant attribué une fonction « cipilisatrice » par rapport aux pays qu'elles envahissaient ou qu'elles soumettaient à leur influence, il est probable que bon nombre de gouvernements du tiers-monde n'aient vu dans cette disposition qu'une tentative d'appliquer en droit international le droit national des seuls pays européens et des Etats-Unis. Cette interprétation se heurte cependant à l'évidence historique qui fait ressortir le droit international au jus gentium des Romains constijus gentium des Romains consti-tue par les institutions communes à toutes les nations. Elle mécon-nait aussi le rapport, qui n'a sé d'exister, entre just gentium intra se et le droit international qui régit les rapports des nations et des Etats entre eux : jus gentium inter se (2). Il serait enfin légitime d'inverser la lecture selon laquelle des nations ant tenues pour civilisées malgré l'application de jugements et de mesures — particulièrement celles du pouvoir — étrangers au droit, et de dire, au contraire, qu'une nation ne saurait être tenue pour civilisée que si elle reconnai-certains principes juridiques fon-

Les pays du tiers-monde sont toujours perdants lorsqu'ils invoquent des coutumes qui ne sont que la survivance d'un passé où la loi du plus fort constituait le droit. Ils sont perdants aussi l'orsqu'ils tàchent de corriger le droit international coutumier par de nouveaux traités, surtout si, en situation de dépendance, par rapport à ceux avec qui ils entament des négociations, ils ne peuvent obtenir d'eux que des concessions mineures. Après l'échec des négociations, il ne leur restait que la Les pays du tiers-monde sont ciations, il ne leur restait que la résignation ou la révolte aveugle et hrationnelle. Pourtant, la possibilité de transférer dans le domaine du droit international certains principes du droit interne des nations - droit constitutionnel, droit pénal, droit civil sur-tout — n'a pas été suffisamment explorée. Elle pourrait fournir aux pays du tiers-monde un pouvoir de négocier plus fort que celui dont ils disposent aujourd'hui. Les juristes des pays non alignés,

(1) Voir, par exemple, Georges Ripert, e Les règles du droit civil applicables aux rapports internation naux (contribution à l'étude des principes généraux du droit visés su Statut de la Cour permanente de justice internationale). Becued des cours de l'Académie, Académie de droit international de La Haye, 1933, II.

international de La Haye, 1933, II.
p. 572.
(2) Of. Vitoria : «L'univers entier
qui est, en qualque manière, une seuls
communanté politique, possède le pouvoir de porter des lois équitables
s'appliquant à tous, somme sont les
règles du droit des gens » (De potestois civile, II); Cf. aussi De India,
III, 4. Voir aussi à ce propos le livre
de James Lesils Brisriy, The Basis of
Obligations in International Law and

et en général ceux du tiers-monde. Par JOSE ECHEVERRIA * penvent lutter pour créer un nou-vel ordre juridique international, comme structure institutionnelle international, en invoquant les principes juridiques mentionnés dans les paragraphes suivants. d'un nouvel ordre économique

1. — Réparation des dommages imputables à la faute d'autrui.

In principe général de droit déclare que celui par la faute duquel un dommage a été causé est tenu de le réparer, soit en nature, soit en équivalent (3). Il se rait difficile de considérer comme civilisée une nation que ne reconnaîtrait pas la validité d'un tel principe. Le dommage ou préjudice à réparer peut être constitué soit par une perte effective, dammum emergens, soit par la non-réception d'un avantage qu'il était légitime et normal d'espèrer, lucrum cessans. Ces dommages peuvent consister non seulement en une perte pécuniaire mais aussi en un dommage moral.

Le pillage dont les pays du tiers-monde sont victimes de la part des compagnies transnatiopart des compagnies transnatio-nales, appuyées par l'Etat dans lequel elles ont leur siège princi-pal ou dont elles sont originaires, prend plusieurs aspects : exploi-tation abusive de ressources,

renouvelables ou non; termes iné-gaux du commerce international; transferts fictifs de technologie, qui recouvrent l'ouverture d'un marché très lucratif de pièces de rechange et de quelques autres éléments; fuite des cerveaux, etc. Un e instance internationale appropriée pourrait être instituée pour établir, lorsque cels est possible, la faute impuisble à autrui qui provoque des dommages, le montant de la réparation due et la façon de la payer ou de la compenser. renouvelables ou non; termes iné-

compenser.

Le bucrum cessans serait icl
généralement le développement
normal qu'il était légitime de
prévoir et qui aurait dû se produire si le fait illicite n'était pas

intervenu.

Les réparations comme conséquence d'une guerre sont des applications de ce principe en droit international. On peut en trouver bien d'autres.

Réparation fondée sur l'entichissement sans cause.

Le principe qui déclare contraire à l'équité l'enrichissement obtenu aux dépens d'antrui a été exprimé par Pomponius su deuxième siècle de notre ère (4). Ce juriste n'a fait que résumer en quelques mots une très ancienne tradition prétoriene. Les giossateurs, les postigiossateurs, le Code des Sept Parties d'Alphonse X de Castille (5), Cujas, Domat (6), Pont exprimé sussi. Quelques codes, ne l'ayant pas consacré expressément comme principe général de droit (c'est le cast du code civil français et de ceux qui s'en sont inspirés), en ont fait de si nombreuses applications qu'il a été facile à la jurisprudence de lui donner cette portée générale (7). Dans les pays au droit non codifié, comme l'Angleterre et les Etats-Unis, une jurisprudence accienne une jurisprudence ancienne et constante l'invoque et l'applique (8). Nul doute donc qu'il s'agisse bien ici d'un principe général du droit reconnu par toutes les nations civilisées.

L'importance de ce principe réside dans le fait qu'il permet d'obtenir réparation lorsure le dommage n'est pas imputable à la faute d'autrui, ou lorsque l'au-teur du délit ou quasi-délit est

insolvable. Elle réside surtout dans le fait qu'il permet d'atteindre ceiui qui retire un bénétice de la situation injuste, indépendamment de sa culpabilité ou même de son de sa culpabilité ou même de son intervention pour créer cette situation. Elle réside enfin dans le fait qu'il permet d'abroger des contrats abusifs, soit à travers la notion de lésion, soit à travers celle d'imprévision ou clause rebus sic stantibus (9).

Une interprétation souple de ce principe en droit international

Une interprétation souple de ce principe en droit international permetrait d'obtenir réparation d'un grand nombre de dommages, comme ceux mentionnés dans le paragraphe précédent, lorsque la voise de la responsabilité civile fondée sur l'imputation d'une faute n'est pas praticable.

Quelques décisions, ainsi que l'article 24 de la Déclaration universelle des droits des peuples signée à Alger le 4 juillet 1976, ont recomnu l'applicabilité de ce principe en droit international (10). Il faudrait en tenir compte, spécialement dans les cas d'atteintes au droit au développement (11), c'est-à-dire lorsque le développement de certains Etats s'effectue en connexité avec le non-dévelopen connexité avec le non-dévelop-pement ou sous-développement de certains autres,

III. — L'extinction des deffes par compensation.

C'est un principe général du droit que, lorsqu'un débiteur est à son tour créancier de son créancier, il y a extinction des dettes en question jusqu'à concurrence du montant de la plus petite des deux (12) deux (12).

deux (13).

Les pays du tlers-monde étant fort endettés envers les pays industrialisés et les hanques reliées aux compagnies qui les exploitent, il n'est pas impossible de penser que

quelques-unes de leurs dettes pour-raient être compensées si une créance leur est reconnue contre leurs créanciers à titre de droit à réparation selon l'un ou l'autre des principes invoqués dans les deux paragraphes précédents.

La création d'une Chambre mon-diale de compensation (World Clearing House) pourrait être envisagée.

IV. — Châtiment des coupables de crimes contre l'humanité ou d'autres crimes internationaux.

Les dictateurs, les despotes et leurs auxiliaires, après avoir assassiné et torturé, après avoir privé leurs peuples de santé et d'éducation, braf après avoir violé systématiquement les droits civils et politiques, économiques, sociaux et culturels des hommes qui ont eu le malheur d'être soumis à leur pouvoir illégitime et arbitraire, trouvent généralement asile dans un autre pays où la justice du leur ne peut les atteindre. Ils y jouissent d'une sorte de retraite bien pourvue par l'enrichissement illicite qu'ils out obtenu aux dépens de leurs peuples.

Ce dénouement infâme des dictatures doit cesser. Il est néces-saire d'instituer une juridiction internationale compétente pour

Other Papers, Oxford, Clarendon Press, 1958, Ch. 28, «Snares: Vision of a World Community», pp. 358 ag., et les auteurs qu'il y mentionne. (3) Cf. Ripart, op. eft., 2p. 686 sq.; voir l'article 1382 du code civil français; l'article 332 du code civil discusse des obligations, etc. (4) Digaste, livre L, titre XVII., règie 206. (5) Septjeme partis, titre XXXIV, regis 17. regis 17.

(6) Cuisa, «Tractatus ad Africa-num», II. pp. 1260-1282, in Opera Omnia, Naples, 1738; Domat, Lois civiles, I, livre II, titre VII. paragra-phg 1 (1777). (7) Il est pertinent d'invoquer iel

juger ces criminels, permettant de demander l'extradition des coupables si cela est nécessaire pour les faire comparaître, et qui puisse les condamner et leur faire appliquer les peines qu'ils méritent.

Les procès de Nuremberg et de Tokyo constituent, à cet égard, les plus importants précédents. La Déclaration universelle des droits de l'homme et les pactes qui en sont le complément constituent un droit positif explicité qui vient droit positif explicite qui vient

* Ancien professeur de philosophie du droit à l'Université catholique du Chili et à l'Université du Ohili. L'amteur remercie la Fondation internationale pour un autre développement (FIPAD), dont un subaide lui a permis de faire, pendant un an, des recherches à la hibliothèque de l'ONU, à Genère.

la călăbre dăcision de la Cour de cassation franțalse du 15 juin 1892 (Recueil Dallos. 98, L. 393; Recueil Sire, 92, L. 231).

(3) Pour l'Angieterre, c'est la dăcision de 1760 de lord Mansfield, dans le cas Moses v. Macderian, qui constitus le prăcădent tanu pour le plus ancien; pour les Estats-Unis, voir le Restitation de l'American Law Instituta, Washington D.O., 1936. Ct. en général John P. Dawson, Unjust Eurichment, A Comparatice Analysia, Little, Brown and Co. Boston, 1955.

(9) La théorie de l'imprévision comme fondement de la nulité des contrals n'est pas acceptée en général par la jurisprudence française (cf. Endyclopădie juridique Dalloz, Răper-

s'ajouter à la conscience juridique. universelle mais encore implicite au moment des procès ci-dessus mentionnés.

mentionnes.

Si un châtiment n'est pas applicable, ou si le coupable est mort. Le décision ne sera pas pour autant inutile. Elle constitue une sorte de réparation morale de l'atteinte portée contre la conscience juridique universelle par les crimes

La souverainelé du peuple,

Quand le dictateur criminel est encore au pouvoir, il peut invoquer, pour se protéger, la souveraineté de son Etat; il peut s'abriter derrière le principe de non-ingérence des autres Etats ou de la communauté internationale dans les affaires intérieures de son propre Etat. Accepter cecl sans réserves reviendrait à dire que la communauté internationale est impuissante tant que le tyran n'est pas renversé par son propre peuple. Or celui-ci est généralement ou pendant longtemps incapable de mettre fin à son gouvernement, étant données les forces dont il est pourvu ou qui appuient le régime tyrannique et la terreur dont souffre la population, précisément du fait que les droits de l'homme sont violés systématiquement dans le territoire. Quand le dictateur criminel est

sont violes systematiquement can le territoire.

Pour aborder ce problème, il faut tout d'abord comprendre que le terme « souveraineté » a des sens différents selon qu'il s'agit du droit

VI. — Le principe d'effectivité.

Il est habituel de dire que, dans les successions irrégulières des organes supérieurs des Etats, le nouveau pouvoir est tenu pour l'égitime et internationalement reconnu comme tel dans la mesure où les normes juridiques qu'il édicte sont effectives, c'est-à-dire obéles par la grande majorité de la population.

la population.
Or ce principe, dit d'effectivité, ne sarrait se concilier avec la portée internationale donnée aux droits de l'homme que si l'on ajoute cette réserve : le nouveau pouvoir sera considéré légitime, parce qu'effectif, à condition que

VII. — La mauvaise foi de l'Etat.

Dans le droit national, il est souvent difficile d'accepter que l'Etat, en tant qu'il est le centre même de l'ordre juridique, puisse être déclaré de mauvaise foi. Cette mauvaise foi sera done piutôt imputée aux individus qui exercent des fonctions étatiques. Il en va tout autrement en droit international où les Etats nationaux apparaissent comme des sujets

d'un ordre juridique supérieur, for-mant entre eux une *communauté*. Ainsi, un Etat serait de mauvaise en cor avec soi-même, s'il se refusait à appliquer, dans sa conduite envers les autres Etats ou envers la communauté internationale en général, les principes fondamentanx de son ordre juridique interne.

VIII. — Les sujets du droit international.

Les Etats sont les sujets tradi-tionnels du droit international en vigueur jusqu'au renouvellement actuel. Par exemple, il n'était accepté que dans des cas tout à fait exceptionnels que des indivi-dus, comme les pirates, soient jugés selon ce droit. Or un réel progrès du droit international n'est possible qu'à condition d'admettre que les individus, aussi bien que les peuples lésés par les gouverne-ments dictatoriaux, puissent avoir recours aux instances internatioecours aux instances internationales. Le respect effectif des droits de l'homme est à ce prix.

En outre ,il est nécessaire de préciser les éléments susceptibles d'unir les Etats dans de puissantes

IX. — Voies pour un renouvellement.

Le maximum de tentatives devraient être faites pour obtenir une solution pacifique, fondée sur le droit, des conflits qui opposent aujourd'hui les pays du tiersmonde aux pays industrialisés. Toutes les instances de l'ONU devraient être utilisées; d'autres, nouvelles, innovatrices, pourraient être instaurées, si possible par consensus. consensus. L'Assemblée générale des Nations

toira de droit civil, première édit, t. II, 1853, «Imprévision», n° 11), mais cette attitude change dès qu'un intérêt collectif spparaît menacé. A ce sujet, la résolution rendre par le Conseil d'Etat du 20 mars 1918 sur l'affaire dite du c gas de Bordasurs, est souvent invoquée (Recueil Stray, 1918, 3, 17, et note d'Etauriou). Le Conseil d'Etat a continué à se prononcer dans la même direction. Dans les droits anglo-astons, le concept de breach by frustration rempilt la même fonction que celui d'imprévision.

sion. (10) OL Ripert, op. cit., pp. 631-32; mais aussi D.P. O'Connell, The Law of State Succession, Cambridge University Press, 1886, p. 105, qui cite plusieurs décisions où la théorie de

associations. Nous voyons, de nos jours, quelques Etats producteurs de matières premières — le pétrole pour le cas de l'OPEP — faire face à ceux qui ont besoin de ces pour le cas de l'OPEP — faire face à ceux qui ont besoin de ces matières, c'est-à-dire qui en sont les usagers. Or, l'inverse ne se réalise pas. On ne voit guère, jusqu'ici, les Etats du tiers-monde, qui ont besoin de produits élabores et de la technologie des pays industrialisés pour se développer, s'unir entre eux en tant qu'usagers de ces produits, afin de rendre de ces produits, afin de rendre effectif leur droit au développe-ment. Une claire conscience juridique de ce droit fait encore délaut. C'est pourtant de son respect et de son exercice que dépend la paix dans le monde (14).

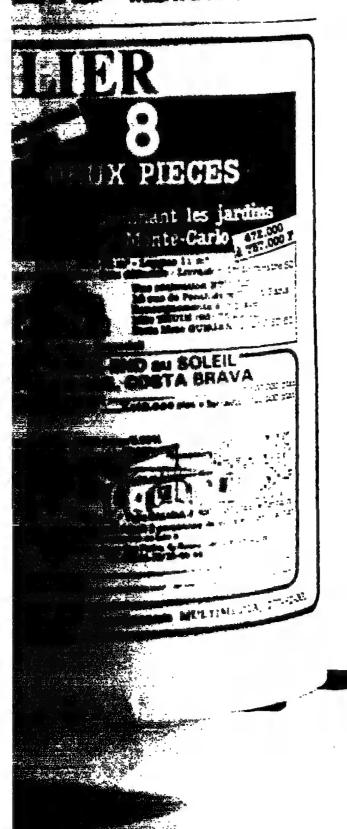
unies est sans doute le lieu le plus favorable pour dégager ce consen-sus. Une déclaration ou même une résolution de cette Assemblée peut avoir une force morale telle que le manque de force obligatoire établi par les textes soit peu à peu dépassé.
C'est un champ où l'action des pays non alignés, comme avant-garde des pays du tiers-monde, peut s'exercer de façon privilégiée.

l'enrichissement sans cause a été admise comme valable en droit inter-national. Sur la déclaration d'Aiger, voir l'article d'Armando Uribe : « Légitimer le droit des peuples s, dans le Monde diplomatique de sep-tembre 1976

dans le Monde diplomatiqué de sep-tembrs 1976.

(11) Voir à ce sujet le rapport du secrétaire général des Nations unles sur le droit su développement comme droit de l'homme, 11 décembrs 1979, E/CNA/1334.

(12) Ct. Ripert, op. cit., pp. 541-42, (13) Ct. Ripert, op. cit., pp. 541-42, (13) Ct. Henri Battiffol, Problèmes de base de philosophie du Droit, Librairie générale de droit et juris-prudence, Parla, 1978, pp. 62 et 112 sq. (14) Ct. le rapport E/CNA/1334 cité supra, paragraphes 130 à 151.



March 1971 - Annual Control of the March 1971 - Ann

Many to the state of the state

Mary and Control of Control of Control of the Contr

May 1 and 1

Bor bases :

On the print of the state of the print of th

traide de la posteriori de properties de constitution de const

prench pays Communication and design design

Sertification : is retain to tention to

Serialization is report to remain fair remained dur Etani toni bipartisantis dur le a détente a de la maine de mana lequel Melanaria de mana d

that suffer pass. The pass of the Comment of the Co

poeltif, good few wife no account to the contract of the contr

The Control of the Control

Le risone qui der les fires au

distance of corresponding to the control of the corresponding to the cor

contractive boar suffering to one of the grant of the gra

Le drame n'à de service : 1 2 totale ;

Signature Control of C

CLAUDE JULIEN

would git to not a contract of the

OF BITTER COMMENTS OF STREET OF STRE

di di Direpare 1

---WE FERM and distributions ples signs than Natural or half

f to landton op

TANKS OF THE PARTY OF THE PARTY

- mes

-

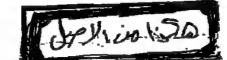
TOPHONE OF PARTIES AND PARTIES

THE RESERVE

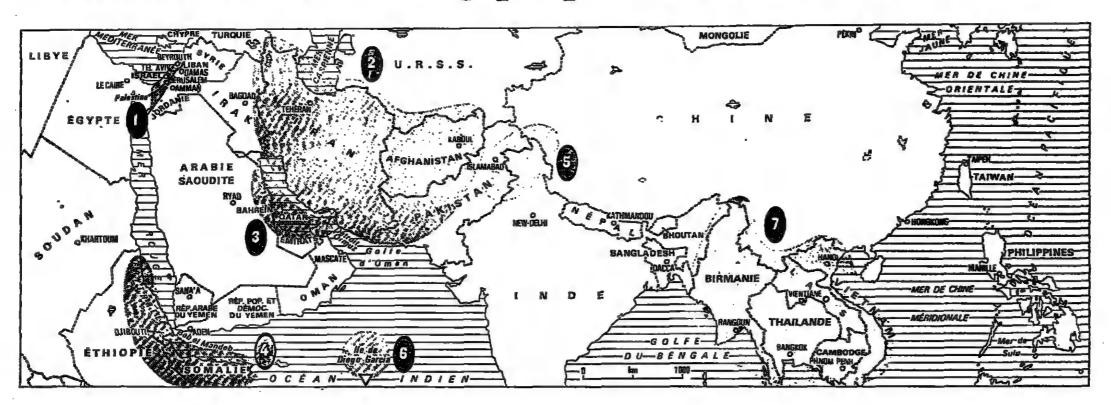
Philipping --Proping or grand
Nov. 304 6 StanProping distributions
of distributions
of distributions
of distributions
of distribution
of d

Actions of the

基



Un vaste secteur névralgique pour le monde industrialisé



L'ENCHEVÊTREMENT DES CONFLITS ET LE JEU DES TROIS GRANDS

ISRAËL, PALESTINE

Un dangereux enlisement

DRES d'un an eprès la eignature, le 26 mars 1979, du traîté Israéio-égyptien, le bilan reste contradictoire. L'unité inattendue du front arabe opposé à cet accord s'est en effet révélée à la fois ineuffisante pour bioquer le processus de Camp David et essez pulsaante pour lui interdire, jusque-là, d'aboutir à une vrale paix séparée. Alors que les négociations la mestion palastinienne demeure au cœur du conflit. En outre, le déplacement du vers le Golfe, l'Iran et l'Afghanistan pro-voque, en retour, une réévaluation des relations entre les Etats-Unis et chacune

Jusqu'à la fin de l'année 1977, le Proche-Orient s'oriente, en dépit du tirage syro-égyptien et de l'intransigeance israéllenne, vers un règlement global patronné par les deux grandes pulssances. Les pays arabes « de la confrontation » ainsi que l'O.L.P. admettent, à des nuances près, le prinleur relative victoire de 1973 a lavé

l'humiliation de 1967. He envisagent cans complexe la grande négociation. Dans le risque de combattre les Palestiniens au Liban afin de pouvoir parier en leur nom, et le président Carter, fraîchement élu, a préparé le terrain, au vit mécontentement israéllen, en plaidant pour une « patrie » (homeiand) palestinienne et en évoquant, dans un communiqué commun qui réintroduit Moscou dans le jeu diploqui reinfroduit Moscou dans le jeu diplo-matique, la validité des droits du peuple palestinien. Mais le président Sadats, hostile au parrainage soviétique, pressen-tant le blocage israéllen et fondant toute sa stratégie sur la carte américaine, se

cavaller seul. Le pari de Camp David se fondait sur une possible « neutralité » compréhensive de l'Arable Saoudite et du camp arabe « modéré » qu'elle inspire. Une telle attitude auralt rendu impuissant le Front de la fermeté - qui regroupe la Syrie, l'Irak, l'O.L.P., la Libye, l'Algérie et le

242 et 338 du Consell de sécurité. Les - modérés - parviennent, d'autre part, à tempérer la condamnation de l'Egypte dans l'espoir de favoriser un retour du rité arabe. Dans ces conditions, le roi Hussein aurait été bien malhabile de se compromettre en participant à l'entreprise américano-iaraélo-égyptienne.

L E caractère composite de cette unité du monde arabe ne l'a pas empêché de traverser, sans sa rompre, une année particulièrement troublée : tentative de coup d'Etat à Bagdad Imputée à Damas, troubles confessionnels en Syrie, appré-ciations divergentes de la révolution islamique, déstabilisation szoudlenne, mise en demeura libanaise au commet de Tunis (novembre 1979), crise palestino-libyenne. Fin 1979, le sultan Kabous d'Oman est le seul chef d'Etat arabe à soutenir l'initiative du président Sadate. Cepen-dant, même s'il est mis au ban du monde arabe et alors que s'enlisent es négo-ciations avec M. Begin, le président égyptien persévère. L'échange d'ambasasdeurs entre les deux pays est toujours

Entre-temps, les crises de la région du Golfe et l'intervention soviétique en Afghanistan sont venues boulevareur les son rival israélien. Il a offert d'acc le chah d'Iran et proposé aux Etats-Unis des facilités portuaires et même l'instal-lation de bases militaires. L'arrivée en Egypte de radars géents américains destinés à la surveillance du Golfe Mustre déjà concrètement cette ouverture tous

Par contre, les crises d'Iran et d'Afghanistan ont placé le reste du monde arabe dans un dilemme eans issue. La période troublée devrait, en bonne logique, pousser chaque pays à choisir eon camp. Or les monarchies pétrolières — qui, en dépit de leurs critiques, se trouvent évidemment dans la mouvance occidentale — ne peuvent s'aligner sur Washington, justement en raison de leur opposition aux accords de Camp David. N'ayant rien à gagner d'un changement de camp, le Yéman du Sud, la Syrie et l'O.L.P. restent, quant à eux, liés à l'U.R.S.S. Craignant Moscou, critiquant Washington et soupi-rant après une Europe apparemment impulssante à répondre à leurs appels, les - modérés - du Proche-Orient arabe se retrouvent sans allégeance bien stable, alors que l'emisement du conflit israéloarabe, la montée de l'intégrisme et l'instabilité régionale font peser sur eux les plus graves menaces.

ment et suriout une volonté chaque jour plus clairement affirmée de limiter les quantités de pétrole extraites.

Pour couronner les appréhensions occidentales, la menace constituée par la tenalle coviétique autour de la région pétrollère s'est précisée dans les demiera jours de 1979. Présents en Ethlopie, ayant signé, en octobre 1979, un « accord d'amitié » evec le Yémen du Sud, les Soviétiques ne sont plus, depuis la frontière afghane, qu'à près de 400 kilomètres du détroit d'Ormuz, Même la Yémen du Nord, qui était censé servir de tampon entre Aden et l'Arable, vient de recevoir une importante aide militaire de la part

Les Etats-Unis ont finalement mis à profit la crise iranienne pour s'engager dans un cours nouveau. La doctrine d'aujourd'hui consisterait 🛦 ne plus faire confiance à des puissances-relais, mais à assurer sol-même, grâce à la combinaison de sa propre puissance militaire et écono-mique, l'ordre menacé. Les mouvements

AFGHANISTAN Force explosive

des nationalismes

DIEN que les tieux phénomènes ne posset pas ngoureusement compe-rables, il existe une parenté certaine le mouvement islamique et la déstabilisation du régime communiste aighan par Moscou et Washington se trouvent en position contradictoire selon qu'il s'agit de Kaboul ou de Téhéran, et leur attitude n'est pas plus confortable en ce qui concerne le Pakistan. Or les trois pays ont des populations hétérogènes, à cheval sur les frontières. Les articles d'Alexandre (pages 6 et 7) et de Ahmad Faroughy sur l'Iran (pages 8 et 9) exposent fort clairement l'Imbrication des particularismes nationalistes et des courants poli-tiques qui, à tout moment, peuvent provoquer des réactions en chaîne.

Les deux superpulseances ont cru pouvoir traiter avec les pouvoirs en place, en comptant sur eux pour maîtriser des populations dont les aspirations, si lágines soient-elles, les préoccupent assez peu. Leurs difficultés surgissent pourtant de ces courants populaires croyalent pouvoir négliger.

GOLFE, DÉTROIT D'ORMUZ

Une nouvelle «doctrine» américaine?

I ES soubresauts qui ont ébranié, en Les supres d'une soule année, l'équilibre du Golfe sont d'autant plus graves que 40 % de la consommation de pétrole des pays non communistes transitent par le détroit d'Ormuz, La révolution iranienne, la déstabilisation saoudienne et les posi-tions nouvelles occupées par l'Armée rouge en Afghanistan cont sutant de coupe portée au dispositif de sécurité mis en pour conserver le contrôle de l'accès aux champs pétrolifères. C'est donc vers une nouvelle doctrine stratégique que sem-blent s'orienter les Etats-Unis.

De 1971 à 1979, le système de sécurité de la région est fondé eur deux pillers : l'Iran du chah, à qui échoit le rôle de gendarme du Golfe s, et l'Arable Saoudite, qui prend sous son alle les émirats sur un islam conservateur, paraissent offrir un gage de stabilité anticommuniste. Lz = guerre du pétrole = de 1973-1974, qui aboutit au quadruplement du prix de l'or noir, améliore, au profit des pays producteurs, les termes de l'échange marque l'émergence de nouvelles puis-cances financières. Mais elle ne modifie sécurité. A l'heure où les Etate-Unis se dégagent, non eans frais, du bourbier vietnamien, l'Iran fait plus que jamais poser l'ordre dans une région vitale pour

L'année 1979 a, par étapes, sonné le glas de ce système. La puissance militaire du chan n's pas empêché es chute; le glacis Islamkque de l'Arabie n'a pas interdit l'agitation intégriste. L'ancien empire des Pahlavi est soudainement devenu le principal foyer d'instabilité de la région. Après s'être réjoul de la disparition d'un chah qui leur semblait bien

que la subversion et la contagion lelamique, de même que le « mauvais exem-ple » du chaos iranien, représentaient pour eux des dangers plus graves encore. La très faible densité démographique, la proportion d'étrangers — qui représents, dans la plupar? des pays du Goffe, plus de la moltié de la population, — l'importance des communautés chittes — près de 80 % à Bahrein et 30 % au Koweit, cilité structurelle de ces poussières

De surcroît, les différents sujets de discorde entre nationalisme persan et nationalisme arabe ne se sont pas évalaismique : les petites îles qui verrouitient le détroit d'Ormuz — Abou-Moussa, l'armée du chah en 1971, ne seront pas restituées à l'Etal des Emirata arabes unis auquel elles appartiennent : les revendications franiennes eur Bahrein, pourtant abandonnées par l'ex-chah en 1970, font de nouveau parler d'elles en 1979; l'accord trako-tranten sur la région frontallère de Chatt-El-Arab, conciu an 1975 et dont Bagdad couhaite la révision, ne sere pas rediscuté.

CES multiples facteurs d'Instabilité A se joignant les tensions que fait naître la politique pétrolière des différents Etats producteurs. Le ranchérissement de l'or noir, que l'Arabie a fait de son mieux pour limiter et contrôler, est désormais inéluciable. Mais à cette évolution. prévisible compte tenu de l'inflation mondiale, s'sjoute une méfiance croissante à l'égard du dollar comme moyen de pale-

de la flotte américaine dans le golfe d'Oman, la formation d'une force rapide d'intervention de cent dix mille hommes et la recherche de nouvelles bases militaires au Kenya, en Somelie, en Egypte ou à Oman, constituent le voiet militaire de cette politique. Le « gel » des avoirs - qui na - fonde sur aucune justification économique, mais aur des mobiles stricte-ment politiques — illustre, eur un autre plan, cette même stratégie. La suprématis technologique — des Etats-Unis est talle qu'il n'est pas possible à un pays de sortir à son gré du système. La politique de Washington à l'égard de l'iran vise à illustrer ce principe. Avec une Chine absente de la région depuis son éviction du Yémen du Sud et une Europe Incapable d'offrir une autre vole, les pays du Golfe sont, pour l'instant, obligés d'accepter, bon gré mai gré, une dominatio américaine plus avouée.

ECOLE INTERNATIONALE DE GENÈVE

LA GRANDE-BOISSIERE 62, route de Chêne 1208 GENEVE (Suisse) Tél.: 022.36-71-30

LA CHATAIGNERAIE 1297 FOUNEX (Vaud) (Suisse) Tél.: 022,76-17-76

BACCALAUREAT INTERNATIONAL

Maturité fédérale suisse - Baccalauréat français Internat et externat pour filles et garçons de 12 à 19 ans Sports d'été et d'hiver



Entre lislam et le



FIG. 1894

, **M**a.

or the rune of

JAPAN FEBRURE

THE STREET

A- - 10 00

بمباح الكور الموجا

Three is seem

THE FIRST

F THE STREET

Spirituality in publicant

THE STATE OF THE PARTY.

- American

-

THE BUILDING

AND THE PER

4 Herm Bin

reference of the Property

T THE MANUEL

- 5 - 40 × ± 30 With the line The series

Alliances instables et sous-développemen

The second secon

The same of the sa

Une zone prioritaire daffrontements

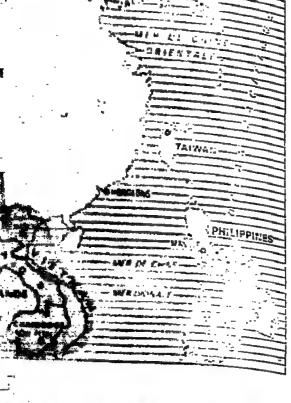
Fre Freign Province of State of

CONFLITS RANDS

The manages.

Electrical public of a sentence of the sentence mp.d righthold inc Systematics &

or all SAMPLE



AFGHANISTAN Force explosive

des nationalismes

PERSON, I GREEFE . 1 1 2 27 22722 affine is namedyalker! to movement 4.12 (... Mounty of Washing ... Shorten controduction on de Rebod ou de 7ph. . effect pub give (and the temperto la Pat 1'4" ME ON POPULATIONS " . . . der ten begetrännte und : "... Consisted of M Grant's a die fifte pojes 1 : Maga Martischa Fates of Line 1997 1997 Elpono des 1 . provincer Sea 45.1.

\$40 dies \$400 - 11 to 25 an complant + s 1 . populations of Million. per con to the total

٠.

de a Popha a & Charles . In the Control of the & interview in the et de realismant à l'ac-HERENET STREET -- -degreeds the William BES 444 548 : ----Septem 10 : to Viener to med a BARRY OF BUILDING

Carry seed per the 106. Sep. 314

LA CHATAIGNERALE



Entre l'islam et le marxisme

COMME le Golfe, la zone de la mer Rouge et de la come orientale de l'Afrique est le théâtre d'une âpre rivalité Est-Ouest, doublée d'une grande confrontation entre islam et marxisme. Le tout compliqué par les clivages nés du conflit

Section 1 to the second

Lac trop « arabe » au gré des uns, mer trop « rouge » pour d'autres, le bras qui relle l'océan indien à la Méditerranée via la canál de Susz est sorti de la langueur où l'avait plongé, de 1967 1975, la fermeture de la voie d'eau égyptienne. Le canai n'a retrouvé que les deux tiers environ de son trafic d'avant trois navires par jour en 1978, — mais une première tranche de travaux de drainage, terminée cette année, permettra aux super-tankers de l'emprunter à vide, dans le sens Europe-mer Rouge (soit une écono-mie de 42 % de la distance). Outre Suez et Port-Saïd, sur le canal,

les principaux centres d'activité commer ciale de la région eont Ellat (seul accès israéllen à la mer Rouge, après la restitution du Sinai), Port-Soudan (appelé à se développer au mêms rythme que l'agriculture soudanaise), Djeddah (réaménagé, pour faire face à un trafic intense), asset et Masseouph (é desi pershaée). Assab et Massaouab (à demi paralysés par l'insurrection en Erythrée), Dibouti (qui n'a pas retrouvé son ancien rôle de station service = de la mer Rouge),
 Aden (qui lui fait concurrence en commer-

çant notamment avec les pays socialistes L'Egypte, gardienne de l'entrée de la mer Rouge, avait expulsé les conseillers soviétiques en 1972 ; elle joue aujourd'hui à fond le jeu américain, et a signé en mars 1979 avec lerael une paix séparée, qui place le Caire (au moins provisoirement) en marge du monde arabe militant. Les pays du Front de la fermeté, ainsi que l'Iran, ont adopté le principe de sanctions économiques contre le Calra, et l'Arabie Saoudite elle-même s'est retirée, ainsi que d'autres Etats, de l'organism de coproduction militaire régional appelé Organisation arabe pour l'industrialisa-tion »: Les 2,5 milliards de dollars promis par l'administration Carter lors de la signature du traité avec Israël devralent notamment être utilisés à renouveler l'ancien parc d'aviation de chasse égyptien (en majorité d'origine soviétique). Comme le premier ministre Begin, le préeldent Sadate a offert demière services de son pays comme base arrière ou relais pour d'éventuelles opérations d'intervention américaines dans le Golfe

leraëi, malgré ees dimensions modestes, se pose en allié privilégié et « existen-tiel » de l'Occident, à l'entrée d'un monde arabe « peu sur ». Mais son armée, bien que très opérationnelle, est mobilisée par des fronts autres que le Sinsi, où des affrontements seralent théoriquement pos-sibles. Le radéploiement de ces forces

dans le Néguev coûters 3 milliards de dollars à Washington, Jérusalem obtenant par ailleurs la livraison accélérée des sotxante-quinze avions F-16 commar aux Etate-Unis (ceux mêmes qui ont été refusés au Caire par le Sénat américain). Après avoir bioqué l'application de l'ac-cord de Camp David en ce qui concerne e statut de la Cisjordanie et de Gaza, laraël s'attend maintenant à devoir céder du terrain, les Etats-Unis ayant besoin de faire état de progrès sur catte question pour envisager de renouer avec les plus modérés des Etats islamiques. Le dilemme est résumé par la formule lapidaire : « Pas de pétrole sans Palestine ».

Le Soudan, lié jusqu'en 1970 avec les Soviétiques, a suivi de près son voisin égyptien, avec qui il a conciu en 1977 un traité de défense prévoyant un « com-mandement politique et militaire unitié ». Ce veste pays afro-islamique aspire, avac l'alde technique occidentale et les pétro-dollars saoudions, à devenir le grenier à riz et le parc à bétall du Proche-Orient, qu'il pourrait nourrir à concurrence de 40 % de ses besoins. Engagé à fond en 1977 dans la constitution d'une « saintealliance arabe - - où il devalt retrouver l'Egypte, l'Arable Saoudite, le Yémen du Nord, Difbouti et une Somalie encore héaltante — le Soudan a dû céder du te, — le Soudan a dû céder du terrain en 1978 (en cherchant à composer avec le régime éthiopien) et en 1979 (en prenant quelque distance par rapport au rais égyptien, après la signature du traité de paix). Depuis un an, les nuages s'amoncellent : trois cent mille réfuglés érythréens, cinquante mille Ougendels, une opposition islamique toujours vive, une vigoureuse agitation sociale et estu-

L'Arable Saoudite, forte de son pétrole et porte-drapeau de l'Islam sunnite, redoutait aurtout un « ancerclement commu-niste »; mais la paix séparée avec laraéi nase »; mais la paix separce avec isreei
a fait renaître le « danger sioniste », et
les combais à la mosquée de la Mecque
ont rappelé à la dynastie wahabite qu'elle
n'était pas à l'abri de la contestation Islamique. Fondamentalement, Ryad sou-halte bénéficier, comme naguère l'iran, de l'essentiel du « paraplule » militaire et technologique des Etats-Unis dans la région, au moins durant le temps nécessaire pour préparer l'« après-pétrole ». Le régime wahabite veille étroitement sur le Yémen du Nord, dont il entratient la fidélité au camp modéré, ainsi que sur

A sortie est de la mer Rouge est contrôlés par Djibouti et Aden, représentants quael caricaturaux de l'Ouest et de l'Est. L'ancien Territoire français des Afars et des lasas, simple enclave, doit toujours tout à la France, qui entretien à Dilbouti une base d'importance compa-rable à celle qui existait avant sort accession à l'indépendance, en 1977 (soit quatre mille cinq cents hommes). En outre, l'escadre française de l'océan Indien (quatorze à vingt et un navires, et deux milie cinq cents à quatre mille cinq cents seion lea périodes) a fait de Djíboutí son port d'attache privilégié. Les l'Ethiopia (chemin de fer Addis-Abebs-Dibouti) et avec la Somalie garantiesent

au jeune Etat un avenir moins probléma-tique qu'il n'apparaissait au début. En face, Aden vit au rythme de la mobilisation marxiste (au moins dans les villes), et héberge en permanence une demi-douzaine d'éléments de la flotte soviétique, ainsi qu'une escadrille de Mig (qui répond aux Mirage-ill français, de l'autre côté du détroit de Bab-el-Ma La Yémen du Sud, de plus en plus arrime à Moscou, est entré comme « observateur » dans le Comecon ; il a aidé les Ethioplens à se battre contre la Somalie, dans l'Ogaden, et mis une sourdine à son appul aux nationalistes érythréens. Un accord de coopération militaire a été signé le 30 novembre 1979

A Somalie, aux prises avec une re-A Somalle, aux prises avec une reconstitution difficile de la « nation somalle » (éclatée entre l'Ogaden, l'Erythrée, Dilbouti et le Kenya), se remet mai de deux échecs : l'indépendance de Djibouti (1977), et l'échec de ses forces dans l'Ogaden (1978). Tout en se défen-dant d'avoir abandonné la voie socialiste, le régime de M. Syad Barre propose régulièrement aux Américains la base de Berbera, dont il avait chassé les Sovié-tiques en 1977, Son énergie est mobilisée

per le sauvatage d'une population réfugiée, estimée, au bas mot, à cinq cent mille personnes.

L'Ethiopie, où le Derg révolutionnaire vient de têter ses cinq ans de pouvoir. a semblé près de succomber dans la guerre civile en 1976-1977, alors que toutes les nationalités aux marches de l'ancien empire se soulevaient simuliale dessus, grâce notamment à l'appui massif de l'Union soviétique et de Cuba. industries et terres ont été en partie collectivisées : un « parti des travailleurs » est en cours de constitution, pour réaliser l' « unité des communistes ». L'armée éthiopienne, usée par des guerres Impopulaires, radevient une des premières du continent africain. Le Derg, qui a stabilisé le front social intérieur, ainsi que les conflits aux frontières, se concentre sur le problème de l'Erythrée, à laquelle il n'est pas question pour lui de renoncer (accès à la mer Rouge, intégrité de l'Etat). Les offensives de 1979 ont permis de déloger les guérilleros des fronts de libération de l'ensemble des villes qu'ils avalent prises (à l'exception de Nakla). Une armée de cent vingt mille hommes (la moltié des effectifs disponibles) est engagée dans cette guerre de reconqu

Ce sursaut n'aurait pas été possible sans la présence, en Ethiopie, de quatre mille coopérants civils et militaires d'Union soviétique, de deux mille experts de la République démocratique all et d'un contingent de troupes cubaines évalué à treize mille hommes (qui entraîne les milicas éthiopiennes et « tient » le front de l'Ogaden). La dette militaire de l'Ethiopie à l'égard de l'U.R.S.S. « évaluée à 2 milliards de dollars pour la période 1977-1979. Après que M. Fidel Castro eut échotré, en mars 1977, dans la tentative de constituer une Fédération socialiste de la Corne, Moscou et la Havane avaient parlé d'un coup aur le régime du colonel Menguistu, organisant un pont zérien (Ogadan), puis des convois navals (Erythrée), et renouvelant ainsi en Ethiopie une intervention de atyle ango-

PHILIPPE LEYMARIE

INDE, PAKISTAN

Alliances instables et sous-développement

A U Paldstan, un régime militaire, fsolé après la pendaison d'Ali Bhutto et la suppression de toutes les activités politiques en 1978, a puisé un second souffle dans la « menace extérieure » que constitue l'intervention soviétique en Afghanistan, il a vu voler à son secours à la fois les Etats-Unis et la Chine. Washington (qui avait suspendu aon aide économique et militaire, mais pas alimentaire, et s'opposait au ré-étalement de sa dette à l'égard des pays occident du Japon et de la Banque mond espérant ainsi le dissuader d'atler de, l'evant dans ses projets nucléaires) lui a offert 400 millions de dollars (1,6 milliard de francs) d'assistance économ et militaire d' « urgence ». Ainsi le Pakistan, dernier = tampon = -- avec l'iran --avant l'océan indien et = sanctueire .» de la résistance islamique et nationalis aighane, est-il redevenu l'un des éléments de la stratégia américaine face à la poussée soviétique. Il avait déjà entretenu des relations = spéciales = avec les Etats-Unis de 1954 à 1969, en particulier sous la dictature du maréchal Ayoub Khan (1958-1969), époque à laquelle II faisait figure d'aillé priviléglé et de client » des Etats-Unis dans la région. En 1954, le Pakistan adhéra au traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE, qu'il quitta en

1971 après la perte de sa province orientale, devenue le Bangladesh), puis en 1955 au Pacte de Bagdad, devenu peu de tempe plus tard, après le retrait de l'Irak, le CENTO (Central Treaty Organisation), comprenant la Turquie, l'Iran, la Grande-Bretagne et les Etats-Unis. Ces pactes militaires étaient destinés à « enévélèrent de peu d'efficacité.

Les relations pakistano-américalnes ont néanmoins connu des vicissitudes diverses : après le conflit indo-pakistanais, en 1965, les Etats-Unis fermèrent leurs missions d'assistance militaire dans lesdeux pays; en 1971, au moment du nouveau conflit, ils suspendirent leurs livral-sons de matériels « offensits » aux deux beiligérants. L'influence américaine diminua à Islamabad après l'arrivée au pou-voir d'Ali Bhutto, avocat d'une politique . d'Indépendance nationale : Il accusa même la C.I.A. de comploter en vue de son renversement en 1977. Par la suite, Washington paru s'accommoder de meuvalse grâce du régime du général Zia-Ul-Haq et de sa politique d'Islamisation. Mais, à la vérité, l'administration Carter ne sembla pas avoir de politique cohé-rente à cette extrémité orientale de l' « arc de crise - — tel qu'il est défini par M. Brzezinski, — et les Pakistanais

déplorèrent la mollesse de sa = réponse : à la révolution socialiste prosoviétique de Kaboul en 1978, Aussi le général Zia-Ul-Haq déclara-t-il qu'il ne voyalt plus l'utilité du CENTO. Le Pakistan s'en retira effectivement en 1978, en même temps que l'iran, après avoir adhéré au mourement des pays non alignés.

L'Union soviétique a, depuis 1978, exercé de fortes pressions aur la Pakistan pour qu'il ne soutienne pas la résistance afghane, et les Pakistanais se sont gardés de tout geste pouvant indisposer Moscou qui participe au financement de certains dul participe au mancement de vertaine investissements publics et a, en 1986, à Tachkent, contribué à la signature du cessez-le-feu avec l'inde.

La Pakistan n'en est pas moins retourné dans le giron américain. Il a demandé mise soit accru, que celle-ci comprenne des livraisons d'armements modernes et que les conditions de crédit ne soient pas trop rigoureuses. Il a demandé aussi que les accorda bilatéraux de défense que les accords ollateraux de un descusor mutuelle signés en 1959 extent transfor-més en véritable traité garantissant au liberté et son intégrité. Mais la général Zis-UI-Itaq a affirmé qu'il ne permettralt pas l'installation de bases américaines sur le territoire pakistanais. M. Brzezinski a toutefois souligné, dans une interview au Wall Street Jour avaient . un intérêt vital dans la stabilité de cette région et étalent disposés è utiliser la torce, si nécessaire, pour pré-server leurs intérêts ».

A Chine ne peut, certes, aller aussi loin mais c'est une « amie sûre et fidèle » du Pakistan. Depuis l'arrivée des communistes prosoviétiques au pouvoir à stations de soutien à l'égard d'Islamabad. Jusqu'à la fin de 1979, lis n'apportalent pes d'assistance aux résistar eighans, maie la mainmise soviétique eur l'Afghanistan — accrolesant leur encerclement, — les conduit à augmenter leur aids économique et militaire (Péicin a par le passé équipé deux arsenaux, livré des Mig et des blindés) eans aller, jusqu'à a'engager physiquement aux côtés des Pakistanais.

Depuis le conflit sino-indien de 1982, l'alliance eino-pakistanaise fait contrepoids à l'entente entre l'Inde et l'U.R.S.S. Celle-ci a apporté aux indiens l'aide militaire que les pays occidentaux, notam-ment les Etais-Unie, refusalent de leur accorder pour répondre à la e legen accorder pour répondre à la = leçon = chinoise dans l'Himaleye. En 1971, Moscou e'est à nouveau rangé aux côtés de New-Delhi lorsque l'inde décide de briesr le Pakistan et de précipiter la naissance du Bangladesh. Le traité de paix, d'amitié en août 1971, a une grande important stratégique car il stipule qu'au cas où l'un ou l'autre pays eereit attaque = les deux pays ouvriraient immédiatement des consultations mutuelles dans le but de supprimer la menace de conflit et prendraient des mesures appropriées pour assurer la paix et la sécurité de leur pays . Ce traité a permis à l'inde de bénéficier de l'appui diplomatique et militaire d'une grande puissance, siors que l'administration Nixon affichait son « penchant » pour le Pakistan. En 1977, la majorité de centre-droit de M. Desai procéda à un sensible réajustement diplomatique, mit en veilleuse le traité éans avec Washington et se tourna vers certains Etats européens pour modernieer les

A VEC le retour de Mme Gandhi au pouvoir, l'U.R.S.S., retrouve en Asia méridionale un allié de facto. Le nouveau premier ministre n'a pas expliciter condamné l'Intervention soviétique en Afghanistan et s'est contenté de dire qu'il ne pensajt pas qu'un pays ait le droit d'intervenir dans un autre. A l'ONU, l'inde s'est abstenue de demander le retrait inconditionnel des forces soviétiques d'Afghanistan. Les Indiens sembient plus s'inquiéter du regain de l'influence amé-ricaine au Pakistan et du réermement de son rival, bien que l'équilibre des forces soit nettement à leur avantage et

que l'armée pakistansise doive désormais se tourner vers... l'Afghanistan. Les Etats-Unis ont, pour apaiser les Indiens, annoncé leur intention de reprendre les discussions en vue de la livraison d'ura-nium enrichi à New-Delhi, en principe interdite par la nouvelle loi sur la nonprolifération nucléaire. En fait, en dépit de ses prises de position apparem prosoviétiques, l'inde continue de dépen-dre considérablement de l'aide occidentaie et en particuller américaine : les Etats-Unis arrivent en outre au second rang (après la Grande-Bretagne) par l'Importance de leurs investiesements en inde, et ce sont ceux qui s'accroissent le plus. L'U.R.S.S., certes, a contribué au développement des industries lourdes et d'armelments indiennes, mais son alde représente à peine le dixième de celle des pays occidentaux et du Japon. Moscou cherche surtout à consolider son influence

De l'attitude qu'observera le no gouvernement indien à l'égard de l'U.R.S.S. dépendra en grande partie la poursuite de la « normalisation » des relations sinoindiannes, interrompue, lorsque le ministre Indien du gouvernement Desai. M. Vaipayee, se trouvait en Chine, par l'entrée des troupes chinoises au Vietnam, Le contentieux frontaller sino-indien reste asiatiques, le Népal ne voudrait pas faire les frais d'un rapprochement entre eux alors qu'il s'appuie tantôt sur l'un tantôt sur l'autre pour affirmer son indépendance. Toute politique de grande pulssance locale de la part de l'Inde, comme l'absorption du royaume du Sikkim, suscite l'inquiétude de ses volsins. Pour faire contrepoids à son influence, le Bangladesh e'est rapproché de la Chine depuis l'assassinat de Mujibur Rahman, en 1975, et a pris ses distances à l'égard de l'U.R.S.S. Il est devenu un banc d'essai des techniques de développement du tiers-monde. à grand renfort d'alde occidentale, tombant du même coup sous l'influence américaine.

GERARD VIRATELLE.

OCEAN INDIEN

Une zone prioritaire d'affrontements

A INSI qu'on le prévoyait depuis une dizaine d'années, l'océan Indien apparaît aujourd'hui comme une zone prioritaire d'affrontements (1). D'une superficie trente-cinq fois supérieure à celle de la Méditerranée, il renferme, à deux de ses pôles, les principales réserves mondiales de pétrole et de métaux précieux : l'Arabie Saoudite et les Etats rivarains du Golfe produisent chaque année plus d'un milliard de tonnes de pétrole, dont les principaux clients sont le Japon et l'Australio (qui en dépendent à 90 %), l'Europe (à 75% en moyenne), les Etate-Unis (à 25 %; l'Afrique du Sud est - avec la

Namible — le premier producteur du monde d'or, de platine et de vanadium, le deuxième de chrome et de manganèse, le troisième de diamant, d'uranium, d'amiante et de lithium, etc.

Des routes maritimes d'importance vitale pour l'Occident, notamment celles de Suez (via la mer Rouge), du Cap (via le canal du Mozambique) et de l'Extrême-Orient (via le détroit de Malacca) passent par l'océan Indien. Plus de quatre mille bâtiments commer-claux y circulent chaque ennée, dont mille cinq cents pétrollers. Il passe en moyenne un tanker toutes les demiheures dans le détroit d'Ormuz, quarante navires par jour dans le canal du Mozambique, et presque autant par le détroit de Malacca.

En outre, trente-six Etats, avec une population de plus d'un millard d'hommes, sont riverains de l'océan Indien. Face à des îlots de prospérité relative ou réelle (Golfe, Afrique du Sud, Australie), des pays euroeuplés — Inde (650 millions d'habitants), Indonésie (135 millions) — sont encore accaparés par les tâches de développement élémentaire, mais constitueront à terme des marchés de consommation essenti D'autres, maigré leur faiblesse structurelle, tirent avantage de leur situation stratégique favorable (Yémen du Sud, Djibouti, Seychelles, Malaisle, Singapour).

Sur le plan ethno-culturel, on distingue un ensemble arabo-musulman (Golfa, Pakietan, mer Rouge) avec des prolon gements jusqu'en Somalie, Zanzibar ou les Comores, et une très forte population islamique en indonésie, un groupe négro-africain (Ethlopie, Est africain, Afrique australe), des pays à population d'origine européenne dominante (Namible, Afrique du Sud, Réunion, Australie, Nouveile-Zélande et Nouveile-Calédonie), un groupe d'îles « créoles » dans le Sud-Ouest (Maurice, Seychelles, Réunion, Rodrigues) aux abords d'une grande île airo-asiate (Madagascar), ainsi qu'une familia hindoue (Inde, Bangladesh, Sri-Lanka, Maldives, Maurice, et des minorités dans l'Est africain ou en Afrique du Sud). Par ses sorties nord-est, l'océan Indien communique en outre directement avec les grands riverains du Pacifique ouest: la China, pays le plus peuplé de puissances économiques mondiales.

AISSE à lui-même après la demière La guerre mondiale, su point de devenir le domaine quasi exclusif des pays non alignés (l'Inde de Nehru, l'Indonésie de Soekamo), l'océan Indien avait en tait retrouvé au coure des années 70 un intérêt essentiel pour les grandes puie-sances, sous l'effet d'une série de facteurs :

— Le dégagement britannique « à l'est de Suez . (pian d'austérité militaire de progressive d'Aden (Yémen du Sud, Bahrein, Emirats erabes unis), de Masirah (Oman), de Nairobi (Kenya), de Maurice, des Seychelles, de Gan (Maidhres), de Diego-Garcia, Bornéo, Singapour et Hongkong;

. - L'effort de la marine soviétique, cantonnée jusque-là en mer Noire ou dens le Pacifique mais soucieuse d'accéder à son tour aux « mars chaudes », рош combier се vide grace à l'entretien. dans cette zone, d'une flotte permanente d'une quinzaine de navires de guerre, et l'installation dans le port de Berbera (Somalle);

- La fermeture du canal de Suez

(1967-1975), qui a contraint le commerce pétroller à destination de l'Europe et des Amériques à emprunter la longue route du Cap, et à s'équiper en « aupertankers - dont le tonnage dépasse désorégyptienne :

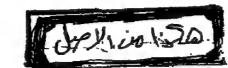
- La création de l'organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), qui a permis aux pays producteurs d'obte-nir des prix plus rémunérateurs et de dans les parages du Golfe;

- La constitution, le long des côtes arabiques et est-africaines, d'une « bar-rière progressiste » (Yémen du Sud, Somalle, Ethlopie, Tanzanie, Mozam-Somaile, Ethiopie, Tanzanie, Mozam-bique, Madagascar, Comores, Seychelles) jugée menaçante pour la eécurité de la « route du pétrole » ;

-- Le succès des luttes de libération en Afrique sustrale, remportées avec l'appul des pays communistes, et le bio-cage de l'évolution dans les « bastions biancs -, jugês indispensables à la défense de l'Occident - en raison de la présence de matières premières et d'une position stratégique cié, mais difficlies à défandre ouvertement en raison de leur attachement à l'apartheid;

(Lire la suite page 16.)

(1) Cf. « Grandes manosuvres d a n.s. l'ocean Indien », pages 19 à 22, le Monde diplomatique, décambre 1976.



(Suite de la page 15.)

- le repli militaire des Américains sur les îles et archipela du Pacifique, Diego-Garcia, iran), à la suite de leurs échecs en indochine, et la pause consécutive dans la politique d'expansion;

 l'érosion des positions françaises dans les îles du Sud-Ouest, qui a incité permanente, la « première de l'océan Indien », jusqu'en 1978 (amirai Lannuzei) ; - l'installation, enfin, à Addis-Abeba

Malgré leur incidence souvent négative pour les intérêts de l'Occident, ces éléments nouveaux ne devalent pas te plan militaire, les Etats-Unis et l'Eu-rope ayant préféré e'appuyer — dans ies faits — sur deux « gendarmes » régionaux pour qui cette vocation aliait de sol : l'Iran du chah, au nord-ouest,

antièrement équipée par Washington, utilisant notamment la première flotte d'aéroglisseurs militaires du monde, et une marine de plus en plus entreprenante, basée aurtout à Bandar-Abbas et Chah-Bahar; l'Afrique du Sud à l'autre pôle, avec son aviation équipée de Mirage français, la base navale de Simmonstown, et la station d'écoute radar perfectionnés de Silvermine. La présence de l'armée françales à Dji-bouti et la vigilance de régimes prooccidentaux le long des détroits est de l'océan indien contribuaient également à donner l'impression que tous les verrous de l'océan étaient soit contrôlés, soit neutralisés par des pays alllés aux Etats-Unis et à l'Europe.

La défection de l'Iran, voilà plus d'un an, a brusquement rompu cet équilibre. A un degré moindre, les respectives de règlement définitif en Rhodésie et en Namible ont mis le régime sud-africain

Absorbés par leure efforts pour dénouer

la crise du Proche-Orient dans un sens conforme à leure intérêts, les États-Unis n'ont réagi vigoureusement qu'à la suité de la prise d'otages de leur ambassade à Téhéran, en novembre demier. Deux porte-avions prélevés sur la VIIº flotte du Pacifique, le Kittyhawk (80 800 tonnes, 80 aéroneis) et le Midway (64 000 tonnes, 80 aéroneis), ont été dirigés au début de décembre vers la mer d'Oman, avec une escorte d'une quinzaine

L'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan, alosi que le retour au pou-voir de Mme Ghandi (dont Washington ment prosoviétique) ont encore fait monter les enchères dans cette région. Le Pentagone et le département d'Etat américain, appliquant la politique énergique préco-nisée par la président Carter des le début ianvier 1980, se sont mis à la recherche de nouvelles bases dans l'océan indien (Arabie Saoudite, Oman, Somalle, Kenya). lis ont propose une alde militaire au Pakistan et à la Chine, et signé un nouvel

accord militaire avec la Turquie. He ord accéléré les préparatifs pour la consti-tution d'une force d'intervention aéroportée de cent dix mille hommes, organisée specialement dans la perspective d'un engagement dans l'océan Indien, et ont enregistré les propositions d'Israèl et de l'Egypte pour servir de bases arrière à ces opérations. Ils ont décidé un renforcement immédiat de la base américaine de Diego-Garcia, au cœur de la zone, se sont assurés du soutien de la Thailande, et ont envoyé, à la mi-janvier, un troisième porte-evions dans l'océan Indien, le Nimitz, ce qui a porté feur

La marine soviétique, qui avait ten-dance depuis quelques mois à supplanter France et les Etats-Unis, est loin désormais de disposer d'une force de dissussion aussi massive, malgré l'envoi vers escadre de cinq navires autour du croi-seur lance-missiles Petropaviovak. Ce groups devait en principe rejoindre les

du Sud et en Erythrée - ne disposent d'aucume base fixe dans sette zone (3). Ainsi se trouvent réunies les conditions d'un « face-à-face » Est-Ouest dont l'océan Indien est le théâtre pour la pren

(2) Le Midway, ainsi qu'un autre porte-evions — le Constellation — avalent déjà effectué des campagnés de durée limipée dans l'océan Indian au cours de Yannée 1978, comme le porte-aircusts soviétique Minak.

(3) Il est diffictie d'établir une comparaison reflétant avec exactitude l'état des forces en présence : d'une part, les mouvements des sous-marins nuclésires restent, par définition, c'invisibles » : d'augre part, certaines armées de pays riverains, comme celle de l'Inde, ne penvent être comptebilisés directement an profit de l'un des deux camps. Il semble en être de même, sujourd'hui, de celle de l'Iran, pays où l'un s'en prand avec la même vigueur au communisme et au capitalisme dévoys. (3) Il est difficile d'établir une compa

INDOCHINE, THAILANDE, BIRMANIE

Point fort de la rivalité sino-soviétique

L'ASIE du Sud-Est, en particulier l'indochine, est depuis 1945 l'un des entre les blocs. Après les conflits entre pulsaances coloniales ou néo-coloniales et les guerres révolutionnaires soutenues par les deux « grands » du communisme, la victoire des mouvements de libération indochinols au printemps de 1975 a complètement redistribué les cartes. Le camp pro-occidental s'est plus ou moins reasoudé après la traumatisme ricaine. Au contraire, le conflit aino-soviétique s'est étendu à l'ensemble de la région, le Vietnam ayant abantionné sa politique traditionnelle d'équilibre entre Moscou et Pékin pour s'aligner sur le Kremila et ayant étendu son emprise sur les deux autres pays indochinois que la Chine bénéficialt de l'appui des Etats-Unis, du Japon et des pays non communistes d'Asie du Sud-Est regroupés au sein de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, comprenent l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines,

Singapour et la Thailande). La Thailande semble désormais souhaiter que cette

se donne aussi un rôle militaire. Cette nouvelle situation, jointe à l'effacement relatif des Américains dans la région depuis 1975, a été mise à profit par le Kremlin pour tenter de s'implanter dans une partie du monde dont li avait jusqu'alors été absent, et dont la valeur etratégique, aux confins des océans Indien et Pacifique, et sur le flanc sud wolr sans grand succès cherché l'accord des nations asiatiques pour un « pacte de sécurité collective», puis tenté de é'assurer les bonnes grâces des pays de l'ANASE, en jouant sur les sentiments anti-chinois (en particulier en Indonésie et en Malaisie, où les Soviémiques de droite), et n'ayant pas réussi prendre le contrôle des P.C. prochinois (1), Moscou a dû se satisfaire d'un rrement epecteculaire de ses rela-

avec le Vletnam, Le moment était bien s'inquiétait du rapprochement sino-américain joint au refus obstiné du Cambodge d'entrer dans tout système de coopération indochinois; la situation économique était très difficile; la politique d'ouver-Hanoi se révélait être un échec devant le refus américain d'établir des relations avec le Vietnam et de participer à sa reconstruction. Privé d'une lucame sur le monde extérieur, dépendant - pour combattre, comme pour alimenter sa population — de l'aide eoviétique, le Vietnam était moins à même de défendre sa souveraineté avec autant d'ardeur

Tout au long de 1977, la situation n'a cessé de se dégrader le long de la frontière khméro-vietnamlenne pour aboutir, le 31 décembre, à la rupture officielle entre Phnom-Penh et Hanoï. Au printemps de 1978, la rupture sinoenne était elle aussi consommée : Pékin coupait son aide et retirait ses experts, tandis que la tension montait à la frontière entre les deux pays, pour culminer en février-mars 1979 avec la e leçon » chinoise. Une première indication de la brouille entre les deux anciens alliés avait été recueillie dès décembre 1978, lors du IV congrès du P.C. vietnamien, au cours duquel les prochinois avalent été limogés, en particulier M. Hoang Van Hoan, aujourd'hui réfugié en Chine.

A la mi-1978, peu après le coup d'Etat prosoviétique d'avril à Kaboul, Hanoi décidait d'en finir militairement avec les Khmers rouges et demandait l'alde de Moscou pour installer une équipe de apparemment sous la pression de Moscou, le Vietnam entrait dans le Come le 3 novembre, il signait avec l'U.R.S.S. un traité de paix et de coopération du même type que celul conclu le 5 décembre par l'Afghanistan.

Son attaque de l'hiver 1977-1978 contre les Khmers rouges ayant échoué, Hanol en direction de Phnom-Penh, avec un coutien soviétique considérable. Lancée le 25 décembre, ette aboutit des le 7 janvier à la chute de la capitale khmère et à l'installation, sous tutelle vietnemienne, d'une nouvelle administration khmère. Egalement en 1978, la Chine, ser sous la coupe de son nouvel ennemi vietnamien, avait battu le rappel des autres pays asiatiques et occidentaux. M. Deng Xiaoping avait fait une tournée dans plusieurs pays membres de l'ANASE, suivi peu après par le premier ministre vietnamien. M. Pham Van Dong, Le régime de M. Pol Pot était indéfendable publiquement, quels qu'alent été les désirs de certains gouvernemente de contrer qu'il ne soit trop tard. Aujourd'hui, ce sont encore eux qui soutiennent les Khmers rouges, jugés seuls capables pour le moment de s'opposer militaire-

L A Chine, pour qui le conflit avec l'U.R.S.S. passe avant toute autre considération, prend désormais part au leu des puissances dans la région, avec d'autant plus de détermination que le Vietnam iui contesta touta influenca en Asie du Sud-Est. Pour ne pas s'ailéner les pays de l'ANASE et la Birmanie, elle a réduit son soutien aux P.C. prochinois qui combattent dans les jungles de la péninsule. Elle appule les régimes proaméricains, qui, il y a quelques années comme un épouvantail, et dont le système politique n'est guère un modèle de démocratie socialiste... La Chine a aussi resserré ses l'ens tout récents avec les ont été rétablies le 1º janvier 1979 — lors de la vielte à Washington en janvier-février 1979 de M. Deng Xisoping : queiques jours plus terd, l'armée chico penétrait au Vietnam. Depuis lors, d'importentes personnalitée chinoises et américaines se rendent visite. Le demies en date à aller à Pékin, en janvier 1980, au landemain de l'invasion de l'Afghanistan, a été le secrétaire à la défense

Contrairement & ce qui se passe dans ies autres points chauds, c'est la Chine, et non les Etate-Unie, qui, en Asie du Sud-Est, conduit is lutte contre l'U.R.S.S. par Vietnam Interposé. Elle reprend en quelque sorte la guerre menée par Washington contre Hanoï jusqu'en 1975. Le Yietnam, quant à lui, a repris à son compte la «doctrine Brejnév» de «sou-versineté limité» " mise en pratique en 1988 en Tchécoslovaquie, et l'a appliquée à ses voisins lautien et khmer. L'invasion du Cambodge — et le concert de protes-tations inefficaces qui l'a strivie — aura aussi sans doute servi de précédent à l'entrée de l'armée rouge en Afghanistan. Par contre, les Etats-Linis paraissent n'y jouer qu'un rôle secondaire, colmatant les brêches à coupe d'armes et de doilars. Ils comptent surtout sur la Chine, et aussi sur la Japon, sollicité de prendre une part plus active à la défense de la région. Tokyo vient d'allieure de pronoser. à la vellie de la visite de M. Ohira en Australie et en Nouvelle-Zélande, en janvier, l'établissement d'une nouvelle structure qui regrouperait les puissances du Pacifique, dans un but économique

usion s

espoirs

PATRICE DE BEER.

(1) Tactique que Hanoî tente depuis 1975 de reprendre à son compte, en particulier en Thallande et en Birmanie.

■ L'ambassadeur de Cuba et Mme Grégorio Ortega Suares ont offert le 17 janvier une réception à l'occasion du vingt et unième anniversaire de la révolution cubaine.

■ L'ambassadeur d'Autriche et Mme Otto Eiselsberg ont donné le 17 janvier une réception à l'occasion d'une remise de décoration à M. Robert de Billy, ambassadeur de l'ordre souverain de Malte en Autriche.

triche.

A l'occasion de la visite officielle en France de M. Mohamed Benyahia, membre du bureau politique et ministre des affaires étrangères de la République algérience démocratique et populaire, M. Mohamed Sahnoun, ambassadeur d'Algérie, a offert une réception le 19 janvier à l'hôtel Crillon.

● L'ambassadeur, délégué perma-nent du Venezuela près l'UNESCO et Mme A. Tarra Mursi ont donné un déjeuner le 22 jazvier en l'honneur de M. Rafael Culdara, ancien prési-dent de la République vénezuelienne. ● Le ministre des transports, du ravitaillement et du tourisme de la

République démocratique de Mada-gascar et Mme Bemananjara ont offert une soirée-spectacle le 31 jan-vier sur le thème « Une muit à Madagascar ». agascar ».

NECROLOGIE MECHOLOGIE

On annonce le décès de M. Dirk Uipko Stikker, ancien secrétaire général de l'OTAN, survenu le 24 décembre à La Haye.

Nous apprenons le décès de M. Efienne Dennery, ambassadeur de France, survenu le 29 décembre à Paris.

Calendrier des fêtes nationales 1er-29 FEVRIER 4 SRI-LANKA Fête de l'indépandance Pête nationals 6 NOUVELLE-ZELAND'S 18 GAMBIE Fête de l'indépendance
Fête nationale
Fête de l'indépendance 23 GUYANA 25 KOWEIT 27 REPUBLIQUE DOMINICAINS

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

Etats-Unis - les relations diolomatiques

CANADA

(4 juin 1979)

Premier ministre : M. Joe Clark; leader du gouvernement au Sénat, ministre de la justice et procureur général : M. Jacques Flyns; président du conseil privé de la reine pour le Canada et ministre du revenu national : M. Welter Baker; ministre des péches et des océans : M. James McGrath; travaux publics : M. Erik Nielses; finances : M. John Crosbie; travail : M. Lincoln Mccuades; approvisionnements et services : M. Roch Lasilie; ministre des transports chargé de la commission canadienne du bié : M. Donald Mczenkowski; ministre de l'expansion économique régionale chargé de la société centrale d'hypothèque et du logement : M. Elmer Mckey; affaires indiennes et du Nord canadien: M. Jake Sp.; détense nationale et affaires des anciens combattants : M. Allan Mac-Kinnon; agriculture : M. John Wise; emploi et immigration : M. Ronald Aikey; santé n a ti o n a le et bian-être social : M. Darid Crombie; postes et environnement : M. John Fruser; secrétaire d'Etat du Canada et ministre de la consommation et des corporations : M. Allan Lastrence; ministre de l'énergie, des mines et des resources et ministre de la consommation et des corporations : M. Allan Lastrence; ministre de l'énergie, des mines et des resources et ministre d'Etat chargé des sciences et de la technologie : R. Bay Hastyshys; ministre d'Etat chargé du développement économique : M. Robert R. de Cotret; président du conseil du Trésor : M. Sizciair Stevens.

Ministres d'Etat : MM. Mertial Asselin (agence canadianne du développement international). Wellism Javvis (relations fédérales-provinciales), Heseard Graffey (programmes sociaux), Perrie Beatty (programmes acciaux), Perrie Beatty (programmes acciaux), Perrie Beatty (programmes acciaux), Robert R. de Cotret ; de l'industrie), Michael Wilson (chargé du sommerus international).

Beatteire d'Etat aux s'inaires extérieures : Mms Flora MacDonald.
[Ce gouvernement à donnée du de de l'industrie), Michael Wilson (chargé du sommerus international).

Beorètaire d'Etst aux sfiaires exté-ficures: Mus Flora MacDonald. [Ce genvernement a donné sa démis-sion la 14 décembre 1979. Des élections législatives sont prévues pour le 18 fé-vrier.]

MALAISTE (8 juillet 1978)

MALATSIE

(8 juilet 1978)

Pramier ministre et ministre du territoire fédéral : M. Hussein Onta; vicepremier ministre et ministre du commerce
et de l'industrie : Dr Mahathit Mohamad;
ministre des iravaix et services publics;
M. Loe San Choon; transports : M. V.
Maniokanasagam; justice : M. Haji
Hamash bin Haji Abu Saman; science,
technologie et environnement : M. Ong
Kee Hui; intérieur : M. Haji Mhammad Ghazali bin Shajis; terres et développement régional : M. Haji Abdul
Kadir bin Yusof; blen-être social :
M. Fraduka Hajjah Aishah binti Haji
Abdul Ghani; défense : M. Amar Haji
Abdul Ghani; défense : M. Amar Haji
Abdul Talb bin Mahmud; affaire étrangères : M. Ahmad Bithouddeen; logèment
et gouvernement local : M. Michael Chen
Wing Sum; éducation : M. Misa bin
Hitm; finances : M. Randigh Hamach;
culture, jeunesce et sport : M. Abdul
Samad bin Idris; sante : M. Chong Hon
Nyan; agriculture : M. Sharif Ahmad;
information : M. Mohamad bin Rahmad;
iravail et main-d'ouvre : Riekerd Ho
Ung Hun; industries primeiras : M. Poul
Leong Khee Seong; entreprises publi-

Ministres same portefeuille près le pre-mier ministre : M.M. Mohamed bin Nasir et Pengiran Othman Pengiran Hj. Rauf.

TRAK (17 juillet 1979) Président de la République et président du Conseil du commandement de la révolution : M. Saddam Russin ; vice-président du Conseil du commandement de la révolution : M. Ezzat Ibrahim. Pramier vice-prémier ministre : M. Tala Tassin Ramades ; vice-prémier ministre : M. Tala Tassin Ramades ; vice-premier ministres. Ramadon ; vice - premiers ministres : MM. Naim Haddad, Turck Aziz, Saadoun Ghaydon (ministre des transports et com-munications), général Adnon Khatralla! (ministre de la défense). (ministre de la défense).

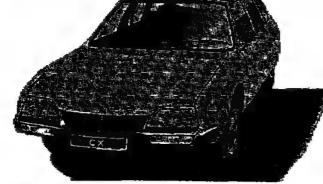
Ministre des affaires étrangères :
Dr Sacdonn Hamadé ; éducation : M. Abdul Jabbar Abdul Majid ; justice :
Dr Mounzer Ibrahim ; finances : M. Thamer Razouki ; habitat et construction :
M. Mohammed Fadel ; plan : M. Tahan Ibrahim Abdallah ; santé : Dr Ryad Ibrahim Hussein ; industrie et minéran: :
M. Tahar Touju ; enseignement supérieur et recherche scientifique : M. Jassem Mohammed Khalai ; pétrole : M. Tayek Abdulkarim; commerce : M. Bassan Ali ; jeunesse: M. Karim Mohammed Hussein; agriculture et réforme agraire: M. Amer Mehdi; culture et information: M. Latif Nassif Jassem; irrigation: M. Abdul Wahab Mahmoud Abdulch; travail et affaires sociales: M. Baker Mohammed Rassoul; blens religioux: Dr Ahmed Abdul Satter; région autonome: M. Abdul Fattah Mouhammed Amis; intérieur: M. Saadou Shaker.
Ministres d'Etat: MM. Hamed Ahoun (affaires étrangères), Hackem Hassan, Oubaidallah Mustapha, Azis Rachid.

JAPON

(Elections législatives du 7 octobre 1979) (Mections législatives du 7 octobre 1979)

Nombre d'électeurs inscrits : 80 169 924 ;
nombre de votanta : 54 522 013, soit
68.01 %; nombre de suffrages valablement exprimés : 54 010 108, soit 99.06 %.
Répartition des voix et des sièges entre
les différents partis : parti libéral démoarate : 24 064 127 voix, 248 sièges ; parti
socialiste : 16 643 448 voix, 107 sièges;
parti Komei : 5 222 682 voiz, 57 sièges;
parti Komei : 5 222 682 voiz, 57 sièges;
parti communiste : 5 625 528 voix,
39 sièges ; parti social-démocrate :
2 641 063 voix, 19 sièges ; indépendants :
2 641 063 voix, 19 sièges; nouveau club
libéral : 1 631 811 voix, 4 sièges; groupe
des citoyens socialistes : 368 680 voix,
2 sièges ; petits groupes : 68 100 voix.

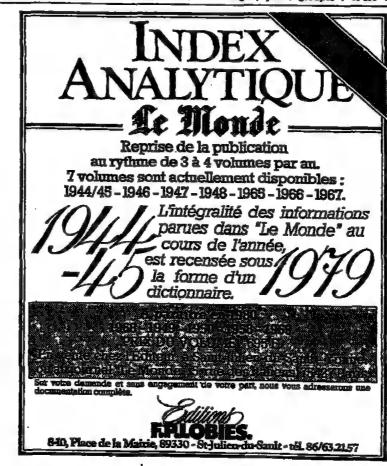
Une Berline d'exception.

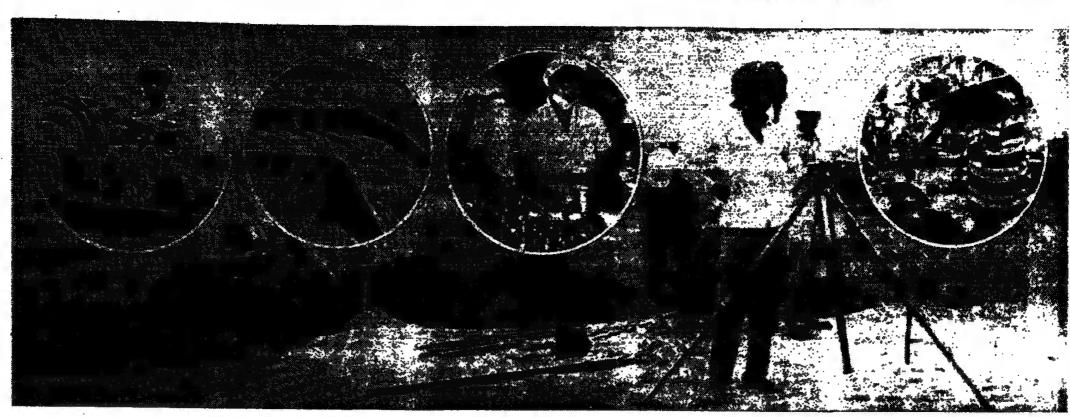


La CX Prestige est une Berline dont les solutions techniques et le confort sont les plus avancés actuellement: suspension hydropneumatique, direction assistée à rappel asservi, tenue de route légendaire des grandes Citroën. La CX Prestige est une reine de la route et des longues distances. Berline racée.

elle sait aussi se tenir dans le monde. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars est à votre disposition pour vous fournir tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenir.

FILIALE DE SA CTIROËN 6-10, rue de la Cavalerie - 75015 Paris - Télex TT Citro 204.833 F - Tél.:567.55.62





L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE

Illusions et espoirs

Quel rôle doit jouer l'industrialisation dens l'économie d'un pays en voie de développement? C'est à cette question essentielle que s'attache à répondre la troisième conférence générale de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) qui s'est ouverte le 21 janvier à New-Delhi et poursuit ses travaux jusqu'au 8 février.

Si nul na remet plus en cause la nécessité d'industrialiser le tiers-monde, en revanche le type même de développement industriel le plus souvent adopté par les pays pauvres suscite blen des critiques. De fait, il a eu notamment pour effet d'accroître l'écart économique et social entre villes et campagnes, provoquant souvent une régression de l'agriculture, Il n'a pas contribué à assurer dans les pays concernés un véritable progrès social.

L'effort d'industrialisation, il est vrai, a été jusqu'à présent laissé à l'initiative quasi exclusive des firmes multinationales dont les objectifs — expansion, diversification, profits — ne sont pas nécessairement compatibles, tant d'en faut, avec les préoccupations plus générales, sociales notamment, des pays sousdéveloppés. En outre, la stratégie de redéploiement industriel mise en place par les multinationales crée l'illusion d'une divergence d'intérêts entre la classe ouvrière des pays développés et les travailleurs du tiers-monde.

Il faudra bien que, pendant la décennie qui s'ouvre, la communauté internationale se dote des moyens de contrôler l'activité de ces grandes sociétés. Mais tous les codes de conduite ne sauraient y suffire. Le réaménagement des échanges commerciaux et du système monétaire international, que réclament avec insistance les pays sous-développés, offrirait en revanche un solide point d'appui aux Etats qui, au Nord comme au Sud, souhaiteraient se donner les moyens de lutter contre les géants transnationaux de l'économie. L'article de José Echeverria publié page 12 montre qu'un tel réaménagement passe obligatoirement par un renouvellement du droit international qui tienne davantage compte des intérêts des pays sous-développés.

Les conditions internes et internationales

d'un vrai «décollage»

certains pays your les în cîter à réduire volontairement leurs exportations, les positions prises dans certains milieux syndicaux soucieux, à juste titre, des déplacements d'activité et du demping social à l'échelle mondiale, renforcent l'idée que l'industrialisation du tiers monde est excessive ou mai orientée.

Cette industrialisation est aussi critionée au nom des besoins essen-

ALPUTA.

dispond

1966

s 'Le !!.

Jannée. SOUS .

excessive on mal orientée.

Cette industrialisation est aussi critiquée au nom des besoins essentiels de la population, et on écrit, dans certaines organisations internationales, qu'elle s'est faite au dérriment du développement agricole, qu'elle n'a pas substantiellement accru l'emploi et a favorisé la concentration des revenus. Cette thèse est partiellement reprise par les critiques du développement dépendant, seion lesquels l'industrielisation a hêté l'urbanisation et défavorisé un développement rurel authentique. Ces mouvements d'opinion, diversifiés au plan-idéologique, sont renforcés par l'accroissement de la dépendance alimentaire du tiersmonde, qui révèle l'absence ou l'insuffisance de l'intérêt accordé dans ces pays à la politique agraire, et plus particulièrement à la croissance des cultures vivrières. Au total, si l'industrialisation du tiers-monde n'est plus combattue au plan des principales (chaque pays a le droit de s'industrialisation du tiers-monde et fortement critiqué dens son orientation, ses moyens, ses résultats. Pour prendre une juste mesure des choses, il convient de se demander quelle est l'ampleur et quelles aont les caractéristiques principales de l'industrialisation actuelle du tiers-monde, quelles devalent être aes orientations et quelles sont les probabilités de son développement au profit des peuples.

L'industrialisation actuelle du tiers-monde, quelles devalent être aes orientations et quelles sont les probabilités de son développement au profit des peuples. profit des peuples.
L'industrialisation actuelle dans le

I industrialisation actuelle dans le tiers-monde est limitée, commerciaiement in stable, financièrement fraglie et technologiquement dépendante. La part des pays du tiersmonde dans la production industrielle mondiale est de 9 % (2).

On ne peut dénombrer que dix pays du tiers-monde (sur cent vingttrois) dans lesqueis l'activité manufacturière réalise plus de 30 % du
produit intérieur brut et plus de
20 % des exportations globales :
Brésil, Argentine, Mexique, Colombie, Egypte, Corée du Sud, Taiwan,
Honghong, Singapour, Philippines.
On ne peut dénombrer que dix-sept
autres pays dans lesquels estre activité manufacturière occupe entre
15 % et 20 % du P.LB. Un nombre
très réduit de pays exportent l'essen-

marginal: en Afrique noire, par exemple, on ne peut citer que qua-tre pays (Kenya, Tanzanie, Côte-d'Ivoire et Nigeria) dans lesqueis le d'Ivoire et Nigéria) dans lesqueis le processus à une relative importance. L'industrie alimentaire, les textiles et la confection, les boissons et les tabacs constituent souvent la majeure partie des productions industrielles du tiers-monde. Dans un faible nombre de pays, la structure industrielle est effectivement diversifiés et inclut la production de biens intermédiaires et de biens d'équincement. d'équipement. Cette industrialisation, limitée

dans son ampleur, est fragile su plan de ses débouchés. Nous sommes plan de ses débouchés. Nous sommes en présence de deux types d'activité, même si l'un est né de la crise de l'autre : les industries tournées vers l'exportation, les industries de substitution aux importations. Les premières ont effectivement connu des taux de croissance substantiels au cours des quinze dernières années. Mais leur fragilités commerciale a été révâlée par la véritable crise des débouchés, qu'elles subissent à des degrés variables du fait de la stagnation des économies capitalistes développées et du protectionnisme qui en résulte. Le rapport de la Banque mondiale pour 1979 met clairement en évidence ce fait : « Il y a le risque de voir lee page semiclairement en évidence ce fait : « Il y a le risque de voir les pays semiindustrialisés se rabattre sur des
politiques de substitution aux importations pour maintenir leur croissunce industrielle face à la plus
juble croissance de l'économie mondiale. » Un deuxième aspect de la
fragilité de ce tope d'industrialisation réside dans le fait que les fixmes
transpationales jouens un rôle actif
dans la conduite du cours d'industranslation.

Trois faits principaux méritent

dans la conduite du cours d'industrialisation.
Trois faits principaux méritent
d'être rappelés:
a) Les firmes transcationales
investissent de préférence dans les
pays fortement exportateurs, où la
part des investissements étrangers
passe de 36,5 % à 40,8 % du total
des investissements; celle qui se
dirige vers les paradis fiscaux passe
de 7 % à 13 % entre 1967 et 1975;
b) Les firmes transcationales
investissent de préférence dans les
investissent de préférence de l'invesrent une part croissante de l'inves-tissement étranger, surtout en Asie et en Amérique latine. Le Japon, la R. F. A., le Royaume - Uni et les Etats-Unis consacrent respectivement 50,8 %, 60,4 %, 47,6 % et 39,1 % de leurs investissements dans les

question d'un développement an service des peuples. Priorité devrait être donnée, dans les choix de chaque pays, aux rap-ports entre l'Etat et l'ensemble de la société civile, et non plus la seule classe meyenne.

Par **ABELLATIF BENACHENHOU***

pays du tiers-monde au secteur manufacturier. La part des secteurs industriels dans les investissements trangers, en 1975-1976, est de 100 % à Hongkong, 92 % en Inde, 30 % en Corée du Sud, 77 % au Mexique et au Brésil, 65 % en Argentine et 60 % à tienement. au Brésil, 65 %

c) Les firmes transnationales investissent dans les secteurs expor-tateurs : en Curée du Sud, en 1976, leur part dans les exportations indus-trielles est de 31,4 %, et de 90 % pour les machines et l'appareillage électriques et les composants électro-niques. En composants électroniques. En conséquence, le niveau, l'orientation et la valorisation de la production industrielle dépendent de la stratégie commerciale globale des

Un coût social élevé

L à dépendance technologique des industrialisations du tiers-monde est fondée sur l'importation répé-titive des connaissances, des compé-tences et des équipements. En 1977, tences et des équipements. En 1977, les pays du tiers-monde ont importé quatorse fois plus de produits mécaniques et électriques qu'ils n'en ont exportée, et al on exclut quatre gros exportateurs de ce type de biens (Singapour, Corée du Sud, Hongkong, Brésil), ce rapport s'élève à 200 (3). Ces pays ont, en valeur, importé plus de machines textiles qu'ils n'ont exporté de textiles vers les pays du Nord. Certains pays sont exportateurs de biens d'équipement exportateurs de biens d'équipement après avoir réalisé une politique de substitution partielle aux importa-tions de biens d'équipement (Brésil, Singapour, Taiwan, Argentine, Mexique, Inde). La dépendance technologique est d'autant plus aigué que,

Professour agrégé à l'université

chés urbains déterminée par une croissance irrégulière des revenus et de la consommation des ménages (y compris ceux des classes moyen-nes) et des surcoûts industriels liés nes) et des surcotts industriels liés des choix technologiques et des performances productives limitées; mais aussi à l'étroitesse des marchés ruraux, en raison de la faiblesse des revenus de la majorité des ruraux, situation liée au contrôle inégalitaire de la terre et au faible niveau de la productivité de l'agriculture.

Pour un développement populaire et autonome

En Afrique noire, par exemple, l'accès à la consommation des produits industriels locaux (industrie alimentaire, confection, textiles, boisallmentaire, confection, textiles, bois-sons, tabacs) est réservé à une couche très faible de la population urbaine (fonctionnaires, employés, ouvriers qualifiés). Le revenu moné-taire de l'immense majorité de la population est insuffisant pour lui permettre d'accèder a ux produits latters, aux médicaments, aux tex-tiles, etc. et la production induslaitiers, aux médicaments, aux tex-tiles, etc., et la production indus-trielle est organisée pour satisfaire les besoins de la frange supérieure des fonctionnaires, des employés, des ouvriers. Cette industrialisation est le résuitat de la dynamique du déve-loppement social postcolonial et des rapports privilégiés entre les classes moyennes et l'Etat.

souvent, la circulation des équipe-ments, des connaissances, des com-pétences se fait à l'intérieur des firmes transpationales lorsou'elles conduisent le mouvement d'indus-

Au plan financier, enfin, il n'est pas certain que les pays du tiers-monde les plus industrialisés atent trouvé la voie de l'indépendance financière : parmi les plus endetiés, figurent en bonne place le Brésil, le Mexique, l'Argentine et la Corée du

(1) Le tiers-monde assure 7,6 % des exportations globales de produits manufacturés. Cependant, ces exportations constituent 14 % des exportations globales des pays du tiers-monde et 28 % de leurs exportations non énergétiques. Elles ne comptent que pour 10 % des importations totales de produits manufacturés par les pays industrialisés à économie de marché et pour 2 % seulement de leur consommation de ces produits. De plus, ces importations portent sur un nombre limité de produits (textiles, calculatiries, récepteurs, aricles de voyage, chaussures, transistors, tubes électroniques).

(2) L'objectif fixé par la déclaration de Lima (25 %) est actuellement néviée en baisse dès lors que, dans les conditions actuelles du commerce international, est objectif entrainerait des tensions insupportables (30 % du commerce des produits manufacturés reviendrait au tiens-monde pour siteindre cet objectif). On parie alors de 14 ou 16 %.

(3) La part des pays du tiens-monde dans les exportations globales de produits mécaniques et électriques est passée de 0,6 à 2,2 % entre 1963 et 1977. Entre ces deux dates, leurs importations en provenance des pays à économie de marché passent de 80,7 % à 22 % de leurs importations globales de see produits. Motons ausai que les performances exportatirices en biens mécaniques et électriques sont souvem liées à la présence des firmes transpationales dans ets branches.

(Lire la suite page 18.)

Lire pages 18 à 21:

PAGES 18 et 19. — Suite de l'article d'Abellatif Benachenhou. Le retard de l'Afrique peut être rattrapé, par Edem Kodjo. Une strutégie pour les années 80, par Ebd-El Robman Khane.

PAGES 20 et 21. - Les syndicats ne sant pas encore à l'heure mondiale, par Marie-Claude Céleste-L'exemple de la Convention de Lomé, par Gaetano Spe

— La détérioration des termes de l'échange;

Le mécanisme de financement Le mécanisme de financement des investissements étrangers: une part croissante de ces investissements est financée par le réinvestissement des profits ou le recours aux marchés locaux. En conséquence, les entrées nettes de capitaux sont faibles lorsqu'on prend en considération les achais effectués par les firmes transnationales à l'étranger. On admet généralement que le bilan devises du fonctionnement des transnationales dans le tiers-monde est nationales dans le tiers-monde est négatif en raison du financement local des investissements, de l'ex-portation des profits et des prix de

La dépendance technologique des appareils de production.

Cet endettement excessif a eu des cet encertement excessi a en des effets négatifs sur l'orientation de la production agricole, puisque des productions exportables sont deve-nues nécessaires pour financer la poursuite du développement indus-triel dépendant. Le coût social de l'industrialisation est excessif : la croissance de l'empiol industriel a été moins importante que celle de la production dans les pays qui ont commi une croissance industrielle soutenue. Ainsi, même pour ce « type sidéul » qu'est la Corée du Sud, la croissance industrielle est de 17%, et la croissance de l'emploi n'est que de 11%. Dans le cas de l'inde, la croissance industrielle, entre 1951 et 1975, a été de 292%, tandis que celle de l'emploi industriel n'a été que de 78%. Les politiques technologiques des firmes transnationales tentent de comprimer les coûts unitaires salariaux, grâce à un équipement identique à celui utilisé dans les pays développés.

Les niveaux de salaire sont restés faibles pour des productivités du travail souvent comparables à celles des pays développés (5). Dans le cas de l'Inde, on a assisté à une baisse significative des salaires réels dans l'industries manufacturies aprir 1951

Au total, ni l'industrialisation de substitution aux importations ni celle orientée vers les marchés extérieurs ne peuvent résoudre de manière durable et pour l'ensemble de la population la question de l'em-

Le rôle prioritaire du marché intérieur

L EXPERIENCE industrielle des TEXPERIENCE industrielle des pays du tiers-monde révèle la vanité de la conception abstraite et trinitaire des économistes qui affirment que le développement industriel nécessite a/ des marchés, b/ de la technologie et c/ des capitaux, sans spécifier le dynamisme et la stabilité des marchés, le contrôle de la technologie ou la source des capitaux. C'est précisément une analyse concrète des conditions de marché, des conditions technologiques et des des conditions technologiques et des conditions financières de l'Industrislisation qu'il fant tenter en vue de déterminer les caractéristiques d'une industrialisation au profit des

En premier lieu, l'industrialisation doit être principalement orientée vers les marchés intérieurs. Le dynamisme durable de la demande interne est étroitement lié à la croissance des revenus de la majorité de la des revenus de la majorité de la population constituée par les ruraux. De ce fait, l'industrialisation doit contribuer à la croissance de la productivité de l'agriculture en adaptant ses produits et ses techniques dans ce sens, à condition que l'accroissement de productivité ne soit pas confisqué du fait d'un contrôle inégalitaire de la terre ou d'une politique inadéquate des prix et de la distribution (6). L'industrialisation doit conduire nécessairement à la doit conduire nécessairement à la iransformation des structures transformation des structures agraires au profit des paysans pauvres et sans terre (7). La croissance des marchés est aussi liée à la demande urbaine dont la structure actuelle, fortement influencée par les classes moyennes, risque d'induire des politiques d'importation puis de production locale contratre à une industrialisation populaire et soumles à l'extension du modèle occidental de consommation centré sur les biens durables, Enfin, le dyna-

significative des saiaires réels dans l'industrie manufacturière entre 1961 et 1976. Le fameux «effet percolateur» (trickie down effect) n'a pas joué pleinement tant ont été résistantes les barrières sociales au progrès : après quinze ans de croissance industrielle rapide, des fractions importantes de la population restent pauvres ainon misérables au Brèsil, au Mexique et en Corée du Sud. Les taux de croissance industrielle extrèmement rapides qu'ont comnus certains pays n'ont pas été suivis par une diffusion du progrès à l'échelle nationale : on aomet que la répartition des revenus est pire actuellement qu'il y a quinze ans au Brèsil et au Mexique.

ploi et du revenu, c'est-à-dire la socialisation du développement.

misme de la demande interne dépendra beaucoup de la maîtrise des coûts de l'industrialisation dont les effets sur les prix et la sont actuellement négatifs.

Mais alors se pose la question de la technologie. Les problèmes tech-nologiques du tiers-monde se posent en termes de coût et de reproducen termes de coût et de reproduc-tion. Sur la base d'une technologie importée en permanence, le coût de l'industrialisation ne peut être qu'excessif. De ce fait, l'ampleur des actions de développement possibles ne peut être que limitée et, si moder-nisation il y a, elle se fera pour une fraction de la population et non pour sa totalité (8). Mais, au-delà de la question du coût de la technologie. pour sa totalité (8). Mais, au-delà de la question du coît de la technologie, celle de sa reproduction est essen-tielle : la formation de capacités nationales d'ingénierle, le dévelop-pement de la recherche industrielle, la mise en place progressive d'une industrie de biens d'équipement constituent les éléments minimaux d'une politique tachnologiem pour d'une politique technologique pour contrecarrer l'abonnement à l'obsolescence. Il y a un écart considérable entre les sommes dépensées par les pays du tiers-monde pour acheter des connaissances, des compétences, des connaissances, des compétences, des équipements, et celles qu'ils consacrent à la recherche industrielle interne, à l'industrie des équipe-ments, etc. Ce triomphe de la vision instrumentale de la technologie, que symbolise la notion de «transfert de technologie», constitue le danger essentiel qui guette les industrialiessentiel qui guette les industriali-sations du tiers-monde, fussent-elles orientées essentiellement vers les marchés intérieurs et juridiquement contrôlées par les Etats. Une démar-che technologique cohérente consis-tera alors à contrôler et à coordon-ner les achats de technologies à l'étranger et à promouvoir une for-mation technicienne large dans les pays. Cette démarche est malheureu-sement impossible pour ceux des pays dans lesqueis l'industrialisation est menée et contrôlée par les firmes transnationsles puisque celles-di ont une logique propre de production, de circulation et de consommation des

techniques.
La question des ressources finan-cières pour l'industrialisation est, elle cières pour l'industrialisation est, elle aussi, importante (9). Elle se pose différemment selon que les pays disposent ou non de ressources natu-relles importantes. Pour les premiers, le moyen le plus sain est le contrôle et la valorisation des ressources naturelles dont ils disposent, selon

tion du tiers-monde requiert la fin du plilage du tiers-monde. Pour les autres, is devront compter sur une politique agraire dynamique et sur l'aide publique internationale, pius particulièrement celle du tiers-monde, mais il convient de ne pas exagérer ce besoin d'aide extérieure dès lors que le processus d'industrialisation hien mené génère les ressources nécessaires à sa poursuite, dans des conditions rationnelles de choix de secteurs et de techniques.

Des choix politiques

L'ENONCE sommaire de ces caractéristiques d'une industrialisation
populaire et autonome indique tout
ce qui la sépare d'une industrialisation insérée dans une division
internationale inégale du travail. Les
luites actuelles pour le contrôle de
l'accumulation du capital dans les
différentes branches de l'économie
mondiale (contrôle des différentes
filières et technologies des branches)
n'excluent pas la possibilité de croissances industrielles dans le tiersmonde, conduites par les firmes
transnationales (à la recherche de
faibles coûts de production et de
marchés protégés) ou par les bourgeoisies locales; on peut admettre la
possibilité d'une nouvelle division geosses locales; en peut aumettre la possibilité d'une nouvelle division internationale du travail industriel contrôlé directement ou indirectement par les firmes transationales. Mais ces croissances industrielles tournées vers l'exportations ou de substitution aux importations per permettent pas un dévolution. tions ne permettent pas un dévelop-pement social réel. De plus, les pre-mières ne sont guère possibles que pour un faible nombre de pays : l'ensemble des marchés des pays

industriels peut paraître insuffisant si on le compare à la demande qui serait nécessaire pour déterminer une croissance substantielle de l'emploi et du revenu dans les pays du tiers-monde. De plus, cette généralisation du modèle « Corée du Sud » conduirait à une concurrence par les prix, et donc par les salaires, socialement intolérable au détriment de tous les travailleurs du tiers-monde (10).

des rythmes rendus nécessaires par le développement interne et non pas selon le rythme incontrôlé de la demande mondiale : l'industrialisa-tion du tiers-monde requiert la fin

De ce fait, le danger d'une alliance ndustrielle — qui n'emitt pas des conflits — entre les firmes transna-tionales, les bourgeoisies et les élites locales industrialistes est réel, celles-ci ayant, pour des raisons évoquées, un rôle nécessairement subordonné.

Dès lors, on assistera à une transformation de la géographie indus-trielle du monde mais non pas à un développement industriel du tiers-monde. Les « modernisations industrielles » qui auront lieu excluront par essence de larges fractions de la population (dans les campagnes, mais aussi dans les villes) de l'accès au hien-être. La régularisation politique

et sociale rendue nécessaire par crite exclusion appellera l'autoritarisme comme c'est déjà le cas dans des pays à forte croissance trielle (11).

L'industrialisation populaire et autonome (qui n'est pas au service des relations économiques extérieures mais met celles-ci à son services mais met celies-ci à son services appelle, dans chaque pays, des conjonctures politiques particulières. Un rôle politique pus actif de la paysannerie pauvre, sans terre et souvent sans travail, est nécessaire pour que l'industrialisation soit mise au service de l'agriculture, économiquement et spatialement. Une emergence politique plus forte des couches populaires urbaines est nécessaire pour que l'industrialisation ne soit pas confisquée par les classes moyennes entretenues par l'Etat, audessus des peuples. C'est en définitive dans les rapports entre l'Etat et la société civile populaire que sijote l'avenir de l'industrialisation du tiers-monde, y compris dans sa tiers-monde, y compris dans sa dimension internationale. On doit, dans ce cadre, examiner avec beau-coup de précautions la thèse selon laquelle l'industrialisation dans le tiers-monde, publique ou privée, pro-duit nécessairement les forces néces-saires à sa transformation et à son saires à sa transformation et à son orientation au profit des peuples. Cette conception linéaire du développement historique est contradite par les faits. Dans besucoup de cas, le développement industriel, du fait des contradictions et des difficultés qu'il a engendrées, a conduit à plus d'autoritarisme politique pour assurer la docilité des travailleurs. La démocratie n'est pas un produit inévitable de l'usine. vitable de l'usine.

ABELLATIF BENACHENHOU.

(4) Parmi les impasses de ce type d'in-dustrislisation, en trouve le rôle contra-dictoire que l'agriculture doit jouer : exporter pour procurer des devises et produire pour le marché intérieur afin de permettre une alimentation et un revenu plus décents pour la majorité de la population et ainsi élargir le marché intérieur.

(5) Voir sur ce problème l'étude bien documentée de Folker, Prôbel, Jürgen Heinrichs et Otto Kreye: The New International Division of Labour, Structural Unemployment in Industrielized Countries and Industrielization in Depeloping Countries, Reinbek bei Heinburg, septembre 1977.

(5) Les experts de la Banque mon-diale reconnaissent explicitement que la solution de rechange réelle à la crois-sance industrielle d'exportation est constituée par la transformation des structures agraires.

(7) Telle a été l'expérience négative

des révolutions vertes.

(8) C'est le noysu rationnel de la théorie des technologies intermédiaires qui insiste heaucoup sur le coût en capital d'un emploi créé mais néglige l'essentiel, c'est-à-dire le reproduction des technologies. De même, elle prend pour donnée naturelle la rareté du capital dans les pays du tiers-monde alors que cette rareté est historique comme le prouve l'expérience récente des pays de l'OFEP. Il suit marquer lei la différence essentielle qu'il y s'entre une théorie de l'autonomie technologique et la théorie des technologies intermédiaires.

(2) Mais elle n'est pas la seule. On est fraspé par le fait que l'ONUDI ave principalement son effort de réflexion, à propos de l'industrialisation du tiers-monde, sur les capacités financières réunir pour permetire est industrialisation aiors que l'histoire prouve que l'aisance financière est une condition nécessaire mais non suffisante du développement industriel.

(10) Il est curieux que les rédacteurs du rapport de la Banque mondiale pour 1979 admettent implicitement l'impossi-bilité de cette généralisation mais écri-vent des paragraphes entiers pour la souhaiter.

(11) Voir, a titre d'exemple, l'ouvrage récent Human Rights in the Republic of Korea, C.O.E., Genève, 1979.

Un film de Théo Robichet

<La Faim du monde>

S i vous voulez que d'autres pays dépendent de vous, le meilleur moyen est qu'ils dépendent de vous pour leur alimentation. » Cette suggestion cynique, faite en 1960 par le sénateur américain Humphrey, a été entendue et, semblet-il. largement mise en pratique: pas ement par les Etats-Unis.

Dans un passionnant film-essai, Théo Robichet expose dans leur complexité les méthodes pratiquées par les pays développés pour établir avec le tiersmonde des liens de dépendance allmentaire. Il montre, avec un sens didactique certain, les cons pour les peuples du Sud, de la subs titution des cultures vivrières traditionnelles par des cultures d'exportation. D'autre part, la déforestation intensive, la pêche industrielle et l'urbanisme côtier désordonné constituent autant de facteurs négatifs qui dérègient l'écosystème, favorisent le pillage des pays payvres et ruinent leure ressources pour l'avenir.

L'auteur a sollicité le témoignage et la participation directe de quelques personnalités qui, depuis longtemps, analysent le phénomène de l'exploitation du tiers-monde ; l'économiste Samir Amin, l'ingénieur René Dumont

l'historien Joseph Ki-Zarbo, le fonctionnaire européen Claude Cheysson et la sociologue Eléonor Le Cain démon-trent, à l'aide d'exemples concrets, que la famine en Afrique n'est point une calamité naturelle mais, dans une large mesure, le résultat d'une poli-tique agricole Imposée par les pays du Nord et les firmes de l'agrobusiness. Le film rappelle, par exemple, que 93,2 % des exportations de l'Afrique vers l'Europe sont des matières premières tandis que 38 % des exportations (de produits manufacturés) européennes sont destinées aux pays en voie de développement.

Dans ces conditions, évoquer, comme on l'entend pariols, i' « alde humanitaire » de l'Occident comme solution pauvres relève du cynisme : selon René Dumont, «l'aide est un instrument de recolonisation éconor néo-cologialisme. » Le film de Théo Robichet en est une excellente

POUE DES PROJECTIONS-DEBATS: la Faim du monde, réal. Théo Robichet, 16 mm, couleur, 105 mn. — Diffusion: les Pilms Soleil é, 72 bis, rue Philippe-de-Girard, 75018, Paris, Tél.: 208-01-03.

Nouveaux mécanismes pour

stimuler l'essor industriel

UNE STRATÉGIE POUR LES ANNÉES 1980

ABD-EL RAHMAN KHANE *

U cours des trente dernières années, de nombreuses tentatives sur le plan natio-nal ou international ont essayé de réduire l'écurt entre les pays industriels et les parts en min de dévelopment. Ettert reaure l'ecar eure les pays maustreus et les pays en voie de développement. Etant généralement admis que les politiques de développement n'avaient q u è 7 e permis d'atteindre les objectifs poursuivis, l'Assemblée générale des Nations unies a adopté, il y a neuf gras, une stratégie internationale du dévoloppement prévoyant un toux moyen de croissance annuelle de 6 % pour l'ensemble croissance annuelle de 6 % pour l'ensemble des pays en voie de développement pandant la « deuzième décennie » des Nations unies pour le développement (1971-1980), teux qui impliqueit une expansion moyenne annuelle de 4 % pour la production industrielle. Effort mojeur de le communeuré internationale pour créer des conditions de stabilité et de bien-être pour l'humonité tout entière.

Au seuil de la « troisième décennie du développement », un regard en errière permet de constater que la communauté mondiale n'a apparamment pas été à la hanteur des tâches et des possibilités. La stratégie inter-

* Directeur enscutif de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUBD).

nationale du développement n'a pas eu d'effet majeur sur le tiers-monde, la réaction des nations riches ayant été terriblement leute en regard de l'ampleur des problèmes qui se posaient aux pays en voie de développement. L'un des points fuibles est la conception selon loquelle l'expansion économique du monde industrialisé profiterait plus ou moins

sonde industrialisé profiterait plus ou moins automatiquement eux pays en voie de développement grâce au commerce, aux transferts de technologie et aux mécanismes de financement du développement. On ne tenait pas suffisaument compte du fait que les relations économiques entre pays industrialisés et pays en voie de développement étaient de plus en plus dominées par les activités des sociétés transnationales. On acceptait l'hypothèse d'après laquelle la croissance économique, prise dans le sens de l'expansion du produit brut, déclencharuit le développement dans une acception plus large qui englobe les transformations qualitatives et structurelles de la société.

société. A ces hypothèses erronées, et d'autres encore, il faudraît désormeis substituer une nouvelle philosophie qui s'attache surtout aux changents de structure et eux réformes institutionnelles, cinsi qu'à l'immènse potentiel que la velonté d'autonomie collective repré-

que le volenté d'autonomie collective représente pour une nouvelle stratégie internationale dynamique du développement.

Dès 1973, la situation des pays en voie de développement fut aggravée par la crise de l'énergie, l'instabilité monétaire, l'infletion et d'autres problèmes économiques sévissent dans les pays développés à économie de merché. C'est dans ce contexte que l'Assemblée générale de l'ONU a donné suite à la demande pressante des pays en voie de blée générale de l'ONU a donné suite à la demande pressante des pays en voie de développement d'instaurer un souvel ordre économique international et qu'elle a adopté plus tord une charte des droits et devoire économiques des États, définissant pour le première fois un ensemble de principes devant régir le comportement économique. Plusieurs pays déve-loppés formulérent de fortes réserves au sujet de la charte et volèreur contre, mais la majode la charte et votèrent contre, mais la majo-rité approuve les principes directeurs devant servir de base aux efforts tendant à instaurer

un nouvel ordre économique international.

Un nouvel ordre économique infernational suppose una restructuration des relations politiques, économiques et sociales, en vue d'assurer à tous les bommes une vie dans la dignité, la justice et le bien-être matériel et spirituel. La structure octuelle des relations économiques

internationales est, en effet, comme l'a dit M. Kurt Waldheim, secrétaire général de l'ONU, manifestement inadaptée aux besoins l'ONU, manifestement inadaptée aux besoins de la communauté mondiale. Dans le passé, on a pu reprocher à cet ordre de ne fonctionner qu'à l'avantage des riches et au détriment des peuvres; maintenant on ne peut même plus prétendre qu'il fonctionne à l'avantage des riches. Il est incompatible avec le développement réel, paisqu'il perpêtue des rapports de domination, qu'il engendre en permanence un état de déséquilibre et un gaspillage des ressources.

Au cours de la dernière décennie, les pays en voie de développement out demandé oux nations industrialisées de démontrer clairement lour volonté de coopération pratique; ils attendent une réponse sans équivoque à la question de sovoir quel genre de monde la communauté internationale entend réellement constraire et quel avenir elle extend aux générations futures.

Toute stratégie pour les années 80 doit eller au-dold d'une simple déclaration d'aspirations ou de bonne volonté. Elle doit notamment comprendre des engagements poli négociés et les instruments nécessaires donner effet que mesures convenges.

Un financement important

A deuxième conférence générale de l'ONUDI, tenne à Lima en mors 1975, a constitue un événement majeur dant la cadra plus général des négociations concernant le nouvel ordre économique international. Elle déboucha sur l'adoption d'une déclaration et d'un plan d'action qui ont pour objectif premier la restructuration et la redistribution de l'indus-

Le déclaration et le plus d'action contiennent des recommandations tendant à encourager le trensformation plus poussés des matières premières dans le pays et elles sont obtenues, à promouvoir l'adaptation et le transfert des techniques, à élaborer des mesures spéciales en faveur des trante pays classes parmi les moins avancés, à stimuler la coopération économique entre pays en voie de développement et à faciliter le rédéplaiement des copacités industrielles grâce à un sys-tème de consultations. Le résultat finel devrait être de porter la part des pays en voie de développement dans la production industrielle

mondigle à au mains 25 % du total d'ici à l'an 2000, clors qu'à l'heure actuelle ils ne contribuent que pour 9 % à la production mondiale.

mondiale.

Pour permettre à l'ONUD! de jouer son rôle contral de coordination, la conférence a instrumment demandé que l'on renforce l'Organisation en la transforment en institution spécialisée de l'ONU et que l'on crée un nouveau Fonds pour le développement industriel chargé de financer ses opérations. Un nouvel acte constitutif, adopté an avril 1979, lui permet de devenir la seizième institution spécialisée des Nations unies. Cependant, il n'autrera en viguour que lorsone quatre-vinats. n'entrera en vigueur que lorsque quatre-vingts États l'auront ratifié.

Existent depuis jenvier 1977, le Fonds pour développement industriel doit accroître l'autonomie de l'ONUDI et la mettre en meaure de répondre evec promptitude et souplesse aux besoins des pays en voie de développement. Les contributions au Fonds, certes en accrois-Les contributions au Fonds, certes en accrois-sement constant, sont encore loin d'atteindre le montant de 50 millions de dollers qui a été considéré comme niveau sonhaitable lors de la conférence de Paris sur le coopération économique internationale et approuvé par l'Assemblée générale. Certaines des contriburous continuent à être versées en mousaie non convertible ou réservées à des fins spéciales, ce qui empêche l'ONUDI de les utiliser librement pour ses programmes d'assistance technique sons l'assentiment préclable des poys donateurs.

Pour ce qui est des investissements à réaliner dans le secteur manufacturier afin d'eider les pays en voie de développement à atteindre l'objectif fixé à Lima, les besoins annuels sergient de l'ordre de 450 à 500 milliards de dollars en l'an 2000 (aux prix de 1975). Selen cette estimation, la part allouse à l'indas-trie dans le total des investissements devra passer de 18 % en 1975 à 22-25 % à la fin du siècle.

The second secon

Les apports de capitaux étrangers néces saires pour satisfaire les besoins d'investig-sement dans l'industrie pourraient s'élever à une somme de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars. Les investissements étrangers directs devreient probablement être dix fois supé-rieurs à leur niveau actuel pour simplement conserver leur nostitue melatic de l'industries. conserver leur position relative dans l'indus-

La politique internationale de dévelop-pement industriel a attaint un point où

Immenses possibilités vastes besoins nombreux obstacles

ALGRE les efforts accon M progrèe effectuée, la ettua Sconomique du continent et-L cain demeure préceire tant dans le domaine agricole, reconnu prioritaire par tous, que dans le domaine industriel.

SES-MONDE

Maria :

- DA2 --

A Charteline

APPLIATIF SINACHENHOL

13 . 42 125 (1

to be tooming the contract of the

till, månger im att.

An Metaer

and opposed the Sadde Season

A remula de la militaria

Charles bertem be 1 f. fe Fritz.

on feed to make

Mark 19-21 (1977)

40 10 m 11 h 650

Marie St. 10 and St. 12 Tel.

to de Pa a to a 2005. manager of \$12.55

gineral Sans Sale and

400 C 100 C

100 HE 100 F 100 F

tone to the second

100 mars 100 mm

Section 1

The No. of the State of the Sta

Manufact : W. S. Jackston

1 1 1 1 1 1 5 K

IN FORU & GARAGE

page to de an above the

MAN WAS STREET, 182 182

L'Afrique, dans le domaine des polentialités naturelles, n'a rien à envier aux autres continents. Elle dispose d'abondantes sources d'énergle ; ses réserves en hydrocarbures, sans être fabuleuses, sont relativement importantes : 270 mHlions de tonnes de pétrole per an, représentant 10 % de la production annuelle mondiale, tandis que la prospection et la découverte de gaz naturel s'accélèrant dans toutes les régions du continent. Les réserves et la production du charbon de terre (80 millions de tonnes par an) sont talbies pour les besolns d'uns industris sidérurgique importants. L'énergie hydro-électrique, encore peu développée, peut s'accroître très largement, l'Afrique disposant à sile esuie de 40 % des potentialités hydro-électriques mondiales. L'énergle nucléaire non encore exploitée offre des perspectives non négligeables grâce aux riches gisements uranifères qui permettent à l'Afrique d'assurer aujourd'hui 15,2 % de la production mondiale. Dans le domaine de l'énergie solaires dont le monde commence à mesurer l'Importance, l'Afrique est hautement avantagée.

L'Afrique ne manque ni de fer, ni de métaux non ferreux, pi de métaux rares, ni de produits chimiques indispensables d'une industrie diversifiée. Selon les statistiques publiées par le Conseil économique et social des Nations unies pour l'année 1978, sa part dans la pro-duction mondiale de certains produits duction mondiale de certains produits de base est importants : 5,4 % du mineral de fer, 22,9 % de l'antimoine, 10,3 % du chrome, 45,3 % du cobalt, 17,5 % du manganèse, 15,7 % de la bauxite, 57,5 % de l'or, 22,5 % des phosphates, 66 % du diamant, sans gubiller l'arment le mercure, la potresse. oublier l'argent, le mercure, la potasse, le plomb, l'étain et d'autres métaux

En plus de ces sources d'énergie et de ces minerais, l'Afrique produit en quantités considérables des matières premières d'origine agricole : toujoure selon le Conseil économique et social das Nations unies, en 1978, elle a pro-dult 66 % du cacao mondial, 10 % du café, 39,2 % de l'hulle de palme, 27,8 % des arachidés, 11 % du thé. 7,9 % du coton, 8,3 % du caoutchouc naturel, sans compter les fruits tropicaux, le sisal, la telne, le coprah, le bols.

Au cours de la décennie 1960-1970, le rythme annuel de croissance indus-trisile en Afrique, comparé à calul des autres régions en développement, est feible : pour la production d'électricité le rythme est de 11,5 % contre 12,5 % pour l'Asie (1), 8,6 % pour l'Amérique latine, 18,3 % pour le Proche-Orient; le rythme annuel de crolesance pour l'acier reste également bas : 2,1 % contre 7,5 % pour l'Amérique latine, 8,5 % pour l'Asie, 11,3 % pour le Proche-Orient ; le taux annuel de croisennos des industries de transfor est également peu élevé : 6 % contre 7,2 % pour l'Asie, 5,5 % pour l'Amérique (atine, 18,8 % pour le Prophe Orient ; la part de la production industriefie dans la formation du P.N.B. a faiblement progressé, tout en restant inférieure à 10 %, alors qu'elle a augmenté en Amérique latina de 15 % à 30 % et en Asie de 10 % à 20 %. Entre 1970 et 1979, le rythme de croissance de ces différente secteurs indus-triele n'a pas considérablement augmenté la valour ajoutée des produits fabriqués dans les pays africains se situe à 6 % pendant la période 1970-1977. Cette faible croissance industrielle entraîne inéluctablement une progression insigni-fiante de la part africaine dans la production industrielle mondiale, part qui n'est que de 0,9 % alors que celle des autres régions en développement s'est accrue pour atteindre 9 % de la production mondiale. Ce taux de croissance est de foin inférieur à l'objectif de 8 % fixé dans la atratégie internationale du développement et demeure insuffisant si l'on veut que la productio Industrielle de l'Afrique atteigne, en l'an 2000, 2 % de la production mondiale comme le souhaite la déclaration de Lima. Le commerce africain de produits industriels, découlant de cette situation alarmante, ee caractérise par un désé quilibra de plus en plus grand entre les importations et les exportations : rares sont les pays africains qui exporteni des machines; certains comme vendre des articles d'industrie de trans formation légère (textiles, chaussures, conserves, etc.), mais, comperées aux importations des produits sidérurgiques, des biens d'équipement, des produits pétrollers, des denrées alimentaires, ces exportations sont négligeables.

Cette falblesse de la produ

Un effort collectif

L succès mitigé, sinon l'échec rela-tif, des politiques d'industrialisa-tion est imputable également à l'ab-sence de conditions nécessaires à un réel essor industriel : groupements écogéographique, équipés de réseaux de communication et disposant d'une mainvant servir de marché de consomme pour les produits manufacturés. La ration de Lima, A ce sujet, exprime clairement que les principaux tacteurs permettant d'« atteindre les objectits de l'Industrialisation sont la coopération régionale et Interrégionale reposant sur l'harmonisation des politiques et l'encouragement d'une action collective »; efforts en ce sens sont déployés dans certaines sous-régions africaines mais l'harmonisation réelle des politiques nationales d'Industrialisation et la coordination effective des programmes d'action restent à faire.

Le continent africain, après deux décennies d'indépendance, et malgrè les différentes stratégies de développement

atricaine, les dirigeants du continent viennent d'affirmer leur volonté d'unir leurs effects et leurs marchés peur atteindre à l' - indépendance nationale et collective ». Par EDEM KODJO * industrielle de l'Afrique est la cons

La cas de l'Afrique illustre par excel-

leace les relations de dépendance mi

entravent tout progrès réel, maigré d'abon-

dantes richesses naturelles. Un espeir,

peut-être : à l'Organisation de l'unité

quence d'une stratégie inadéquate de développement industriei : la plupart des grande projets d'industrialieation ne sont que de simples transpositions des procédures d'industrialisation de l'étranger ; lis rendent l'Afrique de plus en polis dépendante du monde extérieur industrielles, qui accepte de transfèrer eur le continent des industries polluantes et des industries de substitution profitant de la main-d'œuvre abondar à bon marché, pour satisfaire non pas les besoins de marchés nationaux faibles mais ceux de grandes zones de consom-mation situées parfois dans les pays industrialisés de l'hémiephère Nord; cette dépendance se manifests égale-ment par le fait que ce sont des groupes privés étrangers qui financent et contrôlent toutes les chaînes de production et de distribution des articies manufacturés. La plupart de ces entraprises étrangères, filiales de sociément conçues et motivées pour tirer le maximum de profit de leurs investis-sements en Afrique, et elles semblent peu disposées à promouvoir une véri-table intégration industrielle, synonyme de progrès industriel réel.

élaborées pour la décennie qui vient de s'achever, n'a pas encore réussi son décollage économique et industriel mai-gré les progrès accomplie, et il demeure par excellence le continent du sous-développement. L'utilisation de ses ressources naturelles considérables est largement en dessous des possibilités, alors que l'insuitisance alimentaire s'aggrave, que les moyens de communica-tion indispensables à la libre circulation des biens et des personnes font défaut, que le secteur industriel, déjà insignifiant, progresse peu, que l'enalphabé-tisme — loin de reculer — se maintient et même progresse par endroits, ren-dant impossible la diffusion des progrès scientifiques et techniques. La mortalité, dans certaines régions, s'aggrave par manque d'équipements sanitaires de base ; toutes les statistiques l'affirment, l'Afrique connaît toujours de nal brut ne représents que 2,7 % du

* Secrétaire général de l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.), Addis-

P.N.B. mondfal; son revenu annuel par tête d'habitant — 365 dollars — est le plus bas du monde; son taux de mor-telité infantile, avec cent trente-sept pour mille, le plus élevé; un chômage alarmant touche 45 % de la population active. -L'Afrique doit relever la défi que lui iancent la pauvreté et la misère. La batalle à mener pour son industrialisation est partie intégrante d'une stratégie globale, celle d'un véritable développement, qui embrasse tous les escte de la vie économique et sociale des

Le retard de l'Afrique peut être rattrapé

C'est ce que les chefs d'Etat et de gouvernement de l'O.U.A. ont décidé de faire en adoptant, su sommet de Mon-rovie (Juliet 1979), la « Déclaration d'engagement sur les principes et les mesures propres à assurer l'indépen-dance nationale et collective en matière de développement accial et économique en vue de l'instauration d'un nouvel ordre économique ». Cette décision avait été minutieusement préparée per le colloque de Monrovia (février 1979) et la réunion du conseil des ministres

de la reunion du conseil des ministres de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (C.E.A.). Cette stratégie pour un développement endogène et autocentré, tournée vers la satisfaction des besoins du plus grand nombra, met l'accent aur les valeurs humaines fondamentales et aur l'autosuffisance et la sécurité alimentaire. Mais cela est tout le contraire d'une volonté de « pastoralisation » de

Bien au contraire, la nouvelle straté-gie met également l'accent sur la volonté politique d'industrialiser le contivoichte politique à industrialiser le conti-nent. Ce ferme engagement des pouvoirs publics doit se mantfester par l'augmen-tation, lorsque cela est possible, des crédits affectés à l'industrie dans les budgets nationaux des divers pays et la décision de fabrique en Afrique l'es-tectiel de le produstine de bleer propusentiel de la production des blens manu-facturés ; pour m faire l'Afrique a besoin de connaître ses ressources naturelles, de disposer de capitaux el du personnei scientifique et technique compétent. Un inventaire rigoureux des rescurces naturelles s'impose. De plus, les Etats devront, outre les allocations budgétaires à l'industrie, orienter les investiesements privés (nationaux et ements privés (nationaux et étrangere) et les investissements publica étrangers vers les branches d'industries prioritaires. De même, la formation du personnel industriel et technique devra être encouragée dans le cadre de sys-

En tout état de cause, la nouvelle stratégie africaine de développement industriel s'orientera vers l'essor des industries de base, c'est-à-dire les industries développantes par opposition à industries « acuvages », fruit d'arbi-trages de sociétés multinationales, sans effet réel sur la promotion des pays

Mais, surtout, cette nouvelle stratégle ne sauralt s'effectuer dans les limites étroites des Etats africains, cer, à de très rares exceptions près, il est illusoire de croire à un développement industriel cohérent et important dans le cadre de

nos micro-nations. La coopération régio nale, interrégionale et continentale, est indispensable ; alle permettra l'établisse-ment de vestes marchés intérieurs disposent de ressources naturalles consilérables, d'une main-d'œuvre abondante. manufecturés et pourra mobiliser des moyens financiers importante; il va sans dire que ces vastes marchés inté-rieurs, suivant l'exemple de la Communauté économique européenne, seront des unions douanières avec suppression de toutes les entraves aux échanges entre les pays membres et l'établ ment de tarifs extérieurs identiques, des marchés communs téalisant la libre circulation des biens, des hommes et des capitaux dans les paya membres et enfin de váritables communauté: économiques avec l'harmonisation des législations nationales et la création d'institutions à caractère transnational, déterminant des politiques communes dans tous les secteurs économiques : énergie, transports, agriculture, industrie, etc.

En attendant d'atteindre cette phase ultime — la création de véritables munautés économiques. — les Étals sements commune à plusieurs d'entre eux pour permettre leur intégration tree régionaux, ou sous-régionaux, de formation technique, de gestion d'étu-des, de recherche, d'information dans le dessein de réaliser l'intégration du personnel industriet et technique, et l'harmonisation des techniques de pro-duction industrielle. Des entreprises multinationales africaines (2), communes à plusieure Etats africains, ou appar-tenant à des Africains ressortissants de tenant à des Africains ressortiesents de différents pays, doivent se constituer pour contrôler les branches ladustrielles essentielles. Enfin, une politique africaine de planificatori de la production industrielle doit être dégagée, dans le cadre régional ou sous-régional, et elle aura pour objectif de préciser les branches industrielles prioritaires, les zones de localisation industrielle les plus favorables, les liens entre l'industrie et les autres secteurs économiquee. le rôle autres sacteure économiques, le rôte respectif des capitaux publics, privés et étrangers, les institutions et organismes destinés à promouvoir les entreprises africaines, à adapter les techniques étrangères et à régler le choix et l'orien-

En définitive, la nouvelle stratégie de développement à l'horizon de l'an 2000 prévoit, pour l'Afrique, un cadre de développement communautaire, et c'est uniquement dans cette optique collective qu'un véritable développ nomique et un véritable essor industriel se réaliseront.

(1) Moins l'Asia soviétique, la Chine et le Japon.

(2) Des exemples existent dans ce fomaine : notamment l'expérience CIMAO (Ciments de l'Afrique de l'Ouest) qui réunit la Côte-d'Ivoire, la Ghana et la Togo, où existent de riches gisemants de calcaire.

s'impose une réorientation complète des stratégies poursuivies. Le troisième conférence géné-rale de l'ONUDI, qui se tient actuellement, permet à la communauté internationale d'exaniner des questions de principe concernant les nouvelles stratégies et les nouveaux mécues d'industrialisation. Les participants à la conférence entandent faire la point de la situation dans le monde en ce qui concern plus spécialement l'industrialisation du tiers monde et examiner les moyens de poursuivre l'industrialisation au cours des années 1980 et au-delà, ainsi que les dispositions institu-tionnelles intéressant l'ONUD!.

Un vaste système de consultations

I E principal problème est de définir la ligne d'action et de déterminer les délais dans lesquels la communauté internationale paut setisfeire eux exigences du nouvel ardre écono-mique laternational et opérer les changements requis. Au moment où se réunit cette troisième conférence générale de l'ONUDI, les relations onomiques internationales out commencé à modifier sous l'influence de la nouvelle interdépendance mondiale qui se manifeste dans les courants commerciaux Nord-Sud et dans les préoccupations communes à propos de l'énergie. Comme des événements récents l'ent montré, c'est le pouvoir d'achet sou-tenu du tiers-monde qui, ces six dornières années, a parmis d'atténuer sansiblement les effets de la récession dans le Nord.

D'après des estimations de la Communauté économique européenne, il y aurait eu, an affet, trois millions de chômeurs suppléraires - neuf millions au lieu de six si les pays en voie de développement exporta-teurs ou non-productours de pétrole s'avaient pos maintena leurs importations de produits manufacturés en provenance dos pays du Marché commun. Dans un autre rapport, l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.) a noté que les échanges avec les nonvenux pays industrialisés avaient entraîné, pour les pays du Nord, un gain net de neuf cant mille emplois eu cours de chacune des années de la période 1973-

On se peut plus désormais considérer le Sud comme le bénéficiaire possif d'une aide institutionnelisée, ni comme un figurent dans les relations mondieles. Il contribue active-

système de consultations de l'ONUDI offre « la possibilité de regarder l'avenir ensemble », en ce qui concerne les plans, stratégies, pro-blèmes et perspectives dans certains secteurs industriels qui sont d'une importance cruciele pour les pays en voie de développement.

Des consultations ont déjà eu lieu sur les engrais, la sidérargie, le cuir, les huiles végétales, la pétrochimie et le macries aux mêmes d'autres consultations consocrées aux mêmes constants et à d'autres consultations consocrées aux mêmes secteurs et à d'autres sont prévues pour 1980 et 1981. Ce système offre la meilleure possibilité de progresser vers la restructuration de l'industrie à l'échelon international et, partant, vers la création de nouvelles installations industrielles dans les pays en voie de développement. En conférent un caractère permanent à ce système qui, réunissant les représentants des pouvoirs publics, des milieux industriels, des syndicats, des groupements de consommateurs et des organismes financiers, bénéficie d'un appui général, on stimulerait la coopération internationale. Le système a notamment permis d'angager un dialogue portant sur divers socd'angager un dialogue portant sur divers soc-teurs industriels, de réduire ainsi certains autogonismes procédant de la méfiance et de substi-

Huit propositions concrètes

'ONUDI présente à New-Delhi huit grand propositions appalant d'importantes initia-tives. Elles relèvent des domaines suivants : aux de copiteux; coop ration internationale interentreprises; apports internationaux de technologie; commerce. On espère que l'adoption de stratégies internationales judiciouses permettra à l'industrie de devanir un instrument majeur d'amélioration des conditions de vie dans les pays en voie de développement où vivent 70 % de la population mondiale.

Les propositions présentées à New-Delhi portent sur la création :

- d'une agence internationale du financement industriel eyent pour mandat de faire progresser la coopération entre les poys du Sud en transformant les surplus financiers dont sent certains pays au voie de dévoloppement en investissements è long terme dans les pays du tiers-monde ;

— d'un fonds mondial d'encouragement à l'industrie pour susciter des transferts mossifs de ressources yers les pays en voie de dévelop-

 d'une commission du droit international du développement industriel chargée de définir de nouveaux concepts juridiques, d'analyser et de diffuser l'information relative aux pratiques internationales en matière de contrats indusclauses uniformes et de conventions multila-

- d'un système de règlement des différends industriels à trois nivaoux, qui réponde à la nécessité d'un arbitroge satisfaisant et auquel les pays en voie de développement recours selon leurs besoins;

- d'un institut international des techniques industrielles eyant pour mandat de fournir des services oux gouvernements et entreprises des pays en voie de développement soucioux d'oméliorer leurs techniques indus-

- d'un centre international pour le oroupement des ochats de techniques chargé de négocier des controts-cadres evec les fournis-seurs de procédés concernant le transfert, indiriduel ou collectif, de techniques aux pays en voie de développement.

- d'un centre international d'étude des brevets chargé d'aider les pays en voie de développement à adapter les lois ou pretiques relatives à la propriété industrielle appliquées dans les pays industrialisés ou béritées de

Par sa huitième proposition, l'ONUDI demande à la conférence d'adopter un objec-tif concernant les exportations de produits manufacturés provenant des pays en voie de développement efin d'équilibrer les échanges entre ces derniers et les pays développés.

Les rapports entre l'industrie

et l'agriculture

NEUF programmes sont présentés pour étayer ces propositions. Ils intéressent des domaines comme le système de consultations, l'information pour le financement industriel, la promotion des investissements à long terme liés aux accords de troc on de règlement en produits, etc., qui entrent dens les estribu-tions ectuelles de différentes organisations internationales et peuvent être mis en œuvre

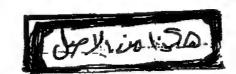
La prédominance du secteur agricole était à une certaine époque considérée comme le caractéristique structurelle du retard d'un pays quant au revenu par habitant, à la répartition du revenu, à la croissance économique, etc. Le fait que les pays développés avaient traversé des périodes marques par un recul de la production agricale par rapport à la production des industries manufacturières et des autres secteurs constitueit un argum de poids à l'appui de la thèse selon laquelle les pays en voie de développement ne pour-raient connaître un essor économique rapide

Bien des pays en voie de développement ont d'abord pense que cette évolution se ferait soit par un transfert des ressources économiques du secteur agricule au secteur industriel, soit par une « expropriation » des surplus agricoles, dont le produit servirait à subventionner l'infraturier. Dans un certain sens, on considérait alors le secteur agricole comme la base de départ de l'effort d'industrialisation et d'une oissance économique rapide.

Dans les années 1970, on a commencé à envisager le développement économique selon une théorie nouvelle qui insistait sur l'interdépendance de tous les sectours de l'économie et voyait dans leur croissance la réalisation d'un certain nombre de objectifs économiques et sociaux — la condition sine que non de toux élevés de croissance globale. Les deux théories sont valables, selon les circonstances. On ne peut, cepende apprécier la valeur que d'après la précision avec laquelle elles décrivent et prédisent le mouvement des variables économiques mesu-

Du point de vue de la politique globale, le problème consiste à agir sur l'investissement dans les différentes branches d'activité économique; à cet égard, la distinction entre politique « agricole » et politique « industrielle » n'a pas grande valeur. Même dans les cas limites, il s'agit de choisir non pas entre industrie et agriculture, mais entre projets et ensembles de projets dont plasieurs, tels que ceux qui ont trait au troitement des matières ères locales, sont à cheval sur l'industrie une forme d'industrialisation compatible une stratégie de transformation rurale.

ABD-EL RAHMAN KHANE,



Les salariés du Nord industrialisé devant les exploités des pays pauvres

Les syndicats ne sont pas encore à l'heure mondiale

A troisième décennie du déve-loppement risque de mettre à rude épreuve la solidarité du mouvement syndical international. Déjà, l'émergence de nouvelles nations industrielles dans le tiers-monde a suscité, de l'avis même de la plarpart des dirigeants syndicaux, de véritables réactions d'autodé-fense, voire de xénophobie, au sein de la classe ouvrière des pays développés.

fense, voire de xénophoble, au sein de la classe cuvilère des pays développés.

Or, selon l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI), « les importations provenant des pays en développement ne représentent qu'une proportion négligeable des ventes sur les marchés intérieurs des pays développés » (1). Ce taux est actuellement de 8 % à 9 %. A une exception près, le commerce de produits manufacturés des pays en voie de développement avec les Etats développés à économie de marché se serait en particulier soldé, au cours des demières années, par un déficit croissant, passant de 6 milliards à 28 milliards de dollars entre 1984 et 1975.

Que se passera-t-fl si, au cours des prochaines décennies, et conformément aux objectifs fixés par la deuxième conférence générale de l'ONUDI, la part des pays en voie de développement dans la production industrielle mondiale devait accuser une hausse sensible pour passer de 9 % actuellement à 25 % ? Comment préserver la solidarité des travailleurs au sein du mouvement syndical international face à ce qui pourrait apparaître à certains comme des conflits d'intérêts entre la classe ouvrière des pays en vole de développement et celle des Etats industrialisés ? Ces questions figureront sans doute en bonne place à l'ordre du jour de la conférence syndicale mondiale destinée à examiner « les problèmes gravitant autour du nouvel ordre économique international » qui se ilendra en avril à Belgrade.

Les syn di c a t s occidentaux et internationaux ne manquent pour-

Les syndicats occidentaux et internationaux ne manquent pour-tant pas une occasion de réaffirmer leur solidarité avec les travailleurs des pays en voie de développement. Ainsi, dans une allocution pronon-Ainsi, dans une allocution prononcée lors d'un séminaire sur l'éducation du développement, le
30 octobre 1979 an Luxembourg, le
président de la Confédération européeme des syndicats (C.E.S.),
M. Wim Kok, devait notamment
déclarer : « Bien que la compétence
de la C.E.S. soit, par définition,
limitée à la défense des travailleurs
d'Europe, nous devons veiller à ce
que la politique européenne ne soit
pas préjudiciable mais, au contraire,
bénéfique au tiers-monde... »
On retrouve l'affirmation de

On retrouve l'affirmation de

préoccupations similaires notam-ment dans la charte du développe-ment de la Confédération internament de la Confédération interna-tionale des syndicats des pays industrialisés ont une tâche impor-tante à assumer, notamment l'édu-cation de leurs adhérents concer-nant la nécessité de leur solidarité avec les travailleurs des pays en vois de développement... La forma-tion syndicale devrait viser à met-tre en relief l'interdépendance des travailleurs du fait de l'internatio-nalisation du capital. 3

In the state of th

droit di bers-monde à s'industrialiser.

Certains d'entre eux, dont en
France la C.G.T., soulignent même
le fait que l'existence dans la
convention de Lomé d'un chapitre
sur la coopération industrielle entre
la C.R.E. et leurs partenaires
d'Afrique, des Carabes et du Pacifique (A.C.P.) constitue un progrès
par rapport à la convention de
Yaoundé qui, elle, n'en faisait pas
mention. Mais, rappelant que des
proportions modestes (2) des ressources du Fonds européen de développement (FED) ont été consacrées
à l'industrialisation. la C.G.T.
déplore que celle-ci soit jusqu'à
présent restée une préoccupation
a marginale » (3). Et, selon M.C.
De Angeli, représentant permanent
de la F.S.M. (Fédération syndicale
mondiale) auprès de l'Office des
Nations unies à Genève et du
Bureau international du travail
(BIT), « la convention de Lomé,
même revue, ne saurati assurer une
diversification des structures écomême revue, ne saurait assurer une diversification des structures éco-nomiques des A.C.P. 2.

nomques des A.C.P. a.

Certains syndicats, telle la Confédération mondiale du travail (C.M.T.) reprennent volontiers, dans leurs publications, les conclusions d'études récentes selon lesquelles le développement industriel du tiersmonde aurait été, jusqu'à présent, plus bénéfique que préjudiciable pour les pays développés.

Les dirigeants syndicaux auront

pour les pays développés.

Les dirigeants syndicaux auront sans doute été plus particulièrement sensibles aux considérations relatives à l'emploi. Or, selon le rapport du groupe de travail présidé par M. Yves Berthelot, directeur de la recherche au Centre de développement de l'O.C.D.E. (4), les échanges de produits industriels entre les Etats en voie de développement et la France ont permis la création nette de cent mille emplois dans ce pays entre 1970 et 1976. Une étude plus récente de l'O.C.D.E. (5) arrive à des conclusions de même nature pour l'ensemble des Etats membres.

Dans les pays riches trappés par la « crise », la plupart des organisations de travailleurs reconnaissent maintenant que l'aggravation du chômage, chez eux, n'a guère de rapport avec l'accreissement de la production industrielle dans certains pays du tiers-monde. Pris dans le piège de la restructuration, repliés sur la défen-sive, ils n'ant cependant pas encore renencé à l'alliance de fait avec les sociétés multinationales

Par MARIE-CLAUDE CELESTE Le réalisme aura sans doute joue un rôle au moins aussi important

que la solidarité dans les prises de position officielles des syndicats occidentaux et internationaux à l'égard de l'industralisation du tiers-monde. Une réduction des importations en provenance des

Solidarité ouvrière ou concurrence déloyale?

E'N outre, les pays du tiers-monde le souligne M. Abdellatif Bena-chenhou (voir page 17), un nom-bre limité d'entre eux — n'ont pas été les seuls à améliorer leurs perbre limité d'entre eux — n'ont pas été les seuls à améliorer leurs performances en matière de production et de commerce d'articles manufacturés au cours des dernières années. Ainsi la part des Etats industrialisés à économie de marché dans la production mondiale de chaussures est effectivement passée de près de 60 % en 1966 à moins de 50 % en 1975 alors que celles du tiers-monde et des pays de l'Europe de l'Est accusaient, dans le même temps, des hausses respectives de 7,5 % et 2,5 %; mais le recul enregistré par le premier groupe de pays ne concerne qu'un certain nombre d'Etats. Ainsi, entre 1966 et 1975, la production italienne de chaussures est passée de 222 millions à 389 millions de paires et celle de l'Espagne de 93 millions à 188 millions de paires. Et, s'il est vrai que les importations de chaussures ont représenté 63 % de la consommation nationale de cet article en République fédérale d'Allemagne en 1976 contre 14 % en 1963, la balance du commerce de chaussures en cuir de l'Italie a enregistré un soide positif de 142 millions de paires en 1975 contre 42 millions seulement en 1963; pour l'Espagne, les chiffres correspondants étaient de 53 millions contre 2 millions de paires.

M. Gérard Fonteneau, secrétaire

M. Gérard Fonteneau, secrétaire général adjoint de la C.M.T., consi-

Etats industrialisés de la part des pays en voie de développement — notamment en guise de représailles contre les mesures protectionnistes dont leurs propres exportations sont l'objet sur les marchés de l'hémisphère Nord — aggraverait en effet le chômage dans les pays riches. Selon M. Claude Cheysson, membre de la Commission européenne, responsable du développement, e...si les ponsable du développement, « ...si les pays du tiers-monde non producteurs de pétrole avaient économisé sur leurs importations pour compenser la hausse des prix pétroliers, cela aurait signifié, en Europe, trois millions de chômeurs supplémentaires » (6).

taires » (6).

On note en fait qu'en 1975 les exportations de la C.E.E. vars les pays en voie de développement out accusé une hausse de 25 % alors que, dans le même temps, leurs ventes aux Etate-Unis et aux membres de l'Association européenne de libre-échange (A.E.I.E.) flèchissaient, elles, respectivement, de 17 % et de 3 %.

dère donc que rendre le dévelop-pement industriel du tiers-monde responsable du chômage dans l'hémisphère Nord relève de « l'im-posture » et du « mythe ». Les campagnes incriminant le tierscampagnes incriminant le tiers-monde ont, selon lui, un objectif politique; elles viseraient à « accu-ler les travailleurs des pays indus-trialisés et leurs organisations à la défensite » et à semer la discorde entre la classe ouvrière des Etats riches et celle du tiers-monde.

riches et celle du tiers-monde.

Certains dirigeants d'organisations européennes, tels M. Karl Taplola, secrétaire général de la Commission syndicale consultative auprès de l'O.C.D.E. — qui avoue d'ailleurs se « métier des chiffres globaux » utilisés pour prouver que le développement industriel du tiers-monde ne constitue pas une menace pour ne constitue pas une menace pour les Etats industrialisés — recon-

les Etats industrialisés — reconnaissent pourtant que les démonstrations d'experts n'ont pas dissipé toutes les craintes des
travailleurs des pays développés.

Ces appréhensions cont évidemment plus vives chez les travailleurs employés dans les secteurs où
le tiers-monde a sensiblement amélioré ses performances au cours des
dernières années, et notamment
ceux du textile, de l'habillement et
des cuirs. En France, M. Jacques ceux du textile, de l'habiliement et des cuirs. En France, M. Jacques Chérèque, secrétaire général adjoint, responsable du département international de la C.F.D.T., a tradult une opinion assez répandue dans les pays développés en déclarant lors d'un colloque, les 20 et 21 octobre 1979 à Paris : « La réaffirmation, fût elle solennelle, de la solidarité prolétarienns ne suffit pas, à elle seule, pour résoudre les difficiles problèmes qui secouent le monde. En effet, l'affirmation globale de notre solidarité, en tant que syndicat, suffire-t-elle pour empêcher la réaction des travailleurs de cette usine française qui forme set portes pare que prinée. leurs de cette usine française qui ferme set portes pares que ruinée par des importations sauvages en provenance de Hongkong ou de Tunisie? Empéchera-t-elle l'amer-tume, voire l'hostilité, vis-à-vis du tiers-monde, de ces travailleurs licenciés parce que le groupe dont ils dépendent investit massivement dans de nouveaux établissements en Amérique latine ou en Asie 72...

Amérique latine ou en Asie 72...

De nombreux ouvriers occidentaux ont en fait le sentiment d'être victimes d'une « coucurrence déloyale » de la part des pays en voie de développement qui, pour stirer les capitaux étrangers, toléreraient on même encourageraient la violation, sur leurs territoires, des « normes internationales de travail » définies par l'Organisation internationale du travail (O.I.T.), et notamment celles relatives aux conditions de travail, aux droits syndicaux et aux salaires.

Un grand nombre de pays en

Un grand nombre de pays en voie de développement ne sont effectivement pas exempts de critiques en la matière. Le Bureau international du travail (BIT) vient en particulier de publier un rap-port édifiant sur le travail des enfants (7). Selon cet ouvrage, en 1979, au moins cinquante-deux mil-lions d'enfants de moins de quinze ans travaillaient dans le monde, dont la plurart dans les pares des dont la plupart dans les pays du tiers-monde.

dont la plupart dans les pays du tiers-monde.

Si certains de ces derniers estiment avoir de bonnes raisons, notamment sociales et économiques, d'abaisser — comme la convention n° 138 et la recommandation 146 de l'O.I.T. les y autorisent d'allleurs — cet âge minimum d'admission à l'emploi, l'utilisation de jeunes de huit ans (et moins) à des activités souvent pénibles et dangereuses est difficile à justifier. Or cette pratique est, semble-t-il, assez répandue dans plusfeurs pays latino-américains notamment, et en particulier l'Argentine.

Bans les fabriques de verre note entre autres abus le rapport du BIT, les enfants souffrent béaucoup de la très jorte chaleur et sont exposés notamment aux risques de brâture et de blessure par coupure. Dans les aiellers de fabrication de tapis, ils respirent toute la journée des poussières de laine. Les outils, les machines et, de façon générule, les postes de travail ne sont pas concus en jonction des caractéristiques et des possibilités physiques des enjants, ce qui pose







Portée et limites

de la coopération

L'EXEMPLE DE LA CONVENTION DE LOMÉ

Par GAETANO SPERANZA *

E bilan d'ensemble des dernières grandes conférences des Nations unies de portée sique n'est guère encourageant : réels enregistrés n'ont qu'une limitée en regard de l'ampleur portée bien l'imitée en regard de l'ampleur de l'objectif à citeindre, qui est d'assurer, dons l'intérêt de tous, une répertition plus équitable des ressources et des activités de production, ainsi qu'une participation plus équilibrée à la gestion du système économique

La part des pays en voie de développement dans le production manufacturière mondiale

Oirecteur de la politique générale du dève-loppement à la direction générale du dévelop-pement de la C.E.F.

cours des dernières décennies ; elle est restée relativement stable, autour de 7 %, depuis la fin de la guerre mondiele jusqu'en 1970, et elle a légèrement augmenté depuis 1970, d'un relentissement de la croissence dans les pays industrialisés que d'une accélération du courant d'industrialisation du tiore-monde.

L'objectif de 25 % défini par la conférence de Lima en 1975 ne semble pas pouvoir être facilement atteint. Les études présentées à la de Lima en 1975 ne semble pas pouvoir être facilement atteint. Les études présentées à la veille de l'actuelle réunion de l'ONUDI montrant que des taux de croissance comparables à coux du passé pour l'industrie manufacturière des poys industrialisés et des pays du tiers-monde pourraient faire augmenter cette part jusqu'eux elentours de 15 % ; dans l'hypothèse de la poursaite d'une croissance ruientie dans les pays industrielisés, cotte part pourroit s'élever à 20 %. Seule une hypothèse de reprise d'une croissance ruientie de reprise d'une sociéération très sensible dans les pays en voie de développepays industriuses et d'une déceleration très sensible dans les pays en voie de développement permettrait de s'approcher de l'objectif fixé à Lima. Cette hypothèse implique une multiplication par dix des investissements dans les pays en voie de développement d'ici à l'an 2000.

Giobalement insuffisants, les progrès de l'industrialisation du tiers-monde se limitant à un petit nombre de pays dont les expertations se concentrent sur quelques lignes de production. Ainsi, cenx qui disposent aujour-d'hoi d'une base industrielle significative forment une petits dizaine, concentrés en Asie et en Amérique latine ; sept pays couvrent 70 % du total des exportations industrielles des pays en voie de développement.

Toutes les prévisions existentes laissent penser que, dans l'hypothèse d'ane croistance rapide, le nombre de pays en voie de développement disposant d'une base industrielle significative pourrait atteindre le vingtaine — sur un total dépassant la centaine. Enfin, les exportations industrielles des pays en développement sont très concentrées sur un petit nombre de secteurs : textiles, confection, chaussures, cuirs, produits de consommation courants ou produits d'équipement standardisés. Pour certains de ces produits, les pays en voire de développement ent par mandre une en voie de développement ont pu prendre une place déterminante du marché mondial. Ainsi, les importations en provenance des pays en voie de développement représentant, pour les vêtements, 40 % des importations totules des pays de l'O.C.D.E.; pour les chaussures et articles en cuir, plus de 30 %; pour les textiles, plus de 15 %.

Les problèmes qui sont posés — en des termes plus difficiles qu'ou cours des décennies précédentes du fuit du relentissement de l'économie mondiale et du renchérissement de l'énergle — sont, d'une part, celui d'une plus grande diversification soctorielle des productions et des exportations des pays en voie de développement, d'autre part, celui d'une intégration beaucoup plus importante de ce grand nombre de pays pour l'instant en marge ou à l'écart des grands circuits de production et d'échanges internationaux.

Les pays en voie de développement d'Afrique, situés ou sud du Salvara, figurent parmi ceux qui sont les plus concernés par ce dernier aspect du problème.

Pour la plupart, ils sont à l'écart ou au uil du courant d'industrialisation. Bon seuil du courent d'industrialisation. Bon nombre d'entre eux se trouvent classés parmi les pays au revenu par habitant le plus faible, et les progrès enregistrés sont minimes au regard des besoins et des espirations qui restent à satisfaire. Un véritable décallage industriel de ces pays se réaliserait difficilement par la seule mobilisation des ressources nationales : une impulsion doit être donnée par l'aide et la coopération internationales. Il est donc intéressent d'examiner sur un

exemple concret comment pout s'établis, entre pays développés et pays en développe une coopération concourant à un plus effort d'industrialisation.

Laboratoire d'une politique mondiale

entre la C.E.E. et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.) s'est inscrite Carathes er au racinque (A.C.P.) s'est inscrite dans la codre plus voste d'un contret : la convention de Loné (1) régissant pour cinq ans tous les espects des relations économiques entre les deux zones : coopération commerciale, technique, financière, stabilisation de montres d'avantations.

L'idée de départ était de rassembler différents instruments efin d'aider à la création d'un contexte favorable à l'éclosion d'une base industrielle, et d'agir directement pour stimuler l'investissement dans l'industrie et les expertations de produits manufacturés vers la Communauté :

— la Fonds européen de développement (FED), à côté de ses actions de développement rural, intervancit donc dens le domaine des infrastructures de base : infrastructures de transport, de santé, d'éducation, de forma-tion professionnelle.

- le STABEX, ou système de stubilisation des rocettes d'exportations, permettait d'assu-rer eux pays exportateurs de matières premières agricoles une stabilité des revenus tirés de ces produits. Cette sécurité devant parmettre une meilleure programmetton de leurs investissements, notumment dans la transformation sur place de leurs motières

— as plan commercial, la première conven tion de Lomé institueit, sons restrictions et sons réciprocité, l'accès de tous les produits industriels et enricoles des Etas A.C.B.

core à l'heure mondiale

TIERS-MONDE

soldierge processor of the top of the soldier of th tole de noire tud syndicat, empéches a leurs de cette ferme ses porte: Der des import processes the Tunion to the tenter to the te stead parce Amerique inter-De nombreux c viction dune satismy jet Cate mient (c. Violatior. 3 (OII) **io · Ro**mana a **Book · del**ation too internation the dis-department of the conditions do the conditions do the conditions do the conditions de the condi The series of th On grand trember MOFTATIONA: interes (7) Section 1979, as rooms con-ligate d'enfants de la destination de la con-travallatera de destination de la con-ciama de la plusiera de la plusiera de la con-ligate morade. St certains de ce deman en most avoir de la companie en la compani TION OF A <u> 186</u> here & letting. mote entry at his 100 doupers. Dans collen de lui le fournée des Les colles des

des problèmes d'adaptation, exige d'eux des efforts supplémentaires et engendre des risques accrus d'accidents »

Bien entendu, ces enfants per-colvent le plus souvent des rémuné-rations inférieures au salaire minimum en vigueur dans leurs pays respectifs.

pays respectifs.

Selon la Revue internationale du travail (8), des chefs d'enireprises, convaincus d'emploi illégal d'enfants à Hongkong îl y à quelques années, se sont vu infliger des amendes insignifiantes de 5 dollars locaux (9).

Dans le tiers-monde, les conditions de travail des adultes cuxmêmes se sont parfois aggravées. Ainsi, à Singapour, la durée effective moyenne du travail dans le secteur de l'habiliement, des artisecteur de l'habillement, des arti-cles en cuir et de la chaussure est passée de 46,6 heures à 48,5 heures par semaine entre 1971 et 1977, et en Corée du Sud de 53,9 heures à 55,4 heures entre 1968 et 1977 (10). En Thallande, les tisserands tra-vaillent parfois jusqu'à 62 heures par semaine. per cemaine.

par semaine.

En outre, conformément aux vœux de certaines sociétés multinationales, des gouvernements du tiers-monde ont surtout cherché à dissuader les travailleurs de s'organiser en syndicats, en violation de la convention n° 87 de l'O.L.T. Ce fut notamment le cas dans plusieurs pays d'Asie et d'Asie du Sud-Est, dont la Malaisie (11). Les Etats tels que le Brésil, qui n'ont pas ratifié la convention n° 87 sur la liberté syndicale et la protection du droit syndicale et la protection du droit syndical, se sentent, il est vrai, d'autant moins obligés d'en tenir compte. Ce n'est sans doute pas un hasard si ce sont surtout des dictatures ou des régimes « forts » (Brésil, Mexique, Corée du Sud, Singapour, etc.) qui au cours des dernières années, ont le plus bénéficié des investissements des cociétés multinationales dans le des eociétés multinationales dans le

Pour certains syndicats dont la F.S.M., pour laquelle l'un des objectifs primordiaux de l'industrialisation doit être d'assurer le progrès social, cette situation est d'autant plus inacceptable que les politiques adoptées par la plupart des Etats du tiers-monde dans ce domaine n'ont pas en pour effet d'élèver le niveau de vie des masses les plus déshéritées.

L'argument selon lequel les socié-

L'argument selon lequel les socié-tés multinationales auraient large-ment contribué à résorber le chômage dans le tiers-monde doit notamment être muancé. D'après le BIT (12), sur quelque treize à quatorse millions d'emplois offerts quatorse millions d'emplois offerts par ces compagnies en 1970, senis deux millions environ — soit 0,3 % de la population active de l'ensemble des pays en voie de développement — concernaient le tiers-monde; même si ces chiffres globaux recouvrent, il est vrai, de grandes disparités. Dans la plupart des cas, les investissements des sociétés multinationales concernent des industries a forte intensité de capital, sans impact, majeur sur l'emploi. De plus, conçues pour les pays développés, les techniques qu'elles transfèrent dans le tiers-monde requièrent souvent peu de maind'œuvre. Les syndicate soulignent égale-

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE

Les syndicats soulignent également que les politiques de « croissance tournée vers l'extérieur » adoptées par de nombreux pays du tiers-monde ont notamment eu pour effet de favoriser le dévelopmement industriel et urbain au détriment de celui de l'agriculture dont vit la majorité de leurs populations.

La P.S.M. et la C.M.T. dénoncent en particulier l'anomalie que constitue la prolifération, dans le tiersmonde, d' « Bots industriels » sans effet d'entrainement et d'intégration

effet d'entraînement et d'intégration sur l'économie des pays concernés car e tout y vient de l'extérieur, et tout va vers l'axtérieur ». Or, dans ces sones franches industrielles d'arractes industrielles d'arractes industrielles d'arractes industrielles d'arractes industrielles d'arractes industrielles des comments de le comment de la comment de le comment de la comment de d'exportation, les compagnies mui-tinationales bénéficient d'avantages substantiels de la part de l'Etai-bôte (subventions, incitations fis-cales, etc.).

C'est précisément pour mettre un

C'est précisément pour metire un terme à une politique de redépiolement industriel conque par ces sociétés et essentiellement favorable à celles - ci que les syndicats ont proposé l'instauration d'un système international de contrôle de l'activité de ces firmes.

La Déclaration de principes tripartite sur les entreprises multinationales et la politique sociale, adoptée par l'O.I.T. en novembre

1977, répond à cette préoccupation. Elle a en effet pour objet d'« encourager les entreprises multinationales à contribuer positivement au progrès économique et social... » Ces compagnies sont en particulier invitées à harmoniser leurs activités u avec les priorités du développe-ment ainsi qu'avec les structures et les objectifs sociaux du pays où elles exercent ». Il va sans dire que ces recommandations, non contraignan-tes, sont restées des vœux pieux.

Les initiatives de certains syndi-cats visant à faire inclure, dans les accords internationaux, des « clauses sociales » destinées à inciter les Etats-hôtes du tiera-monde à respecter les normes inter-nationales de travail auraient pu être plus efficaces.

A l'instigation de la Fédération internationale des organisations de travailleurs de la métallurgie (FIOM), quelques-uns d'entre eux, dont la C.I.S.L., ont ainsi proposé que soient insérées dans l'Accord général sur les tarifs et le commerce (GATT) des dispositions prévoyant l'application de mesures restrictives à l'endroit de produits en provenance de pays qui ne respecteralent pas un certain nombre de normes internationales de travail relatives notamment à « la reconnaissance de la liberté d'association » aux « droits syndicaux » ou aux » précautions adéquates en matière d'hygiène et de sécurité ». A l'Instigation de la Fédération

Les <clauses sociales>

CERTAINS syndicats européens dont la C.E.S. ont également demandé que le préambule de la deuxième convention de Lo mé contienne des références aux droits de l'homme. Ces organisations craignent en effet que cet accord ne constitue un simple « cadre juri-dique » permettant sux firmes dique » permetiant aux firmes européennes de profiter des condi-tions d'investissement avantageuses que leur offrent les A.C.P. D'autant que les « opérateurs privés » de la C.E.E. devralent jouer un rôle essentiel en matière de coopération industrielle entre la Communauté et les A.C.P. et les A.C.P.

Qualifiées d'inacceptables par le

gouvernements du tiers-monde, les initiatives des syndicats, en égard aux « ciauses sociales », n'ont pas toujours suscité l'enthousiasme des travailleurs des pays en voie de développement qui y voient une attitude « paternaliste », « Aucun attitude » (Autum ») « Aucun attitude » (Autum ») « Aucun attitude » (Autum ») « Aucun ») « Aucun « Autum » « Aucun » « attitude « paternaliste ». « Aucun Etat, remarque d'ailleurs la C.M.T., n'est qualifié pour faire la morale aux autres. » Sans doute certaines organisations de travailleurs du tiers-monde ont-elles aocepté et appuyé le principe de l'insertion de « clauses sociales » dans les accords internationaux; il n'en reste p a s moins que l'initiative ne leur en revient pas. De nombreux syndicalistes des pays en voie de développement ne peuvent donc les ressentir que comme des mesures imposées par l'hémisphère Nord.

Au demeurant, les « clauses

Au demeurant, les « clauses

sociales » ne sauraient être appli-cables aux seuls Etats du tiers-monde mais à tous les Etats parties aux accords concernés. Or il ressort de certaines études, du BIT notamde certaines études, du BIT notamment, que les pays en voie de développement n'ont pas le monopole du non-respect des normes internationales de travail de l'O.I.T. L'annuaire des statistiques de cet organisme estimait en effet à 114 000 le nombre d'enfants de moins de quinze ans qui travaillaient en Italie en 1975. Mais, précise le rapport sur le travail des enfants, les journaux avançaient, eux, le chiffre de 500 000, voire de 700 000 dans certaines régions d'Italie : « Les enfants sont durement exploités par certains, et cette exploitation est tolérée par d'autres comme une chose naturelle. » En Grèce, les enfants ne gagnent qu'entre 50 % et 90 % du salaire des adultes dans certains secteurs d'activité.

Selon un rapport de la commis-

Selon un rapport de la commis-sion des textiles du BIT (13), dans ce secteur de l'économie britannique ce secteur de l'économie britannique — pour ne citer que cet exemple — il n'est pas rare que des hommes de plus de dix-huit ans effectuent jusqu'à 60 heures de travail par semaine. D'une façon générale, ajoute le même document, face aux difficultés que rencontrent de nombreux pays dans ce domaine. « les conditions de travail et de vie des salariés » de ce secteur, « peuvent apparaître fragiles. Les législations qui interdisent le travail de nuit des femmes et des jeunes ou le trapail le dimanche constituent des barrières de plus en plus théori-

barrières de plus en plus inéoriques a.

On peut aussi s'étonner que, d'une façon générale, le mouvement syndical international fasse preuve d'une certaine sélectivité dans la lutte pour la défense de la condition ouvrière dans le monde; car enfin, mises à part les déclarations officielles et certaines actions ponctuelles et limitées, la plupart de sorganisations occidentales et internationales de travailleurs n'ont jamais manifesté, à l'égard de l'apartheid, l'intérêt, la combativité et la détermination dont elles font preuve en matière de respect des droits de l'homme et des conventions de l'O.I.T. dans le tiers-monde. Comment s'étonner, dès lors, que les syndicats partisans de l'insertion de clauses sociales » dans les accords internationaux aient été accusés de « faire du protection-nisme sous coupert de droits de l'homme »?

La C.E.S. reconnsit elle-même

La C.E.S. reconnaît elle-même que les préoccupations des Neuf en matière de défense des droits de l'homme dans les A.C.P. auraient de l'homme dans les A.C.F. auraient été beaucoup plus crédibles si la Communauté avait manifesté un égal souci de voir effectivement respecter le « code de conduite » des entreprises européennes en Afrique du Sud, élaboré par ses membres en 1977.

du Sud, élaboré par ses membres en 1977.

Certains syndicalistes du tiersmonde font également remarquer qu'aucun pays de la C.E.E. n'a, jusqu'à présent, ratifié la convention 143 de l'O.I.T. sur les travailleurs migrants et qu'ils serait difficile à la Communauté d'exiger de ses partenaires A.C.P. qu'ils respectent des normes dont elle-même ne tient pas toujours compte.

En l'absence, actuellement, de politiques d'ajustement dans les pays industrialisés, certains syndicats donnent, en fait, l'impression de vouloir utiliser les a c la u se s sociales » comme instrument, à court et moyen terme, pour protéger les travailleurs des pays développés contre les conséquences des mutations qu'entraine, pour l'hémisphère Nord, le redéploiement industriet.

Une telle attitude ne traduirait rien moins qu'une entente de fait entre les syndicalistes défenseurs de ces clauses et les partisans du protectionnisme au sein du patronat des pays industrialisés, ainsi qu'une rupture de solidarité dans le mouvement syndical international.

Certaines initiatives syndicales

Certaines initiatives syndicales

Certaines initiatives syndicales dénotent, en fait, l'inadaptation des organisations de travailleurs à une réalité économique et sociale en rapide et profonde mutation. Face à des sociétés multinationales, dont les pouvoirs ne cessent de s'étendre, et qui n'hésitent pas, pour leur part, à s'allier pour tenir en échec l'action des syndicats, ces derniers ont, curieusement, tendance à se replier sur eux-mêmes pour se consacrer surtout à la défense d'intérêts immédiats, limités, locaux.

La mise en place d'un nouvel

La mise en place d'un nouvel

0

ordre économique international, qui ne soit pas d'abord et exclusivement favorable aux seules sociétés multinationales, ne requiert-elle pas, de la part des syndients, une vue plus mondialiste des problèmes? Les divergences politiques et idéologiques qui les opposent limitent, il est vrai, leur audience et leurs possibilités d'action. Certains faits méritent d'action. Certains faits méritent pourtant une attention particulière : sur 72 millions de chômeurs que compte le monde (Chine non com-prise), plus de 50 millions se trou-vent dans les pays les moins déve-lonnée.

lopes.

Il va sans dire qu'une véritable
solidarité du mouvement syndical
international requiert également
un profond changement de la situation des organisations de travailleurs dans le tiers-monde, dont les mem-bres sont trop souvent obligés d'agir dans la clandestinité pour échapper à la prison et à la torture quand ces syndicats n'acceptent pas d'être de simples émanations des gouvernements, sans représentativité ni pouroir râel.

ments, sans représentativité ni pou-voir réel.

In décisration de Yaoundé, éla-borée en décembre 1979, lors du symposium sur les syndicats afri-cains et le développement, prouve d'alleurs que les organisations de travailleurs du tiers-monde sont parfaitement conscientes qu'elles ont aussi un rôle déterminant à jouer dans la mise en place d'un nouvel ordre économique mondial.

MARIE-CLAUDE CELESTE.

(1) L'Industrie dans le monde depuis 1960 : progrès et perspectives, ONUDI, 1979. (2) Jusqu'à juillet 1978, 20,7 % des montants engacts sous le quatrième FED concernaient l'industrialisation. Les taux antérieurs étaient sensiblement inférieurs à ce chiffre. inférieurs à ce chiffre.

(3) e La Convention de Lomé, néocolonialisme ou nouvel ordre économique internationals, C.G.T. Etudes et
documents économiques, 1977.

(4) Le Déli économique du tiersmonde, par Yres Berthelot et Gérard
Tardy, c la Documentation françaises,
Paris, 1978.

(5) L'Incidence des nouveaux pays tudustriels sur la production et les échanges de produits manufacturés, O.C.D.E., Paris, 1979. (6) Interview à l'hebdomadaire Mar-ché fropicaux, juillet 1978. (7) Children at Work, publié sous la direction d'Elias Mendellevich, 1979. (8) Revue internationale du fravail, volume III. nº 5. mai 1975; « Le travail des enfants à Hongkong et quelques problèmes connexes», par Robin Potter.

(9) I dollar de Hongkong vaut actuel-lement 30 centimes environ. (10) BIT : « Les ejjets des progrès techniques sur les conditions de travall et le milleu du travail dans l'industrie du cuir et de la chaussure», Genève, 1970

(11) Cf. J. de Givry, in Revue inter-nationale du travail, volume 117, n° 3, Genève, mai-juin 1978. (12) L'impact des entreprises multi-nationales sur l'emploi et la formation, BIT, Genève, 1978. (13) - Les conditions de travail dans les industries textiles y compris les pro-blèmes relatifs à l'organisation du tra-vail », rapport n° 3 de la commission des textiles, 1978.



R COMMENT STATE STATE STATE

Bon of part of designation

ten seeseurs : - : = := :

e d'une politique carrel

et de Paritain

or the charge of

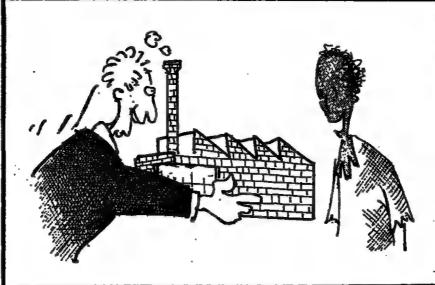
... 222. 2:

....

A CONTROL OF THE CONT

الايمانية المستونية . المستونية المستونية







le sens de l'engagement pris par les Etats A.C.P. ayant conclu un occard de troitement de l'investissement avec un Etat membre de la C.E.E. de l'étendre aux investissement de

— développer le potentiel énergétique et minier des pays A.C.P. La rareté et la cherté de l'énorgie risquent d'êtra un obstacle majeur aux efforts d'industrialisation, alors que l'Afri-que dispose d'un vaste potentiel énergétique : ressources hydrauliques, biomasse, géothermie, énergies solaire et éolieune; l'exploitation de ces potentialités non seulement desserrera l'une des contraintes qui pèsent sur la développement, mais constituera par elle-même un noyau du cours d'industrialisation autour duquel

tous les autres Etats membres en leur accor-

C'est une motivation de même type qui est à l'origine du nouvel effort de coopération dans le domaine minier. Là encore, il s'agit de relancer la mise en valeur d'une des principales potentialités de l'Afrique, à la fois pour accroître ses revenus, pour servir de tremplin à une industrialisation plus diversifiée, et ieux contribuer à l'approvisionnement

Au cours des dernières années, les lavesrements dans le secteur minier et surtout l'effort d'exploration ont connu un ralentis-sement inquistant. Pour tenter de ranverser cette tendance, la Communanté et les Etuts A.C.P. ont mis au point une série d'instruments de nature à réduire les risques économiques et politiques inhérents à de tels investisse

La convention prévoit la passibilité de conclure des accords spécifiques de protection couvrant les projets d'investissements miniers. En outre, un système d'assurances (doté de 280 millions d'unités de compte) garantit en cas d'accident, de troubles graves ou de pertes de recettes substantielles, le maintien des capacités de production ou d'exportation de six produits miniers des plus importants.

La convention prévoit enfin de développer l'effort de concertation sur les politiques indus-trielles aussi bien entre responsables publics qu'entre opérateurs privés. L'effort de coopération industrielle s'inscrit nettement dans une perspective d'interdépendance entre l'Europe et les pays A.C.P. C'est pourquoi, non seulement la Communauté s'est engagée à faciliter leur développement industriel, mais aussi bien à « tenir compte » de leurs besoins dans la formulation des politiques d'ajustement des structures industrielles de la Communauté. C'est dans ce but qu'il est préva d'organiser des consultations sectorielles industrielles et de renforcer le rôle du Centre de développement industriel créé par la première convention, afin de resserrer les contacts entre opérateurs européens et A.C.P.

La « politique de Lomé », pour exemplaire qu'elle soit au plan régional, ne peut être considérée au plan mondial que comme un « laboratoire » qui a permis la mise en place d'instruments élaborés de coopération. La définition de rolations industrielles seruit nécessairement différente avec ceux des pays en voie de développement disposant déjà assez largement d'une bose industrielle puissante et compétitive.

Cependant, tout en modulant et adaptant l'approche au niveau de développement atteint, les principes majours de la convention de Lomé
— sécurité du contrat conclu entre deux groupes régionaux, respect de la souveraineté et des choix fondamentaux de chaque Etat, combinaison d'un ensemble d'instruments de coopération, dialogue permanent — peuvent et doivent se transposer au plan mondial.

GAETANO SPERANZA

(I) Cette convention couvrait la période mars 1975-février 1980. (2) Signée le 31 octobre 1979 à Lomé (Togo) pour la période de mars 1980 à mars 1985.



l'exception des produits régis par la politique agricole communautuire — ou marché de la Communauté, einsi que des mesures d'occompagnament en matière de promotion commu

Au plus strictement industriel, l'action se portait sur le financement de l'investisse ment, d'une part ; sur des efforts d'information et de sensibilisation des opérateurs industriels, de l'autre :

— la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) apportait son concours eu financement ments productifs du secteur industriel au moyen de prête accordés le plus souvent à des toux bonifiés ou d'interventions som différentes formes (capitaux à risques). La Communauté contribueit, par le relais d'organismes financiers des A.C.P., au nt de projets concernant des petites et movennes entreprises,

et moyennes entréprises.

— le Centre de développement industriel (C.D.L.), instrument original géré conjointement par les Etots A.C.P. et la Communauté et dont l'objectif était d'intéresser les opérateurs économiques de la Communauté à la caopération industrielle evec les A.C.P. et de

les y insérer concrètement. Si les réalisations et les succès de la première convention de Lomé dans le domaine industriel sont nombreux, l'impulsion donnée per ces mayons n'a capendant pas été suffisante pour accélérer de manière significative

Certes, la páriode de crise que traverse l'économie internationale n'était guère favo-reble aux initiatives hardies ; le rencharissement de l'énergie importée a parfois empêché ou retordé la mise au point de projets ; les moyens financiers publics impliqués étaient modestes eu regard de l'amplour de la têche à accomplir. Cependont, les causes essentialles emplos à la complet de la co tielles, semble-t-il, sont ailleurs. Il est cleir que l'initiative privée n'a que peu réponde à

l'impulsion imprimée par l'action publique. Les investissements européens se sont davantage tournés vers les pays d'Amérique latine, d'Asie ou du bassin méditerranéen et même, en Afrique, sont allés d'abord vers les pays dont l'accroissement des revenus pétrolien stimulait le « décollage » économique,

L'essentiel reste donc à faire; aussi l'un des buts visés par la nouvelle convention (2) est de concliser un volume beaucoup plus important de capitaux ainsi que d'intéresses beaucoup plus largement les opérateurs privés ; ce sont eux, en effet, qui téalisant les projets industriels, qui assurent le transfert des connaissances techniques et de gestion et

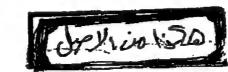
A l'évidence, cet appel aux investisses privés ne doit pas provoquer ou permettre d'influencer les choix fondamentaux des pays A.C.P. En matière industrielle plus encore qu'ailleurs, il s'agit d'aider les États A.C.P. à réaliser leurs propres options et non de les amener à adopter tels quels les modèles euro-

L'action conjointe de la Comm des Etats A.C.P. dispose désormais d'un cadre plus approprié grâce à cette nouvelle convention. Les objectifs visés sont de :

— démultiplier l'efficacité des concours

financiers communautaires en recourant plus souvent à des cofinancements publics et privés des projets d'investissement. Cette fa d'intervention, rendue en fuit nécessoire par le montant global limité des fonds publics, est particulièrement adaptée aux projets d'indusparticalierement acaptee aux projets d'indes-triclisation. Le présence de capitaux publics, généralement accordés à des conditions favo-rables, outre qu'elle contribue à rendre l'en-semble du projet financièrament plus attrayant pour un inventisseur privé, constitue un élément de sécurisotion.

— améliorer le troitement des investissements privés d'origine communautaire : c'est



LA COURONNE D'ÉPINES

Par YVES FLORENNE

E voilà bien, le pouvoir intellectuel! Ce n'est pas Lincoln qui a libéré les esolaves, c'est Harriet Beecher-Stowe. Lincoln tout le premier ne sy trompatt pas, qui, la rencomtrant pour la première fois, lui disait avec admiration et effroi : « Vous êtes donc la petite dame qui a écrit le livre qui a causé la guerre. » Il aurait pu ajouter, s'il en avait été absolument convaineu : qui nous a libérés de nous-mêmes.

mêmes.

Bien entendu, Harriett est un signe collectif. Si déterminant qu'il semble avoir été, l'Oncie Tom n'est pas le fruit d'une génération spontanée. Dans les quarante années qui l'out précédé, des intellectuels ont combattu, à tous risques, et il leur a fallu dix ans encore pour achever d'entraîner l'opinion et pour renverser, non pas exactement le pouvoir politique, mais son inertie ou sa complicité. Plus d'un siècle après, d'autres sont toniours sur la brèche pour dénouer d'autres sont toujours aur la brèche pour dénoucer la ségrégation, de droit puis de fait, l'inégalité, le racisme : il leur reste encore beaucoup de pain noir sur la planche.

sur la planche.

En tout cas, pendant un demi-siècle, des individus longtemps isolés, ou soutenus par de petits groupes, témoigneront de l'existence d'une conscience à l'intérieur de leur République qui vit ouvertement et tranquillement au-dessus de ses principes. C'est de ce témoignage et de ces témoins en action que M. Claude Pérotin s'est mis en quête, dans une recherche exhaustive où chacun est dans sa lumière et à sa place, le livre écisirant du même coup une société esclavagiste, et par ailleurs profondément inégalitaire.

A U milieu d'une vaste indifférence jusque chez les plus pauvres, les plus exploités qui ne se sentaient nullement solidaires des esclaves, au contraire, ce n'est pas qu'il n'existat aussi une conscience difference in contraire. ce n'est pas qu'il n'existat aussi une conscience dif-fuse, qui se contentait d'une désapprobation morale, silencieuse et de vœux pieux : principalement dans le Sud. Paradoxe apparent : le Nord, n'ayant pas à vivre face à ce problème moral et an contact de cette réalité physique, consacrait son imagination et son temps I des affaires plus sérieuses. Le Sud avait caressé des réformes et même une émancipation à caressé des réformes et même une émancipation à terme. On avait longtemps compté sur une extinction naturelle de l'esclavage que la situation économique n'exigeait nullement. Cette situation fut retournée par la technologie ! l'invention de l'égreneuse mécanique avait donné son essor à la culture cotonnière, et le « rol coton » ne pouvait plus régner et prospèrer sans les esclaves. La conséquence avait été qu'à l'esclavage patriarcal avait succédé l'esclavage industriel, allant jusqu'à la production, à l' « élevage » des esclaves, comme celui d'un hétail, source de grands profits.

C'est donc précisément la campagne abolitionniste et son caractère radical qui vinrent abolir du même conp les « bous sentiments ». La réaction du Sud fut celle de gens à qui ou veut arracher le pain — un pain très doré — de la bouche. et dont la conscience sub-siste juste assex pour avoir besoin de forter des jus-tifications morales à cela même que leur morale tifications morales à cela même que leur morale avait mal toléré. D'où la théorisation d'un racisme absolu : le Noir était à la fois une indispensable bête de somme et une bête sauvage, dangereuse si l'on entrouvrait sa cage. L'opinion était toute prête à accepter une telle vue, pulsqu'elle semble avoir été peu alertée, peu émue — sinon de peur — par les révoltes d'esclaves. La nécessité apparaissait donc d'une « croisade » abolitionniste : le premier croisé fut Garrison, l'évangile, son journal le Liberator. Il fut insuité, persecuté, emprisonné, haï, sanvé de justesse du lynchage, dans sa ville de Boston, la plus civilisée de l'Union, capitale intellectuelle du Nord. Sulvent les excellents portraits de Channing, Philipps, Parker.

Nous avons parlé d'intellectuels, non encore d'écrivains comme l'anteur dans son titre : les quatre prophètes de l'abolitionnisme sont en effet un journaliste, un pasteur, un avocat, membre de l'aristocratie hostonienne dont la cause des esclaves fit, selon Emerson, « le plus grand orateur du siècle »; enfin, un théologien. Quand celui-ci, dix ans après Garrison, entra en lice, les écrivains avaient pris et surtout allaient prendre au combat une part soit discrète, soit décisive. Dans cette perspective peu explorée Pouvage est une étude littéraire d'un extrême intérêt. On y découvre des poètes mineurs et aussi des poètes noirs; mais les plus célèbres se tiennent plutôt en retrait : une pincée de poèmes pour Longfellow, dont la couviction est certaine; plus abondant, en vers et en prose. Whitmann se montre distant, variable, ambigu. Seul Whittier s'engage ardemment, son exemple entraîne, Whittier s'engage ardemment, son exemple entraîne, mals sa réputation est au-dessus de son talent. On ne peut que noter l'absence du plus grand. Edgar Poe, celul-là même pour qui « les Etats-Unis ne furent qu'une vaste prison (1) ».

CANS doute parce qu'ils recouvrent presque toute la période, les philosophes et moralistes, Emerson, Thoreau, sont rejetés à la fin de l'ouvrage. La plus grande place appartient aux romanciers : très ins-tructive est l'évolution prudente du roman. En fin, Mme Beecher-Stowe vint... Une sainte passion l'ani-mait. Les féministes apprendront avec satisfaction qu'une autre de ses motivations fut d'avoir souffert dun lour essissage princage d'avec la servicule fami. qu'une autre de ses motivations fut d'avoir soutiert d'un long esclavage ménager, dans la servitude fami-liale, maternelle, conjugale. Dans sa Case, elle s'est offert la compensation poétique du beau et byronien Saint-Clare. Sur le plan littéraire, M. Pérotin lui rend une exacte justice, entre un excès d'honneur et une indignité imméritée. Mais elle reste l'écrivain ti une indignite immeritée. Mais elle reste l'ecrivain historique et légendaire qu'elle fut. S'il est vrai que le livre ne révélait pas l'esclavage aux Américains, son retentissement même est révélateur : personne ne pouvait plus « ignorer », ni s'absteuix de prendre parti. Imagines l'inimaginable : un livre sur les camps, explosant dans l'Allemagne nazie.

On dira que les écrivains ont mis le feu aux pou-dres — tout de même, une mêche longue de cinquante années! — mais que la machine ne pouvait que sauter. Ou se camoufier? Le Nord, longtemps fort compré-hensif et complice, fluit par prendre conscience que la logique du Sud entrainait l'Union tout entière vers la dictature politique. Celle du capitalisme nordiste se sentait menacée.

Bonne dernière à abolir l'esclavage, la République

se sentait menacée.

Bonne dernière à abolir l'esclavage, la République américaine n'a-t-elle pas été un bel exemple de ce péché qu'elle n'est pas la dernière à dénoncer si justement anjourd'hul: un Etat qui, sur l'essentiel, viole sa propre Constitution? Avec un passé si lourd et si proche, on peut concevoir que les plus conscients des citoyens, dont la dernière génération a en des grands-pères propriétaires d'esclaves, puissent éprouver quelque gêne à se faire hautement les purs champlons des droits de l'homme. L'auteur a emprunté le tifre de sa première partie — « la Couronne d'épines » de sa première partie — « la Couronne d'épines » —
à un hymne abolitionniste. Il n'a sans doute pas songé,
et personne ne semble s'en aviser, que cette couronne
d'épines géantes — était-ce un trait secret du sculpteur
français? — est précisement celle que porte la statue
de la Liberté.

Les Ecrivains anti-esclavagistes aux Etats-Unis, Paris 1978, 392 pages, PUF. (1) Baudelaire.

LIBRE-ECHANGE ET RESTRUCTURATION

«Les Pièges de l'Europe»

D ISPARITIONS d'entreprises, licenciements massifs, baisse du pou-voir d'achat : la C.E.E. n'apparait pas mieux armée que la plupart de autres régions pour affronter la « crise ». Il y a donc lieu de s'interroger sur la nature et le sort du moiet européen. C'est et le sort du projet européen. C'est ce qu'ont voulu faire Paul Desbois et Jean-Pierre Ramadac en se plaçant, délibérément, hors du discours idéolo-

délibérément, hors du discours idéolo-gique communautaire qui tend à pré-senter l'Europe des Neuf comme une entité autonome, déterminée princi-palement par des principes et des mé-thodes qui lui sont propres (1). On ne trouvera donc pas, dans leur ouvrage, les analyses habituelles sur le jeu des institutions, les « acquis com-munautaires » ou le fonctionnement des organes mis au service d'une hypo-thétique « politique commune ». Le des organes mis au service à une hypo-thétique « politique commune ». Le Marché commun apparaît ici comme un champ ouvert, culnérable à la stratégie des sociétés multinationales — américaines en particulier — que les truités de Rome avaient eu l'imprudence de ne pas distinguer des sociétés nationales. Les auteurs enten-dent donc d'abord démonter le méca-nisme de la domination qu'exercent les sociétés multinationales sur l'économis mondiale, et notamment sur cello-mis mondiale, et notamment sur celle de l'Europe des Neuf. Ils dénoncent, avec de multiples exemples à l'appui, les moyens utilisés par les geants américains, et leurs alliés européens américains, et leurs alliés européens du monde des affaires ou de la poli-tique, pour asservir le projet à leurs conceptions néolibérales : internatio-nalisation du capital, concentrations, cartelisation, transferts de production, détournement des aides de l'Etat et violations du traité de Rome avec, le plus souvent, l'assentiment contraint et discret des agrangements des pous piul souvent, l'assentiment contraint et discret des gouvernements des pays membres ou de la Commission de Bruxelles. Leur grand mérite est de prouver qu'il ne sert à rien de parier « produits » ou « commerce » pour comprendre le déclin des industries européennes : c'est de « firmes » qu'il jaut parler si l'on veut faire éclater l' « imposture du libre-échange international ».

national a. national a.

Après une enquête assez exhaustive menée dans le domaine réservé des sociétés multinationales — d'autant plus réservé que l'idéologie communautaire lui sert de couverture, — ils consacrent d'autres chapitres à exposer plus sommairement les écueits de la politique aurirole commune le e dère. pius sommarement les écieus de la politique agricole commune, le « déra-page institutionnel », l'imputssance des syndicats, retranchés « sur la défen-sive », à mettre au point une réposit concerté cone les temporiteurs du blanconcertes auc les irabatueurs au ters-monde, pour finir par aborder le pro-blème des libertés, où résiderait le dernier « pège» tendu à l'Europe : l'espace fudiciaire européen, d'abord conçu pour lutter contre le terrorisme, conçu pour lutter contre le terrorisme, serait un instrument tout prêt, à leurs yeux, pour servir un éventuel dessein totalitaire au cas où la gestion du « chômage de masse » en Europe deviendrait par trop difficle. Le député socialiste Jean-Pierre Cot, qui dans su préface apporte son adhésion à la plupart des thèses des deux auteurs, me partage pas toutefois leur avis sur ce point. Et pouriant, la « restructuration » est loin d'être achevée. Chaque jour, des déclarations officielles prometient à l'opinion des années plus difficiles : si le chômage est ainsi au programme, comment ne songerait-on pas, dans les capitales européennes, di prévenir les troubles qui en découleront inéluctablement? Et quel autre moyen, pour cela, qu'une restriction des libertés? Le plus redoulable des pièges tendus aux travailleurs européens serait assurément celui auquel on se refuse à croire, au nom d'une démocratie déjà menacée. cratie déjà menacée.

MICHELINE PAUNET.

(1) Paul Deabols et Jean-Pletre Ra-madac, les Pièges de l'Europe, éditions Anthropos, Paris, 1979, 434 pages.

ESSAI D'EXPLICATION DE LA REPUBLIQUE FEDERALE ALLEMANDE A L'USAGE DES ALLEMANDS ET DES AUTRES. - Peter

Brückner Assumer leur identité nationale n'a jamais été chose facile pour les Allemands. L'un d'eux, Peter Brückner, universitaire auspendu de ses fouctions pour des raisons politiques, tente dans un essai difficile et parfois confos de moutur la fil conducteur de la construction d'une identité nationale aujourd'un en R.P.A. Catte démarche commande une réflexion nouvelle sur le fascisme qui n'est présenté ni comme le produit d'une prédisposition nouvelle sur le fascisme qui n'est présenté ni comme le produit d'une prédisposition naturelle de tous, ni comme une chape de plomb instaliée et manipulée par quelques-una Mais comme quelque chose de plus insidienz, et qui laissa des traces pour aboutir à une « véritable fascisation du peuple »: l'Etat se charge de toute son existence sociale. L'auteur ne s'étoune pas de la thèse de la « continuité historique » de l'Etat, de la nation, défendue officiellement en R.P.A. Elle serait fondée sur la « surodéssauce » du citoyen à l'Etat. Un Etat qui a réued à dépolitiser son pouvoir pour le justifier uniquement sur le terrain de l'« cificacité économique » et qui a intègré le rapport capitaliste dans la Loi fondamentale. Dés lors, la R.P.A., armée de l'anticommunisme bérité de la guerre fruide, est une société « édélogique» qui a besoin du consensus social le plus large, et une société « politique» qui accepterait le conflit. L'identification du citoyen au système social-économique devient le paradigme da la conscience nationale. Paradoralement, le refoulement du passé a permis une renagification en douceur dont une des conséquences a été le clivage parul les générations des années 70. * Maspero, Paris, 1979, 236 pages

CULTURE

LINGUISTIQUE ET COLONIALISME. - PETIT TRAITE DE GLOTTOPHAGIE — Louis-Jean

→ Petito Bibliothèque Payot, Paris, 1979,
236 pares. 215 pages.

L.J. Caivet rappelle, dans cette notivelle édition révisée, que le colonialisme s'est toujours accompagné d'une domination linguistique imposant, avec plus ou moins de aucès, la langue des coloniasteurs à la population locale. Il montre comment l'emploi de la langue importée par l'administration et son expansion, à la faveur du néo-colonialisme, su sein des élites urbaines locales (à l'exclusion des paysans), correspondent à la division en classes sociales de la société colonisée : sinsi la lutte contre la domination linguistique se confond-elle avec la lutte des classes et avec le combat nationaliste, la langue étant le emaquis du peuples (p. 155).

Cette analyse se fonde surtout sur la

cette analyse se fonde surtout sur la pollitique de la France alors que le colonialisme a suvir plusieurs voites dans ce domaine. La Belgique au Congo dans le passé et l'Afrique du Sud à l'heure actuelle ont tout fait, par eremple, sous le faux prétexte de respecter la langue maternelle des divers peuples, pour les enfermer dans un ghetto linguistico-culturel les empéchant de communiquemente eux et de forger un nationalisme noût. La révolte de Soweto, en 1976, n'a-t-elle pas écaté parce qu'on a voulu supprimer l'enseignement de l'anglais dans les écoles des Noire? L'auteur a stendance, d'autre part, à idéaliser la situation après l'élimination de la langue du colonisateur. A l'exception de deux ou trois, les Etats africains sont tous plurilingues et le choix d'une langue officielle commune y est sonvent ressenti comme un acte de domination d'une ethnie sur les autres peuples.

SOCIÉTÉ

Grasset, Paris, 1979, 125 pages. F Grance, Paris, 15-3, 123 pages.
Cet estal ne vaudrait-il que par la
concision, la pureté et l'élégance de sa
langue (e le réspect de la langue, dit justement l'auteur, est d'abord ma question
de morale »), il mériterait déjà d'être lu.
Mais su plaisir du texte s'ajoutent la pertinence et la denaité d'une réflexion
qu'anime avant tout le souci de ne plus
être dupe.

qu'anime avant tout le souci de ne plus être dupe.

A la différence de tant d'intellectuels qui dégus dans leurs chimères historiques, donnent désormais dans le ninilisme ou le mysticisme, c'est d'abord luimème que R. Jaccard fact en question.

Discrètement — est il reste très réservé, — mais férocement. En disclant svec art des aphorismes sur l'amour et la mort, le pouvoir, les compromis et les petites làchetés de la vie quotidienne qui défont les grands réves et engiuent l'existence dans la médiocrité. Echapper i ext enlisement, edéferminer à ammenu le poide de l'anteur ? Son livre n'apparaîtra désenchant qu's ceux qui préférent, comme dit Camus, eles roars de l'illusion sur épiese de la vérité». Les autres apprécisront son impitorable jucidité et l'existence éthique qu'elle manifeste. C'est finalement un beau livre de moraliste que R. Jaccaré vient d'écrire.

M. T. M.

ÉCONOMIE

UNE STRUCTURE INDUSTRIELLE OPTIMALE POUR LA FRANCE. — J. de Bandt et K. Sipek

★ Ed. Cujas, cabler IREP nº 16, Paris, 1979, 222 pages.

Plutôt que de définir la structure industrielle française idéale comme celle qui serait adaptée à l'environnement international, et de s'opposer en pra-tique, par un protectionnisme efficace. qui serait adaptée à l'environnement international, et de s'opposer en pratique, par un protectionnisme efficace, à l'influence de ce même environnement international, comme le font depuis tant d'années les responsables de la politique industrielle française, na vaudrait-il pas mieux, enfim. définir la chonne s structure industrielle comme celle qui répond à la fois aux objectifs socio-économiques internes et aux « contraintes » externes ? C'est ce que tentent les auteurs de cet ouvrage qui rend compte de travaux réalisés en grands partis grâce à l'appul « intellectuel et fluancier » de l'ONUDI. Force est de reconnatire que le bon sens est, dès le départ, du côté de cette entreprise. Mais elle est plus difficile qu'il n'y paraît Après une présentation de la problématique des « préférences de structure », qui ne s'attarde peut-être pas asses sur la signification que le professeur Jean Weiller donne à ce terme, on procède à la définition d'un système d'objectifs suxquels doit satisfaire la structure industrielle française pour être considérée comme optimale: emploi, satisfaction des besoins, réduction des dépendances, compétitivité et complémentarité avec les pays en voie de développement, efficacité productive et sauvegarde de l'environnement. La pondération a blen soin de ne pas faire apparaître les objectifs externes. Compétitivité) comme prioritaires. Ce système est ensuite traduit à travers des fourchettes d'évolution d'un certain nombre de variables. Des dounées exogênes (démographie, taux de croissance global) complétent le modèle qui, après traitement (analyse

multicritère, optimisation), fournit un tableau chiffré de la structure industrielle française en 1990, en vingt ou solkante et un secteurs, compatible avec les objectifs de départ. Conclusion un peu décevante sans doute pour le lecteur non spécialiste. Seules deux étadications majeures pour la politique sont citées, à savoir qu'une franche incompatibilité apparaît pour la France entre plein emploi et économies d'énergie, et que, au contraire, il n'y a pas d'incompatibilité eure plein emploi et pénétration des importations en provenance des pays en vois de développement. Mais ces deux résultats ne paraissent pas suffisamment découler de la démonstration elle-mêms. Un axe de recherches à suivre.

RELIGION

CHANGER LE MONDE, DNE TACHE POUR L'ECLISE. — Vincent Cosmao * Editions du Cerf, Paris, 1979, 138

Poursuivant l'œuvre du père Lebret, vincent Cosmao appréhende le nature du sous-développement, non comme un accident, mais comme l'aboutissement e des oberrations d'une histoire conduite par quelques-ens pour les plus grand proité et pour le me le eur du grand nombre ». Partie prenante dans la société dévelopée, l'Egites accepte trop le sacralisation du pouvoir économique et poistique, agent de l'injustice, et trop peu sa mise en cause, hésigné les leçons du passé : Changer le monds montre comment l'Occident postchrétien a dû nier Dieu pour accèder à une civilisation ratiounelle dans une mutation qui n'impliquat pourtant pas ce refus; mas la santalisation des systèmes sociatus de la chrétlenté médiévale la condanna.

CLINIQUE LA MÉTAIRIE

CH-1260 NYON près GENEVE

SUISSE

Etablissement médical privé de premier ordre pour les affections du système nerveux Lac Léman - Tél.: 1941/22/61 15-81 Docteur G. W Semadeni, médecin-directeur

Chlmiothéraple - Psychothéraple - Traitement des insomnies Désintoxications - Traitement de l'obésité d'origine asychosomatique Physiothéraple - Sports.

AMÉRIQUES

NICARAGUA, LA VICTOIRE D'EM PEUPLE ... Présenté par André Jacques

* L'Harmattan, Paris, 1979, 160 pages. A L'Harmattan, Paris, 1979, 160 pages. André Jacques n'a d'autre ambition dans cet ouvrage, dont il s'écrit la préface, que de laisser parier les Nicaraguayens. D'abord en traduisant une bonne partie de l'ouvrage Cingunate Anuées de lutte sandiniste du commandant Humberto Ortega, anjourd'hui ministre de la défense et membre de la direction nationale du P.S.L.N. Ensuita, en reproduisant des têm ol ginages et des documents historiques! déclaration des Douze, programmes du M.P.U., acte constitutif du Front national, programme de la junte gouvernementale de reconstruction nationale, hymne du F.S.L.N., etc.

Ce livre est, pour l'instant, le seul dont disposent en français le lecteur ou le chercheur s'intéressant au nouvesu Mica-

AFRIQUE

GUIDE BIBLIOGRAPHIQUE DU MOZAMBIQUE. - Maria Edy Chonchol

* L'Harmattan, Paris, 1979, 135 pages. t L'Harmattan, Paris, 1979, 135 pages. Le Mozambique a inventé un « écodéveloppement »; « c'est là le point central de
noîte réflexion », précise Maria Eny Chonchol dès le début de son Guide du Mozambique. Cette constatation oriente l'ouvrage
et lui donne son originalité. C'est d'abord
une recension de très nombreux traités,
études, notas en portugais, en français,
en anglais, en allemand, suivis de brèves
analyses pour les plus importants, et
répartis selon quaire thèmes : ressources
naturelles, impact de la colonisation sur
l'anvironnement, expériences d'organisation de la société, ouvrages généraux.

Maia, allant au-dalà is livre engage

Mala aliant au-delà, le livre engage une réflexion sur une société dont l'orga-nisation démocratique, issue de la guerre et de la pauvreté, conduit tous les domaines de l'existence collective. Ainsi le milleu naturel, en général considéré comme donnée apolitique, et dont pourtant les éléments ens depiétament ressources que loraque intervient un fujement de valeur le hommes qui l'habitent s. traduisant e les estimations d'une société sur son propre destin s.

A travers la bibliographic qu'elle pré-sents, M. E. Chonchol explique comment le Mozambique en lutte pour son indéle Mozambique en lutte pour son indé-pendance s dù inventer une norme sociale, économique et politique particu-

ARGENTINE : LE DIABLE DANS LE SOLEIL Carlos Gabetta

* Atelier Marcel Julian, coll. s Les droits de l'homme s, Paris, 1979, 336 pages. Atelier Marcel Jullian, coll. a Les dreits de l'homme a Paris, 1978, 336 pages.

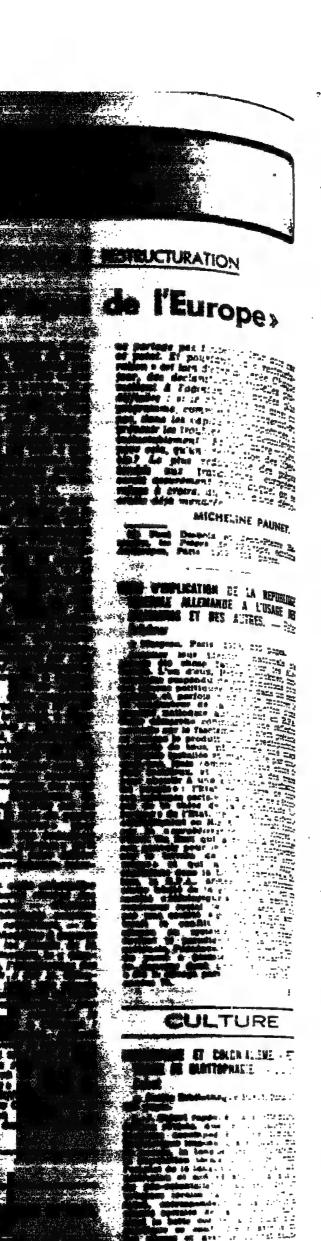
Le 25 mai 1973, à l'occasion de la prise de fonctions du président Campora — élu sous la bannière péroniste agrés sept ans de dictature militaire, — des millions d'Argentins scandaient dans tout le pays. à l'encontre des forcès armées acculées à se ratirer du pouvoir : #5'en vont. L'en vont. Jemais au reviendront. » la sont pourtant revenus très vite, il la cont pourtant revenus très vite. Il mars 1976, décidés à faire payer cher au peuple cette humiliation. Le livre de Carlos Gabetta, le Diable dans le soleil, par une série de témoignages, est la chronique de cès trois ans de barbaris qui ont frappé le pays le plus avancé de toute l'Amérique latine. Ces témoignages — notamment ceux de Martine Herrers, dont les trois entants, le gendre et les belles-filles sont portès disparus; de Martin Carras, témoin de l'assassinat de se mêre et de se sœur ; de Jean Domergue, homme d'affaires français qui attend toujouns des nouvelles de son fils Yves; du sénateur radical Trigoyen, miraculeussement rescapé de la torture, — il faut les lire pour massurer à quel point la répression en Argentine n'est pes une juxtaposition de bavures, mais un projet cohérent destiné à extirper de l'esprit et du corps de la nation toute veillété de résistance à l'ordre étabil, de dignité et même de pensée autenome.

Ce projet a d'ailleurs été formulé de manière très explicite par bon nombre d'officiers et l'on s'étonne, à moins que d'antres intérêts ne soient un jeu (1), qu'il subsiste encore des secteurs politiques pour ignorer la nature ouvertement factiste du régime argantin, à qui il ne manque même pas l'antisémitisme comme attribut spécifique...

Carlos Gabetta na se borne pas à faire parler des témoins ou des acteurs. Il éclaire et explique leurs propos en démontant la logique du régime et en montrant que la protestation strictement humanitaire réduite à la dénonciation du fait répressif ne suffit pes. Les droits de l'homme sont suest économiques et sociaux. C'est la survie de la classe dirigeante argentine — en tant que telle — qui entraîne le recours cyclique aux interventions militaires : « L'empleur et la férocité de la répression sons directement proportionnelles en unionn de contestation sociale, celle-ni étunt, de la même jagon, proportionnelle qui nineau d'exploitation et d'injustice qui découlent du système. »

(I) CL le Monde diplomatique de dé-cembre 1979 : « Quand la vérité sort de la bouche des officiers généraux ».

LES CHEMINS DE LA DESILLUSION. - Roland Jaccard





De la France

Quelle image de la France, de son peuple et de ses vertes, nous proposent, cette décennie. les plus récents films français? A on croire de sateurs, le pays, sur le fand,

rait immuable, inaltérable. « Ça n'a pas changé depuis dix ons », roit immueble, ineltérable. « Ça n'a pas changé depuis dix ons », s'exclame, dans le Piège à cons, de J.-P. Mocky, un professeur ganchiste expetrié sprès 1968, en débarquent au Havre où il assiste à un affrontement coutumier entre C.R.S. et auvriers des chantiers nevals. Dans ce film anarchiste (qui reprend, pour l'essentiel, la trame de Solo, réalisé dix ans plus tôt par le même Mocky), tout rappelle d'ailleurs, non sons nostalgie, l'effervescance et la frustration des années 68 : d'an côté, des minorités s'agitunt (soloriés en grève scandant à longueur de « mentifs » « 35 heures ; pos de chômeurs », ou activistes d'extrême geuche infatigables) tandis que, de l'autre, dans l'ousemble, les citoyens subissent dans la passivité et la résignation les décisions erbitraires d'une classe politicienne éternellement combinarde.

et la résignation les uccurrent de la résignation les uccurrent de la résignation les uccurrent lorsqu'on compare la Rosière de La même immusbilité transparaît lorsqu'on compare la Rosière de Pessac 79 ou film de titre identique, réalisé sur le même sujet en 1968, déjà, par Jean Eustache ; les rituels sur le modifications de surfuce maintiennent inchangés et les modifications de surfuce de la prosve tribale se maintiennent inchungés et les modifications de surface tribale se maintiennent inchungés et les modifications de surface n'affectant guère le temps long des mentalités, comme le prouve aussi l'attentive séquence du repas de mariage dans Passe ton boc, d'abord, de Maurice Pialet.

Pour le cinéma français, l'immobilité d'ordinaire est la propre Pour le cinéma français, l'immobilité d'ordinaire est le propre de la province; la petite ville constitue le lieu par excellence des rancours et du ressentiment, du caferdage et du pharisaïsme (la Ville des silances, la Fernme filc); elle peut être aussi le refuge de l'intolérance pour une patite-bourgooisie fuscistaïde (cf. Hoine, de Dominique Goult). Cette classe, ca n'est pas nouveau, se sont menacée par tout ce qui, dans le domaine des valeurs morules, peut affectes, lézardar le consensus éthique qui fonde sa respectabilité. Cerdienne de l'ordre moral de la France profunde, élle est france mant honoratife.

Sur le plus des mours, le cinéma français évoque de plus en plus souvent des sujets naguère tubous : l'avortement, par exemple, dans le Juste Droit ou dans le film de Youn Le Masson, Regarde, cous le Juste Droit ou dans le film de Youn Le Masson, Regarde, elle a les yeux grands ouverts (que comments ci-dessous Noille de Chembrun); et l'homosexualité, dont troite frontalement la Roce d'Ep, de L. Soukaz et Guy Hocquenghens, mais qui affleure dans de nombreux films récents (la Guerre des polices, la Ville des silences, la Gueule de l'autre, la Femme flic, etc.) ou devient le sujet central d'une évocation singulière du temps de l'occupation et de la Résistance, époque héroïque par excellence du cinéme français (Nous étons un seul homme, de Ph. Vellois).

Horai cele, rien a'curait changé donc en ces années 10, mais une sorte d'indisposition chronique, d'inquiétude généralisée recouvriruit le pays. Certains appellent cele la crise; crise du pouvoir, toujours et avant tout. Désagrégation et décadence de certains corps de l'Etat, les services de le sûreté par exemple qui, dans la Guerre des polices, s'affrontent entre eux et assument avec cynisme les inévitables e bavares a causées par cette rivalité. Lorsqu'à le pratulité de cartains policiers viennent s'ajouter les négligences des juges, l'erreur judiciaire devient plousible comme tente de le prouver, avec une certaine lourdeur, Michel Drach dens le Pull-Over rouge. Misère aussi (surtout) des mours politiques, et la majorité au pouvoir depuis vingt-deux ans se voit souvent vilipendée pour le

carrièrisme impudent de ses membres (le Mors aux dents), leur affairisme ébonté (le Piège à cons) ou leur électuralisme grossier (cf. la séquence drolotique du discours en play-back fait por une doublure du candidat officiel dans la Gueule de l'autre, de Pierre Tchemia). Le monde de l'information, la pressa et la télévision, apperaissent aussi à la solde du potroir politique en place, et, si quelques journalistes font preuve de troubles de conscience, ils demeurent molgré tout le jouet de furces beaucoup trop puissantes (l'Œil du maître, de Stéphane Kurc, ou le Journal, feuilleton de télévision en six épisodes de J.-P. Pétrolacci).

Démoralisés par le récession économique (que, seul, évoque le Plège à cons) et intimidés par une classe dirigeante dont aucun scandale ne parvient à entamer l'arrogance, les Français cherchescondule ne parvion à éntomer l'arrogance, us rrançais enerche-raient à s'en sortir individuellement en participant à danx grandes activités collectives : le jeu du Loto, dant Christian Gion vante les mérites dans le Gagnant, ou celui du tiercé, dont Laurent Heyne-mann, dans le Mors aux dents, démonte les combines, les escraqueries et l'utilisation politique qui peut én être faite

Enfin, si certuins, comme Jean-Pierre Mocky, considèrent que l'issue au désenchantement et au défaitisme actuel passe malgré tout par le militantisme politique (même si ce réalisateur estime que celui-ci n'est qu'une sorte de « piège à cons »), d'autres cinéastes, pessimistes ou nostolgiques, voient déjà ventr une troisième guerre mondiale (Granier-Deferre dans le Toubib) ou — les plus insensés — révent encore à de nouvelles aventures coloniales (par extemple, Racul Coutard dans La légion soute sur Kolwezi). Pour entrer dans les années 80, les François se retrouvent dans les cinéma confirme une donnée bien banale — en deux comps politiquement opposés, socialement antagonistes, économiquement affrontés, et moralement différents. Le fameux consensus n'est

IGNACIO RAMONET.

Quand l'actualité « fait du cinéma »

de la politique, ou dans le champ de l'histoire si l'on admet que la politique n'est que le temps sero de l'histoire. Certes, mais à la condition que le film rencontre un public un film qui dort sur les tablettes d'un distributeur, ou dans le piacard soigneusement réfrigéré de son auteur, n'est pas un film politique. L'effet nati d'un rapport qui se crée entre l'objet-film, projeté sur un écran, et le public qui le reçoit.

Cette relation au public n'est pas

le public qui le reçoir.

Cette relation au public n'est pas toujours prévisible. Ce n'est pas lei le lieu d'ouvrir une polémique sur la distribution des films en France, mais seulement de constater que des films apparenment normalisés, calibrés, moulés pour les écrans des grande circuits persent devenir accigrands circuits, peuvent devenir acci-dentellement, ou par surcroft, des événements politiques. Deux exemples en deux semaines en témolgnent.

en deux semaines en témoignent.

La Guerre des polices, film de Robin Davis, tourné sur un scénario romaneque, étayé par un certain nombre de comédiens populaires, sort sur les écrans le 14 novembre 1979 : quatorze salles à Paris, dont quelques salles prestigieuses du circuit U.G.C. Il raconte, avec toutes les conventions d'un genre éprouvé aux deux rives de l'Atlantique, une histoire de policiers et de gangsters, en insistant moins sur la traque du gangster (Sarlat, « ennemi public numéro un », recherché par toutes les polices) que sur la rivalité minable et coûteuse qui oppose de ux super-flice et leurs équipes.

Routine, à peine un trois centième

Routine, à peine un trois centième de la production française de la saison. Fourtant la Guerre des polices mobilise la presse, et souvent dans des rubriques qui ne sont pas celles où on parle ordinairement de cinéma : une pleine page dans le Monde, des articles dans les hebdos (V.S.D. par exemple), des discussions. Deux semaines plus tôt, les policiers de l'antigang ont exécuté Mearine (ennemi public numéro un, recherche peu tentite les policiers public numéro un recherche de Cili-(ennemi public numero un, recherché par toutes les polices) porte de Clignancourt. Les médias ont donné à l'événement un écho considérable, la télévision a servi à vingt millions de téléspectateurs le cadavre saignant du gangster à l'heure du diner. Polémiques, interpellations, dépôts de plaintes, la mort de Mesrine et les conditions dans lesquelles elle a eu lieu deviennent un petit fait de société. Les flics cow-boys sont à la une.

la une.

La Guerre des polices tombe, fortuitement, en pleine actualité. Le
film fonctionne, c'est-à-dire trouve
son rapport avec le public, à l'intérieur de la grosse bulle qui a gonfié autour de la partie de chasse
de la porte de Ciignancourt. Dans
sa première semaine d'exclusivité sur
Faris et la banlieue, il mobiliae
cent vingt-cinq mille deux cent trente
spectateurs, deux fois plus que Tess,
trois fois plus que le Toubib ou
Don Giovanni.

BOCIÉTÉ

La Guerre des polices, pour un temps bref sans doute, et à l'intérieur d'un système d'information bien défini, est devenu un film politique. défini, est devenu un film polliaque.

Plus frappant encore est le phénomène de mobilisation, donc de
politisation, qui a accompagné la sortie du Pull-over rouge, de Michel
Drach. Les qualités d'écriture du
film ne sont pas en cause. On peut
légitimement estimer que la démarche
de Michel Drach est simpliste, voire
démarchement con sa mise en acène. démagogique, que sa mise en scène est patre. N'importe. Le Pull-over rouge, en novembre 1979, fonctionne comme un thermomètre plongé dans la société du libéralisme avancé, ou comme le bâton qui agite une four-milière. milière

Vollà un film qui est tiré d'un livre. L'ouvrage de Gilles Perrault, qui a été un gros succès de librairie, a en des centaines de milliers de lecteurs, mais on ne saurait dire qu'il a provoqué une levée de boucliers. Or l'annonce de la sortile du film, avant même qu'il ait été vu par qui que ce soit, mobilisait de proche en proche la vieille France conservatrice, les maires qui n'avaient rien appris ou rien retenu des affai-res — lointaines il est vrai — du Blé en herbe ou des Liaisons dange-

Le film sort. Le groupe Honneur de la police, qui renvendique déjà un attentat contre un responsable de la C.G.T. et l'assassinat de Pierre Goldman, menace de plastiquer les salles de cinéma.

coloman, menace de plasaquer les salles de cinéma.

Les premiers émois prenaient prétexte de la douleur de la famille de la victime de ce crime pour lequel Christian Ranucci avait été guillotiné un matin de l'été 1976. Très vite, du fait divers et de cette douleur an demeurant légitime, on passe un cran an-dessus. L'avocat général Pierre du Portail parle d' « agressions montées contre les institutions de l'Etat », juge « intolérable de voir des officiers de police et un juge d'instruction ainsi discrédités et bajoués... ». Le maire de Plan-de-Cuques interdit le film sur le territoire de sa commune et s'en explique : « Un film de ce genre favorise les assauts de loubards qui remettent en cause l'équilibre de la société... Nous voulons protéger la jamille Rambla, mais au-delà, surtout, déjendre la société tout entière. »

Des syndicats de policiers de s

Des syndicats de policiers des Bouches-du-Rhône télégraphient à trois ministères (intérieur, justice et culture) pour se plaindre de « séquen-ces diffamatoires »...

Le Pull-over rouge, qui ressortit su « cinéma des droits de l'homme » au même titre que nombre de films d'André Cayatte, d'Yves Boisset ou de Paul Vecchiall, ne voulait pas être autre chose qu'une protestation humaniste contre la peine de mort fondée sur un dossier solide, sur la mise en images du dossier solide rassemblé par Gilles Ferrault. L'affaire du Pull-over rouge devient, elle, le révélateur des comportements d'une société maiade. Elle cristallise les société malade. Elle cristallise les peurs, les comportements de fuite, le

besoin de sécurité, le recours au père (maire et censeur), en un mot la régression civique et morale de tout un secteur de l'opinion. Elle fait renaftre, en 1979, un vieux

fantôme que l'on croyait rangé dans le même placard aux accessoires médiévaux que la taxe des pauvres : la censure des maires. Eile fait mesurer aussi combien la fascination exercée par l'écran reste vive. Personne n'avait songé à

hurler au loup ou à allumer des bûchers lors de la sortie du livre de Gilles Perrault, Mais le film, qui ne dit rien de plus, dérange.

ne dit rien de plus, dérange.

Peut-être parce que le cinéma, et particulièrement ce cinéma-là, s'adresse à tous les publics, alors que le livre est réservé à une élite ou à une minorité. Dans le récent ouvrage qu'ils ont consacré à l'Usage des médias-en temps de crise, Armandet Michèle Mattelart citent Jean-Louis Servan-Schreiber qui se demandait si l'information écrite n'était pas en passe de devenir « Papanage du quart le plus cérébral de la population, la masse trouvant la suits-jaction de ses besoins distractifs et informatifs dans le système audiovisuel ».

C'est la consommation cinémato-

graphique de cette France-là (les trois quarts non-cénébraux, on décérébres, la France de Guy Lux?) que l'on veut encadrer, c'est un imaginaire populaire que l'on veut

· Il faut la relation du film et de l'événement pour que devienne évi-dent le passage d'un bref courant. Le film, ici, n'est pas seulement le reflet d'une réalité sociologique. Il est le lieu de la cristallisation. Il met en action des mécanismes dont il faut bien dire qu'ils sont mal maitrisés, aussi bien par ceux qui font le cinéma que par ceux qui l'analysent. Peut-être ne serait-il pas inutile de les quertiens serait-il pas inutile de les quertiens seraitinutile de les questionner aussi.

JEAN-PIERRE JEANCOLAS.

« Regarde, elle a les yeux grand ouverts »

N 1976, date de la promulgation de la loi Veil sur l'interruption de grossesse, le MLAC d'Alx-en-Provence (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) exis-tait depuis deux ans déjà. Issu des carences de l'institution médicale, il fut créé par des femmes pour mettre fin à la boucherle clandestine dont les plus défavorisées d'entre elles étalent victimes. Mais il intégraft aussi toutes les luttes féministes des années précédentes, où s'affirmait pour la temme le droit à la maîtrise de son propre corps. Au MLAC d'Aix-en-Provence, des femmes venalent interruptions de grossesse sans assis-tance médicale directe. Cela était posration », sans danger, peu coûteuze et praticable par un personnel non spécialiste. Nombre de médecins sympathisants, mais prisonniers de la déontologie médian MLAC.

Regarde, elle a les yeux grand ouverts, le film de Yann Le Masson, retrace l'itinéraire de ces femmes, en marge de la légalité, isolées au départ, et qui peu à peu sont arrivées à proposer une véri-table solution de rechange à la pratique hospitalière, dans ces deux cas limites l'avortement et la mise au monde.

Tendresse des gestes, infinie sympathie des regards, sotlicitude des vobs, prise en charge collective d'une femme par d'autres femmes, tout cela enlève à l'Interruption de grossesse son caractère effroyable dans sa banalité chirurgicale. est, que l'avortement n'est jamais « de convenance . Pour chacune d'entre elles, l'appartenance au groupe implique une ulte quotidienne contre la fatigue et le temps (la plupart sont ouvrières ou employées), la grogne des maris délaissés.

après le vote de la loi Veil (dont on sait ca que vaut l'application), elles sont assignées en justice pour avortement sur une mineure et exercice litégal de la médecine. Grace à une formidable mobilisation sux portes du palala de justice. elles cont condamnées à des pelnes de principe. - Les filles d'Aix - cont antrées

Elles se sont réunles pour partager mort, elles revendiquent aujourd'hal le droit de partager la vie. Elles veulent er - autrement -, arracher au milieu hospitaller anonyme la mise au monde du petit d'homme, randre à la mère sa responsabilité primordiale qui lui a été ravie par le pouvoir médical. Lors de l'accouchement à domicile, filmé sur le vif avec une attention déférente aux rites, s'orchestre une véritable symphonie de la naissance, où tous participent, hommes, femmes et petits enfants du alècie. Autour du coros de la future mère s'élabore la convivialité tribale. On partage la peine, l'effort, la délivrance et la jole. Le film ne plaide pas pour des valeura rétrogrades, l'assistance médicale demetire et la surveillance reste viollante durant la grossesse, mais le médecin perd son pouvoir d'ordonnateur fondé sur la secret et l'accouchement retrouve sa fonction symbolique: celle d'un hymne A la via.

C'est en cela que le film de Yann Le Masson échappe aux plèges du cinéma militant ou du film - mode d'emploi poète. Au centre des parents et des enfants rassemblés, Nicole, l'ouvrière petite fille, a la transparence d'une

madone du vingt et unième siècle. NOELLE DE CHAMBRUN.

Malaise en province

E cinéma français a été souvent tazé de parisianisme. Néanmoins, au cours de ces dernières années, un certain nombre de cinéastes comme Pascal Thomas, Bertrand Tavernier ou Alain Corneau se sont efforcés d'aller à contre-courant de cette tendance. Les jeunes réalisateurs s'intéresseraientils à la province ? Et de quelle façon ?

si a la province? Et de quelle raçun? Si l'on analyse, par exemple. Un si joli village, d'Etienne Perier, Passe ton bac d'abord, de Maurice Pialat, et la Ville des silences, de Jean Marbosuf, qui, tous trois, ont pour cadre un commune de province, on y décèle la présence de nombreuses similitudes. C'est ainsi qu'Un si joit village et la Ville des silences nous présentent deux localités, l'une petite, l'autre de taille moyenne, dont toute l'activité dépend d'une entreprise unique: une tannerie dans le premier cas, une industrie non précisée dans le second.

Chacune de ces entreprises est absolument indispensable à la pros-périté de la ville, et la sujétion des habitants y est complète. Dans l'un et l'autre film, l'intervention d'un personnage extérieur à cet univers relativement clos va se révêler per-turbatrice et déclencher, comme par turperroe es decretation, comme per-catalyse, tout un ensemble de pes-sions et d'antagonismes qui bour-geonnent sous la tiède torpeur de la respectabilité provinciale.

Dans Un si joli village, le juge Noblet (Jean Carmet) constate, dès son arrivée, l'omnipotence de Ber-tin dans la mesure où il le acupconne, avec raison, d'avoir tué sa femme. Malgré des difficultés de tout ordre qui s'abattent sur lui — dont les moindres ne sont pas les pres-zions de ses supérieurs hiérarchiques

- il va s'acharner à découvrir le coupable.
Dans la Ville des silences, le per-

Dans la Ville des silences, le personnage principal fait preuve de la même détermination dans sa quête de la vérité; il s'agit, cette fois-ci, d'un détective privé (Jean-Pierre Cassel) qui a été engagé par la firme Mahu pour enquêter sur l'assassinat de son fondateur et qui, au fur et à mesure que son enquête progresse — et que d'autres crimes sont perpétrés — décèle tout un magma de turpitudes et de combines qui le mêneront à sa perte. Ici, la dénonciation des féodalismes locaux s'avère plus virulente que dans Un si joil village, Jean Marbourf possédant un franc-parler et une ironis cinglante peu fépandos dans le cinéma français.

Si cette industrie assure l'activité

cinéma français.

Si cette industrie assure l'activité de toute une ville, voire de toute une région, elle peut aussi, a contrario, être une source de chômage. C'est ce qu'explique fort bien le personnage l'n carné par Jean-Marc Thibault dans la Ville des silences dont Jean Marbœuf a fait une sorte de vox populi qui exprime lucidement les blessures des humiliés. Mais, si le chômage des hommes mûrs indigne, celui des Jeunes gens Mais, at le chomage use nounnes mirs indigne, celui des jeunes gens scandalise, car il étouffe l'espoir dans son germe, comme le montre claire-ment Maurice Pialat dans Passe ton bac Cabord (1). Ce film est avant tout une description du mai de vivre dans cartaine jeunesse à travers tout une description du mai de vivre d'une certaine jeunesse à travers l'évocation de la vie quotidienne d'un groupe d'adolescents issus de l'aristocratie ouvrière de Lens. Pour les uns, en terminale, les études paraissent coupées de la vie; pour les autres, la vie active commence avec... l'inactivité du chômage ou bien l'ennui d'un travail routinier (dans un supermarché par exemple). Dans

Un si joli village, le problème du chômage se pose d'une façon particulière dans la mesure où l'appli-cation normale de la lot, en l'occurrence l'arrestation puis l'emprisonne-ment de Bertin, aurait pour conséquence la paralysie de la tan-nerie. L'absence de conscience poli-tique dans le film d'Etienne Périer se traduit par le fait que les ouvriers de le traduit par le fait que les ouvriers de la tannerie ferment les yeux sur le crime de Bertin car ils le jugent

bon employeur. Derrière les intrigues spécifiques de ces trois œuvres, on voit se des-siner les causes profondes du malaise dont elles témoignent. Au premier rang de ces causes, on retiendra le décalage entre les réalités sociole décalage entre les réalités socio-professionnelles et les institutions étatiques, ces dernières ne pouvant plus répondre aux problèmes actuels du fait de leur lenteur d'adaptation au réel. Dans cette optique, les « bavures » sont moins des dysfonc-tionnements continuels autique. caducité structurelle.

A cet égard, dans la Ville des siènces, le découragement final du policier parisien, après la mort du détective, constitue l'expression emblément de ce déphases de mont du détective de ce déphases de les dephases de les déphases de les déphases de les dephases de les dephases de les déphases de les dephases d

emblématique de ce déphasage.
L'issue de cette crise est multiple, semblent nous dire les trois cinéastes. La première consiste à tricher en poussant à fond certaines tendances de la crise entraînant alors l'appa-rition d'illusionnistes sociaux, dispensaleura de « solutions miracles » : ce sont, par exemple, les pornocrates de Passe ton bac d'abord, roulant en Rolls au milieu des corons et pro-posant à Elizabeth de venir avec eux

sur la Côte d'Azur pour faire des
photos de beauté » (sic).

La seconde issue, illusoire celle-là
mais non pas immorale, consiste en
une fuite dans le rève : c'est le

cas de Bernard et de Patrick, en route pour Paris à la fin du film de Pialat.

Troisième solution enfin : l'éthique, Troisieme solution enfin : l'éthique. L'un sera intraitable sur une morale traditionnelle : le juge Noblet par exemple ; l'autre recherchera de nou-velles valeurs : le détective de la Ville des silences.

la Ville des silences.

Au-delà du caractère propre à chacun de ces films, il est incontestable qu'ils possèdent des contenus semblables et que. à l'instar de nombreux films américains (2), la province y est appréhendée moins dans sa spécificité que pour sa valeur microcosmique d'une nation dans sa globalité.

ALAIN MALASSINET.

(1) Pialat est un cinéeste français qui pratique un authentique réalisme popu-laire, et ce par le blais de sujets austères et c difficiles » comme l'enfance inadaptée dans l'Enfance sus (1969) ou l'agonie dans le Gueule ouverte (1979).

(2) Les Inconsus dons la selle (1955), de Richard Fleischer, is Poursuits impi-toyable (1966), d'Arthur Penn, et tant d'autres encors

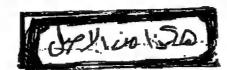
Jacques Fauvet, directeur de la publication

Edité par la S.A.R.L. le Monde.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec Padministration.

Commission paritaire des journaux



L'ACTIVITÉ DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

ONU

Au Conseil de sécurité : l'U.R.S.S. oppose son veto à l'adoption de sanctions contre l'Iran

REUNI depuis le 29 décembre à la demande R des Etats-Unis, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté le 31 décembre par 11 voix sans opposition, mais avec 4 abstentions (U.R.S.S., Tehécoslovaquie, Kowelt et Bangladesh), la version révisée d'un projet de résolution sur l'Iran présenté par les Etats-Unis. Dans ce texte, il déplore le maintien des otages en détention à l'encontre d'une résolution précédente à ce sujet et de l'ordonnance de la Cour internationale de justice en date du 15 décembre. Il demande à nouveau au gouvernement iranien de les libérer immédiatement et d'assurer leur protection tout en leur permettant de quitter le pays. Le secrétaire général est prié de prêter ses bons offices et de rendre compts de sa mission projetée en Iran. Enfin le Conseil envisage de se réunir à nouveau le 7 février pour adopter des mesures efficaces conformément aux articles 39 et 41 de la charte de l'ONU en cas d'inobserverten de la résoution.

en date du 15 décembre. Il demande à nouveau au gouvernament iranien de les libérer immédiatement et d'assurer leur protection tout en leur permettant de quitter le pays. Le secrétaire général est prié de prêter ses bons offices et de rendre compte de sa mission projetée en Iran Enfin le Conseil envisage de se réunir à nouveau le 7 février pour adopter des mesures efficaces conformément aux articles 39 et 41 de la charte de l'ONU en cas d'inobservation de la résolution.

M. Kurt Waldheim, secrétaire général des Nations unies, a alors, dès le 31 décembre, quitté New-York pour Téhéran où fi a eu des entretiens avec les autorités iraniennes, notamment. M. Ghotbaadeh, ministre des affaires étrangères, sans toutefois pouvoir rencontrer l'ayatoliah Khomeiny. Le rapport du secrétaire général résumant ces entretiens a été publié le 6 janvier à New-York, à l'intention du Conseil de sécurité. Il consigne notamment le point de vue des autorités iraniennes concernant la libération des otages et précise que, parmi les possibilités envisagées entre le secrétaire général et le ministre iranien des affaires étrangères pour faciliter cette libération, «l'idée de constituer une commission internationale d'enquête (déjà explorée lors d'un précédent entretien) a été mentionnée ». Le secrétaire général a « déclaré que les otages devaient être libérés avant la constitution » de cette commission, « ou, au moins, en même temps ». Mais « le ministre des affaires étrangères a dit toutefois que la libération des otages seruit l'une des conséquences de cette procédure ». Le rapport précise aussi que M. Waldheim n'a pu rencontrer les otages détenus à l'ambassade des Etais-Unis. Cependant le secrétaire général conclut dans ce rapport qu'il contient « un certain nombre d'éléments et d'idées qui peuvent fournir une base au Conseil de sécurité pour poursuivre l'examen de la crise actuelle ».

Le problème liranien a ensuite fait l'objet d'une nouvelle session du Conseil de sécurité.

Le problème iranien a ensuite fait l'objet d'une nouvelle session du Conseil de sécurité, comme prévu mais avec quelque retard. Les 11 et 13 janvier, en effet, il s'est réuni pour examiner un projet de résolution présenté par les Etats-Unis et préconisant l'imposition de sanctions contre l'Tran jusqu'à la libération des otages, à l'exception toutefois de sanctions contre les envois de produits alimentaires, médicaux et pharmaceutiques. Dix Etats ont voté en faveur du texte (la Chine ne participant pas au vote), mais la République démocratique allemande et l'U.R.S.S. ont voté contre. Cette dernière disposant d'un droit de veto, le texte n'a pas été adopté.

Nouveau veto soviétique à propos de la situation en Afghanistan

A la demande de cinquante et un Etats membres, le Conseil de sécurité s'est aussi réuni le 5 janvier « pour examiner la situation en Afghanistan et ses conséquences pour la paix et la sécurité internationales ». Il était saisi d'un projet de résolution parrainé par le Bangladesh, la Jamalque, le Niger, les Philippines, la Zambie et la Tunisle et qui déplorait la récente intervention armée en Afghanistan, demandant le « retrait immédiat et sans condition de toutes les troupes étrangères ». Le 7, ce texte a été repoussé à l'issue d'un serutin dans fequel l'U.R.S.S. fit usage de son droit de veto. Le projet de résolution avait recueilli 13 voix, la R.D.A. et l'U.R.S.S. votant contre. A la suite de ce vote, le Conseil a adopté le 9 janvier une résolution dans laquelle il convoquait une session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale pour examiner la question à son tour, le Conseil a yant été « empêché de s'acquitter de la responsabilité

principale qui lui incombe pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales » (procédure d'urgence dite « United for Peace »). Présentée par les Philippines, parrainée également par le Mexique, la résolution a recueilli 12 voix contre 2 (U.R.S.S. et R.D.A.), avec une abstention (Zambie). Pour décider de l'application de cette procédure, on sait qu'un vote affirmatif de sept membres du Conseil de sécurité est suffisant.

Sixième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale

L'Assemblée générale de l'ONU s'est donc réunie le 10 janvier en session extraordinaire d'urgence (la sixième du genre) pour débattre de la question afghane. Le 14, elle s'est prononcée par 104 voix contre 18 et avec 18 abstentions en faveur d'un projet de résolution présenté par vingt-quatre pays non alignés et demandant le « retrait immédiat, inconditionnel et total » des troupes étrangères d'Afghanistan afin de permettre au peuple afghan de « décider lui-même de la forme de son gouvernement et de choisir son système économique, politique et social sans ingérence, subversion, coercition ou contrainte de l'extérieur sous quelque forme que ce soit ». Dans le même texte, l'Assemblée demande à tous les Etats de fournir une alde humanitaire aux réfugiés afghans en coordination avec le haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés moyens qui pourraient faciliter l'application de cette décision d'ensemble.

Fin de la trente-quatrième session de l'Assemblée générale : élection du Mexique au Conseil de sécurité

L'Assemblée générale a mis un terme le 8 janvier à sa trente-quatrième session (qui avait commencé le 13 septembre) en élisant le Mexique au siège resté vacant de membre non permanent du Conseil de sécurité. Cuba avait retiré sa candidature le 6 janvier, et la Colombie le 7, aucun de ces deux Etats n'ayant obtenu la majorité requise des deux tiers. Le Mexique a obtenu 133 voix au 155° tour de scrutin (Cuba en a encore obtenu 3).

Les principales résolutions adoptées durant les dernières semaines portent sur les questions suivantes:

DESARMEMENT. — Trente-huit textes ont été adoptés le 11 décembre. Ils concernent aussi bien l'interdiction de nouveaux types d'armes de destruction massive ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques produisant des effets particulièrement traumatiques que l'éventuelle conclusion d'une convention interdisant les armes radiologiques; ou encore la dénucléarisation de l'Amérique latine, de l'Afrique, du Proche-Orient et de l'Asle du Sud; l'océan Indien; le rapport entre dépenses militaires et dépenses de développement; l'entrée en vigueur souhaitée du traité SAL/I 2; le thème plus vaste du désarmement et de la sécurité internationale, etc. Par 126 voix contre 0 et avec 12 abstentions, l'Assemblée sur « les mesures propres à accroître la confiance ».

DECOLONISATION. — Deux nouvelles résolutions sur ce thème ont été adoptées le 13 décembre. L'une réaffirme les principes de la lutte anticoloniale et condamne toute collaboration avec l'Afrique du Sud et la « minorité ruciste en Rhodésie du Sud ». L'autre concerne la diffusion d'informations sur la décolonisation.

RHODESTE. — Dans une résolution votée le 18 décembre, au lendemain de la conclusion de l'accord de Lancaster House, l'Assemblée s'est félicitée de cet accord et elle a tenu à rappeler que la résolution du Conseil de sécurité imposant des sanctions économiques contre la Rhodésie du Sud ne pouvait être révoquée que par une décision du Conseil.

Ce dernier était invité à « suivre attentivement la situation jusqu'à l'accession du peuple du Zimbabve à l'indépendance véritable et à l'instauration d'un gouvernement de la majorité ».

INFORMATION. — L'Assemblée a notamment prié le directeur général de l'UNESCO d'envisager la possibilité de créer un fonds international pour le développement des communications. Dans un antre texte, elle décide de reconduire le comité chargé de réexaminer les politiques et activités de l'ONU dans le domaine de l'information, qui désormais portera le nom de « comité de l'information ». En même temps, l'UNESCO est invitée à présenter à la prochaine session de l'Assemblée générale un rapport intérimaire sur l'instanration d'un nouvel ordre mondail de l'information et de la communication.

COOPERATION ECONOMIQUE POUR LE DEVELOPPEMENT. — Une résolution a été adoptée sans vote, le 14 décembre, sur les négociations concernant la coopération économique internationale pour le développement (dialogue Nord-Sud). Elle décide d'ouvrir, lors de la session extraordinaire de l'Assemblée en 1980, une série de négociations devant déboucher sur une « approche cohérente et intégrée » des problèmes. Ces négociations devraient se dérouler « dans le cadre des Nations unies » et porter sur les « grands problèmes » en matière d'énergie, de commerce et développement, et en matière monétaire et financière.

QUESTIONS ECONOMIQUES. — Parmi les textes adoptés le 19 décembre, une résolution porte sur les préparatifs de la session extraordinaire de 1980 où l'Assemblée devrait prendre des mesures « appropriées » en vue de promouvoir le développement du tiers-monde. Cette session se tiendra « à un niveau politique élevé » à un moment « approprié » entre le 15 août et le 15 septembre 1980. Ce sera, on le sait, l'occasion de proclamer la troisième Décennie des Nations unies pour le développement. Dans un autre texte, l'Assemblée prévoit également une conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés, qui aurait lieu, elle, en 1981. Par ailleurs, une résolution demande qu'une suite soit donnée aux décisions de la cinquième session de la CNUCED. M. Gamani Corea a été confirmé comme secrétaire général de la CNUCED pour un nouveau mandat de trois ans, du 1 et avril 1980 au 31 mars 1983.

D'autre part, un comité intergouvernemental de la science et de la technique au service du développement a été institué. Tous les Etats pourront y participer et il se réunira une fois l'an. Un Centre pour la science et la technique au service de développement sera mis en place au secrétariat de l'ONU, pourvu d'un fonds intérimaire qui financera ses activités en attendant que soit défini son système de financement.

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL. — Dix résolutions ont été adoptées le 17 décembre sur le rapport du Conseil économique et social (ECOSOC). Elles concernent notamment le droit à l'éducation ; la protection des droits de l'homme ; les produits chimiques ou pharmaceutiques dangereux ou d'emploi hasardeux ; l'alde aux réfugiés sudafricains dans les pays limitrophes ; la intre contre la drogue, etc. Un texte spécial porte sur des « mesures destinées à améliorer la situation et à jaire respecter les droits de l'homme et la dignité de tous les travailleurs migrants ». Une autre résolution, enfin, concerne les droits de l'homme au Chili, invitant la commission des droits de l'homme à suivre de près la situation dans ce pays.

CONDITION DE LA FEMME — Parmi les nombreux textes votés sur la condition ou l'Année internationale de la femme, figure une convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (130 voix pour, 11 abstentions).

TRAITEMENTS CRUELS OU DEGRA-DANTS. — A ce chapitre, figurent des résolutions sur la torture (un projet de convention sur la torture devra être présenté à la trentesixième assion de l'Assemblée), sur le projet de code d'éthique médicale, ou encore sur le code de conduite pour les responsables de l'application des lois, qui a été adopté : les gouvernements sont invités à en tenir compte dans la législation ou la pratique.

PROBLEMES JURIDIQUES. — Le 17 décembre, par 118 voix et avec 22 abstent:ons. l'Assemblée a adopté une résolution relative aux mesures visant à prévenir le terrorisme international : elle y condamne sans équivoque tous les actes de terrorisme internationa: ainsi que les actes de répression et de terrorisme du fait de régimes coloniaux, racistes et étrangers et prend note de l'étude des causes sous-jacentes du terrorisme international.

tional.

Egalement le 17 décembre, l'Assemblée a adopté par consensus une convention internationale contre la prise d'otages : l'article 9, qui a fait l'objet d'un vote séparé, traîte des situations dans lesquelles îl ne sera pas fait droit à une demande d'extradition (notamment risque de poursuites ou de punition en considération de la race, de la religion, de la nationalité, de l'origine ethnique ou des opinions politiques). Enfin, dans un texte voté le 14 décembre, l'éventuelle élaboration d'une convention internationale contre les activités des mercenaires est envisagée.

LEVEE DES SANCTIONS CONTRE LA RHODESIE.

— Le Conseil de sécurité a demandé le 21 décembre la levée des sanctions contre la Rhodésie. le jour même de la riquature, à Londres, de l'accord de pais sur la Rhodésie. La résolution du Conseil e élé potée par 13 voiz, arec deux obstentions (Tchécosloraque et U.R.S.S.).

et U.R.S.).

Dans sa résolution, le Conxeil décide, en outre, de dissoudre le comité chargé de veiller à l'application des sanctions, créé en 1968, et demande à tous les Etats d'accorder d'urgence une assistance à la Rhodésie du Sud et aux Etats de « première ligne », notamment pour faciliter le rapatriement en Rhodésie du Sud de tous les réjugiés et personnes déplacées. La puissance administrante (Grande-Bretagne) est invitée, pour sa part. — ainsi que toutes les parties intéressées — à observer strictement les accords qui ont été conclus et à les appliquer intégralement, de bonne foi. La Grande-Bretagne est aussi invitée à veiller à es qu'e aucune unité régulière ou composée de mercenaires des forces sou-africaines ou d'autres forces étrangères ne restent ou ne pénètrent en Rhodésie du Sud », à l'exception, bien entendu, des forces prévues dans l'accord de Lancaster House.

CODE DE CONDUITE DES SOCIETES TRANS-NATIONALES. — Le groupe de travail intergouvernemental du code de conduite des sociéés transnationales a tenu sa huitême sension du 7 en 18 janvier. Ses travaux ont porté notamment sur la mise en application de ce code à l'échelon national et international.

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE.

Au cours de sa ouzième session, réunie du 19 eu 23 novembre à Gentoe, le comité des problèmes de l'eau de la Commission économique des Nations unies pour l'Europs (C.B.E.-ONU) a élaboré un projet de déclaration de politique de présention de la pollution des eaux et de la lutte contre cette pollution, y compris la pollution transfrontière.

— Le comité pour le développement du commerce, réuni du 3 au 7 décembre à Genève, a constaté un dynamisme accra du commerce Est-Ouest en 1978 et au cours du premier semestre de 1979.

■ PONDS DES NATIONS UNIES POUE L'ENPANCE.

— M. James P. Grant, nouveau directeur exécutif du Ponds des Nations unles pour l'enfance (UNIGEF, ou PISE), a déclaré à l'aube de l'année 1980, dans une conférence de presse à New-York, que la distribution des secours du Programme alimentaire mondial au Cambodge se hourtait à des difficultés d'acheminement. Les délais de livraison à partir de Rampong-Somh et de Phnom-Penh étalent si longs que les produits s'accumulaient dans les entrepôts, de sorte que l'UNICEF et le GI.C.R. analent jugé utile d'attirer l'attention des autoriés de Phnom-Penh sur la nécessité d'accidérer le transport. Selon l'UNICEF, les principales difficultés tiennent au manque de personnel qualifié et à la poursuite de la guerre.

HAUT COMMISSARIAT POUR LES REFUGIES.
 M. Poul Hartling, heut commissaire des Nations unles pour les réjugiés, a lamé un appel le 14 janvier pour que soient doublées les ressources prévues pour 1980 (initialement fixées à 240 millions de dollars), en raison de l'acroissement considérable du nombre des réjugiés au Pakistan, en Thallande, en Somalie et au Zimbabwe.

Recherches universitaires

'ANALYSE d'une élection présidentielle au suffrage universel permet-elle une sorte de radiographie de la société politique trançales ? Syrie Colliard en est convaince. Elle a consacré son mémoire de diplôme d'études supérieures à la campagne de M. François Mittarrand en 1974. Une recherche dont elle publie aujourd'hui les résultats (1) — une enquête précise, nourie d'informations de première main, enrichie d'une rétiexion aur les nouvelles règles non écrites autour desquelles s'ordonne le combet politique en François.

L'électorat antend choisir à la fois un homme, un « projet », une équipe. Mais quelles sont les parts respectivés prises par l'homme, le parti, le programme ? L'étude s'organise à partir d'un triple conatat.

Rapporte avec les forces politiques. S'il s'était désigné lui-même en 1985, M. Frençois Mitterrand est au contraire, en 1974, pratiquement le seul des candidats démocratiquement investi par son parti. L'organisation de se cempagne n'en est pas moine très « personnelle » : Sylvie Colliard décrit avec minuté l'étal-major de la tour Montparnesse et ses remitications en province, et ne cache pas le rôle très subsidiaire assigné au parti socialiste et aux eutres tormetions de gauche. Souci d'étargir la superficie électorale du candidat au-delà des cilentèles naturelles des partis qui le soutiement. Voionté de ne pas apparaître comme le commis des partis, l'instrument d'un retour à la IV République décriée. La logique du présidentialisme imprègne lei la démarche de celui qui fut, seize ans plus tôt, l'un des plus vigoureux pouriendeure de la nouvelle Constitution.

Nature du « projet ». En 1985, M. François Mitterrand avait conclu, avec le parti communiste, un accord sur la méthode du contrat d'adhésion », et sur une procédure de simple information. En 1974, le candidat de la gaucha s'appule sur le programme commun de gouvernement — mais, de ce programme, li ne détendre que le voptions fondamentales «... fout en y sjoutant le souci de l'efficacité économique. Nouvelle manifestation des progrès de la logique » présidentialiste » : comme see concurrents, le premier secrétaire du parti socialiste n'entend pas être lié dans le détail de l'action gouvernementale ; le programme commun lui samble destiné au combat législatii — dans le contexte de la compétition présidentielle, il seraft un véritable carcan.

JEUX DE L'HEXAGONE

Personnalisation du débat. Est-il vrai que, en France aussi, le

messager compte plus que le message », désormais ? Le candidat
de la gauche d'est plus effarouché par la télévision ; il a « dompté
la bête ». L'auteur décrit la tentation du marketing qui s'empare de
la tour Montparnasse (mailing limité de cetui du candidat McGovern
aux Etats-Unia ; détermination par sondages des « segments critiques » de l'électoral. Mais des limites procèdent de la sensibilité
même du « peuple de gauche » ; attachement aux organisations
et aux luttes collectives plus qu'à l'action individuelle ; répugnance
à la mise en scène du spectacle politique.

Per CHARLES ZORGBIBE

L'étude de Sylvie Colliard leisse transparaître un intérêt chaleureux à l'endroit de l'action de M. François Mitterrand, mais ne tourne jamais à l'hegiographie. Elle n'est pas exempte d'appréciations critiques : ainel des commentaires sur l'impuissance du candidat de la gauche à déléguer des responsabilités, aur la contusion qui s'installe au sein de son état-major dens la délimitation des lonctions de chacun, sur les lalousies qui apparaissent et tissent une atmosphère de « petite Cour ». Nous formulerons cependant une importante réserve — qui n'étonnera pas nos lecteurs : le discours « international » du chef de file de la gauche n'est guère analysé ; les lacunes qu'il comports sont très brièvement évoquées... à travere une allusion à un unique article de revue (2).

A L'AUTRE bout de l'échiquier politique, le député Jean-Claude Masclet avait d'abord songé à étudier les méthodes de travail parlementaires; mais comment les apprécier sans référence à la nature dudit travail ? Sa thèse porte donc, finalement, sur le rôle du député (3). Un livre de plus sur le déclin des Parlements et l'attération du mandat représentail ? Non, car l'auteur éclaire, dans une double perspective juridique et sociologique, les dépendances entrecroisées du député, ses attaches avec le parti dont il est membre, avec la circonscription dont il est l'élu.

Le perti a, le plus souvent, beaucoup contribué à faire élire le député, le boutede britannique : « Most MP's are selected. not elected - est vrale aussi de le classe politique trançaise d'aujourd'hul. Le groupe parlementaire, dont les prérogatives officielles vont croissant, influence considérablement l'élu dans l'exercice de son mandat — les élus ne sont-lis pas peu ou prou considérés comme le patrimoine du groupe ? Mais la densité des liens du député avec l'électorat de se circonscription n'est pas moins impressionnante; et le phénomène du cumul des mandats, s'il n'est pas nouveau, connaît depuis 1958 en regain de taveur, encore acoru du taît de la création de nouveeux mandats locaux (conseiller régional, membre du conseil d'une communauté urbaine...).

« Localisme » et dépendence partisane se rantorcent l'un l'autre : écrasé par les démarches qui incombent à l'élu local, par les contraintes qui procèdent du sarvice de ses électeurs, le député moyen est heureux de s'en remettre au groupe parlamentaire et aux cheis de fille du parti pour l'examen des dossiers nationaux et la définition d'une ligne politique. Démission morale qui contribue à l'actuel affelblissement du Perlement... L'auteur appelle de ses voux une double évolution de la ionction parlementaire qui aurait gagné à être plus longuement exposée, et qui n'emportare pas toujours l'adhéelon (mais c'ast là le propre d'une thèse au bon eens du terme....) : limiter le cumui des mandats afin de libérer le député de l'axcès des contraintes locales ; mais aussi... accentuer l'aspect collectif du travail du député et le poids des groupes parlementaires dans le débat politique. Car l'avènement d'une démocratie parlementaire organisée serait la condition de la libérté du parlementaire. Paradoxe ou prophétie ?

(1) S. Colliard, la Compagne présidentielle de François Mitterrand en 1974. Presses universitaires de France, Parie, 1979, 148 pages +

(2) Sur la piace accordée à la politique étrangère dans les campagnes électorales, voir notamment le Monde diplomatique d'août 1976 et février 1978. Voir aussi l'article d'Alain Brouillet : « Le Pariement français et la politique étrangère », dans le Monde diplomatique de mai 1979.

(3) J.-C. Masclet, le Bôle du député et ses attaches institutionnelles. Librairie génărale de droit et de jurisprudence, Paris, 1979, 323 pages + annexes.



Stationary II CHEELS OF A or charge THE BUTTON STORE Actions and cale estimate parts and a loss for a and Junidians. Ill your et of preval name

Cour internationale de justice

Ordonnance à propos de la détention d'otages en Iran

L A Cour internationale de justice (CLI) a rendu le 15 décembre à l'unanimité une ordonnance par laquelle elle indique à titre provisoire, en attendant son arrêt définitif dans l'affaire du « personnel diplomatique et consulaire des Etats-Unis à Tébéran », les manures conservatoires tendant à assurer la mesures conservatoires tendant à assurer la libération immédiate et sans exception de tous les ressortissants américains détenus et demande aux gouvernements de Washington et de Téhéran de veiller à ne prendre aucune mesure qui soit de nature à aggraver la tension entre les deux pays.

Agence internationale de l'énergie atomique

Vingt-troisième session de la

L a vingt-troisième session de la conférence annuelle de l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.L.E.A.) s'est tenue à New-Delhi du 4 au 10 décembre dernier. Elle a Delhi du 4 au 10 décembre dernier. Elle a procédé au renouvellement partiel du conseil des gouverneurs dans lequel entrent le République démocratique allemande, le Chili, la République démocratique populaire de Corée, l'Irlande, le Kenya, le Mexique, le Niger, le Pakistan, les Philippines, la Suisse et la Yougoslavie. Le 5 décembre, sa commission des accréditations avait décidé de refuser à l'Afrique du Sud le droit de participer aux travaux. Aussitôt élu, le conseil des gouverneurs, qui comprend trente-quatre membres, s'est à son tour réuni le 11 décembre à New-Delhi; il a élu M. Bertrand Goldschmidt (France) à sa présidence en 1979-1980.

UNESCO

La circulation de l'information

internationale Internationale

T. ES représentants de quinze organisations
L. internationales de journalistes de la presse
écrite et audiovisuelle, réunis à Paris du 10 au
12 décembre sous les auspices de l'Organisation
des Nations unies pour l'éducation, la science
et la culture (UNESCO), ont demandé qu'une
sèrie de mesures solent prises pour amélioner
la circulation des informations mondiales et
rendre effective la déclaration de l'UNESCO
sur les organes d'information (cette déclaration
avait été adoptée au cours de la conférence
générale de l'Organisation en 1978). Au cours
de cette réunion, les organisations professionnelles participantes ont porté leur attention
sur les facteurs techniques, cultureis et politiques qui font obstacle à la circulation de
l'information; et qui aboutissent à des « écarts
d'information » entre sones rurales et zones
urbaines de nombreux pays, entre pays en voie
de dévice per le pays entre pays entre

d'information e entre zones rurales et zones urbaines de nombreux pays, entre pays en vole de développement et pays industrialisés, entre les pays en vole de développement eux-mêmes, enfin, entre pays d'idéologies ou de systèmes politiques différents.

Mettant l'accent sur l'importance d'une meilleure formation professionnelle des journalistes des pays en voie de développement comme des pays industrialisés, un groupe de travail a proptesé que l'UNESCO agisse comme une banque d'informations sur les possibilités de formation.

L'Organisation internationale des journalistes et la Fédération internationale des journalistes ont été encouragées à examiner, sous les auspices de l'UNESCO et en collaboration avec d'autres organisations, les principes de base de l'éthique journalistique, étant entendu toutefois qu'un tel sondage ne devra, en aucun cas, constituer un encouragement pour les gouvernements à s'immiscer dans des questions essentiellement professionnelles. tiellement professionnelles.

CONFERENCE SUB L'EDUCATION EN AME-RIQUE LATINE ET AUX CARAIBES. — Un nou-peau modèle de développement dans lequel l'édu-cation viserait à la jois à étendre le potentiel de l'homme et à construire un avenir culturel plus indépendent : tel est l'objectif principal finé dans les conclusions de la conférence régionale des ministres d'Amérique letins et des Caraibes chargés de l'éducation et de la plantification économique, organisée par l'UNESCO du 4 cu 13 décembre à

Merico.

CONVENTION SUR LA RECONNAISSANCE DES DIPLOMES DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR. — Les représentants de trents-cinq pays membres de l'UNESCO, réunis à Peris du 17 au 21 décembre, ont adopté à l'unanimité le texte d'une convention sur le reconnaissance des études et des diplômes relatifs à l'enseignement supérieur dans les Etats de la région Europe. Afin d'assurer la mise en opplication de le convention, qui entrera en origueur lorsqu'elle aure été ratifiée par chaq États, les États contractants ont décidé de créer un comité régional qui examinera les progrès réalises et les difficultés rencontrées. Cette convention s'inscrit dans le codre d'une série d'instruments régionaux, dont l'UNESCO a promu l'adoption depuis 1974 dans l'espoir de parsent à l'établissement d'une convention universalle.

• FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — Réuni & Rome pous sa califacture • FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE. — Réuni à Rome pour sa troisième session annuelle, du 15 au 18 janvier, le conseil des gouverneurs du Fonds international de développement agricole (FIDA) a approuvé le financement, en 1980, d'une trentaine de projets agricoles dans des pays en voie de développement. Compte tenu de ces engagements, qui représentent 400 millions de dollars, le Fonds aura ainsi accordé pour 300 millions de dollars de crédits dépuis sa création. Rappelons que ses ressources proviennent principalement des pays de l'OPEP (à raison de 43 %) et de pays industrialisés (56 %). Pour le budget de 1981-1983, des propositions allent de 1.4 milliard 2 milliards (chifre prévu par le secrétariat) ont été envisagés. Enfin la Chine a été admise comme membre du FIDA.

• ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE

envisagés. Entre a Unins a été almes tonnes membre du FIDA.

• ORGANISATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Selon des estimations publiées au mois de décembre par l'Organisation de l'aviation civile internationale (O.A.C.I.), le volume total du truje régulier des entreprises de transport aérien dans le monde en 1979 a augmenté d'eneuron 10 % par rapport au traite de 1978. Ce taux de croissance est supérieur au taux annuel moyen des années 70, tout en étant légèrement injérieur ou taux exteptionnellement élevéralisé en 1978.

Le traite total des services réguliers en 1979 (passagers et bagages, fret et poute) est évalué à environ 125 milliards de tonnes-kilomètres. Les compagnies aériennes ant transporté 745 millions de passagers (10 % de plus qu'en 1978) et réalisé au total 1040 milliards de passagers-kilomètres (11 % de plus qu'en 1978). Le nombre de passagers august augmenté blen plus que la capacilé en sièges disponibles, le coefficient de passagers autent 65 %, chifire le plus élevé qui ait jamais été atient, dépassant de 1 % le coefficient de 1978.

• ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE

 ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
 ORGANISATION INTERGOUVERNEMENTALE
 CONSULTATIVE DE LA NAVIGATION MARITIME.
 Le gouvernement du Commonwealth de la
Dominique est devenu, le 18 décembre, membre
 de l'Organisation intergouvernementale consultative
 de la navigation maritime (O.M.C.I.), qui compte
 à présent cent treise membres de plain droit et
 un membre associé. un membre associé.

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MON-DIALE. — Le professeur Akzel C. Witn-Nielsen (Denemark), qui sosit été su secrétaire général de l'Organisation météorologique mondials (O.M.M.) par le huitième congrès météorologique mondial

en mai 1979, à Genève, a pris ses fonctions le la fanvier dernier.

is janvier dernier.

• CRGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.

— Le docteur Baljdan Mahler, directeur général de l'Orpanisation mondiale de la santé (O.M.S.), a crorimé le 18 décembre sa e satisfaction à devant la décision unantme de l'Assemblés générale des Nations unies (réunie à New-York pour sa traite-quatrième session) de soutenir les ejforts des Etats membres de l'O.M.S. en vue de perpenir à l'objectif de la santé pour tous les peuples du monde en l'an 2000.

— Le conseil exécutif de l'O.M.S. a tenu la 5 janvier, à Genève, sa soizants-cinquième session. A l'ordre du jour : l'examen du chemin parcouru par l'Organisation et les États membres dans la formulation de stratégios permettant d'atteindre un niveau de santé acceptable pour tous en l'an 2000.

o ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE. — Les représentants de visgl-trois pays d'Europe ont invité, à l'unanimité, leurs gouvernements à perticiper à un programme de coopération européenne pour la conservation et l'échange des réssources génétiques des plantes. Ils ont discuté un projet en ce seus, initialement prévu pour deux aux, au cours d'une réunion tenue à Genève (in décembre, sous l'égide de l'Organisation des nations unies pour le développement. Le Programme des Nations unies pour le développement. Le Programme alimentaire mondiel (PAM) a envoyé le mois dernier une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 29 millions de dollars au Nicaragua pour satisfaire les besoins alimentaires

les plus pressants des patits planteurs de coton, qui n'out pu cultiver leurs terres en raison de la guerre civilé. Una aida d'urgence a aussi été expédiés à la Guinée équatoriale. D'une valeur de 526 600 dollars, elle devait contribuer au ravitafilement de 30 000 personnes qui s'étaient réjugiées dans les pays voisins.

personnes qui s'élaient réjugiées dans les pays voisins.

• ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRISL. — A la suite d'un accord signé le 6 décembre entre l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et le gouvernement autrichieu, un bureau pour la promotion des investissements a été ouvert, à Vienne, le 1st janvier. Ce bureau constitue le cinquième service de ce genre créé par l'ONUDI en vue de juvoriser les projets de coopération dans le cadre des activités que l'Organisation wiène ajin d'aider les pays en voie de développement à accroître leur part dans la production industrielle mondiale.

— A la Conférence des Nations unies pour les annonces de contributions aux activités de développement, tenue à New-York le 6 nanembre dennier, soizante-trois pays ont annoncé pour 1980 des contributions d'un montant de 12 millions de dollars au Fonds des Nations uniex pour le développement industriel.

— La troisième conférence générale de l'ONUDI s'est ouverte le 21 janvier, à New-Delhi (Inde). Ses travaux doivent durer jusqu'eu 8 février.

— Les ministres arabes de l'industris ost participé, du 16 au 20 novembre dernier, à la cinquième conférence du développement industriel des Étais arabes, organisée sous les auspices du gouvernement algérien, du Centre de développement industriel pour les États arabes et de l'ONUDI.

— 2,5 millions de dollars à la Sierra-Leone (28 dé-cembre) pour linaucer l'assistance technique en vus de la planification et de la préparation de projets de

us us pransition et de la préparation de projets de développement; — 12 millions de dollars à la Somalie (28 décem-bre) pour un projet de développement agricole dans la région de Buy; — 2,5 millions de dollars à la Tanzanie (28 dé-cembre) pour l'amélioration du port de Dar-es-Salaam;

Salaam;
— I milions de dollars à la Banque ovest-afri-caine de développement (28 decembre) pour financer des études de faisabilité et des études techniques pour des projets de développement régio-neux:

techniques pour des projets de développement régionaux;

PRET CONJOINT DE LA BANQUE MONDIALE ET DE L'IDA AU NICARAGUA. — Un prêt de la Banque mondiale de 30 millions de dollars et un crédit de l'IDA de 20 millions de dollars et un crédit de l'IDA de 20 millions de dollars et un crédit de l'IDA de 20 millions de dollars et un crédit de l'IDA de 20 millions de dollars ont été attribués au Nicaragna, le 20 décembre, pour un projet de remise en état de l'agriculture et de l'industrie.

SOCIETE FINANCIERE INTERNATIONALE — Deux opérations de la Société l'inancière internationale (S.F.I.) sont annoncées:

— Prêt à long terme (le 18 décembre) pour la réalisation d'un projet de pêcherles en Uruguay, réalisé par le Société Astra Pesquerias Uruguayas SA. Le participation de la S.F.I. s'élève d 4,5 millions de dollars sous la forme d'un prêt à long terme; elle est assortie de participations d'investisseurs uruguajens d'une filiale de la National Sea Products au Canada;

— Investissement (le 9 janvier) dans le développement d'une complexe textile intégré près de Bécife, par le groupe Hering au Brésil. Le programme prévoit actuellement le développement d'une des filiales du groupe Tecanor-Textil Catarinense do Nordeste, ainsi que la création de la société Hering do Nordeste; la contribution de la S.F.I. s'élève à 9,2 millions de dollars assortie d'un prêt conditionnel de 1 million de dollars pour l'expansion de Tecanor et d'un second prêt de 2 millions de dollars à Hering do nordeste.

EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. —

Tecanor et d'un second prêt de 2 millions de dollars à Hering do nordeste.

EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD. —
La Banque mondiale et un consortium bancaire, composé de banques autrichiennes et étrapères, ont signé le 9 janvier un accord portant sur une nouvelle émission d'obligations d'un milliant de schilings autrichiens (environ îl millions de dollars des Etais-Unis). Ces obligations ont été ofiertes au public à 99.5 % du pair : d'une durée de dix ans, elles portent intérêt à 8 % l'an payable annuelle le 1º jévrier de chaque annuel. Il s'agit de la première émission publique de la Banque mondiale en shillings autrichiens.

Auparavant, le 21 décembre, une émission publique de 30 milliards de yens (environ 128 millions de dollars) avait été réalisés au Japon par l'intermédiaire d'un syndicat de sociétés l'iduviaires syant à leur tête la Nêko Securities Co, en association avec un groupe de sociétés. Ces obligations, intitulées obligations à quilnes ans et 8,2 % de 1979 - dixième série, ont été vendues à 89,75 % du pair. Elles viendront à échéance le 27 décembre 1994 et seront amorties au pair par des remboursements égaux de 1,8 milliards de yens en 1994.

GROUPE CONSULTATIP POUR L'EGYPTE. — La trivisième s'évant de constant des constant des constants de la trivisième s'évant de constant des constants de la trivisieme s'évant de constant des constants de la trivisieme s'évant de constant de constant de la trivisieme s'évant de constant des constants de la trivisie de constant de constant de la trivisieme s'évant de la constant de constant de la trivisieme s'évant de la constant de constant de la trivisieme s'évant de la constant de constant de la trivisieme s'évant de la constant de constant de la trivisieme s'évant de la constant de c

GROUPE CONSULTATIP POUR L'EGYPTE. — La troisième réunion du groupe consultatif pour l'Egypte s'est tenue à Paris les 19 et 20 décembre sous la présidence de la Banque mondiale. Les participants ont noté que des circonstances estérieures favorables — notamment la hausse des prix du pétrole et le haut niveau des transieris de fonds effectués par les Egyptiens travaillant à l'étranger — avaient permis à l'Egypte d'équilibrer sa balance des poiements en 1979 malgré une diminution des transferts de ressources étrangères. Ils ont également observé une augmentation d'environ 8 du P.I.B. en 1978 et en 1979; un rythme similaire de croissance est également prévu pour 1980. Les membres du groupe ont aussi exuminé les récentes mesures économiques prises par le gouvernement égyptien, après quoi (la ont exprimé leur volonté de poursuivre leur coopération technique, financière et économique avec ce pays.

RECENTE PUBLICATION

Cinquante-neuvième réunion du

Atlas de la Banque mondiale 1979: publication donnant les plus récentes informations statistiques sur chaque pays en matière de P.N.B., population et taux de change — 24 pages.

Banque de développement

conseil des gouverneurs

L A cinquante-neuvième session du conseil des gouverneurs de la Banque de développement des Caralbes (C.D.B.), réunie le 13 décembre à Wildey-St-Michael (Barbade), a approuvé le budget administratif pour l'année 1980 ainsi qu'une contribution du gouvernement britannique de 7416118 livres destinée au Fonds spécial de développement. Les gouverneurs ont également donné un avis favorable à la conclusion d'un accord de coopération avec l'Institut américain des sciences agricoles de l'Organisation des Etats américains portant sur l'assistance aux pays membres pour la

des Caraïbes

Banque européenne d'investissement

> Royaume-Uni U NE série de prêts ont été annoncés par la Banque européenne d'investissement (BEL) en faveur des pays et organismes

Prêts à la France, à l'Irlande et au

Holiday Apartments, de Sainte-Lucie, pour la construction d'un hôtel : — Un prêt de 2500 000 dollars à la Barbade,

pour le financement d'une série de projets de développement ;
— Un prêt de 5 000 000 de dollars à la Guyana,

pour la réalisation d'une série de projets de développement ;

-- Un prèt de 10 000 000 de dollars à la Jamelque, pour le financement de projets

(BELI) en faveur des pays et organismes sulvants:

— France (17 décembre): 25 millions de francs français (4,3 millions d'u.c., pour douze ans, à 10,60 %) pour le financement d'une usine de laine de roche volcanique à St-Eloyles-Mines, près de Clermont-Ferrand; ce prêt a été consenti à Rockwool-Isolation;

— Irlande (18 décembre): 2,5 millions de livres irlandaises (3,7 millions d'u.c., pour douze ans) pour la réalisation d'initiatives de petite et moyenne dimension dans le domaine de l'agriculture intensive et de l'industrie alimentaire; les fonds ont été accordés à l'Agricultural Credit Corporation;

— Ecosse: trois prêts d'une contre-valeur de 21,30 millions de livres. Les deux premiers (pour dix ans, à 11,55 %) ont été accordés au Shetland Council pour le renforcement des installations du port pétroller de Sullom-Voe par lequel transite le pétrole brut en provenance des gisements de la mer du Nord: 11,07 millions de livres le 18 décembre et 6,23 millions de livres le 18 décembre et 6,23 millions de livres le 7 janvier. D'autre part, le 18 décembre, 4 millions de livres (pour huit ans, à 10 %) ont été attribués à la société Hiram Walker and Sons pour la construction d'une unité d'embouteillage de whisky à Dumbarton (près de Glasgow);

— Royaume-Uni (21 décembre): trois prêts d'une contre-valeur totale de 325 000 livres (5,1 millions d'u.c.). 1,35 million de livres (pour sept ans, à 10 %) à Kestrel Marine Ltd, pour la construction d'unités de production dans une usine de Dundee; 1 million de livres (pour sept ans, à 10 %) à Kestrel Marine Ltd, pour la construction d'une usine, à Brandon, spécialisée dans la production de tuyaux de plastique et d'autres matériaux de construction.

OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOME. — Deux prêts ou titre de la concention de Lome et été autres de la concention de loures et de la concention de leures (pour sept ans et d'autres matériaux de construction.

construction.

OPERATIONS AU TITRE DE LA CONVENTION DE LOME. — Deux prêts au titre de la convention de Lomé ont été unnoncés le 20 décembre. Desinées à des projets visant à promouvoir les ressources énergétiques nationales à Madaguscur et au Sénéal, ces opérations, ont pris la forme de prêts conditionnels sur les capitaux à risques prévus par la convention et gérés par la B.E.I. agissant en qualité de mandataire de la Communauté européenne: à Madaguscur, 1167000 u.c. (pour quinze aus, à 2 %) pour l'étude de la mise en valeur d'un gisement de grès bitumineux: au Sénégal, 500000 u.c. (pour vingt ans) pour le financement d'un atelier de capteurs et de cuves calorifques permettant d'exploiter l'énergie solaire dans ce pays.

PRET AU LIBAN. — Un prêt d'une contre-valeur

PRET AU LIBAN. — Un prêt d'une contre-valeur de 10 millions d'u.c. a été accordé le 37 décembre au Liban pour financer l'extension de la centrale électrique de Jieh. Ce prêt, d'une durée de dix aus, porte intérêt à 5,90 %. Il s'ajoute à deux précédents crédits accordée su Liban au titre de l'e aide exceptionnelle » offerts par la C.E.E. à ce pays .

Banque interaméricaine de développement

Dix-huit prêts

UNE série de prêts a été accordée par la Banque interaméricaine de développement au cours des dernières semaines en faveur des pays ou organismes suivants :

— Au Paraguay (6 décembre): 12 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-cinq ans, 4 7,9 % l'an) pour la réalisation d'un programme de crédit en javeur des secteurs de l'industrie et du tourisme : le 13 décembre, ce pays a bénéficié d'un second prêt de 13,3 millions de dollars (à l'aide du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) destiné à

Fonds monétaire international

Allocation de plus de 4 milliards de D.T.S.

Le Fonds monétaire international (FML)

La alloué le 3 janvier 4033,3 millions de droits de tirage spéciaux (D.T.S.) aux cent trente-neuf Etats membres du Fonds participant au département de droits de tirage spéciaux de cet organisme en date du 31 décembre 1979. Cette allocation, comme celle de l'année précédente, a été réalisée conformément à une résolution du conseil des gouverneurs qui a pris effet le 11 décembre 1978. Une troisième contribution sera effectuée le 1^{ra} janvier 1981.

FINANCEMENT COMPENSATOIRE. — Trois pays ont été autorisis, en décembre dernier, par le F.M.I. à effectuer des tirages dans le cadre du mécanisme de financement compensatoire : le Libéria (17 décembre), pour un montant équivalent à 20,5 millions de D.T.S.; l'Ethiopie (26 décembre), pour un montant équivalent à 18 millions de D.T.S. et la Mauritanie (27 décembre), pour un montant équivalent à 10,5 millions de D.T.S.

equivalent à 10,5 millions de D.T.S.

CREDITS À L'ILE DE LA DOMINIQUE. — Deux accords ont été conclus, le 26 décembre, avec l'ile de la Dominique; ils prévoient, d'une part, un tirage équivalent à 950 000 D.T.S. autorisé dans le cadre du système de financement compensatoire; d'autre part, un tirage de la même équivalence pour remédier aux dégâts provoqués par l'ouragan David qui a dévasté ce pays le 29 août 1979. Le 26 décembre, le gouvernement de ce pays a officiellement fait savoir au Fonds qu'il acceptait les obligations de l'article VIII de ses statuts, devenans ainsi le cinquantième membre du Fonds à acceptar les conditions de cet srièle.

VENTE MENSUELLE D'OR. — Le F.M.I. a procédé le 2 janvier à sa vente mensuelle d'or au bénéfice des pays en vois de développement. Un total de 44 000 onces d'or fin a été ainsi vendu entre 551 et 554,01 dollars, soft une moyenne de 562,85 dollars l'once

REVISION DE TAUX D'INTERET. - Le 27 décem-REVISION DE TAUX D'INTERET. — Le 27 décem-bre, le FM.1. a annoncé qu'il avait révisé le taux d'intérêt du droit de tirage spécial (D.T.S.) ainsi que le taux d'intérêt cuquel il rémanère les positions oréditrices des pays membres. Pour le trimestre commençant le 1º janvier 1980, le taux d'intérêt du D.T.S. a été fixé à 9.25 % contre 6.975 %. TRAGE DU PARISTAN DANS LA PREMIERE TEANCHE DE CREDIT. — Dans le cadre de la première tranche de crédit, le Pakistan a été autorisé, le 26 décembre à effectuer un tirage équivalant à 21.23 millions de D.T.S.

NOUVEAU MEMBRES. L'Etat de Saint-Vincent et Grenadines est devenu membre du Fonds monétaire le 28 décembre. Son adhésion porte à cent quarante le nombre des pays qui en jont partie.

Groupe de la Banque mondiale

Unze prets

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale, ou BIRD) a approuvé l'octroi de onze prêts:

— A la Jordanie (17 décembre): 19 millions de dollars pour la réalisation d'un projet destiné à améliorer la qualité de la formation de la main-d'œuvre et à développer les instituts de formation technique destinés aux adultes;

— Au Panama (17 décembre): 23 millions de dollars pour la modernisation et l'extension des réseaux de distribution d'électricité;

— Au Paraguay (17 décembre): 5 millions

des réseaux de distribution d'électricité;

— Au Paraguay (17 décembre) : 5 millions de dollars pour le second projet d'étude de préinvestissement qui financera des prêts secondaires afin d'améliorer et de consolider le mécanisme de préinvestissement créé dans le cadre d'un projet précèdent;

— A l'Uruguay (17 décembre) : 24 millions de dollars affectés au financement d'importants investissements visant à améliorer la distribution de l'énergie électrique ainsi que la gestion de l'organisme public responsable de ce secteur;

état des routes endommagées par un ouragan pendant l'été 1979 ; — Aux Philippines (20 décembre) : 30 mil-

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOP-PEMENT. -- L'Association internationale ASSOCIATION INTERNATIONAL DE L'ANTIONAL PRIMENT. L'Association internationale de développement (IDA), fitale de la Banque mondiale, annonce les crédits suivants:

— 10 millions de dollars ou Bangladesh (17 décembre) pour la réalisation d'un projet routier;

— 45 millions de dollars ou Water and Power Development Authority du Pakistan pour le développement de l'énergie électrique et des ressources

loppement de l'énergie electrique et est du Paktistan;
— 5 millions de dollars au Congo (28 décembre)
pour le financement de l'assistance technique nécessairs à l'amélioration de la gestion du secteur
pétrolier;
— 20 millions de dollars à l'Inda (28 décembre)
pour accroître la production de poissons;

— A la République Dominicaine (20 décembre) : trois prêts d'un montant total de 85 millions de dollars. 35 millions imanogront l'entretien et la reconstruction de tronçons routiers et 50 millions de dollars la remise en

— Aux Philippines (20 décembre): 30 millions de dollars pour la création d'un organisme national de formation des pécheurs;

— A la République de Corée (21 décembre):

115 millions de dollars utilisés par la Korea Electric Company (KECO) pour financer l'installation de centrales, des équipements et des lignes de transport de l'énergie;

— À la Thallande (21 décembre): 80 millions de dollars pour l'amélioration des installations d'irrigation et la construction de nouvelles;

— À l'ile Maurice (28 décembre): 6 millions de dollars pour aider la Banque de développement de Maurice à financer les coûts en devises de petits projets manufacturiers des entreprises de moyenne importance.

de l'Organisation des Etats americants pour la sur l'assistance aux pays membres pour la réalisation de leur politique agricole; ils ont aussi accepté de financer, à l'aide du fonds d'assistance technique, une étude consacrée notamment au rôle des femmes dans le déve-loppement des Caralbes, et au développement de la production de sucre à Antigua. Le conseil a d'autre part approuvé des prêts pour un montant total de 23 221 800 dollars : — Un prêt additionnel de 1 205 000 dollars à Belize, pour un projet de construction d'instal-lations maritimes ;

 — Un prêt de 2 250 000 dollars à l'île de la Dominique, pour la replantation d'environ 5 000 hectares de bananerales ravagées par le typhon David;

typnon David;

— Un prêt de 1956 800 dollars à Grenade, pour la construction de tronçons routiers dans les zones rurales;

— Un prêt de 370 000 dollars à Islander

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie ou prestige de ses monuments ancien l'énergie souriente d'une jeune cité qui, dans up élan sons relâche, construit son avenir



.Ph ATZINGER .

Le Palais des Papes, les Remparts; le Pont Saint-Bénèzet, popularisé à travers le monde par la iégende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux;

Les trèsors de ses musées : musée Calvet, musée du Petit Paiais (collection de primitifs italiens) notamment;

Un Centre international de Congrès aménagé dans le Palais des Papes;

Son Théfire.

dans le Palais des Papes;

Son Théâtre;
Son Festival (15 juillet-15 août) Théâtre,
Chorégraphie, Cheema, Musque;
Des services réguliers de trains a autosconchettes s aller et retour au départ de Paria,
Etaples (Le Touquet), Boulogne, Liégra,
Bruzelles, Amsterdam, Dûssridorf Hambourg,
Kariarube;
Son umogrant Marche d'intérét pational;

Son important Marche d'intérêt national ;

De magnifiques exençaions à travers la Son folklore (danses at visitles traditions);

. Le Pare des Expositions de Châteaubiane :

 Ls Foire et Expositions du Grand Delta;
 Des satisfactions gastronomiques et des vins de grands erns (Châteauneuf-du-Pape, Côtes du Rhône, Gigondas, Tavel, etc.); Visitez AVIGNON . La Sonneuse de Jote L. .

Renscrynoments: Syndroet d'Instrative, cours Jean-Jaurès

financer un programme de développement de l'enseignement technique;
— Au Costa-Rica (6 décembre): deux prêts d'un montant total de 32,9 millions de dollars pour la seconde phase d'un programme de développement des routes secondaires; 22,5 millions de dollars proviensent du f on d's d'opérations spéciales (pour trente eus à 3 %) et 10,4 millions de dollars des ressources ordinaires de la Banque (pour vingt aux d'7,9 %);
— A la Jamaique (6 décembre): 7,5 millions de dollars (à l'aide des ressources du fonds vénésultien administré par la Banque, pour dix ans, à 7,9 %) pour financer un plan d'expansion des exportations de produits non traditionnels;
— Au Brien (6 décembre): deux prêts d'un mon-

de produtts non traditionnels;

— Au Brésil (5 décembre): deux prêts d'un montant de 65.4 millions de dollars pour le déseloppement de l'industrie de la pêche. Le premier prêt,
d'un montant de 52.4 millions de dollars, a été
consenti à l'aide des ressources ordinaires de la
Banque (pour vingt ans à 7.9 %); le second, accordé
à l'aide du Jonds d'opérations spéciales (pour vingt
ans, à 3 %), s'élève à 14 millions de dollars;

ans, a 3 %), seisee à la minions de autaurs.

— Au Pérou (8 décembre) : deuz prêts d'un montant de 41 millions de dollars l'inanceront des travoux d'irrigation dont devraient bénéficier environ six mille quatre cents jamilles de pagians; le premier (37,3 millions de dollars, pour trente ans, d. 2 %) provient du jonds d'opérations spéciales ; le second (3,7 millions de dollars, pour vingt-ainq ans, d. 7,9 %), des ressources ordinaires de la Banque; a 7,9 %), des ressources ordinaires de la Banque;

— A la République dominicaine (6 décembre):
7.5 millions de dollars (6 l'aide du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuits) pour la remise en état du secteur industriel dont les installations ont été considérablement endommagées par les ouragans David et Frédéric;

par les ouragans David et Frédéric;

— A El-Salvador (II décembre); 27 millions de dollars destinés à financer la deuxième phass d'un programme visant à améliorer les services de santé; le même jour, ce pays a reçu un prêt de 165 millions de dollars pour un programme de crédit en javeur de l'agriculture et de l'agro-industrie. Ces deux contributions ont été atribuées à l'aide du jonds d'opérations spéciales, pour quarante ens, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuits;

(à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour qua-rante ans, à 1 % l'an pendant les dix premières années et 2 % ensuite) pour le développement des réseaux d'adduction d'eau potable;

années et 2 % ensuite) pour le développement des réseaux d'adduction d'eau potable;

— A la Colombie (13 décembre): 50 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour trente aus, à 2 % l'an) affectés à la réalisation d'un programme d'électrification dans les sones rurales; le 6 décembre, ce pays avait défà reçu un prêt de 4 millions de dollars (à l'aide des ressources interrégionales de la Banque, pour vingt ans, à 7,9 %) destiné à financer en partie les travaux visant à régulariser le cours du fieuve Cauca;

— A la Barbade (13 décembre): 4.4 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,9 %) pour financer la construction de deux tronçons routiers;

— Au Hondurus (13 décembre): 27,4 millions de dollars (à l'aide du fonds d'opérations spéciales, pour quarante ans, à 1 % l'an pendent les dix premières années et à 2 % ensuite) pour aider à financer la construction ou la rémise en état d'une partie du tronçon routier;

— A la Banque de développement des Caraïbes (13 décembre): 10 millions de dollars (à l'aide du fonds vénézuélien administré par la banque, pour vingt-cinq ans, à 7,9 %) destinés au financement de programmes de crédit en faveur de l'agricultura, de l'industrie et du tourisme.

EMISSION D'OBLIGATIONS SUR LE MARCHE AUTRICHIEN. — La Banque interaméricaine a lancé

le 10 décembre sur le marché autrichten une émis-sion d'obligations de 400 mülions de schülings autri-chiens. Ces bons, d'une durés de dix ans, cotés à 39,5 %, portent intérêt à 8 %. L'émisson est datée du 20 décembre 1978 et intitulée « Emission de 1979 en schillings autrichiens», à 8 %, elle viendra à échéance en 1989.

BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT.
 La Banque asiatique de développement a annoncé l'actroi de nombreuz prêts au cours des dernières

l'octroi de nombreux prêts au cours des dernières semaines:

— A la République de Corée (23 novembre):
30 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Benque, pour vingt ans, à 7,6 % consentis à la Borea National Housing Corporation pour le financement de logements à loyer modérés : ce pays a reçu le même jour un second prêt, d'un montant de 15 militons de dollars (pour quinze ans, à 7,6 % l'an) destiné à l'Institut de science et de technologie de Corée:

— A la Malaise (23 novembre): 53,8 milions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,6 %), pour financer en partie la construction du port de Bintulu, dans l'est du pays, afin de faciliter les exportations en produits agricoles et industriels de cete région;

— Au Pakistan (27 novembre): 47 milions de dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans, à 1 %), pour la réalisation d'un profet d'irrigation, à partir du canal de Rohri, dans la vallée du Sind;

— Aux Philippines (27 novembre): 60,7 millions de de dellars (à l'aide des cessources origines de

u vallet du Sind;

— Aux Philippines (27 novembre): 60,7 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-cinq ans, d 7,6%), destinés à accroître les ressources en énergie de Mindanao, afin de réduire la dépendance de cette région en pétrole. Le projet comprend la construction d'une centrale près de la ville de Haramag, sur le fleuve Pulangui;

centrate pres de la ville de siaramag, sur la fieure Pulangui;

— Au Bangladezh (29 novembre): 11.8 millions de dollars (à l'aide des ressources du jonds spécial, pour vingt-cinq ans, à 1 %), pour financer le coût en devises étrangères d'un programme visant à développer la production agricole des Etats de Barisal et de Patuakhali (au sud de Dacca).

— A Java (29 novembre): 83,6 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt ans, à 7,6 %), pour le financement du projet de production d'énergie « Java Etra High Voltage E.H.V.», qui prévoit la construction de deux sous-centrales et de deux importants réseaux de transmission reliant les centrales de Suralaga et de Djakaria; cette contribution est la plus importante que la Banque ait consentie depuis sa réction;

création;

— Au Sri-Lanka (6 décembre): 10,9 millions de dollars, pour le financement de crédits en faveur du secteur rural; ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique de 260 000 dollars. D'autre part, le 10 décembre, ce pags a obtenu un second prêt de 11,3 millions de dollars, destiné à financer un programme d'électrification des sones rurales; le fonds spécial de l'Organisation des pags exportateurs de pétrole devrait participer à cette opération sous la forme d'un prêt de 6 millions de dollars. Ces deux prêts ont été atribués à l'aide des ressources du fonds spécial, pour quarante ans, à 1 % l'an;

— A Tonga (10 décembre): 1,2 million de dollars

à 1 % l'an;

— A Tonga (10 décembre): 1,2 million de dollars (à l'side des ressources du fonds spécial, pour quarants ans, à 1 %), pour la réalisation de plusieurs petits projets du secteur public intéressant différents domaines : transports et communication, industrie, santé et approvisionnement en eau; ce prêt est le pramier que la Banque accorde, à l'aide du fonds spécial, au titre d'un « programme d'assistance multiple » lancé en décembre 1978, afin d'aider les pays membres de la région du Pacifique sud a réaliser des projets trop peu importants pour faire l'objet de crédits séparés.

O.C.D.E.

Perspectives pour le début de 1980 Perspectives pour le début de 1980

SELON le numéro 26 de Perspectives économiques publié le 20 décembre par l'Organisation de coopération et de développement économiques (O.C.D.E.), « les perspectives plus favorables qui s'ouvraient il y a un an à l'économie mondiale ont été assombries par les événements survenus sur le marché tuternational et par l'aggravation de l'inflation dans certains pays de l'O.C.D.E. Le retour à la stabilité des prix et à un niveau étené d'emploi se trouve ainsi retardé. Le moment où des progrès en ce seus pourront reprendre dépend, pour une part de l'évolution de la situation à l'intérieur des pays de l'O.C.D.E., mais aussi des développements du marché pétrolier mondial et de la réponse des politiques économiques des pays de l'O.C.D.E. à ces développements ». des pays de l'O.C.D.E. à ces développements ».

COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. — Le comité d'aide au développement (CAD) de l'O.C.D.S. a procédé le 11 décembre à l'examen de l'effort et de la politique d'aide au développement des États-Unis. Le 18, il a aussi examiné le bilan de l'aide apportée par la République jédérale d'Allemagne aux pays du tiers-monde.

PRISE DE DECISION EN MATIERE DE SCIENCE ET DE TECHNOLOGIE. — Dans un rapport publié le 4 janvier sous le titre La technologie contestée. le 4 januier sous le titre La technologie contestée.

Participation du public et prise de décision en
matière de science et de technologie, l'O.C.D.E.
recommande aux ringt-quaire pays membres de
mettre au point des moyens plus efficaces pour
jaire participer le public à la jornulation et à
l'application des décisions relatires aux innovations scientifiques et techniques. Le rapport passe
en révue un certain nombre de grands débats
publics, notamment ceux qui portent sur l'énergie,
la protection de l'environnement et la santé
publique.

RECENTE PUBLICATION

• Belgique-Lurembourg, dans la séria Etudes économiques. 75 pages, 1980.

Organisation des pays exportateurs de pétrole

A la conférence de Caracas: priorité aux problèmes du tiers-

L'A cinquante-cinquième session de la confèrence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) s'est tenue à Caracas, du 17 au 20 décembre. D'après le communiqué publié à l'issue des travaux, elle s'est avant tout consacrée aux problèmes des relations entre les membres et les autres Etats du tiers-monde. Ainsi les participants ont-ils décidé le principe Ainsi les participants ont-ils décidé le principe d'une nouvelle contribution supplémentaire de 1.6 milliard de dollars au Fonds spécial de l'OPEP, contribution qui s'ajoutera à celle de 300 millions de dollars déjà décidée en juin dernier à Genève. Au total, le Fonds spécial aurait ainsi accumulé 4 milliards de dollars de ressources depuis sa création. L'augmentation récente des contributions est présentée comme une mesure « transitoire et urgente » pour activer la coopération financière avec les autres pays en voie de développement en attendant la pays en voie de développement en attendant la mise sur pied d'un mécanisme de financement

qui fonctionnerait sur des bases plus permanentes. A cet égard, la conférence a d'allieurs
pris la décision de principe de transformer le
Fonds spécial en une agence de développement
dotée de sa propre personnalité juridique. Le
comité de stratégie à long terme a été chargé de
préparer à cet effet un texte de recommandation
dont sera saisle une conférence extraordinaire
convoquée dès que possible.

Les participants ont décidé, d'autre part, d'accorder la priorité aux pays en voie de développement pour approvisionner leurs marchés
intérieurs sur la base du prix officiel, tout en
s'engageant à ne pas dépasser ce seuil. Ils ont
autsi discuté de la création d'une agence d'information de l'OPEP, confiant ce projet à une
unité spéciale au sein du secrétariat et demandant qu'il soit mis à exécution « aussitôt que
possible » cette année.

Enfir pour ce qui conserve le marché pétro-

possible » cette année. possible » cette année.

Enfin, pour ce qui concerne le marché pétrolier et le problème des prix, la conférence était saiste d'un rapport de la commission économique mais n'a pris aucune décision à ce sujet. Elle est convenue de se réunir en session extraordinaire pour étudier les diverses attitudes adoptées par les pays membres quant aux prix du pétrole.

Le budget de l'Organisation pour 1980 a été approuvé. La prochaine réunion ordinaire devirait se tenir le 9 juin à Aiger.

vrait se tenir le 9 juin à Alger.

SESSION DES MINISTRES DES FINANCES.

La commission financière de l'OPEP l'est réunite en cinquième session spéciale, à l'échelon ministériel, le 16 janvier, à Vienne. Ses transux ont été consucrés au problème de l'accroissement des ressources du Jonds spécial, dont il avoit précisément été discuté à Caracas, à la cinquante-oriquième session de la conférence. Elle a appround l'accroissement de contributions de 800 millions de dollars sement de contributions de 800 millions de dollars sement de pays membres. La plus récente décision d'apporter 1,6 milliard de dollars supplémentaires au jonds spécial sera examinés à une prochaîne réunion de la commission, le 27 mai.

D'autre part, les ministres ont décidé d'amender l'accord établissunt le jonds spécial de l'OPEP pour le transformer en une agence internationale d'aide au développement dotée de la personnalité juridique.

• MARCHE COMBAUN DES CARAIBES. — Le conseil des ministres du Marché commun des Carelbes a tenu sa quinzième session à Castries (Sainte-Lucie) les 5 et 6 décembre. A l'ordre du jour : s) La révision de l'article 28 de l'annète eu truté de Chaguaramas concernent la jaculié pour les pays membres d'aroir recours en cas de difficultés temporaires des balances des pairments à des mesures de contingentement à l'encoutre des importations en provenance de leurs partenaires; b) L'ezamen des mesures spéciales d'aide en javeur des pays les moins développés de la xone; c) le relèvement des cours de certaines denrées agricoles à Saint-Vincent. Le conseil a approuvé, après moin pris connaissance du resport de la onzième conférence sur les hulles et les corps gruz, la demande d'autorisation d'importation d'hulles du gouvernement de Dominique pour lui permettre de maintenir réquilibre de son marché intérieur menacé par la dévastation des palmerales par le typhon David. Enjin, le conseil a examiné deux questions de politique extérieure: les résultats de la première réunion de la commission mixte Caricom-Capada et la deuxième convention de Loné.

e ALLIANCE DES PAYS PRODUCTEURS DE CACAO. — A la suite de l'échec des négociations à la CNUCED sur l'élaboration d'un nouvel actord international sur le cacoa, l'Alliance des pags producteurs de cacoa (qui e son siège à Lagos) a anuoncé au début de décembre que les producteurs s'étaient mis d'accord sur un pris de venie commun. L'accord international doit expirer le 31 mars.

Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement

Etat des négociations sur le programme intégré pour les produits de base

L'éc suivre l'application du programme intégré pour les produits de base s'est réuni les 17 et 18 décembre à Genève. Il a décidé de procéder à un examen d'ensemble de l'état du programme lors de la session le dernitére du programme lors de la session, la dernière sans doute, qu'il tiendra en juin 1980. A partir de la fin de 1980, conformément à la décision de la ini de 1930, conformement à 12 decision prise par le Conseil du commerce et du développement de la CNUCED, c'est en effet la commission des produits de base (l'une des grandes commissions du mécanisme permanent de la CNUCED), qui poursuivra les travaux au titre du programme intégré.

Le président du comité a souligné les liens Le président du comité a souligné les llens étroits existant entre les deux éléments principaux du programme intégré pour les produits de hase : négociations sur le fonds commun et négociations sur les accurds de produit. En ce qui concerne ce demier point, il a fait observer que « la plupart des groupes préparatoires n'avaient pu dégager des conclusions claires et généralement acceptées sur les mesures qui semblent possibles... Le jonds commun risque de n'être qu'une coquille vide s'il n'est pas complété par des accords de produit ».

par complété par des accords de produit ».

Sur les dix-huit produits intéressés, il existe des accords pour le cacao, le café, l'huile d'olive, le caoutchonc, le sucre et l'étain. Le caoutchonc est le seul de ces produits qui ait fait l'objet d'un nouvel accord (à ne pas confondre avec un accord renégocié) depuis la création du programme intégré. Quant au projet da Fonds commun, le comité intérimaire chargé de rédiger les statuts du Fonds lui a consacré deux semaines de travaux en décembre. À l'issue de la session, le 14 décembre, il y avait des textes de synthèse pour dix des douze articles (à l'origine, il y avait trois versions distinctes pour chaque article, une du groupe B, une du pour chaque article, une du groupe B, une du groupe des « 77 », et une du secrétariat de la

CNUCED).

Parmi les articles de fond pour lesquels on en est aux textes de synthèse figurent ceux qui concernent les objectifs et fonctions, les membres, l'association d'accords de produit avec le fonds, l'organisation et la gestion. Les deux articles pour lesquels il n'a pas été possible d'aller aussi loin, « truitent des questions capitales de la structure financière du fonds commun et de son mode d'opération ». L'effort déployé pour limiter l'étendue des divergences n'aurait « obtenu qu'un succès limité ».

La quatrième session du comité intérimaire.

La quatrième session du comité intérimaire, qui se tiendra du 18 au 22 février, « devruit absolument être la dernière ». La conférence de négociation doit en effet se réunir en avril pour examiner les statuts, plus d'un an après l'accord réalisé, en mars 1979, sur les éléments essentials du forde commun. entiels du fonds commun.

THE. — Les experts de quarants pays producteurs et consommateurs de thé se sont réunis du 3 au 13 décembre à Genève, sous les auspices de la CNUCED, pour examiner les éléments d'un accord international sur le thé. Une proposition des producteurs de thé concernant un accord international fondé essentiellement sur des contingents d'exportation a suscité quelques réactions mais besucoup de pays ont demandé un délai de réflexion pour étudier la proposition, ainsi qu'un complément d'information.

Groupe Andin

Vingt-huitième session de la Commission

L A Commission du Groupe andin a ouvert les travaux de sa vingt-hultième session ordinaire, qui a en lieu à Lima du 6 au 15 dé-cembre, par l'examen des propositions du Comité sur les normes sous-régionales d'origine et le tarif extérieur communs; il a pris connais-sance à ce propos des conclusions des récentes réunions du groupe d'experis gouvernementaux et du conseil du commerce extérieur.

La Commission a aussi approuvé une décision sur l'accord commercial avec les États-Unis, et a décidé de placer sous l'autorité du Comité les groupes de travail qui seront chargés des négociations sur le commerce, le financement, la science et la technologie, et le développe-ment de l'agriculture, de l'industrie et de l'infrastructure sous-régionale.

l'infrastructure sous-régionale.

Quant aux relations extérieures du Groupe andin, la Commission a décidé de convoquer une nouvelle réunion à haut niveau afin de définir l'attitude des cinq pays dans les négociations sur la restructuration de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC) prévue pour le mois de mars. Elle a en outre souligné l'importance, pour les cinq pays membres, de coordonner leurs positions en vue de la troisième conférence de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel.

Avant de clore ses travaux, la Commission enfin adopté le programme de travail du comité et procédé à l'examen du budget

TROISIEME REUNION DE COORDINATION. —
Du II au 20 décembre s'est tenue à Lima la troisième réunion de coordination groupant le Comité
— organs technique de l'accord de Cartagena, —
le Corporation andine de développement et les
accords d'intégration « Andrés Bello » (éducation,
science et culturs), « Hipolito Unanue » (travail)
et « Simon Rodriguez » (santé). Les travaux ont
porté sur l'intégration du sectsur privé, le programme sous-régional de diffusion, le formation
projessionnelle, les dispositions relatives aux migrations de travailleurs, les projets technologiques
dens les domaines de la production alimentaire et
de l'agriculture et la définition de politiques
nationales et sous-régionales de l'emploi.

CONCLUSION DE L'ACCORD COMMERCIAL AVEC LES ETATS-UNIS, — Après trois mois de négociations, le Groupe andin et les Etats-Unis ont sousont le 14 décembre un accord commercial défini par M. Sebastian Allegret, président de la commission, comme un évênement sans précédent dans l'histoire des relations commerciales de ce pays avec le sous-continent.

pays anec le sous-continent.

L'accord, qui devra [avoriser les échanges entre les deux parties ainsi qu'une relative croissance des ventes de produits manufacturés du Groupe andin aux Etais-Unis, se caractérise notamment par l'établissement d'une procédure de consultation préslable à tout retrait unilatéral des concessions et par l'acceptation du principe de la réciprocité relative, les avantages consentis devant correspondre aux diférences de niseau de développement des deux économies. Il prévoit aussi un assouplissement des règles d'origine, qui devra favoriser les exportations de la sous-région et un élargissement du système des préférences généralisées. En outre, il met fin à l'exclusion de l'Equateur et du venteuella de ce système, la renonciation à leur appartenance d l'OPEP cessant d'être une condition présiable.

ACCORD DE COOPERATION AVEC LA COMMU-NAUTE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE DE L'OUEST. — Une délégation du secrétariat de la Communauté économique de l'Afrique de l'Ouest, dirigée par M. Mousse Nyom, a conclu esce la comité de l'accord de Cartagena, le 5 décembre à Lima, un accord de coopération concernant notamment l'agri-culture, l'industriz et la technologie.

Marché commun

Les prévisions des ministres des finances pour 1980

M. MICHAEL O'KENNEDY, ministre iriandais des finances, qui présidait, le 17 décembre à Bruxelles, le conseil des ministres des finances de la C.E.E., a estimé que les prévisions économiques pour 1980 de l'Europe des Neuf devaient être corrigées vers le bas, à la suite de la forte hausse des prix du pétrole annoncée par les pays producteurs. Selon lui, la croissance économique de la C.E.E. ne devrait pas dépasser 1 % à 1,5 % en 1980 et l'inflation atteindrait en moyenne 10 % à 10,5 %.

Mala les prévisions qui ont été adoptées for-

Mais les prévisions qui ont été adoptées for-mellement par les ministres envisagent encore pour 1980 une croissance économique de 2,% contre 3,1% en 1979, une inflation de 9% contre 8,9% èn 1979 et un taux de chômage de 6,2% de la population active, soit 6,6 millions de sans-emploi contre 6 millions à l'heure

Les grands argentiers de la C.E.E., en parti-culier celui de la Grande-Bretagne, voudraient également contrôler étroitement les dépenses egalement contrôler étroitement les dépenses de l'Europe verte et se sont fixé rendez-vous pour le 11 février.

Enfin, les ministres ont entendu un rapport du Comité monétaire européen sur la mise en œuvre du Fonds monétaire européen, une des pièces maîtresses du système monétaire européen (S.M.E.), qui doit être opérationnel en 1981. De nombreux problèmes restent à régler portant sur la compétence, la gestion et le contrôle de ce fonds.

> Les ministres des affaires étrangères et la crise budgétaire

Les ministres des affaires étrangères de la C.E.E. se sont accordé une pause de réflexion le 18 décembre à Bruxelles, après le rejet, par le Pariement européen, du budget de la C.E.E. pour 1980. Ce délai devait être mis à profit par la Commission européenne pour présenter un nouvel avant-projet de budget. La France estime, notamment, qu'il ne faut pas précipiter les choses et que la C.E.E. peut parfaitement fonctionner pendant quelques mois avec le système des douzièmes provisoires, qui lui permet en particulier de faire face à ses engagements dans le secteur de l'Europe verte. Les observateurs soulignent que le conflit

Les observateurs soulignent que le conflit budgétaire avec le Parlement européen risque de ne pas être réglé avant le mois de mai ou juin. Il faudra, en effet, deux nouvelles sessions du conseil des ministres des finances de la C.E.E., ainsi qu'une session spéciale du Parlement européen, avant que les quatre cent dix députés puissent se prononcer une nouvelle fois sur l'ensemble du fundget.

La position de la C.E.E. dans l'affaire d'Afghanistan

La Commission de la C.E.E. s'est engagée, le 9 janvier, à ne pas se substituer aux Etats-Unis pour livrer des céréales à l'Union soviétique après la décision de Washington de limiter à 3 millions de tonnes par an les ventes de céréales à Moscou.

Les treize commissaires européens ont décidé en effet de contrôler plus étroitement les ventes de céréales à destination de l'Union soviétique.

qui n'ont pas dépassé 200 000 tonnes en 1979.
Toutefois, la Commission n'a pas décidé de suspendre les ventes de céréales européennes à Moscou, si elles restent dans un cadre « normal ». Ces ventes sont effectuées sons forme d'adjudications et bénéficient de subventions à l'expressation entressation en les activités. forme d'adjudications et bénéficient de subven-tions à l'exportation octroyées par les autorités communautaires. Ces contrats, notent les obser-vateurs, sont restés peu importants au cours des dernières années et n'ont pas dépassé en moyenne 300 900 à 400 000 tonnes par an. D'autre part, la Commission de la C.E.E. a officiellement décidé, le 11 janvier, de suspen-dre provisoirement l'exécution de l'aide allmen-taire européenne accordée à l'Afghanistan

La suspension de cette aide, qui porte sur 3 000 tonnes de céréales et 300 tonnes de poudre de lait, a été décidée compte tenu du fait que les conditions pour la fourniture ne peuvent être garanties. En outre, la Commission devait examiner incessamment une demande urgente du Haut Commissariat aux Nations unies pour les réfugiés concernant une aide d'urgence pour les réfugiés afghans au Pakistan.

La Commission avait déiè octronée a posserve. La Commission avait déjà octroyé en novem-bre dernier une aide portant sur 600 tonnes de poudre de lait et 280 tonnes de butter-oil à ces réfugiés.

taire européenne accordée à l'Afghanistan.

Une « déclaration commune » à propos de l'intervention soviétique en Afghanistan

en Afghanistan

A l'occasion de leur réunion du 15 janvier, les ministres des affaires étrangères des Neuf out débatti de l'intervention soviétique en Afghanistan. Ils out adopté à ce sujet une « déclaration commune » soulignant que cette intervention « constitue une ingérence fiagrante dans les affaires intérieures d'un pays non aligné du monde islamique ainsi qu'une menace pour la patt, la sécurité et la stabilité de la région, y compris le sous-continent indien, le Proche-Orient et le monde arabe ». Les ministres rélièrent cépendant leur attachement à la détente, tout en demandant à l'UR.S.S. de pernettre au peuple afghan de « déterminer hi-même son avenir sans ingérence étrangère ». Dans le même texte, les ministres minifestent leur « grande préoccupation » à la suite du veto opposé par l'UR.S.S. à une résolution sur la crise afghane « parrainée par des pays non alignés et appuyée par une large majorité de membres du Conseil de sécurité ». Ils demandent enfin à l'Union soviétique de se conformer à la résolution de l'Assemblée générale des Nations unles exigeant le retrait immédiat et inconditionnel de toutes les troupes étrangères d'Aighanistan.

Le conseil des ministres des affaires étran-

d'Aighanistan.

Le conseil des ministres des affaires étrangères a décidé, le même jour, d'annuler le programme d'aide alimentaire de la C.E.R. à l'Afghanistan, programme que la Commission avait précédemment décidé de suspendre. Il a remis à plus tard sa décision sur le montant de l'aide d'unyence à accorder, par le biais du H.C.R., aux réfugiés afghans se trouvant dans les pays voisins. Enfin, à propos des mesures prises par les Américains pour limiter leurs ventes de céréales à l'U.R.S., les ministres des affaires étrangères out confirmé que la C.R.R. ne se substituera pas, «directement ou indirectement », aux Etats-Unis pour les livralsons de céréales sur le marché soviétique.

An cours de la même session, le conseil des ministres a aussi chargé la Commission de préparer d'iel au 10 février (date de leur prochaine réunion) un nouveau mandat qui per-

sknoill 12 THE EDITION MET

Manager Manager de ta erent. and pacure gardens and the desired de : Organi Prochame DOD MINISTE Chapter of 4.4 L ÷.

mettrait d'accélèrer la négociation avec la Yongoslavie d'un accord commercial et de coopération. L'initiative a été prise « en raison des circonstances actuelles ». Enfin, ils ont décidé d'octroyer à la Rhodésie, jusqu'à la fin de 1980, les mêmes avantages commerciaux ou aux autres pare et territoires d'outres messes de la commerciaux ou aux autres pare et territoires d'outres messes de la commerciaux ou aux autres pare et territoires d'outres messes de la commerciaux ou aux autres pare et territoires d'outres messes de la commerciaux en la commerciaux et la commercia de la commercia qu'aux autres pays et territoires d'outre-mer.

qu'aux autres pays et territoires d'outre-mer.

PROGRAMMES SCIENTIFIQUES EN PANNE.

Le différend franco-tiellen sur Super-Sara en mathère de séourié nucléaire a empéché les ministres de la recherche des Neul, réunis le 20 décembre à Brusalles, d'adopter deux programmes communautaires de recherche selentifique pour la période 1880-1983.

La France a demandé que la Commission européenne étudie les autres projets sur la sécurité des réacteurs, y compris Super-Sara, avant de prendre une décision définitive.

Pour protester coatre l'attitude française, l'Italia r'est opposée à l'adoption du propramme 1980-1983 de recherche et de formation duns le domaine de la jusion thermonucléaire, d'un coût de 1 millierd d'unités de compte curopéennes (u.c. = 5,9 Ff).

Les ministres ont par cilleurs adopté un programme da recherche 1830-1984 sur la protestion contre les ratiations, pour lequel un budget de 68 millions d'unités de compts a été présu.

LES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT ET LA

ADEPOLIUTION G'UNITÉS de compts a été prévu.

LES MINISTRES DE L'ENVIRONNEMENT ET LA DEPOLIUTION DU REIN. — Les représentants des Pays-Bas et de la R.F.A. ont déploré, le 17 décembre à Bruxelles, que la France n'ait pas ratifié le truité às Bonn de 1976 rune a répollution du Rhin. Par afficurs, les Neul se sont engagés à prendre toutes les mesures pour que leurs industries nationales n'augmentent pas leurs capacités de production de chlorofluorocarbone. Utilisé principalement pour propulser les dérools, mais également dans les réfrigérateurs et les aystèmes de conditionnament d'air, os produit détreit le couche d'osone protégeant la Terre contre les reyonnements ultariolets du Solei.

ADE A L'INDUSTRES DES PERRES SYNTER.

ADE A L'INDUSTRIE DES FIBRES SYNTHE-TIQUES.—La C.S.E. a décidé d'accorder 14 millions d'unités de compte européennes (1 u.a. = 59 F ou 1.39 dollar) à l'industrie des fibres synthètiques du Marché commun pour seize projets de restruc-

du Marche commun pour seuse projets et rest untration.

Treize projets sont situés en Italie, deux en
Belgique et un en France. Le coût total des
projets de restructuration est estimé à 185 millions
d'u.c. Selon la Commission, l'aide apportée permettrait de gavantir le maintien de plus de sir
mille emplois dans la G.E.E.
L'aide avant été proposée par la Commission pour
lutter contre la grave crise qui ajfacte actuellement le secteur des fibres synthétiques dans le
Marché commun en raison du relentissement
général de l'économie et de l'aucroissement des
importations communautaires en provenance de
pags tiers.

FEOGA. — La Commission du Marché commun a octroyé le 7 favrier à la France des subventions de l'ordre de 86,7 millions de francs, au titre du Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA).

L'AIDE À L'IBAN. — Les ministres des alfaires étrangères ont chargé la Commission européenne, le 19 décembre, de recenser les estions communautaires, telle l'aide alimentaire, en faveur de l'Iran avant de prendre toute décision pour soutenir les Etats-Unis dans la crise iranienne.

l'iran avant de prendre toute décision pour soutenir les Etats-Unis dans la crise tranienne.

L'ADHESION DE L'ESPAGNE, — L'Espagne souhaite signer son traité d'adhésion à la C.E.E. en 1981, a indiqué le 18 décembre à Bruxelles M. Calvo Sotelo, ministre espagnol chargé des relations esse la C.E.E., lors d'une session ministérielle coneacrée aux népociations sur l'entrée de Madrid dans le Marché commun. Le ministre espagnol à également insisté pour que la C.E.E. fixe le plus rapidement possible un calendrier sur les grandes étapes de la négociation. L'Espagne souhaite en particulier que la vue d'ensemble sur les négociations soit terminés à la fin du premier semestre 1980 afin que l'on puisse aborder ensuits sur le fond les deux questions délicates : l'agriculture et la durée de la période transitoire. L'Espagne est prête à accepter une période transitoire uniforme qui se situerait entre cinq et dix ans. Elle a insisté toutelois pour que le secteur-clef de l'agriculture soit abordé en priorité au cours des négociations. De son côté, la C.E.E. a refusé de s'engagne des maintenant sur un calendrier précis de négociations. De son côté, la C.E.E. a refusé de s'engagne de maintenant sur un calendrier précis de négociations. Les Neuf ont toutglas reconnu que, le dossier appicole, qui met en plait des intérest côtésidanoles dans le Midt de la France et en Italia, serait le point le plus difficile de la négociation.

Les thèmes abordés de concert par les Neuf et l'Espagne au cours des prochains nois porteront sur le droit d'établissement, la Communauté européense de l'énergie apriouleure.

L'ADHESION DE LA GRECE. — M. Valéry Giscard d'Estation a signé le 20 décembre l'instru-

L'ADRESION DE LA GRECE — H. Valéry Giscard d'Estaing a signé le 20 décembre l'instrument de ratification relatif à l'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes. Ce pays est le premier de la C.E.E. à avoir procédé à estie ratification.

RELATIONS AVEC LE PORTUGAL. — La C.E.E. et le Portugal ent signé le 20 décembre à Bruxelles le protocole complémentaire révisant l'accord commercial C.E.E.-Portugal de 1872 qu'ûs apaient déjà paraphé le 22 novembre dernier.

Le protocole complémentaire prévoit notamment des dérogations pendant deux ans eu désarmement tarifaire qu'aurait da appliquer le Portugal pour les produits industriels originaires de la C.E.E., conformément à l'accord de 1972, et un régime particulisr à l'importation pour les pièces de voitures. L'accord est entré en vigueur le 14 janvier. voltures. L'accord est entré en vigueur le 1º janvier.

« GUEBRE DU MOUTONS. — On a annoncé le 15 janvier que la France avait été cités une nouvelle fois par la Commission devant la Cour européanse de justice, à propos de la « guerre du mouton». La Cour lui avait délà demandé en septembre d'ouvrir immédiatement ses frantières à la viande de mouton britannique, au nom du priucipe de la libre circulation des marchandises dans la C.E.E.

CECA

Une a déclaration à comp propos de fanteties . . . Le budget 1980

A PRES des semaines de tergiversations — A passées en particulier à faire pression sur les neuf gouvernements pour qu'is dégagent des moyens de financement supplémentaires au profit de l'action sociale de la CBCA — la Commission européenne a finalement approuvé le budget de 1980 du « pool » charbon-acter. En son état final, il se caractérise de quatre facons. quatre facons :

 Les recettes ont été accrues de 7,54 millions d'unités de compte européennes par relèvement du taux du « prélèvement » — prerelevement du taux du « prélèvement » — pre-mier impôt européen — sur le chiffre d'affaires des mines et de la sidérurgle des neuf pays membres. Ces recettes passent ainsi de 109,5 à 117 millions d'u.c., le taux du prélèvement étant porté de 0,29 % à 0,31 %.

2) Les dépenses ont été réduites de 23 millions d'u.c.e. par rapport au projet initial : 3 millions sur l'aide à la recherche (ramenée de 47 à 44 millions) et 20 millions sur les bonifications d'intérêt relatives aux prêts d'investissements (23 millions au lieu de 43 millions).

Cet effort d'une trentaine de millions d'u.c.e. n'a pas suffi pour équilibrer le budget,

les dépenses prévues atteignant 188 millions d'u.c.c. contre 145 millions seulement de recettes (non compris 10 millions de recettes et de dépenses sur fonds non empruntés). Le déficit (43 millions) correspond exactement à l'aide prévue pour la reconversion industrielle. La Commission a décidé de maintenir cette dépense Commission a décidé de maintenir cette dépense au hudget et de la couvrir par des « recettes extraordinaires » actuellement non définies. Il à été décidé de n'engager aucune dépense de reconversion tant que les Neuf ne se seront pas mis d'accord pour fournir à la Commiscion les « recettes extraordinaires » nécessaires. 4) Hormis l'alde à la reconversion, les 145 millions de dépenses prévues concernent l'aide à la réadaptation (67 millions), l'aide à l'investissement (23 millions). l'aide à l'investissement (23 millions). l'aide à l'archerche (44 millions), l'aide au charbon à coke (6 millions) et les dépenses administratives (6 millions). Les opérations hors fonds empruntés (10 millions de logements sociaux.

truction de logements sociaux. L'AIDE AU CHARBON A COKE. — La Consuission européenne a fizé à la mi-famier le montant des aides que chaque pays est autorisé à verser à ses houillères en rus de développer la production de charbon à coke.

A des aides nationales à la production s'ajoutera une aide à l'écoulement, applicable en cus de livrai-son destinés à une cons éloignée du bassin de production ou saite dans le cadre des échanges intracommunautaires.

REPRISE DE LA PRODUCTION D'ACIER. — Les résultats de la production sidérurgique dans la Communauté pour 1978 confirment la reprise de l'activité des forces des Neuf: 139,87 millions de tonnés, contre 132,48 en 1978, soit + 5,7 %.

ADE A LA RECONVERSION.— La Commission a accordé un prêt de 7,4 millions d'unités de compte européennes (uvec bonification d'intérêt de 3 points) pour la construction d'une usine de comions lourde ERF. Limited d Wrezham (North Wales) et d'un centre de recherche à Middleyich (Cheshire), afin de créer des emplois dans ces deux zones touchéez par le chômage.

par le chômage.

CLOTURE DE PROCEDURE ANTIDUMPING. —
Cinq enquêtes de la Commission européanne contre
le dumping sur les importations d'acter ont été
déclarées closes. Quatre à la suite d'arrangements
entre les parties en cause; elles concernaient les
importations de tôles d'acter singuées autrement
qu'électrolytiquement (galvanisées) originaires d'Espaone et de Pologné, les importations de certaines
tôles de fer ou d'acter originaires du Japon et de
Tchécoalovaquie, les importations d'ébauches en rouleous pour tôles, en fer ou en acter, originaires
d'Austrulie, du Japon et de Tohécoalovaquie, et les
importations de fil machine originaires de Tchécoslovaquie.

La cinquième procédure anti-dumping avait été ouverte à l'épard d'importations d'ébauches en rou-leaux pour tôles, en fer ou en acter, originaires de l'Union soviétique. L'épolution de le situation ne rend pas nécessaire pour l'instant l'instauration de mesures de défense, estime la Commission.

mesures de défense, estime la Commission.

AIDES A L'INVESTISSEMENT, — La Commission de Bruselles a accordé trois prêts destinés à stimuler l'investissement dans les forges et les charbonnages britanniques: 1,4 million de livres à l'actèrie Barvoth Flockton; 190 millions aux charbonnages pour la mine de Selby (Yorkshire), et 500 millions à l'Electricity Council, pour une centrals à charbon à Drax (Yorkshire), de son côté, le groupe français Usinor a obtenu deux prêts (102 et 215 millions de france) destinés aux installations de Dunkerque, de Thionville et de Longvy. L'actèrie Dalmine (Milan) a reçu, elle, un crédit de 46 milliards de lires pour la construction d'un nouveau laminot.

PORMATION PROFESSIONNELLE. — La Commisires pour la constitution d'un nompéu lautinoir. FORMATION PROFESSIONNELLE. — La Commission européenne a accordé un prêt d'un montant de 85,4 millions de deutschemarks à la Westfallsche Bergesenkschaftskasse (Bochum) (WBE), ordait qui est assorti d'une bonification d'intérêts et destiné à assurer le cofinancement de deux centres d'enseignement des métiers de la mine à Berkamen et à Becklinghausen.

Eccutinghausen.

CONCENTRATIONS AUTORISEES. — Deux concentrations d'entreprises sidérurgiques ont été autorisées par la Commission européenne. Le première concerns la prise de contrôle des actéries de Pompey (974 millions de francs de chiffre d'affeires en 1973, essentiellément en acter fins et spécieux) par Saollor : la deuxième a trait à l'achat par Usinor de l'usine de Rehon (feuillards laminés à chaud) du groupe Cockerill; Usinor produira ainsi 8,5 % de

l'acter des Neuf et 17,6 % de leur production de feuillards. En outre, Valloures et les Tubes de la Providence ont été autorisés à regrouper leurs acti-vités dans les petits tubes d'acter sondés.

ADE A LA READAPTATION. — La Commission a enjin accordé des cides en javeur de salariés touchés par les jermetures et réductions d'activité d'activites et de charbonnages en France et en Allemagne, à concurrence pour la France de 4278 millions d'u.c.e. (25 millions de france) et pour l'Allemagne de 181 000 u.c.e. (650 000 deutschemarks).

Parlement européen

L'emploi et la situation en Afghanistan

Afghanistan

REUNI à Sirasbourg du 14 au 18 janvier, le Parlement européen a consacré une partie de ses débats à la situation de l'emploi, à la suite d'une question posée au nom du groupe socialiste. Plusieurs projets de résolution lui ont été présentés, dont l'un émanant précisément du groupe socialiste mais qui n'a pas été adopté. Le Parlement a finalement voté la résolution déposée par le groupe du P.P.E. (parti populaire européen) et celle déposée conjointement par le groupe des démocrates européens et le groupe libéral. Les deux résolutions attribuent la responsabilité première dans les négonations sur l'emploi aux partenaires sociaux. Si la revendication première dans les négociations sur l'emploi aux partenaires sociaux. Si la revendication socialiste relative à la réduction de la semaine de travail à 35 heures sans réduction de salaire a été rejetée, une des résolutions adoptées évoque cependant une réduction du temps de travail (sous la responsabilité desdits partenaires). Les deux résolutions mettent également l'accent sur le rôle que jouent, en vue de la création d'emplois nouveaux, les petites et moyennes entreprises qui doivent être encouragées par la Communauté. D'autre part, à la suite d'un vote difficile et après avoir rejeté des projets de résolution présentés par les socialistes et les communistes italiens, le Parlement européen a adopté à propos de la situation en Afghanistan un projet de résolution initialement présenté par les démocrates européens et amendé à adopté à propos de la situation en Afghanistan un projet de résolution initialement présenté par les démocrates européens et amendé à la suite d'un compromis entre P.P.E. et démocrates européens. Dans un texte qui « condamne » l'intervention soviétique et demande le « retrait immédiat » de toutes les forces de l'U.R.S.S. pour permettre au peuple afghan de déterminer sa propre forme de gouvernement, le Parlement attire l'attention sur les conséquences de cette intervention sur la politique de détente — tout en affirmant sa volonté de détente. La Commission est alors invitée à « reconsidérer immédiatement toutes les relations commerciales, financières et de crédit entre FUR.S.S. et la Communauté européenne, en particulier dans les secteurs de haute technologie, des produits agricoles et des pratiques antidumping... » L'Assemblée se félicite, en outre, de la décision de suspendre provisoirement l'aide alimentaire à l'Afghanistan et invite la Commission à appuyer pleinement le programme du H.C.R. prévoyant une aide alimentaire et médicale aux rétuglés afghans dans les Etats voisins. Le Comité olympique international est d'autre part invité à reconsidérer l'organisation des Jeux de Moscou si l'occupation se poursuit.

Se poursuit.

Le Parlement, qui a aussi entendu l'exposé du programme de la présidence italienne pour les six mois à venir, a renvoyé à sa commission politique un projet de résolution présenté notamment par des cocialistes et demandant une discussion d'urgence sur la situation en Corse. Quant à la Rhodésie, il a approuvé la proposition de règlement émanant de la Commission et prévoyant l'octroi à-ce ter-ritoire d'un régime d'accès au marché de la C.E.E. analogue à celui accordé aux pays et territoires d'outre-mer.

141 131 000 france pour l'exercice 1980-1981. En outre, dans le cadre de ses actions de solidarité, elle a accepté les regultes spécifiques présentées par un certain nombre d'Etats, notamment le Tchad et la République socialiste du Victnam, et décidé d'accor-der une aide humanitaire au Cambodge.

ASSOCIATION DES NATIONS DE L'ASIE DU SUD-EST. — Les ministres des allaires étrangères de l'Association des nations de l'Asse du Sud-Est (ANASE) se sont réunts le 14 décembre à Huda-Lumpur (Malaisie) pour examiner la situation au Cambodge après le vote des Nations unies demandant le retrait des forces étrangères de ce pays.

e AGENCE SPATIALE EUROPENNE. — A sa réunion du 19 décembre, le conseil de l'Agence spatiale européanne (ASE) a nommé M. Erik Quistquard (Danemark) au poste de directeur général de l'Agence. M. Quistquard, qui succédera à M. Roy Gibson, prendra ses fonctions le 15 mai.

• COMMISSION DU PACIFIQUE SUD. — Environ soizante-dix spécialistes se sont réunis à Nouméa (Nouvelle-Caldédonis), du 5 au 18 décembre, à l'occasion de la onzième conférence technique régionale des pêches de la commission du Pacifique sud (C.P.S.).

— Des journées d'étude sur les terrires movines - Des journées d'étude sur les tortues marines dans les lies du Pacifique tropical, organisées conjointement par la C.P.S. et le Service national des péches maritimes des Etats-Unis (N.M.F.S.) ont eu lieu du 11 au 14 décembre, à Nouméa.

ont eu lieu du 11 au 14 décembre, à Nouméa.

• CROIX-ROUGE. — En décembre dernier, le Comité international de la Croix-Rouge (C.I.C.R.), IUNIGEF et la PAM (Programme alimentaire mondiai) ont acheminé vers le Cambodge des accours fournis par la communauté intérnationale : trois axions basés à Bangkok e: Singapour ont effectué cent seiza vois pour transporter 2300 tonnes de marchandises à Phom-Penh ei 15 000 tonnes nut été acheminées par bateau au port de Rompong-Som. Selon les délégués du G.I.C.R. et de l'UNICEF qui ont accompagné les convois de secoura, la population so u f f e de esdoire mainutrition », mais il n'y auruit cependant, pas de situation de l'amine. Se posalent, cependant, des problèmes de distribution des secours. De plus, du fait de l'engorgement des entrépôts cambodgiens, scules 6 700 tonnes de vivres devulent être acheminées en janvier vers le pays (au lieu des 30 000 tonnes prévues dans le cadré du programme C.I.C.R. a poursuint au mots de décembre la coordination des activités d'assistance alimentaire (avec l'UNICEF) et médicule en javeur des rélugiés cambodgiens se trouvant sur la jrontière kheméro-thallandeise.

— En vertu d'un accord intervenu entre les autorités angolaises et sud-africaines. le C.I.C.R. au voirtiés angolaises et sud-africaines.

la frantière kismèro-thallandaise.

— En vertu d'un accord intervenu entre les autorités engolaises et sud-africaines, le C.I.C.R. a procédé, le 16 décembre, au rapatriement simultané d'un avion angolais, ayant fait un attervissage forcé en Namible en fuillet demier, et d'un avion sud-africain se trouvant en Angola depuis avril 1879.

— Une série de visites de lieux de détention civille et militaires colombiens a eu lieu en novembre et en décembre. Au total, l'équipe du C.I.C.R. s'est rendue dans quatoras lieux de détention de Bogota et de la province, visitant quelque deux cent cinquante-quatra personnes détenues pour des raisons de sécurité.

et de la province, visitant quelque deux cent cinquante-quatre personnes détenues pour des raisons
de sécurité.

— Au Vietnam, deux nouvelles opérations de
rapatriement à destination de Taiwan se sont
déroulées les 22 et 29 novembre sous les auspices du
C.I.C.R. Elles ont permis à trois cent sept Chinois
ayant vêcu jusqu'alors au Vietnam de rejoindre
leurs familles à Taiwan.

— Au Bangladeh, le dernier bateau rapatriant
des familles d'origine biharie vers le Pakistan a
quitté Chittegong, le 20 novembre, avec mille cinq
cent quarante et une personnes (deux cent quarante-cinq familles) à bord. Le C.I.C.R. a apporte
son concours technique à ces opérations, commencées en juin dernier, en contrôlant les passagers
lors de l'embarquement.

lors de l'embarquement.

ORGANIBATION DES ETATS AMERICAINS. —
Le représentant de la Bolivie a exposé devant le
conseil permanent de l'Organisation des Etats amériosins (O.E.A.), réuni d'urgence en séance extraordinaire le 12 janvier, les groves conséquences
pour l'économis de son pays de la décision du
gouvernement des Etats-Unis de procéder d la vente
de 35 000 tonnes d'étain de leurs réserves stratégiques. La promulgation par le président Carter,
le 2 janvier, de le loi autorigant la cession de
5 000 tonnes au Conseil interaméricain de l'étain
et la mise en vente sur le marché intérieur des
Etats-Unis de 30 000 tonnes constitue en effet une
grave menace pour les exportations boliviennes de
ce produit, qui représentent 50 % des revenus du
commerce extérieur du pays.

— Ouvrant un cycle de réunions destinées à
renforcer la coopération de l'O.E.A. avec les groupements économiques régionaux de l'Amérique
latine et des Carabes, le secrétairs général de
l'Organisation, M. A. Orfila, s'est entretenu le
14 décembre à Weshington avec le secrétairs enécutif de la commission économique des Nations
untes pour l'Amérique latine (CEPAL). M. J. Iglestas. Dans un communiqué, ils ont lancé un
appel à la coopération, confirmé l'appui de leurs
organisations au groupe d'experts charpé de préparer une assemblée extraordinaire sur la coopération pour le développement. Ils ont aussi dénoncé
la dispersion des efforts et assigné la plus haute
priorité aux problèmes de l'énergie, de l'alimentation et de l'emploi.

ORGANISAITON EUROPEENNE POUR LA

ORGANISATION EUROPEENNE POUR LA RECHERCHE NUCLEAIRE. — Réuni pour sa soisunte-quatrième sassion les 19 et 20 décembre à Genève, le conseil de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) a approuvé un budget de 533 millions de france suisses pour 1980 et à réfuy que poute de président et de piece. budget de 593 millions de france suisses pour 1980 et a réélu aux postes de président et de vice-président du conseil le professeur Jean Teillac (France) et M. Paul Levaux (Belgique). M. John B. Adams, directeur pénéral exécutif du CERN, a présenté les propositions de la direction du CERN concernant le construction du LEP (machine à collisions d'électrons et de positions à des énergies de 22 à 130 GeV par faisceau) : poursuite des études en sue de soumettre une proposition officielle à la séasion de fain du conseil et planification des activités scientifiques et des budgets à long terme de l'Organisation en se fondant sur l'hypothèse que le LEP sera construit au CERN à partir de 1982.

e ORGANISATION POUR LA MISE EN VALEUR DU FLEUVE SENEGAL. — Le sizième sommet de l'Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (O.M.V.S.) s'est tenu à la fin de décembre à Dakur, en présence du président Moussa Traore (Mali), du président Senghor (Sénégal), ainsi que du premier ministre maiuritanies, le lieutenant-colonel Khouna Ould Haddallah. Quelques jours auparavant, le 12 décembre, ces trois chels d'Etat et de gouvernement avalent posé la première pierre du futur barrage de Diama, qui sera construit près de la ville de Saint-Louis.

barrage de Diama, qui sera construit près de la ville de Saint-Louis.

• CEGANIBATION MONDIALE DU TOURIBME.

— Selon des estimations publiées le 7 décembre par l'Organisation mondiale du tourisme (O.M.T.), le total des arrivées de touristes internationaux dans le monde s'est élevé en 1979 à 270 millions, ce qui représente une augmentation de 4 % pur rapport à 1978. Le total des recettes touristiques (à l'exclusion du palement des titres de transports internationaux) est estimé à 75 milliards de dollars, ce qui correspond à une augmentation en termes courants de 15 % pur rapport à l'année précédenie; toutejois, ce pourcentage est inférieur à l'accroissement moyen des quatre dernières années, qui étant de 18 % Les recettes touristiques ont progressé plus rapidement que le commerce international en 1879 (+ 5 %) et ont représenté 5,5 % de la valeur giobale des exportations.

Au total, les arrivées de touristes internationaux et nationaux dans le monde sont estimées à 1 milliard 350 millions.

On a assisté, en 1879, à une augmentation des départs touristiques des résidents des Etats-Unis, de la République lédérale d'Allemagne et de la France vers des destinations telles que les Caraïbes, l'Asie de l'Est et le Pacifique et l'Europe, è une sugmaion des flux touristiques en provenance du Royaume-Uni. Les départs du Pacifique ont marqué une forte réprise.

V414777333 (0746941/672)5(0743) V3(0744401/35) VX:(4)//(E)//>==#///0/N/://////

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme

A U cours de sa cent quarante et unième A session à Strasbourg, la commission euro-péenne des droits de l'homme a examiné cent huit requêtes individuelles. Sept requêtes, déclarées recevables, feront l'objet d'un examen au fond : A. Albert contre Belgique et H. Le Compte contre Belgique (les requérants, méde-cins en Belgique, se plaignent de la violation des articles 6 et 11 de la convention européenne des droits de l'homme du fait de procédures cins en Belgique, se plaignent de la violation des articles 6 et 11 de la convention européenne des droits de l'homme du fait de procédures disciplinaires dont ils ont fait l'objet); Reed contre Royaume-Uni (mauvais traitements que le requérant aurait endurés à la prison de Hull, refus du ministère de l'intérieur de le laisser consulter un avocat en vue d'agir en dommages-intérêts, ainsi qu'ingérences dans sa correspondance durant sa détention — questions relevant des articles 3, 6 et 8 de la convention); entreprise X. contre Autriche (durée de la procédure en fixation d'une indemnité d'expropriation, question relevant de l'article 6, paragraphe 1 de la convention); A., B., et C. contre Royaume-Uni (détentions ordonnées en application de la loi dite « Prevention of terrorism (Temporary Provisions) Act 1976 » et les points litigieux portent sur l'article 5 (droit à la liberté et certains droits spécifiques y relatifs) et sur l'article 8 (droit au respect de la vie privée) de la convention.

La commission a déclaré quinze requêtes irrecevables et en a rayé une du rôle, selon la procédure ordinaire. Elle en a déclaré trente-trois irrecevables et en a rayé trois du rôle selon la procédure sommaire. Elle a également décidé de porter douze requêtes à la connaissance des gouvernements mis en cause, en les invitant à présenter par écrit leurs observations sur la recevabilité.

L'ENFANT DANS LES ANNERS 80. — La Conseil de l'Europe a organisé du 27 au 30 décembre, à Strasbourg, une conférence sur l'enfant (de sa

naissance à huit ans) dans la société européenne des années 80. Les débats ont rassemblé des responsables de l'éducation et de la garde des jeunes enjants, des parlementaires et des experts coopération culturelle, ainsi que des représentants d'associations de parents.

OTAN

A propos de l'intervention soviétique en Afghanistan

L'aconseil de l'Organisation du traité de l'Atlantique nord (OTAN) s'est réuni le 15 janvier à Bruxelles, à l'échelon ministériel, pour examiner les conséquences pour la détente en Europe de l'intervention soviétique en Afgha-nistan

Sans se mettre d'accord sur toutes les mesures Sans se mettre d'accord sur toutes les mesures de rétorsion à prendre contre l'U.R.S.S., les ministres se sont prononcés en faveur de « mesures parallèles et appropriées » com me, par exemple, l'interdiction d'exporter des produits de haute technologie. Les ministres ont aussi envisagé le problème de l'aide à apporter aux pays voisins de l'Afghanistan, notamment le Pakistan.

AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE. — La sizième conférence générale de l'Agence de coopération culturelle et technique (A.O.C.T.), qui réunit tous les deux aus les représentants des Etats membres, Etats associés et gouvernements participanis, s'est tenue à Lomé (Togo), du 12 au 15 décembre.

Elle a admis à l'aunmimité trois nouveaux Etats: la Dominique et les Nouvelles-Hébrides à titre de membres, et la Guinde-Bissau comme Etat associé. Au terme de débats appro/ondis sur les modifications à apporter aux structures actuelles de l'Agence, la conférence a décidé de convoquer au siège, pendans la seconde quinnaine de mars, une session extraordinaire chargée de régler le problème.

En attendant, la secrétariat gardera sa composition

En ettendant, le secritariat gardera sa composition actuelle: le professeur Dankoulodo Dan Dioko, secrétaires général; MM. Leopold E. Amyot et Simon-Pierre Nothomb, secrétaires généraux adjoints, les Etate ayant été invités à ne pas présenter de candidats aux postes de secrétaires généraux adjoints vacants depuis la conférence générale d'Abidjan de 1977.

1977. Les programmes de l'A.C.C.T. ont été approuvés et la conférence générale a roté un budget de

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

L'ANNÉE AFRICAINE 1978

ÉTUDES CHRONIQUES BIBLIOGRAPHIE

5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09 - 246-72-23

Se Monde réalise chaque semaine

UNE ÉDITION INTERNATIONALE

SÉLECTION HEBDOMADAIRE

LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

N nous le dit de toute part, de Paris et des régions, d'outre-Rhin et d'outre-Atlantique, d'ici has et d'ailleurs : l'homme moderne est responsable de sa déréliction pour s'être cru capable de rendre raison du monde par la rationalité et avoir créé une civilisation où il se perd en perdant le contact avec ce qui l'entoure — la nature et ses voisins, — croyant pouvoir, pauvre Prométhée bétonneur, rompre a ve c ses racines. L'homme doit reconnaître qu'il n'est pas une « bête politique » mais une plante fragile qui réclame sol nourricier et serres chaudes.

La quête des origines, d'une raison et d'une action humaines rendues à leurs limites naturelles indique l'itinéraire d'une humanité qui doit être ramenée à l'humilité et retrouver, sinon le chemin de la terre, du moins les vertus des terroirs. La révolution du deuxième an mil sera un retour, retour sur soi, retour aux valeurs éternelles des natures culturelles,

Is n'ai rien à dire ici sur la revendication culturelle et régionale, mais je me méfie de l'usage qu'en font certains qui ne parient de libération que pour nous libérer de la libération que pour nous libérer de la libération que pour nous moralistes, des chevaliers de la Bretagne granitique ou des défenseurs de la cause des peuples (fût-ce malgré eux) n'est pas l'acculturation ou l'uniformisation et la perte d'identité culturelle, mais bien, derrière le jacobinisme ou ce qui est présenté comme tel, la démocratie, qui n'est et ne peut être que politique.

senté comme tel, la démocratie, qui n'est et ne peut être que politique.
Peut-on oublier, dans un pays comme la France, que l'opposition entre pays réel et pays légal, homme réel et citoyen n'est qu'une charge hypocrite contre la politique. la République, la citoyenneté, la liberté? Et que le particuller culturel n'est utilisé, une fois encore, que pour réduire ce qui fonde la démocratie et la liberté politique, c'est-à-dire la reconnaissance de l'universel dans l'homme, dans tout homme. On ne peut opposer culture et politique, enracinement culturel et citoyenneté, à moins cinement culturel et citoyenneté, à moins de se poser en ennemi de la démocratie. Car la nature — ou la culture, comme l'entendent les moralistes du folklore, qui l'entendent les moralistes du folklore, qui n'est qu'une manière culturelle de vivre sa nature — est inégalitaire. Et la loi de la nature, c'est la loi de la jungle, la mort du faible dans le silence des nécessités blologiques. L'égalité des hommes dans la citoyenneté repose sur l'universel. L'universel est le contraire du nivellement, puisqu'il reconnaît en tout homme l'égal d'un autre sans lui demander d'être son pareil; l'universel est le contraire de l'indifférenciation, c'est la reconnaissance des différences fondatrices de l'égalité. Et la meilleure garantie des différences, c'est l'égalité dans la citoyenneté. Quel que soit l'usage, parfois contraire à ces principes mêmes, qui a pu en être fait, ces mythes sont fondateurs de l'Etat moderne. Y renoncer sous prétexte de libération ou d'émancipation, c'est en appeler au tota-litarisme.

TDENTITE culturelle, dont le concept remonte à Barrès, à Maurras, n'est que le masque d'une volonté d'assiquation à résidence culturelle, puisque, pour ces derniers et leurs épigones, la culture n'est rien d'autre qu'un folklore : l'homme, pour ces entomologistes de la nature humaine, se définit par ce qu'il mange, par ce qu'il boit, par les outils qu'il fabrique, par sa manière de vivre et sa manière de mourir. manière de vivre et sa manière de mourir. manière de vivre et sa manière de mourir, par tout ce qui est secondaire et ce par quoi on désigne comme subalterne ce peuple qu'on prétend magnifier et dont on ne magnifie qu'une prétendue vocation à être dominé. Une telle conception de la culture n'est qu'un élitisme déguisé, qu'un discours du maître qui veut diviser pour régner, qu'un soumais complot contre ce qui rous unit le liberté dans le citoren. régner, qu'un sommois complot contre ce qui nous unit, la liberté dans la citoyen-neté, pour produire des différents, dissou-dre l'universel dans les micro-commu-nautés objectives car reconnaissables à des signes extérieurs élevés au rang d'identité spirituelle. Derrière l'idéalisme apparent de ces thèses se cachent le plus plat déter-minisme, le mécanisme le plus lamentable, l'économisme le plus dancereux

minisme, le mécanisme le plus lamentable, l'économisme le plus dangereux.

A-t-on réfléchi qu'une telle conception de la culture ne sert qu'à diviser, à opposer, à désigner, à assigner. L'identité culturelle u'est pas un droit, mais bien un dévoir, celui, comme le dit H. Gobard, d'appartenance (1). L'homme réel, délivré de la citoyemeté que lui ont conférée 1788 et l'État moderne n'e one des despires et de la citoyenneté que hi ont conférée 1788 et l'Etat moderne, n'a que des devoirs et d'abord celui d'être idantique à ceux que d'autres — les détenteurs de la vérité culturelle — lui ont désigné comme ses pareils. C'est bien là la marque de l'organicisme de ceux qui rêvent d'un corps social reconstitué sur le meurtre rituel de la liberté, qui veulent nous enfermer dans la quiète chaleur de communautés naturelles, où l'on est entre sol, délivrés de la politique et de la liberté, libres seulement de se comporter conformément à notre nature culturelle, préservés dans les ghettos de la transparence quotidienne, par la police des familles ou des quartiers, dans l'autosurveillance et la délation mutuelle.

ES différences, toutes les différences, sont affaire privée, et nul n'a le droit d'y envoyer quiconque, fût-ce pour y trouver matière à charité ou à fraiernité, ces nobles dispositions d'âme qui enferment le faible dans sa faiblesse, l'autre dans sa différence et les livrent pieds et poings liés au bon vouloir de ceux qui sont par nature peut-être — en position d'être charitables, fraternels... Et je crains fort que ce prétendu droit à la différence, que l'on invoque si fort de tous chès, ne soit qu'un droit blen peu democratique, qu'un droit de dire qui est différent, ne soit qu'un devoir d'identité édicté et nèga-

précisément à la culture naturelle du Moyen Age, âge d'or du consensus spatial, où, avant Clavel, Berdiaeff puis Drien souhaitèrent nous ramener, et que R. Rosanvallon et Y. Bourdet nous présentent — sans rire — comme société contractuelle (4).

Cela fait quelque temps déjà que de bonnes âmes chargent l'Etat moderne de toutes les vilenies et voient dans Robes-pierre le père spirituel de Staline auprès de qui Hitler n'est qu'un amateur méga-lomane. Mais sont-ils tous innoncents ceux qui prétendent ainsi nous garder du tota-litarisme, en particulier de celui qui nous menace, un nouveau fascisme, en nous délivrant du seul rempart contre lui. c'est-à-dire l'État moderne qui repose sur

Car le fascisme ce n'est pas seulement — et même peut-être pas nécessaire-ment, puissions-nous ne pas en faire l'expérience — la dictature. « L'Etat total

nature et des cultures naturelles, de la terre et des ethnies. Or la morale de la nature, c'est l'économisme absolu, l'anti-humanisme intégral, la soumission aux lois des maîtres de la mort et du désir ; c'est le fantasme du retour à la pré-humanité, à l'ordre cannihale per excel·hence. Car vollà qu'après l'euthanasie délicatement suggérée par les pourfendeurs de l' « acharnement thérapeutique » et les défenseurs de la « mort naturelle », repointe le musile de l'eugénisme, forme ultime sans doute du « mieux vivre » : « Notre produit le pius important, c'est « Notre produit le pius important, c'est l'être humain. Je crois que le progrès essentiel, c'est le progrès dans l'homme. (...) Des sociétés plus avancées doivent naturellement s'assigner un objectif d'un degré plus élevé que la production d'une quantité de successeurs : c'est la qualité de ses successeurs (7). »

tité de successeurs (7). p

A nation sans la politique, les peuples sans la République, l'Etat sans la démocratie, c'est l'utople maurrassienne. Ne pas le savoir, l'oubiler, ne pas le voir, c'est se préparer à donner dans tous les pièges. Car la crise de l'Etat gisoardien est grosse d'une étonnante mais dangereuse synthèse où l'antidémocratisme d'une certaine nouvelle gauche — ces écologistes qui a n'aiment pas la politique », qui veulent « la dispartion des partis, du voie, de la délégation de poutoir et des hiérarchies, donc de l'Etat » ou qui ne volent dans la politique qu'un théarre formé de « trèteaux riolemment éclairés où une troupe de politiciens professionnels rassent leur temps à se faire élire » (8); et ces expérimentateurs d'un nouvel ordre moral qui vibrent « de l'espérance de changer leur tie et celle des autres (9) — et l'élitisme de réaction nobillère des petits aristocrates de la nouvelle droite précipiteraient un nouvel organicisme qui tordrait proprement son oou à la politique ; où la reconnaissance (connaissance et acceptation) des différences — de toute les différences : il y a des riches et des pauvres, des Noirs et des Blancs, des idiots et des surdoués, des supérieurs et des inférieurs—légitimerait les hiérarchies et déterminerait le partage des pouvoirs; où l'Etat appartiendrait à l'élite, les titulaires d'aptitudes inférieures s'affairant à leur niveau dans l'ombre d'un Etat tutélaire qui ne serait plus ni étouffant ni unificateur pour la bonne raison qu'il reposerait sur la coupure radicale — parce que naturelle — entre gouvernants et gouvernés : où la loi ne serait plus uniformatrice et négatrice des « différences » pour la bonne raison qu'il n'y aurait plus de lois mais des franchises, plus de droits mais des privilèges : où le citoyen s'épuiserait dans l'autogestion des pénuries quotidiennes : où l'harmonie culturelle et la quête des racines constitueraient les minorités, délimiteraient les frontéres du corps social et désignerait les invisibles et universels coupables puisque le «

esclaves du tiers-monde. Mais faut-il, pour libérer le monde, commencer par asservir les hommes libres?

(1) « Sans culture, c'est-à-dire suns appar-tenance à une communauté avec ses valeurs, l'homme n'est plus qu'un être humain », Henri Gobard, la Guerre culturelle, logique du désaire, Copernic, Paris, 1979, cité par Alain de Benoist « Le grand espoir des cultures populaires », in le Figaro-Magazine, 13 juillet 1979. (2) Et non « manière singulière de réinven-ter l'universel », comme le voudrait Michel ter l'universel », comme le voudrait Michel Le Bris. « Rien que du vent », le Nouvel Observateur, n° 733, 11-17 décembre 1978. (3) Voir W. Laqueur, Weimar, une histoire culturelle de l'Allemagne des années 20, Lationt, Paris, 1978, notamment le chapitre 3. culturelle de l'Allemagne des années 20, Laffont, Paris, 1978, notamment le chapitre 3.

(4) Voir T. Bourdet, l'Espace de l'autogestion, Galilée, Paris, 1978, Même som de cloche cher Rosanvallon: « Au Moyen Age, le système des repports entre l'homme et le sol est un enchevéirement complexe et hiérarchies des (...) différents droits réals. (...) Le droit féodal est ainsi d'abord un droit contractuel. » (P. Rosanvallon, l'Age de l'autogestion, Le Seuil, Paris, 1976, page 113.)

(5) Cité par E. Bauschning, la Résolution du núhlisme, Gallimard, Paris, 1939, page 34.

(6) A. Bitler, cité par B. Rauschning, Hitler m'a dit, Gallimard, Paris, 1939, page 34.

(6) A. Bitler, cité par B. Rauschning, Hitler m'a dit, Gallimard, Paris, 1939, page 34.

(7) B. de Jouvenel, la Civilisation de puissance, Faşrad, Paris, 1979.

(8) Brice Lalonde, préface à Philippe Lehreton, l'Exproissance, les chemins de l'écologie, Denoël, Paris, 1978, page 13 et page 9; P. Fournier, T'en a plus pour longiemps, éd du Square, Paris, 1975, page 138, cités par L. Journée, « Les Mées politiques du mouvement écologique », Revus française de science politique (29), 2 avril 1979, pages 200-234.

(9) J.-P. Le Dantec, « Ce fut l'annonce de la fin de l'illusión politique », le Nouvel Observateur, mai 1978.

(10) H. Gobard, op. cit.

Le devoir de liberté

■ Par PATRICK ALLARD *

teur de la liberté et du politique. A qui fera-t-on croire que le racisme est refus des différences, alors qu'il est constitution des différences culturelles — privées — en principe de différenciation des hommes, de partage entre citoyens et ceux qui ne le sont pas. En France, c'est par Vichy qu'une partie de la population a été constituée en minorité at dotée d'un statut spécial, c'est-à-dire privée de citoyenneté et du droit de vivre. Exemple à méditer, peut-être.

Les discours, trop à la mode dans une intelligentsia revenue des idéologies, sur l'acculturation et le déracinement ne sont bien souvent que larmes de crocodie bien souvent que larmes de crocodile soulignant, plus qu'elles ne dissimulent, un mépris du peuple. Il est inepte de prétendre qu'on cesse d'être Breton parce qu'on mange sur une table de formica, qu'on cesse d'être occitan parce qu'on bott du coca-cola et qu'on parle français. A moins de dissimuler, sous une proposition anodine, « Il n'est de Breton qu'en Bretagne », une proposition moins anodine : « Il ne doit être que des Bretons en Bretagne », ou des Français en France, des Allemands en Allemagne... Car une culture n'est pas réductible à un site, aux rapports entre des hommes et une terre, à ports entre des hommes et une terre, à des rites, à une langue, à l' « âme d'un peuple ». Une culture est, à proprement parler, philosophie d'un peuple, manière d'exprimer l'angoisse de l'existence humaine, la peur, la jole, la souffrance. Elle est conception du monde, conception de l'homme deux le mende conception de Elle est conception du monde, conception de l'homme dans le monde, conception de la liberté humaine. Elle est manière singulière de produire de l'universel (2). Elle sait se régénérer à chaque période, en puisant en elle-même, en empruntant au-dehors de nouveaux éléments qu'elle reformule et intègre. Chaque génération peut ainsi reproduire une culture, toujours identique, toujours différente, avec n'importe quel rite, n'importe quel objet, pourvu qu'on lui en laisse les moyens. Car s'il n'est pas d'ethnocide, il est des génocides, par le feu et par la falm, par la mort et la misère. On ne tue pas un peuple en lui ôtant la vie.

U'ON le veuille ou non, toute pensée en termes d'origine, d'enracinement, d'espace, d'assignation culturelle est une pensée réactionnaire, un avatar de la pensée contre-révolutionnaire, antilibérale pensée contre-révolutionnaire, antilibérale et antisocialiste, dont l'alchimie s'est élaborée à la fin du dix-neuvième siècle, entre le Paris du boulangisme et de l'affaire Dreyfus et l'Allemagne du Kulturpessimismus (3). Retrouver Spengier, Jünger, Heidegger, répéter leurs critiques de la civilisation technicienne, du machinisme, de la ville, de la massification, de la rationalité, de la science, c'est réactiver une philosophie politique qui résonne des thèmes völkisch de l'Allemagne pré-hitlérienne, qui suinte de mépris des bommes, d'aristocratisme petit-bourgeois, d'élitisme. Et le mythe du retour à la culture n'est

Et le mythe du retour à la culture n'est que le mythe d'un retour à la nature, plus

ne tolère pas de différence entre droit et morale s, disait Hitler. Le fascisme, c'est la morale constituée en politique, vie privée devenue affaire d'Etat, les affaires d'Etat devenues affaires privées de l'élite. Et ce ne serait pas la première fois que des gens venus des horizons politiques les plus éloignés de la droite politiques les plus éloignés de la droite et de l'extrême droite préteraient appui à des entreprises antidémocratiques, et cela au nom même des valeurs qui les situent à gauche. C'est la position par rapport à la démocratie politique, à la République et à ses principes fondateurs — la loi et la citoyenneté — qui constitue la ligne de partage des positionnements politiques, qui trace la frontière mouvante entre la gauche et la droite. C'est par l'incompréhension du contenu démocratique de la République en tant qu'héritière de 1789 que des syndicalistes révolutionnaires d'avant 1914, des planistes de la S.F.I.O. ou de la C.G.T., des socialistes, des communistes sont devenus pétanistes,

E conflit est bien entre morale et poli-tique. Car la politique est l'expression de la liberté humaine. De la liberté de l'homme qui se donne sa loi. Le premier l'homme qui se donne sa loi. Le premier des espaces de liberté à conquérir et à reconquérir toujours, c'est l'espace national, parce que la nation est la figure du peuple souverain. A trop l'oublier, n'avouet-on pas une préférence pour l'Etat sans politique, l'Etat administrateur des choses, un préférence pour l'Etat sans politique, l'Etat administrateur des choses. politique, l'Etaf administrateur des choses, qui n'était pas seulement le rêve de Saint-Simon mais aussi celui de Proudhon, qui voulait remplacer l'État par l'atelier, et de quelques autres, comme E. Jünger, qui souhaitait avant guerre qu'à la « Constitution se substitue le plan de trapail » (5). N'avoue-t-on pas aussi une secrète préférence pour la nation hors le politique, pour la nation organique, soudée par une croyance commune, une éthique, un âme? Mais fonder une société sur une morale croyance commune, une éthique, un âme? Mais fonder une société sur une morale collective, mettre une société au service d'une éthique quelle qu'elle soit, faire de la morale une politique, c'est tuer le politique et, avec lui, la démocratie, puisqu'il faut bien que les purs, les bons, l'avant-garde, l'élite, définissent la bonne croyance, les bonnes valeurs, le bon modèle de vie et en imposent le respect Le de vie, et en imposent le respect. La morale constituée en politique, c'est la morale constituée en poitique, c'est in morale de l'asservissement à une morale, qu'elle soit religieuse ou antireligieuse, asservissement à la morale des justes, de l'élite des idées ou du sang. La révolution, dans ces conditions, n'est qu'une révolu-tion de l'esprit, une révolution culturelle, tion de l'esprit, une révolution culturelle, une révolution conservatrice, une conversion forcée du grand nombre. « Je sais que je dois me montrer un éducateur inflexible. (...) En effet, il me faut d'abord former le peuple avant de songer à résoudre les problèmes devant lesquels notre nation se trouve placée aujourd'hui (6). » Et la morale is plus étouffante, celle qui risque fort d'être la morale du second qui risque fort d'être la morale du second millénaire finissant, c'est la morale de la

Dans ce numéro :

PAGE 2:

LE PRESIDENTIALISME EN ACCUSATION, par Henri Caillavet. - Dans les revues.

Suite de l'article de Ferdinando Scianna sur les lois

d'exception en Italie.

Le Brésil à l'épreuve de la libéralisation, suite de l'article de Julia Juruna. — L'Eglise catholique, de la résistance à l'opposition, par Charles Antoine.

PAGES 6 et 7: AFGHANISTAN : L'EVEIL DES NATIONALITES.

par Alexandre Dastarac et M. Levent PAGES 8 et 9 :

LE POUVOIR ISLAMIQUE FACE AUX ASPIRA-TIONS AUTONOMISTES EN IRAN, par Ahmad Faroughy. - La révolution des imams, par Yann

PAGES 10 et 11 :

DANS LES PAYS DU GOLFE : RICHESSE ET FRAGILITE, par Sélim Turquié. - Suite de l'article de Yann Richard.

PAGE 12 :

Suite de l'article de Claude Julien : L'ENGRENAGE. PAGE 13 :

Pour un renouvellement du droit international : Pillage du tiers-monde et crimes d'Etat, par José Echeverria.

PAGES 14 à 16 :

L'ENCHEVETREMENT DES CONFLITS ET LE JEU DES TROIS GRANDS : Israel, Palestine (S. T.) : Iran, Afghanistan; Golfe, détroit d'Ormuz (S. T.); mer Rouge, corne de l'Afrique (Philippe Leymarie) : Inde, Pakistan (Gérard Viratelle) : Indochine, Thallande, Birmanie (Patrice de Beer). Elections législatives et nouveaux gouvernements.

PAGES 17 à 21 :

L'INDUSTRIALISATION DU TIERS-MONDE : Pour un développement populaire et autonome, par Abellatif Benachenhou. — Une stratégie pour les arnées 1980, par Abd-El Rahman Khane. — Le retard de l'Afrique peut être rattrapé, par Edem Kodjo, -Les syndicats ne sont pas encore à l'heure mondiale, par Maris-Claude Céleste, — L'exemple de la conven-tion de Lomé, par Gaetano Speranza.

PAGE 22:

Les livres du mois.

PAGE 23:

Caméras politiques : De la France, par Ignacio Ramonet, Jean-Pietre Jeancolas, Noëlle de Chambrun et Alain Malassinet.

PAGES 24 à 27 :

L'activité des organisations internationales. — Recherches universitaires : De l'Hexagone, par Charles

Le numéro de janvier 1980 du « Monde diploma-tique » a été tiré à 118 000 exemplaires. Il a été interdit à la vente au Maroc, probablement pour avoir publié un article sur le conflit du Sahara occidental. Le numéro de novembre 1979 avait, pour sa part, été interdit à la vente en Uruguay (à cause de l'armonce de la reparution, au Mexique, de « Cuademos de

Février 1980